

N°	Signature <i>Signatur</i>	Genre <i>Typ</i>	Affaire <i>Geschäft</i>	Traitement <i>Behandlung</i>	Personnes <i>Personen</i>	Remarques <i>Bemerkungen</i>	Cat. <i>Kat.</i>
			Photo de fin de législature 2022-2026 <i>Foto Ende der Legislaturperiode 2022-2026</i>	Rendez-vous à 14 heures devant l'Hôtel cantonal <i>Treffpunkt um 14 Uhr vor dem Rathaus</i>			
1.	2013-GC-39	Divers <i>Verschiedenes</i>	Ouverture de la session <i>Eröffnung der Session</i>				
2.	2013-GC-4	Divers <i>Verschiedenes</i>	Communications <i>Mitteilungen</i>				
3.	2024-DEEF-24	Loi <i>Gesetz</i>	Révision totale de la Loi sur la formation professionnelle (LFP) <i>Entwurf des Gesetzes über die Berufsbildung (BBiG)</i>	Entrée en matière, 1re lecture <i>Eintreten, 1. Lesung</i>	Vincent Pfister Rapporteur-e / <i>Berichterstatter/-in</i> Olivier Curty Représentant-e du Gouvernement / <i>Regierungsvertreter/-in</i>		I

Loi sur la formation professionnelle (LFP)

du ...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: **420.1**

Modifié(s): —

Abrogé(s): 420.1

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr);

Vu l'ordonnance fédérale du 19 novembre 2003 sur la formation professionnelle (OFPr);

Vu le message 2024-DEEF-24 du Conseil d'Etat du 21 avril 2026;

Sur la proposition de cette autorité,

Décrète:

I.

1 Objet et buts

Art. 1 Objet

¹ La présente loi a pour objet:

- a) l'exécution de la législation fédérale sur la formation professionnelle;
- b) l'institution de mesures cantonales en matière de formation professionnelle initiale, de formation professionnelle supérieure et de formation continue à des fins professionnelles (ci-après: formation continue).

² La législation spéciale est réservée, notamment celle concernant Grange-neuve.

Art. 2 Buts

¹ Outre ceux qui sont énoncés par la législation fédérale, la présente loi a notamment les buts suivants:

- a) encourager la collaboration entre les autorités cantonales et les organisations du monde du travail;
- b) assurer la coordination et la coopération intercantionales;
- c) concrétiser la politique cantonale en matière de formation professionnelle en impliquant l'ensemble des partenaires de la formation professionnelle;
- d) promouvoir la formation professionnelle initiale duale et les réseaux d'apprentissage;
- e) veiller à ce que l'accessibilité à la formation professionnelle soit conforme au principe de l'égalité de traitement, en assurant un encadrement adéquat aux individus en difficulté ou en situation de handicap et en permettant, dans la mesure du possible, d'individualiser la formation en fonction de besoins spécifiques;
- f) encourager le bilinguisme et les formations bilingues, notamment par les échanges, ainsi que la pratique des deux langues cantonales;
- g) favoriser la mobilité nationale et internationale des personnes en formation;
- h) intégrer les principes de durabilité;
- i) favoriser la flexibilisation de la formation initiale en tenant compte des besoins spécifiques des différentes branches de l'économie, notamment par la mise en place de formes d'apprentissages alternatives;
- j) favoriser la formation professionnelle tout au long de la vie et la validation de l'expérience pratique.

2 Organisation

Art. 3 Direction – Compétences générales

¹ La Direction chargée de la formation professionnelle ¹⁾ (ci-après: la Direction) veille à l'application du droit fédéral, des conventions intercantionales et de la législation cantonale, d'entente avec les autres Directions concernées.

² Elle favorise et encourage le développement de la formation professionnelle dans le canton.

¹⁾ Actuellement: Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle.

³ Elle exerce les compétences qui sont dévolues à l'autorité cantonale par la législation fédérale, à moins que la présente loi ou son règlement n'en disposent autrement.

Art. 4 Direction – Compétences particulières

¹ La Direction est en outre compétente pour:

- a) conclure, avec l'accord préalable du Conseil d'Etat, des mandats avec des prestataires de la formation professionnelle;
- b) promouvoir des mesures appropriées afin de tendre à l'équilibre du nombre des places d'apprentissage, en tenant compte des besoins du marché du travail.

Art. 5 Service – Attributions

¹ Le service chargé de la formation professionnelle ²⁾ (ci-après: le Service) est l'organe d'exécution de la Direction.

² Il exerce les compétences qui lui sont attribuées par la présente loi et son règlement.

Art. 6 Service – Tâches particulières

¹ Le Service assure la mise en œuvre de mesures encourageant le développement de la formation professionnelle.

² Il informe, conseille et encadre en outre tous les partenaires de la formation professionnelle et les personnes en cours de formation.

³ Il réunit et traite les informations et statistiques concernant la formation professionnelle dans le canton et effectue une veille stratégique.

⁴ Il s'assure que les prestataires et les responsables de la formation sont informés sur les exigences des différents niveaux de formation afin que cette dernière soit en adéquation avec les capacités de la personne en formation.

⁵ Il collabore notamment avec les services chargés respectivement de l'enseignement, de l'orientation professionnelle, du marché du travail, des questions de migration et des questions sociales, en vue de favoriser la prise en charge des jeunes en difficulté d'insertion à la formation professionnelle.

Art. 7 Commission de la formation professionnelle – Composition

¹ La Commission cantonale de la formation professionnelle (ci-après: la Commission cantonale) se compose de neuf à treize membres nommés par le Conseil d'Etat.

²⁾ Actuellement: Service de la formation professionnelle.

² Les organisations du monde du travail, le service chargé de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes ³⁾, les écoles obligatoires, les écoles professionnelles, les écoles tertiaires ainsi que les milieux scientifiques y sont équitablement représentés.

Art. 8 Commission de la formation professionnelle – Fonctionnement

¹ Le conseiller d'Etat-Directeur ou la conseillère d'Etat-Directrice responsable de la formation professionnelle assure la présidence de la Commission cantonale. La vice-présidence est assurée par le chef ou la cheffe du Service.

² Le secrétariat est assuré par le Service.

³ Pour le surplus, le fonctionnement de la Commission cantonale est régi par le règlement sur l'organisation et le fonctionnement des commissions de l'Etat ⁴⁾.

⁴ La Commission cantonale collabore activement avec la commission cantonale pour la formation des adultes.

Art. 9 Commission de la formation professionnelle – Rôle et attributions

¹ La Commission cantonale est consultée avant que les décisions stratégiques importantes ne soient prises par la Direction et le Service.

² Les attributions de la Commission cantonale sont notamment les suivantes:

- a) se déterminer sur la politique et la réglementation de la formation professionnelle;
- b) nommer les membres des commissions d'apprentissage;
- c) préavisier le retrait d'autorisation de former des personnes;
- d) émettre périodiquement des recommandations relatives aux salaires des personnes en formation sous contrat d'apprentissage.

Art. 10 Conférence des directeurs et directrices – Composition et fonctionnement

¹ Les directeurs et directrices des écoles professionnelles composent la Conférence des directeurs et directrices (ci-après: la Conférence).

² La Conférence est un organe consultatif subordonné au Service.

³ Elle édicte son propre règlement qu'elle soumet à l'approbation du Service.

⁴ Le Service assume le secrétariat de la Conférence.

³⁾ Actuellement: Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes.

⁴⁾ RSF [122.0.61](#)

Art. 11 Conférence des directeurs et directrices – Tâches

¹ Les tâches de la Conférence sont notamment les suivantes:

- a) assurer la coordination entre les écoles professionnelles et le Service;
- b) proposer au Service tout projet ou dossier stratégique des écoles professionnelles;
- c) uniformiser les tâches communes des écoles professionnelles;
- d) coordonner les activités des écoles professionnelles.

Art. 12 Association du Centre professionnel cantonal – But

¹ L'Association du Centre professionnel cantonal (ci-après: l'Association) est une association qui a pour but d'aider au développement de la formation professionnelle dans le canton de Fribourg par la construction, l'entretien et l'exploitation des locaux et installations destinés à la formation professionnelle.

Art. 13 Association du Centre professionnel cantonal – Membres et statuts

¹ L'Association réunit, en tant que membres, l'Etat, l'ensemble des communes du canton et les organisations du monde du travail désignées paritairement par les statuts.

² Les statuts de l'Association sont soumis à l'approbation du Conseil d'Etat.

3 Formation initiale

3.1 Dispositions communes

Art. 14 Année scolaire

¹ L'année scolaire administrative commence le 1^{er} août et finit le 31 juillet.

² L'année scolaire comprend deux semestres, totalisant au moins 38 semaines.

Art. 15 Calendrier

¹ Le Service arrête le calendrier de l'année scolaire et les dates des procédures de qualification.

Art. 16 Lieu de formation

¹ Le Service décide du lieu de formation scolaire dans le canton de la personne en formation, sans que cette dernière ait droit à une quelconque indemnité.

² Lorsqu'il n'y a pas de possibilités d'acquérir une formation à plein-temps ou en entreprise dans le canton, le Service est l'autorité compétente pour autoriser à suivre une formation hors canton. Il fixe les conditions d'une telle autorisation.

³ Dans ce cas, la personne en formation domiciliée dans le canton et qui doit suivre cet enseignement à l'extérieur du canton peut, selon des dispositions édictées par le Conseil d'Etat, être indemnisée pour les frais de déplacement.

Art. 17 Langue de la formation

¹ En principe et pour autant que les effectifs de classe le permettent, une offre de formation équivalente en français et en allemand ou bilingue est garantie.

Art. 18 Bilinguisme

¹ Les écoles professionnelles proposent notamment des formes spéciales d'enseignement, instaurent des classes bilingues ou participent à des programmes d'échanges.

² Le Conseil d'Etat élabore des dispositions relatives aux offres d'enseignement ainsi qu'aux conditions d'admission et d'octroi d'une attestation cantonale de formation bilingue.

Art. 19 Mobilité

¹ Le Service met en œuvre des mesures favorisant la mobilité nationale et internationale des personnes en formation ainsi que des personnes récemment diplômées.

3.2 Personnes en formation

Art. 20 Droits et obligations de la personne en formation

¹ Sous réserve d'une dispense, la personne en formation a l'obligation de fréquenter les cours définis pour son cursus et de participer aux activités accessoires déclarées obligatoires par le directeur ou la directrice de l'école professionnelle.

² Le Conseil d'Etat peut édicter des dispositions en matière de droits et d'obligations des personnes en formation, notamment concernant le comportement au sein des établissements de formation.

³ Le Service peut prévoir des mesures particulières pour les personnes en formation admises au programme «sports-arts-formation» (SAF).

Art. 21 Contrat d'apprentissage

¹ Le Service approuve le contrat d'apprentissage, sur le préavis de la commission d'apprentissage concernée.

² En cas de cessation de l'activité du prestataire de la formation à la pratique professionnelle ou de difficultés rencontrées par ce dernier, le Service veille, en collaboration avec la commission d'apprentissage concernée, à ce que la formation initiale entamée puisse, autant que possible, être terminée dans la durée définie par l'ordonnance fédérale sur la formation professionnelle initiale topique (ci-après: les ordonnances sur la formation).

³ La personne en formation dont le contrat d'apprentissage a été résilié peut être autorisée par le directeur ou la directrice de l'école professionnelle à poursuivre le suivi des cours auprès de l'école professionnelle, en principe durant deux mois. L'organisation du monde du travail concernée décide de la participation temporaire aux cours interentreprises.

Art. 22 Contrat de formation

¹ Les écoles professionnelles et la personne en formation signent un contrat réglant les conditions de formation pour les cursus qui ne sont pas régis par la législation sur la formation professionnelle.

² Le contrat de formation est soumis à l'approbation du Service.

Art. 23 Admission

¹ L'admission des personnes en formation dans les écoles professionnelles à plein-temps et de stage peut être limitée par le Service en raison d'une capacité d'accueil insuffisante.

² Toutes les personnes candidates à une formation en école professionnelle à plein-temps sont astreintes à une procédure d'admission dont les modalités sont fixées par l'école professionnelle à plein-temps.

³ En cas de limitation de places conformément à l'alinéa 1, la sélection est opérée en fonction des critères fixés par l'école professionnelle à plein-temps.

Art. 24 Mesures de préparation à la formation professionnelle

¹ Le Conseil d'Etat prend les mesures nécessaires pour permettre aux jeunes de se préparer à la formation initiale, notamment pour les personnes qui:

- a) accusent un déficit de formation au terme de leur scolarité obligatoire, notamment dans la connaissance d'une langue officielle, ou
- b) n'ont pas trouvé de place d'apprentissage, malgré des efforts de recherche avérés.

² Ces mesures peuvent notamment prendre la forme de:

- a) cours d'intégration;
- b) préapprentissage;
- c) cours préparatoires.

Art. 25 Mesures d'encouragement et de soutien

¹ Les écoles professionnelles soutiennent les personnes en formation présentant des aptitudes ou des besoins particuliers par des mesures pédagogiques appropriées, individuelles ou collectives ou par une organisation particulière de l'enseignement, des épreuves ou des examens.

² Elles collaborent avec les autorités de protection de l'enfant et de l'adulte et d'autres services d'aide et de soutien si le développement d'un ou d'une jeune paraît menacé.

Art. 26 Mesures de compensation des désavantages

¹ Les personnes en situation de trouble fonctionnel ou de handicap, l'un et l'autre devant être attesté médicalement, peuvent bénéficier de mesures de compensation des désavantages.

² Le Conseil d'Etat peut édicter des dispositions sur les mesures de compensation, ainsi que sur la compétence et la procédure d'octroi.

Art. 27 Sanctions disciplinaires

¹ La personne en formation qui, intentionnellement ou par négligence, viole des dispositions légales ou réglementaires, notamment en ne fréquentant pas les cours et/ou activités obligatoires, en ne se conformant pas aux injonctions du corps enseignant ou à celles des autorités de l'école professionnelle, ou en perturbant l'enseignement, est passible de sanctions disciplinaires.

² Les sanctions vont de l'amende jusqu'à l'exclusion avec révocation du contrat d'apprentissage ou de formation. Cette dernière est prononcée par le Service.

³ Le montant de l'amende est de 20 francs minimum et 200 francs maximum par violation. Les amendes peuvent être cumulées pour constituer une amende globale pouvant atteindre un montant maximal de 2000 francs par année scolaire.

⁴ Le directeur ou la directrice de l'école professionnelle informe le formateur ou la formatrice en entreprise et le Service des sanctions disciplinaires prises à l'encontre de la personne en formation.

⁵ Le Conseil d'Etat édicte des dispositions sur la compétence, la procédure disciplinaire et les sanctions.

3.3 Ecoles professionnelles

Art. 28 Types d'écoles professionnelles et subordination

¹ Les types d'écoles professionnelles sont les suivants:

- a) les écoles professionnelles de formation duale;
- b) les écoles professionnelles à plein-temps;

c) les écoles stages.

² Les écoles professionnelles sont subordonnées au Service.

Art. 29 Tâches

¹ Les tâches des écoles professionnelles sont notamment les suivantes:

- a) dispenser l'enseignement professionnel;
- b) admettre les personnes en formation professionnelle qui ne sont pas ou plus au bénéfice d'un contrat d'apprentissage;
- c) informer, conseiller et encadrer les personnes en formation, leurs représentants légaux ainsi que les entreprises formatrices;
- d) délivrer les attestations de cours et les bulletins de notes;
- e) coordonner la planification organisationnelle de l'enseignement professionnel et les cours interentreprises avec les prestataires des cours interentreprises.

Art. 30 Offre de cours

¹ Le Service est compétent en matière d'offre de cours dans les limites des dispositions édictées par le Conseil d'Etat. Il tient compte de la promotion du bilinguisme.

² Les écoles professionnelles assurent l'enseignement obligatoire défini par les ordonnances sur la formation, sous réserve des accords intercantonaux et d'autres conventions de prestations.

³ Elles peuvent également offrir des compléments de formation, notamment dans le cadre de la procédure de prise en compte des acquis et des cours de préparation à la formation professionnelle initiale.

Art. 31 Conseil de direction

¹ Le conseil de direction de l'école professionnelle est un organe de coordination et de coopération, composé du directeur ou de la directrice, des doyens et/ou des doyennes ainsi que de l'administrateur ou de l'administratrice.

Art. 32 Directeurs et directrices

¹ Chaque école professionnelle est dirigée, sur le plan administratif et sur le plan pédagogique, par un directeur ou une directrice qui en est responsable envers le Service.

Art. 33 Personnel

¹ Chaque école professionnelle dispose notamment de doyens et/ou de doyennes, d'un administrateur ou d'une administratrice, de collaborateurs et collaboratrices administratifs ou techniques ainsi que d'enseignants et d'enseignantes.

² Le personnel administratif et technique ainsi que le personnel enseignant des écoles professionnelles sont soumis à la législation sur le personnel de l'Etat, sous réserve des dispositions contenues dans la présente loi. Le personnel enseignant est en outre soumis au règlement relatif au personnel enseignant dépendant de la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (RPEns DEEF) ⁵⁾.

³ Le Conseil d'Etat fixe les attributions générales des fonctions mentionnées à l'alinéa 1.

Art. 34 Interdiction d'enseigner

¹ La Direction peut interdire à un enseignant ou une enseignante d'enseigner, temporairement ou définitivement, lorsqu'il ou elle a commis des actes graves incompatibles avec sa fonction ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école professionnelle ou lorsqu'il ou elle n'est plus en mesure de remplir sa fonction en raison notamment de dépendances ou de troubles de la santé.

² L'interdiction définitive d'enseigner ne peut être prononcée qu'à la suite d'une décision mettant fin aux rapports de service, d'une démission ou d'une résiliation des rapports de service par entente réciproque.

³ Elle est communiquée à la Conférence des directrices et directeurs cantonaux de l'instruction publique (ci-après: CDIP) en vue d'une inscription sur la liste intercantonale des enseignants et enseignantes auxquels a été retiré le droit d'enseigner. La procédure d'inscription et de radiation, la voie de droit et l'accès à la liste sont réglés par l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études ⁶⁾.

Art. 35 Règlement interne

¹ Les écoles professionnelles élaborent leur propre règlement relatif au fonctionnement et à l'ordre internes.

² Le règlement de chaque école professionnelle est approuvé par le Service.

Art. 36 Médiation

¹ Les écoles professionnelles offrent un service de médiation.

⁵⁾ RSF [420.24](#)

⁶⁾ RSF [410.4](#)

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions particulières.

Art. 37 Prévention

¹ Le Conseil d'Etat prévoit des dispositions afin que les écoles professionnelles sensibilisent les personnes en formation en lien avec des questions de prévention et de sécurité.

Art. 38 Projets de développement

¹ Afin de maintenir et développer la qualité de la formation professionnelle et de répondre à l'évolution de la société et de l'économie, le Service peut autoriser ou mettre en œuvre des projets pédagogiques destinés notamment à expérimenter des moyens d'enseignement, des méthodes ou des structures de formation.

3.4 Formation pratique en entreprise

Art. 39 Autorisation de former – Octroi

¹ Sur le préavis de la commission d'apprentissage concernée, le Service délivre une autorisation de former aux prestataires de la formation à la pratique professionnelle qui en ont fait la demande et qui remplissent les conditions pour l'obtention d'une telle autorisation fixées par la réglementation régissant la formation professionnelle.

Art. 40 Retrait

¹ Le Service peut retirer l'autorisation de former notamment lorsque les conditions à la base de l'octroi d'une telle autorisation ne sont plus remplies.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Art. 41 Caducité

¹ Les prestataires de la formation à la pratique professionnelle qui n'ont pas de personne en formation sous contrat d'apprentissage durant cinq années consécutives perdent leur autorisation de former par le seul effet de la loi.

² Le Service peut, sur demande et pour de justes motifs, accorder une prolongation.

Art. 42 Formation des formateurs et formatrices en entreprise

¹ Le Service assure la formation des formateurs et formatrices en entreprise et délivre les attestations aux personnes qui remplissent les exigences définies par l'ordonnance fédérale sur la formation professionnelle ⁷⁾.

² Il peut confier à des tiers l'organisation des cours et l'enseignement.

⁷⁾ RS [412.101](#)

³ Il peut organiser des cours de perfectionnement.

3.5 Cours interentreprises

Art. 43 Organisation

¹ Les organisations du monde du travail concernées instituent, pour une ou plusieurs professions, une commission de cours interentreprises chargée d'organiser des cours interentreprises et d'en assurer le financement.

² Le Service assiste les commissions de cours interentreprises dans la mise sur pied des cours.

³ Si une offre de cours ne peut pas être proposée, le Service assure la tenue du cours interentreprises idoine. Il peut confier à un tiers l'organisation complète ou partielle d'un tel cours.

⁴ Le cursus dispensé par les écoles professionnelles à plein-temps inclut les cours interentreprises qui sont organisés conformément aux ordonnances sur la formation.

Art. 44 Fréquentation

¹ La fréquentation des cours interentreprises est obligatoire pour les personnes en formation.

² Les personnes en formation qui suivent leur formation scolaire dans le canton ont l'obligation de suivre les cours interentreprises dans le canton, sauf si ces derniers n'y sont pas offerts.

³ Le Service peut octroyer des dérogations, notamment si une personne en formation suit un enseignement équivalent dans le centre de formation d'une entreprise ou dans une école professionnelle à plein-temps.

3.6 Procédures de qualification, certificats et titres

Art. 45 Principes

¹ Celui ou celle qui a effectué la formation complète prévue par les ordonnances sur la formation, sous réserve de l'article 20 al. 3, peut accéder aux procédures de qualification.

² Le Service conduit toutes les procédures de qualification en vue de l'obtention de certificats, d'attestations ou de titres, notamment celles qui ont trait à la prise en compte des acquis, sous réserve des conventions et des accords nationaux ou intercantonaux sur les procédures de qualification, et prend les décisions y relatives.

³ Il est assisté dans sa tâche par des commissions de qualification ou par des tiers qu'il désigne parmi les personnes possédant une qualification professionnelle idoine.

⁴ La Direction délivre les titres, l'attestation fédérale de formation professionnelle, le certificat fédéral de capacité, le certificat de maturité fédérale professionnelle ainsi que toute autre certification reconnue aux niveaux fédéral et intercantonal. Le Service délivre les attestations cantonales.

Art. 46 Commissions de qualification – Institution et composition

¹ Pour la formation duale, le Service institue des commissions de qualification, qui lui sont subordonnées, et nomme leurs membres.

² Le Conseil d'Etat détermine les principes régissant la composition des commissions.

³ Au besoin, les écoles professionnelles à plein-temps peuvent instituer leurs propres organes de qualification, dont la composition est approuvée par le Service.

Art. 47 Commissions de qualification – Attributions

¹ Les attributions des commissions de qualification sont notamment les suivantes:

- a) organiser les procédures de qualification standard et les autres procédures de qualification;
- b) surveiller les procédures de qualification;
- c) apprécier les prestations des personnes en formation candidates à la qualification et relever les éléments pertinents;
- d) protocoler et conserver tous les éléments d'appréciation relevés lors des procédures de qualification;
- e) mener une procédure en cas de fraude pendant la procédure de qualification.

Art. 48 Suppléance de la commission de qualification

¹ Si aucune commission de qualification n'a pu être instituée, le Service peut confier aux écoles professionnelles ou à des tiers les tâches relevant des commissions de qualification.

² Le personnel qualifié des écoles professionnelles peut, dans tous les cas, être appelé, dans le cadre de son activité ordinaire, à officier en tant qu'expert aux procédures de qualification.

Art. 49 Prise en compte des acquis de l'expérience

¹ Les dispositions relatives aux procédures de qualification sont applicables aux procédures de prise en compte des acquis de l'expérience.

² Le Conseil d'Etat édicte les dispositions complémentaires.

Art. 50 Émolument – Principes

¹ Les procédures de qualifications sont gratuites pour toutes les personnes candidates.

² Un émolument peut être exigé des personnes qui ne se présentent pas ou se retirent sans motif valable.

Art. 51 Frais annexes

¹ Les frais de matériel d'examen et de location des locaux d'examens sont à la charge des prestataires de la formation à la pratique.

² Les frais de matériel d'examen et de location des locaux d'examens des personnes candidates qui passent l'examen sans être au bénéfice d'un contrat d'apprentissage ou de formation sont pris en charge par l'Etat.

³ Les frais de déplacement, de repas et de logement des personnes en formation sont à la charge des prestataires de la formation à la pratique lorsque la procédure de qualification ne se déroule pas dans le canton du lieu de la formation initiale en entreprise ou de la formation scolaire.

Art. 52 Publication

¹ A moins que la personne en formation, respectivement l'entreprise formatrice, ne s'y oppose préalablement par écrit auprès du Service, celui-ci est autorisé à publier:

- a) le nom, le prénom et le lieu de domicile de la personne en formation ainsi que le titre et/ou le certificat obtenu;
- b) le nom et le siège de l'entreprise formatrice.

3.7 Surveillance de la formation initiale

Art. 53 Exercice de la surveillance

¹ Le Service exerce la surveillance de la formation professionnelle initiale.

² Il est l'organe décisionnel en cas de désaccord, au sens de la législation fédérale sur la formation professionnelle, entre le prestataire de la formation à la pratique professionnelle et la personne en formation.

³ Le Service peut confier tout ou partie de la surveillance à des commissions d'apprentissage.

Art. 54 Commission d'apprentissage – Nomination, fonctionnement et composition

¹ Le Conseil d'Etat édicte les dispositions relatives à la nomination, au fonctionnement et à la composition des commissions d'apprentissage. Une représentation appropriée des organisations du monde du travail et du corps enseignant est garantie.

Art. 55 Commission d'apprentissage – Attributions

¹ Dans les limites de la ou des professions pour lesquelles elle a été instituée, chaque commission a notamment les attributions suivantes:

- a) donner un préavis au Service quant à l'octroi de l'autorisation de former;
- b) procéder, dans la mesure du possible, à une visite durant les deux premières années d'apprentissage de chaque personne en formation, dans son milieu de pratique professionnelle ou durant les cours interentreprises, et établir un rapport de visite à l'intention du Service;
- c) visiter, au moins une fois par année durant leur premier cycle de formation, chaque prestataire de la formation à la pratique professionnelle bénéficiant d'une nouvelle autorisation de former;
- d) informer le Service des difficultés relatives à la qualité de la formation;
- e) collaborer avec le Service pour tenter de résoudre les problèmes rencontrés par les personnes en formation ou les prestataires de la formation à la pratique professionnelle et de régler les litiges découlant de l'exécution du contrat d'apprentissage.

² Le Service peut attribuer aux commissions d'autres tâches en relation avec la surveillance de la formation initiale.

4 Formation continue à des fins professionnelles

Art. 56 Objet

¹ La formation continue à des fins professionnelles (ci-après: la formation continue) a pour but de renouveler, d'approfondir et de compléter les qualifications professionnelles des personnes au bénéfice d'une formation professionnelle ainsi que d'en acquérir de nouvelles, avec l'objectif d'améliorer l'intégration, la flexibilité et la mobilité professionnelle.

Art. 57 Rôle de l'Etat et offre

¹ L'Etat veille à ce que l'offre en formations continues présentant un intérêt public réponde aux besoins de l'économie et de la population active.

² Présentent un intérêt public notamment les formations continues qui:

- a) facilitent le maintien dans le monde du travail;

- b) favorisent le perfectionnement, la flexibilité ou la mobilité professionnels;
- c) promeuvent l'innovation et les compétences linguistiques.

³ L'Etat peut lui-même mettre en place une offre de formation continue d'intérêt public ou mandater des prestataires externes afin d'accomplir cette tâche.

Art. 58 Prestataires

¹ La formation continue peut être dispensée par l'Etat ou par des prestataires externes, notamment les centres de formation, les organisations du monde du travail ou les associations faitières.

² Si la Direction mandate des prestataires externes pour des formations continues d'intérêt public, elle conclut des conventions de prestations avec les mandataires.

³ Le Conseil d'Etat fixe le contenu de ces conventions.

Art. 59 Surveillance

¹ Le Service exerce la surveillance de la formation continue d'intérêt public, organisée par ou sur mandat de l'Etat.

5 Formation professionnelle supérieure

Art. 60 Objet

¹ La formation professionnelle supérieure vise à transmettre et à faire acquérir, au niveau tertiaire, les qualifications indispensables à l'exercice d'une activité professionnelle complexe ou impliquant des responsabilités accrues.

² Elle est orientée vers la pratique et encourage en particulier la pensée méthodique et systémique, l'analyse des tâches liées à la profession et la mise en pratique des connaissances acquises.

Art. 61 Rôle de l'Etat et offre

¹ L'Etat veille à l'existence d'une offre adaptée aux besoins dans les filières de formation professionnelle supérieure suivantes:

- a) cours préparatoires à un examen professionnel fédéral ou à un examen professionnel fédéral supérieur;
- b) filières de formation professionnelle supérieure reconnues par la Confédération et suivies dans une école professionnelle supérieure;
- c) filières d'études post-diplômes suivies dans une école professionnelle supérieure.

Art. 62 Prestataires

¹ Les formations visées à l'article 61 al. 1 let. a sont dispensées par les organisations du monde du travail ou par les centres de formation continue.

² Les formations visées à l'article 61 al. 1 let. b et c sont organisées par les écoles professionnelles publiques ou des prestataires privés.

Art. 63 Compétence et procédure

¹ Le Conseil d'Etat décide de l'ouverture et de la fermeture d'une filière de formation professionnelle supérieure en école professionnelle publique.

² Il fixe la procédure d'autorisation et le contenu du dossier de demande.

Art. 64 Critères d'ouverture et de fermeture

¹ Le Conseil d'Etat peut autoriser le Service à ouvrir une filière de formation professionnelle supérieure dans une école professionnelle publique si:

- a) la formation répond à un besoin avéré d'une branche de l'économie, représentée par une organisation du monde du travail;
- b) elle représente un intérêt public et
- c) l'intérêt à organiser la formation dans le canton l'emporte sur la fréquentation d'une offre équivalente hors canton.

² Le Conseil d'Etat peut fermer, après la fin du dernier cursus, une filière de formation professionnelle supérieure si un ou plusieurs critères précités ne sont plus remplis.

Art. 65 Règlement

¹ Les filières de formation professionnelle supérieure font l'objet d'un règlement élaboré par l'école professionnelle, approuvé par le Service.

² Dans les limites du droit fédéral et cantonal, le règlement fixe les conditions d'admission, de formation et de promotion ainsi que les procédures de qualification et les sanctions disciplinaires.

³ La sanction la plus grave est l'exclusion. Elle est prononcée par le directeur ou la directrice d'école professionnelle.

⁴ Le règlement peut prévoir une limitation des places de formation en raison d'une capacité d'accueil insuffisante ou d'un manque de place de stage. Dans ce cas, la sélection est opérée en fonction de l'aptitude des candidats et candidates à la formation.

Art. 66 Qualité et surveillance

¹ Les prestataires de la formation professionnelle supérieure mettent en place un système de qualité conforme aux exigences du droit fédéral.

² Le Service assure la surveillance de la formation professionnelle supérieure.

6 Financement

6.1 Principes

Art. 67 Forfaits versés par la Confédération

¹ La participation fédérale aux coûts de la formation professionnelle sert exclusivement au financement des tâches définies par la législation fédérale.

² Le Conseil d'Etat répartit la participation fédérale entre les prestataires et mandataires reconnus conformément à la législation fédérale et cantonale.

Art. 68 Financement par l'Etat

¹ Sous réserve de dispositions contraires de la présente loi, l'Etat assure le financement de l'enseignement relatif à la formation professionnelle initiale dans le canton.

² L'Etat peut participer également au financement de projets ou de toute autre mesure découlant d'accords ou de conventions et s'inscrivant dans la coopération intercantonale en matière de formation professionnelle.

6.2 Infrastructures

Art. 69 Financement et gestion des infrastructures

¹ L'Association finance et gère la construction, l'entretien et l'exploitation des locaux et installations destinés à l'enseignement relatif à la formation professionnelle initiale en entreprise.

² Les dépenses de fonctionnement et d'investissement de ces infrastructures sont déterminées par l'Association, dans les limites des ressources allouées par les collectivités publiques et les employeurs.

³ Les dépenses engagées par l'Association sont soumises au contrôle financier de l'Etat, conformément à la loi sur les finances de l'Etat ⁸⁾.

⁴ Les infrastructures des écoles professionnelles à plein-temps et de stage sont financées et gérées par l'Etat.

Art. 70 Part des forfaits allouée à l'Association

¹ Chaque année, le Conseil d'Etat alloue à l'Association une part des forfaits versés par la Confédération en faveur du canton.

⁸⁾ RSF [610.1](#)

Art. 71 Dépenses de fonctionnement

¹ Les dépenses relatives à la gestion, à l'entretien et à l'exploitation des infrastructures destinées à l'enseignement relatif à la formation initiale en entreprise sont prises en charge par l'Association et réparties de la façon suivante, après déduction de la part des forfaits versés par la Confédération:

- a) 25 % à la charge de l'Etat;
- b) 25 % à la charge des communes du lieu de formation à la pratique professionnelle, proportionnellement au nombre de personnes en formation initiale en entreprise ou en préparation à la formation initiale en entreprise sous contrat d'apprentissage;
- c) 25 % à la charge des communes dans lesquelles les personnes en formation initiale en entreprise ou en préparation à la formation initiale en entreprise sous contrat d'apprentissage sont domiciliées à la date déterminante, proportionnellement à leur nombre. La date déterminante est fixée par le Service;
- d) 25 % à la charge des employeurs, sous forme de contribution patronale, conformément à l'article 73.

² Il en va de même pour les dépenses relatives à la gestion, à l'entretien et à l'exploitation des infrastructures de la formation continue, lorsque celle-ci est organisée par l'Etat.

Art. 72 Dépenses d'investissement

¹ L'Etat contribue à raison de 30 % au maximum du coût global relatif à l'acquisition et à la construction de nouvelles infrastructures décidées par l'Association.

² Le solde est assumé par l'Association qui reporte les frais de financement et d'amortissement en découlant sur l'Etat, les communes et les employeurs conformément à la clé de répartition fixée à l'article 71 al. 1.

Art. 73 Contribution patronale – Perception

¹ La contribution patronale est versée par tous les employeurs et toutes les personnes exerçant une activité lucrative indépendante, au sens de la législation sur les allocations familiales.

² Les salaires du personnel agricole ainsi que ceux des forestiers-bûcherons et forestières-bûcheronnes ne sont pas soumis à la contribution patronale.

³ Cette contribution se calcule en pour mille des salaires soumis à contribution pour les allocations familiales et son taux est fixé par le Conseil d'Etat.

Art. 74 Contribution patronale – Excédent

¹ Le montant provenant de la perception de la contribution patronale qui excède la part à la charge des employeurs est rétrocédé à une fondation constituée en vue, notamment, de promouvoir la formation professionnelle, de compléter et de perfectionner l'équipement technique des écoles professionnelles et des ateliers de cours interentreprises, de soutenir des actions d'information et de promotion de la formation professionnelle ainsi que de promouvoir la formation continue et supérieure sous toutes ses formes.

² L'Etat est représenté au sein du conseil de fondation.

³ La fondation bénéficiaire remet annuellement un rapport d'activité au Conseil d'Etat.

Art. 75 Contribution patronale – Encaissement

¹ Le Conseil d'Etat fixe le mode d'encaissement des contributions.

6.3 Subventions

Art. 76 Objet et taux de subvention

¹ En plus des contributions accordées à l'Association (art. 71 al. 1 let. a et 72 al. 1), l'Etat peut octroyer des subventions pour tous les autres objets mentionnés aux articles 53 et suivants LFPr ⁹⁾.

² Hormis pour les cours préparant aux examens professionnels et aux examens professionnels supérieurs, le Conseil d'Etat peut fixer un taux de subvention en rapport aux parts des forfaits versés par la Confédération allouées pour ces objets.

6.4 Formation initiale

Art. 77 Gratuité de l'enseignement professionnel

¹ L'enseignement obligatoire en école professionnelle est gratuit pour les personnes en formation initiale, à moins qu'une disposition de la législation fédérale, des accords intercantonaux ou la présente loi n'en dispose le contraire.

² Le principe formulé à l'alinéa 1 s'applique également aux personnes en formation qui suivent l'enseignement en école professionnelle sans être au bénéfice d'un contrat d'apprentissage.

⁹⁾ RS [412.10](#)

Art. 78 Prise en charge des coûts par les personnes en formation

¹ Les personnes en formation assument les coûts des moyens d'enseignement, du matériel scolaire et des effets personnels ainsi que ceux qui sont liés aux manifestations et excursions scolaires.

² Des taxes d'inscription et une participation aux fournitures scolaires peuvent être perçues. L'objet et le montant de celles-ci sont fixés par le Conseil d'Etat.

³ D'éventuels frais de déplacement pour se rendre à l'école professionnelle et dépenses pour des repas sont également à leur charge, sous réserve de l'article 16 al. 3.

6.5 Formation continue

Art. 79 Financement

¹ Lorsque l'Etat organise des cours de formation continue d'intérêt public, il finance la part des dépenses qui ne sont pas assumées par les participants et participantes.

² L'offre de formation continue ne répondant pas à un intérêt public au sens de l'article 57 al. 2 doit entièrement couvrir ses coûts.

Art. 80 Ecolages

¹ Les ecolages et les émoluments de la formation continue sont fixés par les prestataires de formation continue, sous réserve de dispositions spéciales, conformément à l'article 11 LFPr ¹⁰⁾.

Art. 81 Prise en charge des coûts par la personne en formation

¹ La personne en formation assume les coûts de ses moyens d'enseignement, de son matériel scolaire et de ses effets personnels ainsi que ceux qui sont liés aux manifestations et excursions proposées dans le cadre de la formation.

² Elle supporte également les frais de déplacement pour se rendre au lieu de formation continue ainsi que les dépenses pour ses repas.

6.6 Formation professionnelle supérieure

Art. 82 Financement

¹ Les filières de formation professionnelle supérieure en école professionnelle publique sont financées par l'Etat, déduction faite des ecolages versés par les personnes en formation et par ceux encaissés pour les personnes domiciliées dans un autre canton sur la base d'accords intercantonaux.

¹⁰⁾ RS [412.10](#)

Art. 83 Ecolages

¹ Les écolages et les émoluments des filières de formation professionnelle supérieure en écoles professionnelles publiques sont fixés par le Conseil d'Etat.

Art. 84 Prise en charge des coûts par la personne en formation

¹ La personne en formation assume les coûts de ses moyens d'enseignement, de son matériel scolaire et de ses effets personnels ainsi que ceux qui sont liés aux manifestations et excursions proposées dans le cadre de la formation.

² Elle supporte également les frais d'inscription et de déplacement pour se rendre à l'école professionnelle ainsi que les dépenses pour ses repas.

6.7 Formations complémentaires

Art. 85 Ecolage et émoluments

¹ Les formations professionnelles complémentaires peuvent être soumises à un écolage et à des émoluments.

² Le Conseil d'Etat fixe les montants des écolages et des taxes.

7 Protection des données

Art. 86 Traitement des données

¹ Les autorités et personnes chargées de l'exécution de la présente loi peuvent traiter les données personnelles et données personnelles sensibles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.

² Le Conseil d'Etat fixe les modalités et règles nécessaires concernant en particulier:

- a) la tenue de fichiers;
- b) les données traitées;
- c) l'utilisation du numéro AVS;
- d) l'accès aux données;
- e) la communication des données;
- f) la conservation des données.

³ La législation en matière de protection des données demeure réservée.

8 Voies de droit

Art. 87 Forme des décisions

¹ Toute décision prise en application de la présente loi ou qui affecte ou peut affecter le statut d'une personne en formation est soumise à la forme écrite et doit indiquer la voie de droit.

Art. 88 Décisions des enseignants et enseignantes ou des doyens et des doyennes relatives au statut des personnes en formation

¹ Toute décision d'un enseignant ou d'une enseignante ou d'un doyen ou d'une doyenne qui affecte ou peut affecter le statut d'une personne en formation peut, dans les dix jours dès sa notification, faire l'objet d'une réclamation écrite de la personne en formation majeure ou de ses représentants légaux au directeur ou à la directrice de l'école professionnelle.

² Le directeur ou la directrice de l'école professionnelle statue à bref délai.

Art. 89 Décisions d'un directeur ou d'une directrice d'école professionnelle relatives au statut des personnes en formation

¹ Toute décision d'un directeur ou d'une directrice d'école professionnelle qui affecte ou peut affecter le statut d'une personne en formation peut, dans les dix jours dès sa notification, faire l'objet d'un recours écrit de la personne en formation majeure ou de ses représentants légaux au Service.

² Sauf décision contraire du Service, le recours n'a pas d'effet suspensif.

Art. 90 Décisions du Service

¹ Les décisions prises par le Service sont sujettes à réclamation auprès de celui-ci, dans les dix jours dès leur notification, sauf cas où le Service statue sur recours contre une décision d'un directeur ou d'une directrice d'école professionnelle.

² Les décisions prises sur réclamation ou sur recours sont sujettes à recours auprès de la Direction dans les 30 jours dès leur notification. Sauf décision contraire de l'autorité de recours, le recours n'a pas d'effet suspensif.

³ Le code de procédure et de juridiction administrative ¹¹⁾ est applicable pour le surplus.

Art. 91 Décisions d'institutions liées par mandat

¹ Les décisions prises par les institutions liées par une convention de prestation à l'Etat sont sujettes à recours auprès du Service dans les 30 jours dès leur notification.

¹¹⁾ RSF [150.1](#)

Art. 92 Litiges civils

¹ En cas de litige civil entre un prestataire de la formation à la pratique et une personne en formation, le Service peut tenter de concilier les parties avant que le litige ne soit soumis à la juridiction civile compétente.

Art. 93 Disposition pénale

¹ Toute personne qui aura perturbé l'enseignement ou le bon fonctionnement de l'école professionnelle, notamment en pénétrant sans droit dans le périmètre scolaire, sera, sur plainte, punie d'une amende de 100 à 5000 francs prononcée par la préfecture.

² La décision de la préfecture est communiquée à la Direction lorsqu'elle est devenue définitive et exécutoire.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

L'acte RSF [420.1](#) (Loi sur la formation professionnelle (LFP), du 13.12.2007) est abrogé.

IV.

Dispositions transitoires

Les procédures pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises à la compétence des autorités saisies sous l'ancienne loi.

L'ancien droit reste applicable aux procédures disciplinaires pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, à moins que les nouvelles dispositions ne soient plus favorables aux personnes directement concernées.

Clauses finales

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.



Message 2024-DEEF-24

21 avril 2026

Projet de loi sur la formation professionnelle (LFP)

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de loi sur la formation professionnelle.

Le présent message est rédigé selon le plan suivant :

Table des matières

1	Introduction	4
1.1	Nécessité d'une nouvelle loi sur la formation professionnelle	4
1.2	Organisation et déroulement des travaux législatifs.....	4
1.3	Consultation	4
2	Etat de situation de la formation professionnelle	5
2.1	Cadre législatif fédéral et cantonal.....	5
2.2	Système de la formation professionnelle	6
2.3	Organisation	7
2.4	Personnes en formation	8
2.4.1	Formation professionnelle initiale	8
2.4.2	Personnes en formation dans d'autres cantons	9
2.4.3	Formation continue à des fins professionnelles.....	10
2.4.4	Formation professionnelle supérieure	10
2.5	Financement	10
3	Contexte de la révision	11
3.1	Formation professionnelle 2030	11
3.2	Principaux enjeux	12
3.2.1	Promotion de la formation professionnelle	12
3.2.2	Numérisation et flexibilisation	12
3.2.3	Gouvernance	13
3.2.4	Bilinguisme et mobilité	13
3.2.5	Apprentissage tout au long de la vie.....	13
3.2.6	Mise à jour technique.....	14

3.3	Instruments parlementaires	14
3.3.1	Postulat Bulliard-Siggen (2097.11) : Echange pour apprentis avec une autre région linguistique suisse ou étrangère	14
3.3.2	Postulat Besson-Michellod (2021-GC-65) Soutien financier à la reconversion professionnelle d'adultes	14
3.3.3	Postulat Dorthe-Michellod (2021-GC-94) : La reconversion professionnelle comme clé de la transition énergétique	14
3.3.4	Postulat Emonet-Aebischer (2021-GC-170) : Développer la formation professionnelle continue pour un public adulte peu qualifié.....	14
3.3.5	Postulat Collaud-Bourguet (2017-GC-38) et postulat Savoy-Dietrich (2017-GC-51) : Concept Sport-Art-Formation	14
3.3.6	Question Collaud-Kolly (2019-CE-232) : Formation professionnelle et visites des commissions d'apprentissage (CA)	14
3.3.7	Question Dupré (2022-CE-98) : 26 % des contrats d'apprentissage se terminent par une rupture, l'Etat va-t-il intervenir ?	15
3.3.8	Question Wicht (2018-CE-221) : Aide en faveur des jeunes ayant des difficultés socio-professionnelles ...	15
4	Présentation du projet	15
4.1	Structure.....	15
4.2	Gouvernance.....	16
4.2.1	Fonction de veille	16
4.2.2	Collaboration interservices en matière d'insertion des jeunes à la formation professionnelle	16
4.2.3	Collaboration avec la commission cantonale pour la formation des adultes.....	16
4.3	Formation professionnelle initiale	16
4.3.1	Promotion du bilinguisme.....	16
4.3.2	Mobilité.....	17
4.3.3	Protection des données	18
4.3.4	Projets du Service et des écoles	18
4.4	Formation continue à des fins professionnelles	18
4.4.1	Principes de base et rôle de l'Etat.....	18
4.5	Formation professionnelle supérieure	18
4.5.1	Principes de base et rôle de l'Etat.....	19
4.5.2	Procédure relative à l'ouverture d'une filière de formation professionnelle supérieure.....	19
4.6	Financement	19
4.6.1	Financement de l'Etat	19
4.6.2	Financement et gestion des infrastructures	19
4.6.3	Gratuité de l'enseignement professionnel obligatoire	20
4.6.4	Formation continue à des fins professionnelles	20
4.6.5	Formation professionnelle supérieure.....	21
5	Commentaires détaillés par article	21

6	Incidences financières et en personnel	43
6.1	Incidences financières.....	43
6.2	Incidences en personnel.....	44
7	Effets sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes	44
8	Effets sur le développement durable	45
9	Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité	46

1 Introduction

1.1 Nécessité d'une nouvelle loi sur la formation professionnelle

Le système de la formation professionnelle fait depuis longtemps ses preuves. Il s'agit toutefois d'un domaine en permanente mutation. L'évolution du marché du travail et de la société exerce une forte influence sur la formation professionnelle. Les mégatendances définies par l'initiative *Formation professionnelle 2030*¹, telles que la numérisation, la mobilité professionnelle croissante ou encore l'évolution démographique posent de nouveaux défis aux personnes actives et aux entreprises. Dans ce contexte, une révision de la loi sur la formation professionnelle (LFP ; RSF 420.1), entrée en vigueur en 2008, s'avère nécessaire. D'une part, il s'agit d'actualiser un certain nombre de dispositions, en tenant compte, notamment, des aspects pratiques de fonctionnement du cadre légal et réglementaire actuel. D'autre part, la révision vise à créer les conditions optimales pour positionner la formation professionnelle face aux enjeux de l'avenir.

1.2 Organisation et déroulement des travaux législatifs

Les travaux liés à la présente révision de loi se sont déroulés en deux temps. Dans un premier temps, le Service de la formation professionnelle (SFP) et la Conférence des directeurs et directrices des écoles professionnelles (CD-CFP) ont travaillé sur des modifications d'ordre technique et fonctionnel. Dans un deuxième temps, la mise en place de la stratégie nationale Formation professionnelle 2030 a incité la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (DEEF) à réfléchir sur les conditions-cadres légales nécessaires pour agir proactivement sur les changements attendant la formation professionnelle ces prochaines années. Un groupe de travail a été constitué au sein de la DEEF pour conceptualiser et proposer une refonte ambitieuse de la loi sur la formation professionnelle, en tenant compte de ces enjeux. Il s'est avéré qu'une révision partielle de la LFP n'était pas suffisante pour intégrer les aspects liés à la formation professionnelle 2030. L'option d'une révision totale a donc été retenue, d'autant plus que la structure de la loi a été adaptée dans un souci d'analogie avec les législations respectives de la Confédération et d'autres cantons. La commission cantonale de la formation professionnelle, constituée de représentants du patronat, des organisations des travailleurs et travailleuses, des représentant-e-s de l'école obligatoire, des Hautes Ecoles et de l'Etat, a été associée aux travaux. Elle a ainsi pu amener ses propres réflexions et ses propositions de modifications. En février 2024, les grands axes de la révision ont été présentés à l'ensemble des acteurs de la formation professionnelle du canton dans le cadre d'une table ronde. Cet échange a permis d'expliquer le projet et de répondre à certains questionnements des milieux concernés.

1.3 Consultation

Sur le plan interne, des présentations de l'avant-projet de loi en cours d'élaboration ont été organisées auprès des directions principalement concernées par la formation professionnelle, à savoir la Direction de la formation et des affaires culturelles (DFAC), la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts (DIAF) et la Direction des finances (DFIN). Ces présentations ont permis de préciser certaines dispositions et d'apporter les clarifications considérées comme nécessaires.

La consultation publique sur l'avant-projet s'est déroulée du 13 juin au 30 septembre 2025. En plus des institutions, organes et partis habituellement associés à la procédure, le projet législatif a été soumis aux organisations et structures directement impliquées dans la formation professionnelle.

A l'issue de la consultation, la DEEF a reçu 45 prises de positions sur le projet législatif. Il ressort de ces réponses que les institutions, organes et associations qui ont pris part à la consultation soutiennent globalement les objectifs poursuivis par cette révision, à savoir renforcer le dispositif de la formation professionnelle. La révision a été jugée utile pour répondre aux évolutions du marché du travail, en particulier en lien avec la transformation numérique, la mobilité professionnelle et les besoins en matière de main d'œuvre qualifiée. Dans ce sens, les propositions formulées

¹ <https://formationprofessionnelle2030.ch/fr/>

au sujet du bilinguisme, de la mobilité, d'apprentissage tout au long de la vie et de simplification administrative ont généralement été saluées. En outre, les adaptations prévues en lien avec la formation continue à des fins professionnelles et la formation professionnelle supérieure ont été accueillies positivement, de même que la nouvelle structure de la loi.

Lors de la consultation, des réserves ont été émises concernant certains mécanismes de gouvernance et de financement. L'association des communes fribourgeoises (ACF) ainsi que la quasi-totalité des communes ont rejeté la nouvelle méthode de calcul proposée pour faciliter la détermination de la contribution financière des communes aux infrastructures de la formation professionnelle. Basée exclusivement sur la démographie, la proposition a notamment été critiquée en raison de la non prise en compte du potentiel économique, qui varie fortement entre les communes. En outre, un besoin de précision du projet législatif a été identifié en lien avec les questions de protection des données. Enfin, la consultation a permis de réunir de très nombreuses observations et propositions plus ponctuelles, tant sur le fonds que sur la forme.

L'ensemble des réponses recueillies a fait l'objet d'une analyse détaillée par le groupe de travail. A la suite de la consultation, de très nombreuses dispositions de l'avant-projet de loi ont été adaptées. Il a notamment été renoncé à introduire une nouvelle méthode de calcul pour déterminer la contribution financière des communes aux infrastructures de la formation professionnelle. La seule modification relative à cet aspect concerne l'introduction d'une date fixe pour déterminer le domicile des personnes en formation.

Par ailleurs, une disposition générique concernant la protection des données a été introduite.

2 Etat de situation de la formation professionnelle

2.1 Cadre législatif fédéral et cantonal

La formation professionnelle est principalement régie au niveau fédéral, qui laisse toutefois une marge de manœuvre importante aux cantons et aux associations professionnelles dans la mise en œuvre concrète des politiques en la matière. Sur le plan fédéral, la Loi sur la formation professionnelle (LFPr ; RS 412.10), entrée en vigueur en 2004, constitue aujourd'hui la législation-cadre. Pour tous les secteurs autres que ceux des Hautes Ecoles, la LFPr régit :

- > La préparation à la formation professionnelle initiale ;
- > La formation professionnelle initiale ;
- > La formation professionnelle supérieure ;
- > La formation continue à des fins professionnelles ;
- > Les procédures de qualification et les certificats délivrés ;
- > La formation des responsables de la formation professionnelle ;
- > Les compétences et principes dans le domaine de l'orientation professionnelle ;
- > La participation de la Confédération aux coûts de la formation professionnelle.

La collaboration entre la Confédération, les cantons et les organisations du monde du travail (OrTra) constitue le principe directeur de cette législation. Les cantons sont des partenaires à part entière du système. Ils disposent d'une marge de manœuvre importante dans l'application des dispositions fédérales et ont la possibilité de légiférer dans les domaines non régis par la Confédération. Il existe ainsi, au niveau cantonal, des politiques différentes en matière de formation professionnelle. Pour ce qui est des OrTra, elles comprennent en particulier les partenaires sociaux et les associations professionnelles.

Conçue essentiellement comme une loi d'exécution des dispositions fédérales, la LFP constitue également la base légale des politiques cantonales spécifiques en matière de formation professionnelle. Les aspects concrets de fonctionnement sont précisés dans le règlement sur la formation professionnelle (RFP ; RSF 420.11). A noter que le règlement sur l'école de commerce à plein temps (RECPT ; RSF 412.3.11) régit la formation du même nom, conduisant au Certificat fédéral de capacité (CFC) d'employé-e de commerce et au certificat fédéral de maturité professionnelle. Ce dernier relève de la compétence de la DFAC.

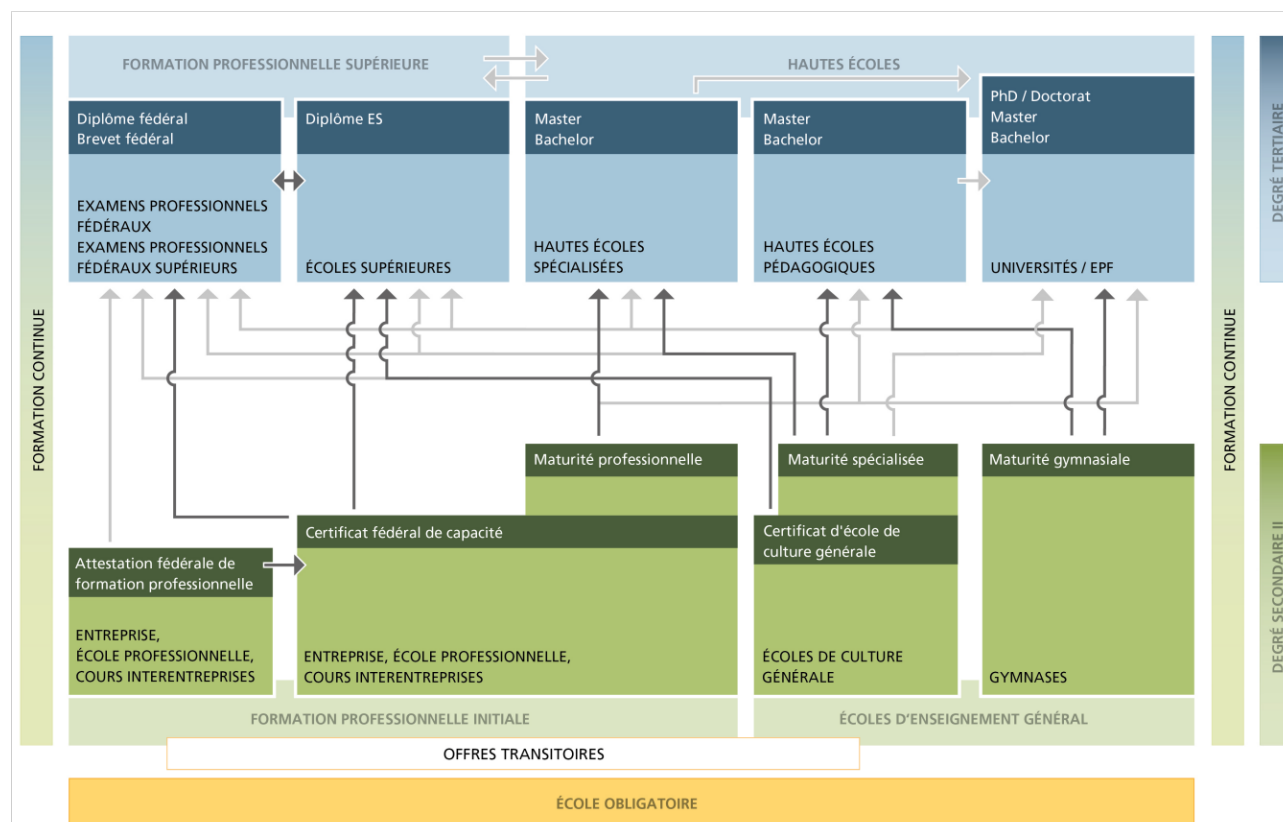
2.2 Système de la formation professionnelle

Le système de formation professionnelle s'inscrit au degré secondaire II et au degré tertiaire, hors Hautes Ecoles universitaires (HEU) et spécialisées (HES). Tant les formations que les procédures de qualification sont définies au niveau national. Selon le principe de la perméabilité, il est possible de passer d'une formation professionnelle initiale à des offres de formation subséquentes.

Au niveau secondaire II, la formation professionnelle initiale permet d'acquérir des qualifications professionnelles certifiées, à savoir l'Attestation fédérale de formation professionnelle (AFP) ou le CFC. Le système dual de formation professionnelle, c'est-à-dire la formation suivie à la fois en entreprise et dans une école professionnelle, permet aux personnes en formation d'être en prise directe avec le monde du travail. Il existe toutefois également des formations professionnelles initiales à plein temps (par exemple : Ecole des métiers, eikon-Ecole professionnelle en arts appliqués, Ecole de couture).

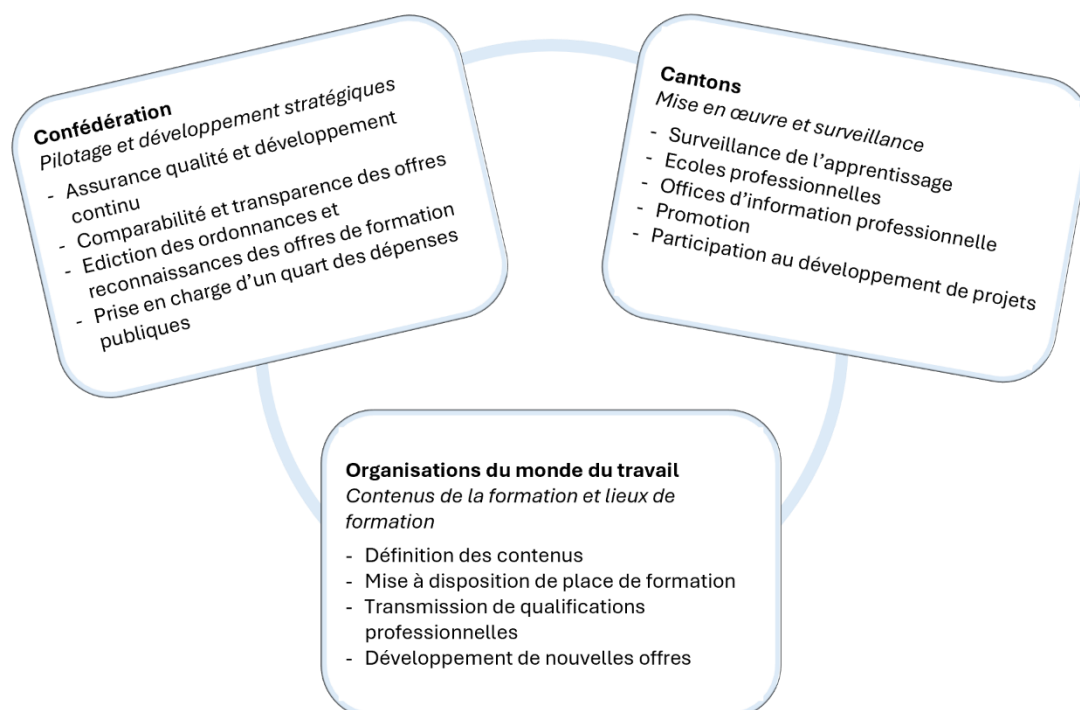
La maturité professionnelle complète la formation professionnelle initiale avec CFC par une culture générale approfondie. Elle constitue également un prérequis pour accéder aux HES. Au niveau des voies de perfectionnement, il est utile de mentionner les examens fédéraux (examens professionnels et examens professionnels supérieurs) et les filières de formation des écoles professionnelles supérieures (ES). Enfin, une offre diversifiée de formations continues à des fins professionnelles est proposée.

Le schéma ci-dessous offre une vue d'ensemble du système de formation professionnelle et des voies de formation possibles :



2.3 Organisation

Au sein du partenariat légal entre la Confédération, les cantons et les OrTra, chacun des partenaires assume un rôle défini, selon la présentation schématique ci-dessous :



La DEEF est chargée de l'application de la législation fédérale et du développement de la formation professionnelle. Les tâches concrètes de mise en œuvre des mesures sont assumées par le SFP, qui conseille et encadre en outre les acteurs de la formation professionnelle ainsi que les personnes en cours de formation. La commission de la formation professionnelle, dont font partie notamment des représentants des OrTra, accompagne la mise en œuvre de la politique de formation professionnelle dans le canton en exerçant un rôle consultatif.

Pour ce qui est des écoles professionnelles, quatre écoles de formation duale et deux écoles à plein-temps sont rattachés à l'Etat et dépendent directement du SFP ; il s'agit d'établissements cantonaux sans personnalité juridique. Dans le domaine de la formation commerciale, les écoles de commerce du collège de Gambach et du collège du Sud dépendent de la DFAC, responsable de l'enseignement secondaire supérieur. Enfin, Grangeneuve propose des formations professionnelles initiales et supérieures dans le domaine de l'agriculture et de la sylviculture. Les autres métiers enseignés à Grangeneuve restent sous la responsabilité du SFP (intendance-hôtellerie, industrie laitière et horticulture). Le centre de compétence est rattaché à la DIAF.

Ancrée dans la LFP, l'Association du Centre professionnel cantonal (ACPC) est chargée des infrastructures de la formation professionnelle, conformément à ses statuts du 5 juillet 2010 (cf. Statuts de l'Association du Centre professionnel cantonal ; RSF 420.81). Plus précisément, elle a pour but d'aider au développement de la formation professionnelle dans le canton, par la construction, l'entretien et l'exploitation des locaux et installations destinés à la formation professionnelle en mode dual et la formation continue. Elle réunit l'Etat, l'ensemble des communes du canton et les associations patronales en qualité de membres. Au cours des dernières années, l'ACPC a notamment construit le bâtiment Boucle (quartier d'Alt à Fribourg, 2010) ainsi que les centres de cours interentreprises à Courtaman (2022) et Villaz-St-Pierre (2024).

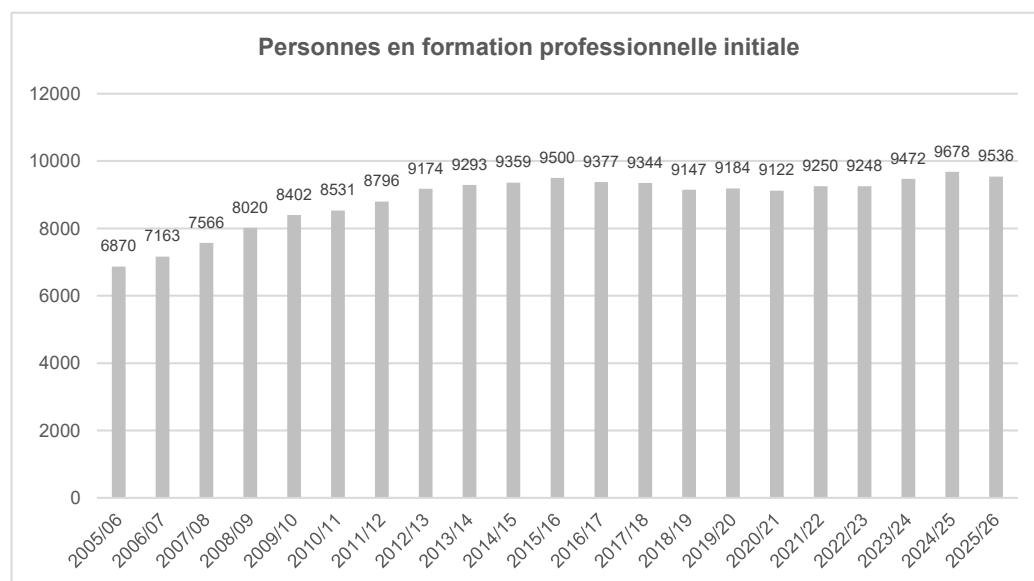
Le Centre de perfectionnement interprofessionnel (CPI), à Granges-Paccot, régit par son règlement du 6 juillet 2004 (RSF 426.11), dépend également du SFP. Il dispense des formations continues à des fins professionnelles et supérieures, certifiantes dans divers domaines. A noter que d'autres acteurs entièrement privés sont également actifs dans le domaine de la formation continue à des fins professionnelles. Enfin, plusieurs entités proposent des cours préparatoires aux examens fédéraux.

2.4 Personnes en formation

2.4.1 Formation professionnelle initiale

La formation professionnelle constitue un pilier essentiel du système de formation fribourgeois. A la fin de leur scolarité obligatoire, environ deux tiers des jeunes Fribourgeoises et Fribourgeois optent pour une formation professionnelle avec CFC ou AFP. Chaque année, environ 2 800 personnes entament donc une formation professionnelle initiale. Quant au nombre total de personnes qui suivent une formation professionnelle initiale ou sont inscrites auprès du SFP, il s'élève à plus de 9 000. Ce chiffre comprend également les personnes qui suivent des cours de préparation à la formation professionnelle initiale, par exemple les cours d'intégration.

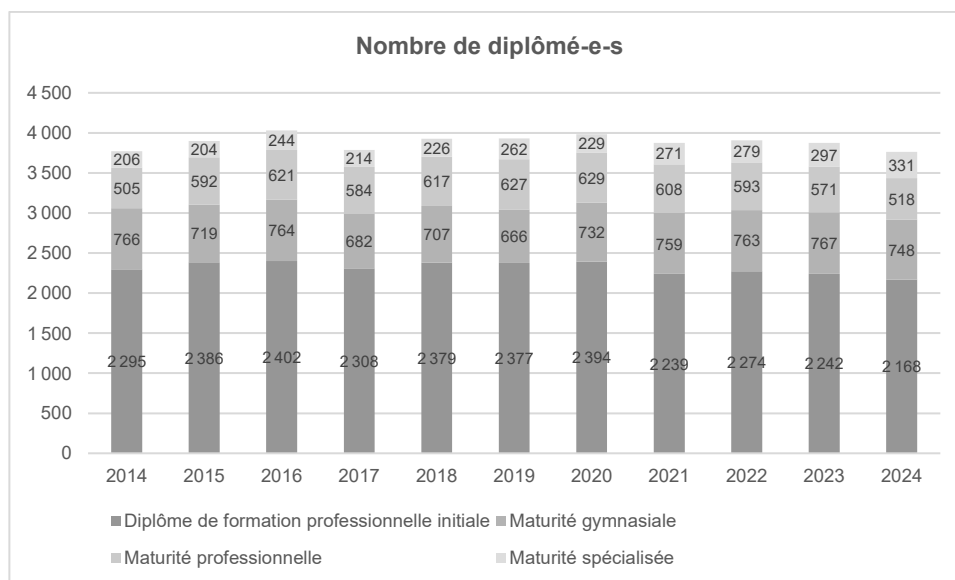
Comme l'illustre le graphe ci-dessous, le nombre de personnes en formation professionnelle initiale a progressé de manière conséquente entre 2005 et 2015. Au cours des derniers 10 ans, on constate en revanche une stagnation, voire un recul temporaire. Ce n'est qu'à la rentrée de 2024/25 que le nombre d'apprenti-e-s a dépassé le niveau de 2015 :



Les données statistiques révèlent par conséquent que la croissance démographique de la dernière décennie n'a pas eu d'impact significatif sur le nombre de personnes en formation professionnelle initiale. Cet écart entre l'évolution démographique et le nombre d'apprenti-e-s s'explique notamment par une augmentation du taux des formations générales menant vers une maturité spécialisée. Pour ce qui est du type de formation professionnelle, on constate que près de 90 % des apprenti-e-s optent dans le canton de Fribourg pour une formation professionnelle initiale de type dual et 10 % pour une école des métiers.

Au niveau des langues, les données statistiques révèlent une diminution du nombre de personnes en formation professionnelle initiale qui accomplissent leur apprentissage en allemand. Alors que les apprentissages en allemand représentaient 21,3 % du nombre total d'apprentissages effectués dans le canton en 2012/13, le taux s'élevait encore à 15,7 % durant l'année scolaire 2025/2026. Cette évolution s'explique notamment par le fait que la partie alémanique du canton a vu sa proportion diminuer en lien avec l'augmentation démographique conséquente de la population francophone. D'autre part, l'effectif minimal de 10 personnes nécessaire pour ouvrir une classe joue également un rôle. En cas d'effectifs insuffisants, le canton de Fribourg, par le biais d'accords intercantonaux, s'accorde avec les cantons voisins afin que « ses » apprenti-e-s puissent y suivre les cours de formation professionnelle.

Concernant la certification, le nombre de personnes qui obtiennent un diplôme de formation professionnelle initiale se situe autour de 2 300 par an. Ce chiffre n'a pas connu de progression notable au cours des derniers 10 ans. A titre de comparaison, environ 750 diplômes de maturité gymnasiale sont délivrés chaque année dans le canton. Comme le montre le graphique ci-dessous, ces proportions sont restées globalement les mêmes durant la période d'observation, malgré des fluctuations ponctuelles :



2.4.2 Personnes en formation dans d'autres cantons

Une personne qui a signé un contrat d'apprentissage avec une entreprise formatrice fribourgeoise, peut, sous certaines conditions, suivre les cours professionnels dans un autre canton. Ce choix peut notamment être lié à la non-disponibilité d'une filière de formation spécifique dans le canton de Fribourg par manque d'effectif ou encore à la langue dans laquelle l'enseignement est dispensé. Le SFP accorde ou pas la possibilité de suivre des cours dans d'autres cantons.

Le nombre d'apprenti-e-s fribourgeois qui suivent les cours professionnels hors canton est relativement élevé. Durant l'année 2023/2024, il correspondait à 1 390 personnes. Ce chiffre comprend toutes les cohortes d'apprenti-e-s, de la première à la dernière année de formation. Le nombre de jeunes, possédant un contrat d'apprentissage fribourgeois, qui suit les cours dans une école extra-cantonale se situe donc globalement entre 350 et 450 personnes par année. Les cantons voisins de Vaud et de Berne sont particulièrement concernés par cette mobilité.

La majorité des jeunes Fribourgeoises et Fribourgeois qui suivent les cours professionnels hors canton le font en raison de l'absence de l'offre de formation correspondante dans le canton de Fribourg. Durant l'année scolaire 2023/2024, 1 167 apprenti-e-s suivaient les cours professionnels hors canton pour ce motif. Cela correspond à plus de 80 % du nombre total d'apprenti-e-s en formation dans un autre canton. Les autres personnes qui suivent les cours dans une école extra-cantonale bénéficient d'une autorisation délivrée pour gain de temps ou d'autres raisons exceptionnelles, indépendamment de l'offre de formation.

En vertu de l'Accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale (AEPr ; RSF 427.1), le canton doit verser un montant défini chaque année (en moyenne 7 500 francs par année pour une formation duale, 15 000 francs pour une formation en école de métiers). La formation d'apprenti-e-s fribourgeois hors canton génère ainsi pour l'Etat des coûts d'environ 12 millions de francs par an à titre de contributions intercantionales. A ce montant s'ajoute la participation aux frais de déplacements des personnes en formation, qui engendre pour l'Etat des coûts à hauteur d'environ 750 000 francs par an, en moyenne.

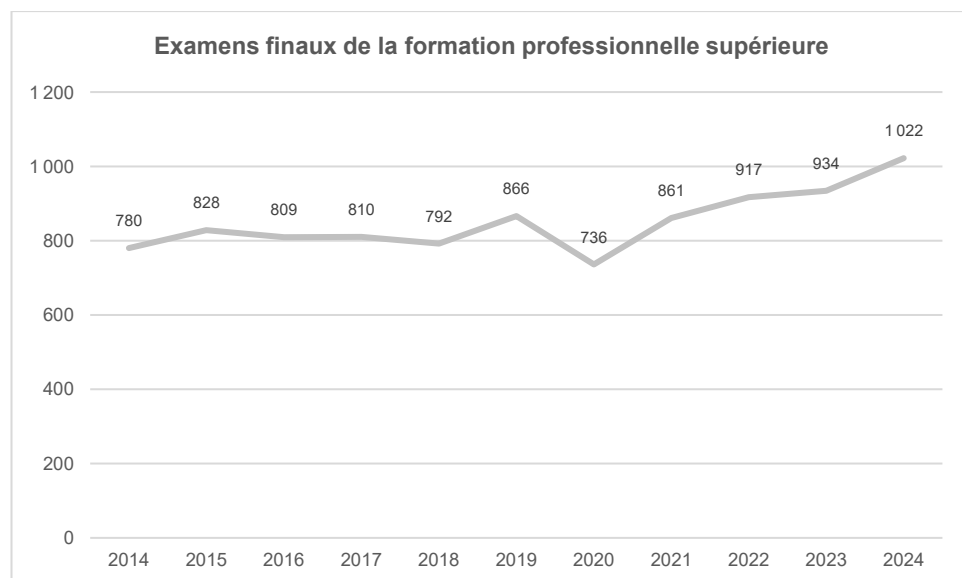
Le budget élevé consacré à la formation professionnelle hors canton confirme l'importance de développer l'offre de formation dans le canton de Fribourg, en tenant compte notamment de l'aspect linguistique, tel que proposé dans le projet. Du point de vue budgétaire, l'ouverture d'une classe occasionne, dans certains cas, moins de coûts que le suivi de la formation hors canton. On constate ainsi que pour une journée de cours en formation duale, l'ouverture d'une classe dans le canton est possible sans surcoût à partir d'un effectif de 6 à 7 élèves.

2.4.3 Formation continue à des fins professionnelles

La formation continue à des fins professionnelles permet, de manière générale, de renouveler, d'approfondir et de compléter les connaissances et compétences des personnes actives sur le marché du travail. Actuellement, l'Etat ne dispose pas de données statistiques sur le nombre de personnes qui, dans le canton de Fribourg, effectuent une telle formation. Sur le plan national, l'Office fédéral de la statistique (OFS) indique que près de la moitié des personnes actives occupées entre 25 et 64 ans s'engage dans des formations continues à des fins professionnelles. Le taux de participation varie entre les régions, et en particulier entre la Suisse alémanique et la Suisse romande.² La formation continue relative aux compétences de base (lire, écrire, calculer, informatique) est gérées par la DFAC et ne concerne donc pas le domaine de la formation professionnelle.

2.4.4 Formation professionnelle supérieure

Au niveau suisse, environ un quart des personnes titulaires d'un certificat de la formation professionnelle initiale obtiennent un diplôme de formation professionnelle supérieure. Dans le canton de Fribourg, on observe des proportions similaires. Au cours des derniers dix ans, le nombre d'examens finaux de la formation professionnelle supérieure a évolué de la manière suivante :



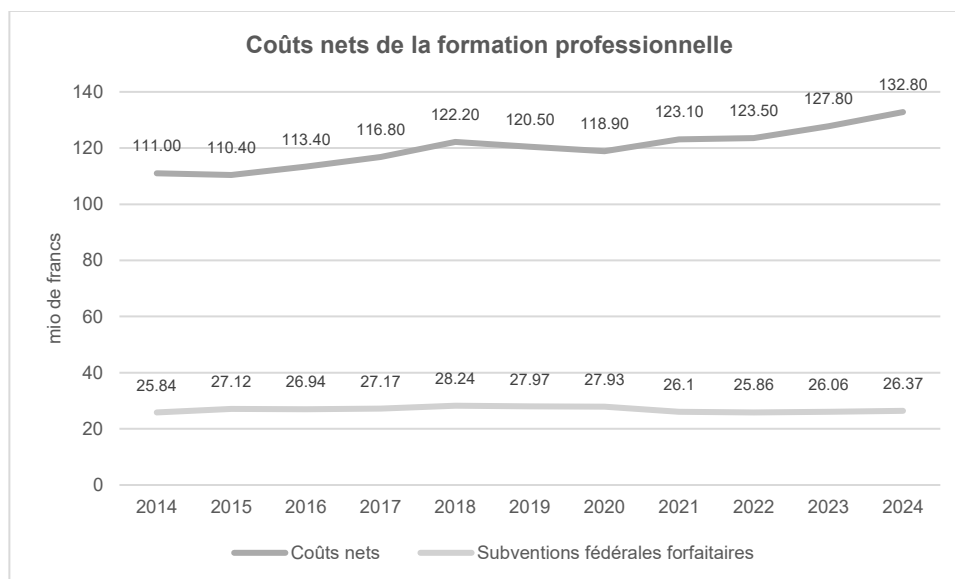
Malgré une évolution globalement satisfaisante, le renforcement de la formation professionnelle supérieure constitue un enjeu important pour le canton de Fribourg, en particulier dans le contexte de la pénurie de main d'œuvre touchant certains secteurs. Ainsi, la section 5 du projet de loi est consacrée à ce domaine.

2.5 Financement

Le financement de la formation professionnelle est assumé conjointement par la Confédération, les cantons et les OrTra. Au niveau suisse, les coûts de la formation professionnelle à la charge des pouvoirs publics s'élèvent à près de 3,5 milliards de francs. Responsables de la mise en œuvre des politiques en matière de formation professionnelle, les cantons assument environ 75 % de cette enveloppe. Quant à la Confédération, elle participe aux coûts des cantons par l'intermédiaire de forfaits basés sur les prestations. Concrètement, les subventions fédérales forfaitaires sont calculées sur la base du nombre de contrats d'apprentissage.

² Microrecensement formation de base et formation continue 2021. Le soutien des employeurs à la formation continue. Office fédéral de la statistique, janvier 2024.

Dans le canton de Fribourg, les coûts de la formation professionnelle ont évolué comme suit au cours des derniers 10 ans³ :



Les écoles professionnelles totalisent environ 80 % de ces coûts.

La formation continue à des fins professionnelles est financée par les personnes en formation et les entreprises. Des contributions fédérales ou cantonales ne sont en principe pas prévues. De façon analogue, la formation professionnelle supérieure se caractérise en premier lieu par l'engagement financier des personnes en formation et des employeurs. En complément, la Confédération soutient les personnes qui suivent les cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs à concurrence de 50 % des coûts de formation. De son côté, le canton participe au financement des filières de formation professionnelle supérieure, soit en finançant ses écoles supérieures, soit par la prise en charge des frais d'écologie de Fribourgeoises et Fribourgeois accomplissant ces formations hors canton, en vertu de l'Accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES ; RSF 427.2).

3 Contexte de la révision

3.1 Formation professionnelle 2030

La présente révision s'inscrit dans le contexte de la Vision 2030 de la formation professionnelle, adoptée conjointement par le Secrétariat d'Etat à la formation, la recherche et l'innovation (SEFRI), les cantons et les OrTra. Il s'agit d'un cadre de référence commun pour l'avenir de la formation professionnelle, dont les principales lignes d'action sont :

- > L'apprentissage tout au long de la vie ;
- > La flexibilisation des offres de formation ;
- > Les activités d'information et de conseil ;
- > La concertation entre les partenaires de la formation professionnelle.

³ Les coûts de la formation professionnelle comprennent la préparation à la formation professionnelle initiale ; la formation professionnelle initiale ; la formation professionnelle supérieure ; les maturités professionnelles ; la formation pédagogique des enseignant-e-s ; les cours interentreprises ; les projets divers.

La réalisation des contenus de la vision et des lignes directrices de la stratégie pour une formation professionnelle 2030 est assurée par les partenaires de la formation professionnelle. Dans le but de renforcer la gouvernance et le pilotage stratégique du système de la formation professionnelle, le groupe de coordination de la Vision 2030 s'est organisé en une Conférence tripartite sur la formation professionnelle (CTFP).

Les travaux menés jusqu'ici dans le cadre de la Vision 2030 de la formation professionnelle montrent que le système de formation professionnelle dispose globalement des atouts nécessaires pour répondre aux défis posés par la numérisation du marché du travail. Pour positionner la formation professionnelle de façon optimale face aux enjeux de l'avenir, une refonte du cadre légal et réglementaire cantonal s'avère néanmoins indispensable.

3.2 Principaux enjeux

Conformément aux thèmes prioritaires de la Vision 2030 de la formation professionnelle, les principaux enjeux de la révision de la LFP se présentent schématiquement comme suit :



Pour chacun de ces domaines thématiques, des adaptations du cadre légal existant sont proposées. Les buts formulés à l'article 2 du projet de loi reflètent également ces priorités générales. Les enjeux liés à chaque thématique sont présentés de manière synthétique ci-dessous.

3.2.1 Promotion de la formation professionnelle

Dans le contexte de la pénurie de main d'œuvre affectant certains secteurs, la promotion de la formation professionnelle constitue, du point de vue économique, un enjeu essentiel. Plusieurs niveaux de responsabilités sont engagés. Dans le cadre de leurs compétences légales respectives, la Confédération et les cantons mettent en œuvre la promotion de la formation professionnelle dans son ensemble. De leur côté, les associations professionnelles sont chargées de promouvoir leurs métiers. Enfin, les entreprises formatrices peuvent, elles aussi, contribuer à l'attractivité des apprentissages.

A l'heure actuelle, les démarches mises en œuvre en matière de promotion visent avant tout à mieux faire connaître les offres de formation professionnelle et les perspectives de carrière qui y sont liées. Dans la continuité de ces efforts, il convient de développer les instruments au niveau cantonal, en particulier pour les secteurs où les besoins de l'économie sont particulièrement importants (cf. art. 4 al. 1 let. b).

3.2.2 Numérisation et flexibilisation

La numérisation a de multiples effets sur la formation professionnelle, que ce soit au niveau des ordonnances et des plans de formation, des compétences visées ou encore des approches pédagogiques. Pour préparer les personnes en formation de manière appropriée aux exigences du marché du travail, une approche plus transversale des connaissances et compétences s'avère notamment nécessaire. La flexibilisation des structures et contenus permettra également de répondre aux besoins d'un public de plus en plus hétérogène. En outre, l'adaptation des ordonnances et

des plans de formation à l'évolution technologique et l'utilisation des technologies pour soutenir l'apprentissage requièrent de nouvelles compétences des formateurs et formatrices. Sur le plan organisationnel, les nouvelles technologies permettent de rapprocher les deux dimensions de la formation professionnelle duale ainsi que les lieux physiques y relatifs. Enfin, la numérisation a des implications pour la gouvernance de la formation professionnelle, dans le sens où elle permet une simplification des processus et une réduction des charges administratives.

Au niveau de l'Etat de Fribourg, des projets transversaux ont été lancés pour donner impulsion à la numérisation de la formation. La formation professionnelle est notamment concernée par l'harmonisation des systèmes d'information des écoles du canton de Fribourg (HAE), qui vise à créer des systèmes de gestion informatiques et des référentiels communs. Au niveau fédéral, de nombreux projets visant à harmoniser les partages de données entre les partenaires sont également en cours.

3.2.3 Gouvernance

Au niveau suisse, l'optimisation de la gouvernance constitue l'un des axes de travail prioritaires pour renforcer la formation professionnelle. Il s'agit notamment de renforcer le partenariat soutenant le système de la formation professionnelle, de simplifier les processus et de réduire la charge bureaucratique. Ces objectifs sont également pertinents à l'échelon fribourgeois. En outre, un certain nombre de précisions doivent être apportées au cadre légal en vigueur en lien avec les exigences en matière de protection des données.

3.2.4 Bilinguisme et mobilité

Depuis l'entrée en vigueur de la LFP, l'offre de formations et de cours sous forme bilingue a connu un développement constant. Aujourd'hui, les écoles professionnelles proposent déjà un certain nombre de formations et de cours de maturité professionnelle en forme bilingue, ainsi que pour certaines métiers CFC. Conformément aux objectifs formulés au niveau politique, la révision de la LFP présente l'opportunité de donner une assise plus solide à une offre équivalente dans les deux langues (art. 17) et au bilinguisme (art. 18), dans le but de formaliser le caractère bilingue comme une composante essentielle de la formation professionnelle fribourgeoise.

Pour ce qui est de la mobilité intercantonale et internationale, elle crée également des bénéfices importants, tant pour les personnes en formation que pour les entreprises. De plus, elle contribue de manière générale à l'attractivité de la formation professionnelle. Contrairement à la pratique dans le domaine académique, les échanges ne sont pas proposés de manière systématique, en raison de la difficulté de les organiser dans un système de formation duale. Par des mesures de promotion et d'organisation spécifiques, l'Etat vise à multiplier le nombre de mobilités.

3.2.5 Apprentissage tout au long de la vie

Pour être en adéquation avec les besoins de l'économie, les personnes actives sont de plus en plus amenées à acquérir des qualifications supplémentaires, voire à se reconvertir professionnellement. Dans ce contexte, la formation professionnelle est également appelée à évoluer. Il s'agit notamment de tenir compte du fait que les parcours de formation, traditionnellement prévus de manière linéaire, se sont fortement diversifiés au cours des dernières années. Du point de vue de la politique de formation, il est donc nécessaire de flexibiliser l'offre et de l'adapter à un public beaucoup plus hétérogène, avec des besoins très variés. Sur le plan financier, la question de la prise en charge des coûts de la formation professionnelle initiale pour le public adulte se pose.

Au sein de l'Etat de Fribourg, deux entités sont formellement concernées par l'apprentissage tout au long de la vie. Il s'agit du SFP et du Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes (SOPFA), rattaché à la DFAC. La mission de ce dernier est d'aider les jeunes et les adultes à choisir une voie professionnelle ainsi que de promouvoir la formation des adultes dans le domaine des compétences de base (lire, écrire, calculer, informatique). Dans le projet de loi, la notion d'apprentissage tout au long de la vie concerne principalement la formation continue à des fins professionnelles (section 4) et de la formation professionnelle supérieure (section 5).

3.2.6 Mise à jour technique

Plus de 15 ans après l'entrée en vigueur de la LFP, il est indispensable de procéder à un certain nombre de modifications fonctionnelles et terminologiques, qui se justifient par les constats tirés de l'application usuelle de la loi. En outre, la révision a permis d'alléger le texte de la loi, grâce notamment à la reprise de certains éléments au niveau réglementaire.

3.3 Instruments parlementaires

Depuis l'entrée en vigueur de la LFP, un nombre important d'instruments parlementaires portant sur une grande diversité de sujets liés à la formation professionnelle a été déposé. Aucun instrument n'est directement traité dans le cadre de la présente révision. Toutefois, les thématiques exprimées dans un certain nombre d'instruments parlementaires rejoignent les réflexions menées lors des travaux sur le projet de loi.

3.3.1 Postulat Bulliard-Siggen (2097.11) : Echange pour apprentis avec une autre région linguistique suisse ou étrangère

Les articles 2 al. 1 let. f et g ainsi que 18 et 19 du projet de loi ancrent la promotion des échanges et du bilinguisme dans la loi. En ce qui concerne les échanges, le SFP et les écoles professionnelles sont en contact avec Movetia. Les échanges européens sont gérés par le SFP et permettent à un jeune diplômé ou à une jeune diplômée de faire ses premières expériences professionnelles et parfaire une langue européenne. Les écoles professionnelles ont leur propre projet, notamment dans le domaine du commerce qui permet de travailler six mois en Irlande et 6 mois en Allemagne respectivement en France afin d'améliorer les compétences sociales, culturelles et linguistiques (programme commerce plus).

3.3.2 Postulat Besson-Michellod (2021-GC-65) Soutien financier à la reconversion professionnelle d'adultes

Au niveau du projet de loi, cette thématique est prise en compte par la création des nouveaux articles 56 à 59 relatifs à la formation continue à des fins professionnelles ainsi que par l'article 77 al. 2, qui prévoit que le principe de la gratuité de l'enseignement professionnel s'applique également aux personnes en formation qui ne sont pas au bénéfice d'un contrat d'apprentissage.

3.3.3 Postulat Dorthe-Michellod (2021-GC-94) : La reconversion professionnelle comme clé de la transition énergétique

L'article 57 du projet de loi permet au canton d'encourager les formations et les mesures qui présentent un intérêt public particulier et qui ne pourraient pas être proposées, ou ne pourraient pas l'être en quantité suffisante, sans son soutien. Sont en particulier visées les personnes concernées par de mutations économiques ou technologiques.

3.3.4 Postulat Emonet-Aebischer (2021-GC-170) : Développer la formation professionnelle continue pour un public adulte peu qualifié

Comme pour les deux postulats précédents, cette thématique a été prise en compte avec le nouvel article 57 du projet de loi ainsi que par l'article 77 al. 2.

3.3.5 Postulat Collaud-Bourguet (2017-GC-38) et postulat Savoy-Dietrich (2017-GC-51) : Concept Sport-Art-Formation

Il a été tenu compte de ces deux postulats par la création du nouvel article 20 al. 3 du projet de loi de même que par l'édiction par le Service de la directive « sports-arts-formation » du 1^{er} novembre 2022 (<https://www.fr.ch/formation-et-ecoles/scolarite-obligatoire/sports-arts-formation-saf/saf-sports>).

3.3.6 Question Collaud-Kolly (2019-CE-232) : Formation professionnelle et visites des commissions d'apprentissage (CA)

Par cette intervention parlementaire, il était demandé pour quelles raisons il y a désormais moins de visites des entreprises formatrices par les commissions d'apprentissage et si cela est conforme à la LFP. La modification de l'article 47 al. 1 let. b et c LFP (art. 55 al. 1 let. b et c du projet de loi) adapte le nombre « légal » de visites et précise

les modalités de celles-ci. La justification de cette modification est donnée dans le commentaire de l'article 55 du projet de loi ci-dessous⁴.

3.3.7 Question Dupré (2022-CE-98) : 26 % des contrats d'apprentissage se terminent par une rupture, l'Etat va-t-il intervenir ?

L'article 26 du projet de loi donne la possibilité de demander la compensation des désavantages. Bien que la compensation des désavantages soit déjà appliquée dans les faits, elle est désormais ancrée dans la loi. Cette nouveauté ne concerne pas directement le contrat d'apprentissage, qui est de droit privé, mais elle a pour but de réduire ou neutraliser les obstacles liés à un handicap ou à une difficulté afin de garantir l'égalité des chances. Dans une même perspective, l'article 42 al. 3 permet au SFP d'organiser des cours de perfectionnement pour les formateurs et formatrices à la pratique professionnelle afin de garder une haute qualité de la formation et ainsi diminuer le nombre de résiliation de contrats. Ce nouvel article répond donc également à la question parlementaire. Pour le reste, les mesures actuellement en place et du ressort du SFP sont suffisantes pour juguler les résiliations des contrats d'apprentissage, à savoir notamment :

- > Octroi de l'autorisation de former aux entreprises qui remplissent les exigences légales (art. 39 projet de loi) ;
- > Visites des Commissions d'apprentissage (art. 55 projet de loi) ;
- > Case management/médiateurs (art. 36 projet de loi) ;
- > Médiation par le SFP en cas de conflit entre l'apprenti-e et le maître d'apprentissage (art. 98 al. 1 projet de loi).

3.3.8 Question Wicht (2018-CE-221) : Aide en faveur des jeunes ayant des difficultés socio-professionnelles

Comme pour la question Dupré (2022-CE-98) mentionnée ci-dessus, l'article 26 du projet de loi donne la possibilité de demander la compensation des désavantages liés à un handicap ou un trouble fonctionnel. De même, l'article 21 al. 3 du projet de loi permet à la personne en formation qui voit son contrat d'apprentissage être résilié de suivre les cours pendant deux mois auprès de l'école professionnelle et les cours interentreprises. Ces deux nouveautés répondent en partie à cette intervention. En outre, le projet de loi complète à l'article 6 al. 5 les tâches du SFP en matière de prise en charge des jeunes en difficulté d'insertion socio-professionnelle, en ancrant dans la loi le principe de la collaboration interservices en matière d'aide aux jeunes concernés par cette problématique.

Pour le reste, les buts visés par l'actuel article 23 LFP (art. 25 projet de loi) sont atteints de manière satisfaisante par l'ensemble du vaste dispositif cantonal déjà en place : encadrement individuel spécialisé pour les apprenti-e-s de la voie AFP ; concept de mesures intégratives des écoles professionnelles (avec notamment la médiation) ; service de Case management à disposition des apprenti-e-s ; semestres de motivation (SEMO) et mesures de préformation (PréFo) pour les jeunes qui n'ont pas trouvé de place d'apprentissage ; cours d'intégration et préapprentissage d'intégration pour les personnes issues de la migration ne disposant pas de compétences scolaires suffisantes pour entrer en apprentissage ; préapprentissage.

4 Présentation du projet

4.1 Structure

Dans le cadre de la présente révision totale, il est proposé de réorganiser complètement la structure de la LFP. Une section spécifique sera désormais réservée aux différents domaines de formation professionnelle, à savoir :

- > Formation professionnelle initiale (section 3) ;
- > Formation continue à des fins professionnelles (section 4) ;
- > Formation professionnelle supérieure (section 5).

⁴ Voir chapitre 5, p. 22.

Cette réorganisation des sections de la loi répond à un souci de cohérence et de lisibilité. En même temps, elle témoigne de l'importance que revêtent, à côté de la formation professionnelle initiale, la formation continue à des fins professionnelles et la formation professionnelle supérieure. Dans la LFP actuelle, aucune section spécifique n'est consacrée à ces deux types de formation. En outre, l'ensemble des dispositions relatives au financement de la formation professionnelle a été réuni dans une section spécifique (section 6), de même que la disposition précisant les aspects liés à la protection des données (section 7).

4.2 Gouvernance

Au niveau de la gouvernance du système de la formation professionnelle, le projet de loi introduit plusieurs nouveautés. Celles-ci sont principalement formalisées dans le chapitre 2.

4.2.1 Fonction de veille

En matière de veille du système de la formation professionnelle, l'article 6 al. 3 du projet de loi confère au SFP la tâche de réunir et traiter des informations statistiques concernant la situation de la formation professionnelle dans le canton. Conformément aux objectifs formulés dans le cadre de la *Vision 2030 de la formation professionnelle*, l'objectif de cette disposition est de renforcer le pilotage du système de la formation professionnelle, en s'assurant que l'Etat dispose de données suffisantes et appropriées.

4.2.2 Collaboration interservices en matière d'insertion des jeunes à la formation professionnelle

L'article 6 al. 5 du projet de loi vise à renforcer le dispositif de soutien aux jeunes qui rencontrent des difficultés d'insertion à la formation professionnelle. Il précise que le SFP collabore avec les services chargés respectivement de l'enseignement, du marché du travail, de l'orientation professionnelle, des questions de migration et des questions sociales, en ancrant ainsi le principe de la collaboration interservices dans la loi. Cette collaboration se concrétise dans le cadre de la commission des jeunes en difficulté d'insertion dans la vie professionnelle (CJD), qui réunit les différents services et acteurs étatiques concernés par cette thématique et agit comme point de coordination interservices. L'ajout à la LFP d'une disposition relative à cette coordination permet de renforcer l'assise légale de la CJD. Il reflète en outre l'importance de la formation pour l'insertion professionnelle des jeunes. Un principe analogue existe à l'heure actuelle déjà dans la législation sur le marché du travail ; il est possible notamment de se référer à l'article 87 al. 1 de la loi sur l'emploi et le marché du travail (LEMT ; RSF 866.1.1).

4.2.3 Collaboration avec la commission cantonale pour la formation des adultes

Dans leurs domaines de compétences respectifs, la commission cantonale de la formation professionnelle et la commission cantonale pour la formation des adultes œuvrent au déploiement des politiques de formation continue du canton. Dans le but de contribuer à la cohérence globale des démarches entreprises, l'article 8 al. 4 du projet de loi ancre dans la loi le principe d'une collaboration active entre la commission de la formation professionnelle et la commission cantonale pour la formation des adultes.

4.3 Formation professionnelle initiale

Les dispositions de la LFP relatives à la formation professionnelle initiale ont été revues et adaptées pour répondre aux objectifs stratégiques de la révision. Les modifications concrétisent les buts formulés à l'article 2 du projet de loi et améliorent le fonctionnement de la formation professionnelle initiale.

4.3.1 Promotion du bilinguisme

Pour concrétiser les buts généraux formulés à l'article 2 en lien avec le bilinguisme, le projet de loi introduit plusieurs nouveautés par rapport à la LFP en vigueur. Il définit notamment le principe d'une offre de formation équivalente ou bilingue en français et en allemand, pour autant que les effectifs le permettent (art. 17). Cette disposition vise à créer les conditions pour développer l'offre de formation dans les deux langues, notamment dans les écoles de métiers, et renforcer la formation professionnelle dans le canton de manière générale.

L'ouverture d'une classe pour les formations professionnelles initiales repose sur un effectif minimal de 10 élèves pour les CFC ou de 8 personnes pour les AFP, ou selon le type de formation, conformément à l'article 7 alinéa 2 du règlement du 23 mars 2010 sur la formation professionnelle (RFP ; RSF 420.11). L'article 7 alinéa 4 RFP permet de

déroger à ces quotas notamment pour des raisons liées à la promotion des langues officielles du canton. En cas d'effectifs considérés comme insuffisants, le canton de Fribourg, par le biais d'accords intercantonaux, s'accorde avec les cantons voisins afin que les apprenti-e-s puissent suivre les cours professionnels dans ceux-ci. Ces dispositions s'appliquent aussi bien aux cours dispensés en français qu'en allemand. Afin de renforcer le caractère bilingue de la formation professionnelle dans le canton de Fribourg, il est envisageable de remplacer la possibilité de déroger aux effectifs minimaux conformément à l'article 7, alinéa 4 RFP, par l'obligation d'ouvrir une classe dans une langue dès qu'un effectif minimal d'élèves est atteint. Le Conseil d'Etat en précisera les modalités dans le règlement d'exécution.

En raison de la forte fluctuation des effectifs d'élèves selon les années et les types de formation, il n'est pas possible d'anticiper le nombre de classes supplémentaires nécessaires pour atteindre l'objectif formulé à l'article 17 de du projet de loi. Il est également important de noter que la demande dépendra dans une certaine mesure de l'offre.

Pour ce qui est de l'incidence financière, le coût annuel d'une classe en formation duale s'élève à environ 80 000 francs et celui d'une classe à plein temps à environ 270 000 francs. En même temps, des économies pourront être réalisées au niveau des coûts liés aux accords intercantonaux, grâce au maintien sur sol fribourgeois d'un plus grand nombre de personnes en formation. Concrètement, pour une journée de cours par semaine en formation duale, les frais liés à la formation hors canton équivalent les coûts d'une classe de 6 à 7 élèves. Pour cinq jours de cours, les coûts correspondent à ceux d'une classe de 18 élèves dans le canton.

Enfin, le projet de loi confère aux écoles professionnelles la tâche de proposer des formes spéciales d'enseignement et d'organisation, d'instaurer des classes bilingues ou de participer à des programmes d'échanges afin de promouvoir le bilinguisme de la formation professionnelle initiale (art. 18). Dans cette même perspective, le projet de loi donne à l'Etat la possibilité d'encourager les projets des écoles professionnelles en lien avec le bilinguisme (art. 38).

4.3.2 Mobilité

Comme il a été indiqué plus haut, au chapitre 3.2.4, la mobilité crée des gains importants, non seulement pour les participant-e-s, qui peuvent développer des compétences et qualifications supplémentaires, mais également pour l'économie dans son ensemble. De plus, l'offre de mobilité contribue à l'attractivité de la formation professionnelle.

Dans le canton de Fribourg, environ 120 personnes en formation par année font actuellement usage du programme de mobilité soutenu par Movetia. La durée moyenne du séjour est de six mois. Le SFP bénéficie d'une structure de 0,35 EPT, dédiée à l'encouragement, au suivi et à la coordination de la mobilité entre les différents partenaires de la formation professionnelle. Cette personne a pour mission principale d'accompagner et d'aider les personnes en formation souhaitant participer à un programme de mobilité, mais également de concevoir et de promouvoir les projets de mobilité puis d'en assurer le suivi administratif.

Le faible taux de participation des personnes en formation professionnelle initiale s'explique principalement par les aspects suivants :

- > Ressources insuffisantes au sein du SFP pour l'aspect promotionnel, l'accompagnement ainsi que pour la recherche de partenaires en Europe (personnes de contact dans les pays hôtes qui s'occupent de chercher le logement ainsi que l'entreprise de stage). Par exemple, le canton du Tessin, qui a su développer la mobilité de manière plus conséquente, dispose d'un bureau spécialement dédié à ces questions⁵ ;
- > Pour certains jeunes, il est difficile de compléter le co-financement de Movetia, qui ne couvre qu'une partie des frais de l'échange, pour leur mobilité.

Les subventions de Movetia pour les programmes de mobilité dans le cadre de la formation professionnelle sont calculées selon des forfaits prédéfinis et diffèrent selon la durée du stage et la destination. A l'heure actuelle, la fourchette se situe entre 3 400 et 18 600 francs sur la durée totale du stage. En raison du nombre élevé de demandes par rapport aux moyens disponibles, Movetia n'est toutefois pas en mesure de tenir compte de l'ensemble des projets de mobilité. Pour obtenir l'aide de Movetia, ni la situation financière de la personne en formation, ni celle de ses

⁵ Cf. à ce titre Farman D., « L'Erasmus pour les apprentis est déjà une réalité », Avenir Suisse, 10.09.2019.

parents n'est examinée. Il est important de noter que les contributions de Movetia ne couvrent pas dans leur intégralité les frais liés à un projet de mobilité.

Afin de permettre à plus de jeunes de faire usage des mobilités, le projet de loi confère à l'Etat la tâche d'encourager et de promouvoir la mobilité intercantonale et internationale des personnes en formation et des personnes récemment diplômées. Ce but est concrétisé dans une nouvelle disposition spécifique relative à la promotion de la mobilité (art. 19).

4.3.3 Protection des données

L'exécution de la LFP ainsi que la gestion du système de formation requièrent le traitement d'un certain nombre de données personnelles. Conformément aux exigences légales en matière de protection des données, le projet de loi comporte une disposition générique relative à la protection des données (art. 86).

4.3.4 Projets du Service et des écoles

Dans le but de développer la qualité de la formation professionnelle et de donner une impulsion à des projets liés aux buts généraux formulés dans le projet de loi (cf. art. 2 al. 1), une nouvelle disposition permet au Service et aux écoles d'expérimenter des moyens d'enseignement, des méthodes ou des structures de formation (art. 38). Cette modification vise à créer un cadre favorable à l'innovation au sein du système de la formation professionnelle.

4.4 Formation continue à des fins professionnelles

La LFP actuellement en vigueur se limite à fixer des principes de base au sujet de la formation continue à des fins professionnelles, concernant notamment les prestataires (art. 49 et 50 LFP). Conformément aux objectifs généraux formulés à l'article 2, le projet de loi précise et complète ces dispositions. Dans un chapitre dédié, il définit plus clairement le rôle de l'Etat et les aspects de fonctionnement. Les modifications sont essentiellement apportées dans un but de clarification.

4.4.1 Principes de base et rôle de l'Etat

Pour définir la formation continue à des fins professionnelles, le projet de loi reprend à l'article 56 les principaux éléments fixés dans la LFPr. Le rôle de l'Etat consiste à veiller à ce que l'offre en formation continue réponde aux besoins de l'économie et de la population active. Il convient toutefois de rappeler que la formation continue à des fins professionnelles relève en premier lieu de la responsabilité des individus et des entreprises. Conformément à cette logique de subsidiarité, le projet de loi introduit et définit la notion d'intérêt public pour délimiter le périmètre de l'action étatique (art. 57). Dans ce sens, il prévoit que l'Etat peut lui-même mettre en place une offre de formation continue d'intérêt public ou mandater des prestataires externes afin d'accomplir cette tâche. En vertu de ce principe, l'Etat pourra notamment continuer de participer au financement du CPI, pour son offre de formation qui revêt un intérêt public. Il sera toutefois également possible de renoncer à un subventionnement, au cas où ce critère ne serait pas ou plus rempli.

La notion d'intérêt public est également ancrée dans la législation fédérale relative à la formation continue, en particulier dans la Loi sur la formation continue (LFCo ; RS 419.1). Pour définir la notion d'intérêt public, le projet de loi mentionne les critères suivants :

- > L'intégration et le maintien dans le monde du travail ;
- > Le perfectionnement, la flexibilité ou la mobilité professionnels ;
- > La promotion de l'innovation et des compétences linguistiques.

4.5 Formation professionnelle supérieure

Dans le domaine de la formation professionnelle supérieure, la LFP en vigueur détermine de manière succincte les modalités qui s'appliquent à l'organisation des cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs. Il comporte également une disposition générale concernant l'ouverture d'une filière de formation professionnelle supérieure (art. 48 LFP). Dans une section dédiée (section 5), le projet de loi concrétise et précise ces différents éléments.

4.5.1 Principes de base et rôle de l'Etat

Le projet de loi intègre les spécificités de la formation professionnelle supérieure telles qu'elles figurent dans la loi fédérale. Il confère également la tâche à l'Etat de veiller à l'existence d'une offre adaptée aux besoins dans les différentes voies de formation professionnelle supérieure, c'est-à-dire :

- > Les cours préparatoires à un examen professionnel fédéral ou à un examen professionnel fédéral supérieur ;
- > Les filières de formation professionnelle supérieure reconnues par la Confédération ;
- > Les filières d'études post-diplômes reconnues par la Confédération⁶.

En outre, les prestataires concernés par les différents types de formation professionnelle supérieure sont définis.

4.5.2 Procédure relative à l'ouverture d'une filière de formation professionnelle supérieure

La LFP en vigueur n'aborde pas de manière précise la procédure qui permet d'ouvrir une filière de formation professionnelle supérieure. Le projet de loi comble cette lacune et prévoit, à l'article 63, que le Conseil d'Etat décide de l'ouverture et de la fermeture de telles filières. Les conditions applicables sont également précisées (art. 64). Une nouvelle filière de formation professionnelle supérieure doit répondre à un besoin avéré d'une branche de l'économie, représentée par une OrTra, et représenter un intérêt public. De façon analogue aux exigences concernant la formation professionnelle initiale, les filières de formation professionnelle supérieure doivent faire l'objet d'un règlement élaboré par l'école professionnelle (art. 65). Enfin, des exigences en matière de qualité sont définies (art. 66).

4.6 Financement

Les dispositions concernant le financement de la formation professionnelle ont fait l'objet d'adaptations partielles. Dans un souci de cohérence et de lisibilité, tous les articles relatifs au financement ont été réunis dans une section spécifique du projet de loi (section 6).

4.6.1 Financement de l'Etat

Le projet de loi n'apporte aucune modification au principe général relatif au financement de la formation professionnelle, ancré dans la législation fédérale (art. 52 ss LFPr). Sous réserve d'autres dispositions légales, l'Etat assure le financement de la formation professionnelle initiale dans le canton (art. 68). Concernant la formation continue à des fins professionnelles et la formation professionnelle supérieure, le projet de loi fixe les modalités spécifiques du financement.

4.6.2 Financement et gestion des infrastructures

Conformément à la LFP en vigueur, le projet de loi prévoit que l'ACPC est chargée du financement et de la gestion des infrastructures de la formation professionnelle initiale duale, y compris les cours interentreprises (art. 69). Une clé de répartition des dépenses de l'ACPC entre l'Etat, les communes et les employeurs est fixée dans la loi (art. 71).

La révision laisse inchangée la clé de répartition des dépenses relatives aux infrastructures. Cependant, dans le but d'alléger la charge administrative à la fois des services de l'Etat et des communes, le projet de loi modifie l'article 71 al. 1 let. b, qui concerne la prise en charge de 25 % des dépenses par les communes dans lesquelles les personnes en formation initiale en entreprise sont domiciliées. Selon le droit en vigueur, la répartition du montant entre les communes tient compte des changements de domicile au cours de l'année scolaire. Concrètement, si une personne en formation déménage, le montant relatif à cette personne est réparti entre la commune de provenance et la nouvelle commune de domicile, proportionnellement à la durée effective du séjour durant l'année scolaire. Ce système de facturation occasionne un travail administratif important, dans la mesure où il implique souvent plusieurs contacts entre les services de facturation et les communes concernées par un changement de domicile.

Afin de réduire cette charge bureaucratique, le projet de loi introduit à l'article 71 al. 1 let. c une date déterminante. Le domicile des personnes ne sera donc déterminé plus qu'une fois durant l'année scolaire.

⁶ Dans le cadre des projets de modification de la LFPr et de l'OFPr, mis en consultation en juin 2024 par le Conseil fédéral, il est toutefois prévu que les études post-diplômes des Ecoles supérieures ne feront plus l'objet, à l'avenir, d'une procédure de reconnaissance fédérale.

Les données comptables disponibles ne permettent pas de modéliser l'éventuelle incidence financière de cette modification sur les communes de domicile des apprenti-e-s. Par rapport au système de calcul actuel, l'effet devrait toutefois être minime. De plus, les potentiels transferts de charges liés à des déménagements survenus avant ou après la date déterminante devraient à terme s'équilibrer entre les communes. En outre, ils doivent être mis en relation avec la réduction des charges administratives liée à la simplification du système de facturation.

4.6.3 Gratuité de l'enseignement professionnel obligatoire

Aujourd'hui, la gratuité de l'enseignement professionnel obligatoire, c'est-à-dire de l'enseignement en école professionnelle, est acquise légalement pour les personnes sous contrat d'apprentissage. En revanche, ce n'est pas le cas du public adulte souhaitant obtenir un CFC par validation des compétences acquises (art. 31 et 32 OFPr). Pour favoriser la formation professionnelle des adultes conformément aux buts généraux formulés à l'article 2, le projet de loi précise que le principe général de la gratuité de l'enseignement en école professionnelle s'applique également aux personnes sans contrat de formation (art. 77 al. 2). Actuellement, la facture relative aux cours est directement envoyée aux personnes en formation. Celles-ci ne sont toutefois pas obligées de suivre les cours professionnels et beaucoup y renoncent en raison des coûts. Pour ce qui est des cours interentreprises (CIE), les OrtTra sont prêtes à examiner la question d'une éventuelle prise en charge des coûts de formation des personnes sans contrat d'apprentissage.

A noter qu'à l'heure actuelle, le canton de Fribourg est le seul canton latin qui facture encore les cours de l'école professionnelle aux adultes effectuant une formation selon les art. 31 et 32 OFPr, en contradiction avec les recommandations de la Conférence suisse des offices de la formation professionnelle (CSFP). Des études montrent que les taux de chômage des personnes avec certification professionnelle sont nettement inférieurs à ceux des personnes sans formation post-obligatoire⁷.

Au niveau financier, la prise en charge du coût de formation des personnes sans contrat d'apprentissage induira pour le SFP une diminution de recettes à hauteur d'environ 300 000 francs par an, en raison de la suppression des taxes de cours pour l'enseignement en école professionnelle.

Lors de l'élaboration du projet de loi, d'autres options ont été analysées pour soutenir les personnes sans contrat d'apprentissage qui souhaitent suivre les cours professionnels. Le groupe de travail a notamment examiné la possibilité de recourir aux instruments prévus par la législation relative à l'octroi des bourses et des prêts d'études. Il s'avère cependant que ces instruments ne permettent pas de répondre aux besoins constatés. En vertu de l'article 9 al. 5 de la loi sur les bourses et les prêts d'études (LBPE ; RSF 44.1), les subsides sont exclusivement destinés aux personnes qui ont moins de 40 ans. L'application de ce critère rendrait la mesure ici proposée inefficace, l'un de ses principaux objectifs étant de favoriser la formation professionnelle des adultes. Concernant les prêts d'études (second instrument prévu par la LBPE), ils sont principalement destinés à des reconversions ou des formations supérieures. Conformément à l'article 32 al. 1 du règlement sur les bourses et les prêts d'études (RBPE ; RSF 44.11), leur montant minimal s'élève à 1 500 francs, alors que les taxes de cours de l'enseignement en école professionnelle s'élèvent à environ 800 francs par an.

4.6.4 Formation continue à des fins professionnelles

De manière ponctuelle, la formation continue à des fins professionnelles a bénéficié, par le passé, de subsides publics. Ceux-ci ont notamment été alloués à la Fédération fribourgeoise des entrepreneurs (FFE) ou à d'autres associations professionnelles. Dans l'attente de la révision de la LFP et de la mise en place de nouvelles modalités de subventionnement, ce soutien a toutefois été supprimé par l'Etat fin 2020. Le SFP attribue des mandats de prestations au CPI pour les cours obligatoires, selon la législation fédérale, destinés aux futurs formateurs et formatrices en entreprise.

Le projet de loi vise à clarifier les questions liées au financement de la formation continue à des fins professionnelles. Conformément au rôle subsidiaire de l'Etat, il précise que l'offre de formation continue doit en principe entièrement couvrir ses frais (art. 79 al. 2). L'Etat pourra toutefois contribuer au financement des cours de formation continue

⁷ Coûts directs et indirects de la formation professionnelle initiale pour adultes : inventaire des possibilités et des déficits de financement en Suisse. Projet dans le cadre de l'initiative « Formation professionnelle 2030 », rapport CSFP, mars 2023.

d'intérêt public qu'il organise lui-même. Ce financement sera limité à la part des dépenses qui ne seront pas assumées par les personnes qui participent à la formation (al. 1). L'incidence financière dépendra de la concrétisation des objectifs fixés en matière de promotion de la formation continue à des fins professionnelles.

4.6.5 Formation professionnelle supérieure

Dans le domaine de la formation professionnelle supérieure, la LFP en vigueur se limite à fixer quelques principes de base relatifs à l'action de l'Etat et aux prestataires. Au niveau financier, le projet de loi tel que proposé précise les modalités de financement de la formation professionnelle supérieure en école professionnelle publique. Il précise en outre que les écolages et les émoluments des filières de formation professionnelle supérieure dans les écoles professionnelles publiques sont fixés par le Conseil d'Etat (art. 83). Cette disposition permettra de déterminer les écolages en fonction de la situation sur le marché du travail et des besoins en main-d'œuvre. Concrètement, il sera par exemple possible de réduire temporairement l'écolage d'une formation afin d'attirer plus de candidates et de candidats.

5 Commentaires détaillés par article

1 Objet et buts

Art. 1 : Objet

Alinéa 1 : Cette disposition précise l'objet de la loi, qui est double : d'une part, l'exécution de la législation fédérale sur la formation professionnelle et, d'autre part, la concrétisation des mesures cantonales en la matière, dans les limites des compétences cantonales, subsidiaires à celles de la LFP.

Alinéa 2 : Cette disposition réserve la législation spéciale en matière de formation professionnelle, principalement la législation applicable aux formations relevant du domaine agricole et forestier, qui sont dispensées par Grangeneuve (loi sur Grangeneuve, RSF 911.10.1 et le règlement sur Grangeneuve, RSF 911.10.11).

Art. 2 : Buts

Alinéa 1 : Cet alinéa mentionne les axes à développer :

Let. a : La formation professionnelle est une tâche qui relève de la Confédération, des cantons et des organisations du monde du travail. Ces trois partenaires œuvrent conjointement au maintien de la formation professionnelle à un niveau élevé. Ils veillent en outre à proposer une offre suffisante de places d'apprentissage et de filières de formation en Suisse. La loi ancre en premier lieu les principes et les organes favorisant la collaboration entre le Service, les écoles professionnelles et les OrTra. On peut citer notamment la Commission de la formation professionnelle (art. 7), les commissions des cours interentreprises (art. 43), les commissions de qualification (art. 47) ou encore les commissions d'apprentissage (art. 54).

Let. b : La coordination et coopération intercantonale assure un échange continu de bonnes pratiques et une harmonisation des contenus et modalités de la formation professionnelle. Elle s'opère sur le plan stratégique principale au sein de la CSFP et sur le plan opérationnel par la Conférence suisse des directrices et directeurs d'écoles professionnelles (CSD) ou la Table ronde Écoles professionnelles. L'article 68 al. 2 permet de financer des projets en lien avec cette coopération intercantonale.

Let. c : La concrétisation de la politique cantonale en matière de formation professionnelle se traduit par l'ensemble des dispositions de la présente loi, principalement par les attributions et les tâches de la Direction (art. 3), du Service (art. 5 ss) et des écoles professionnelles (art. 29), les organes de coordination et de coopération (art. 7-13), l'ACPC, les différents types d'écoles professionnelles (art. 28), la Fondation instituée pour promouvoir la formation professionnelle (art. 74), les chapitres relatifs à la formation continue à des fins professionnelles ou la formation professionnelle supérieure, ou encore les règles de financement (section 6).

Let d : La promotion de la formation professionnelle initiale duale est une tâche conjointe de l'Etat et des OrTra. Le Service assure le pilotage et le monitoring du système (art. 6), tandis que la promotion des places d'apprentissage relève de la responsabilité des organisations professionnelles faîtières. Dans les secteurs avec une faible offre de places d'apprentissage, elles peuvent notamment inciter les entreprises à former des réseaux d'apprentissages. L'Etat peut devenir actif lui-même dans ce domaine lorsqu'un déséquilibre se dessine sur le marché (art. 4 al. 1 let. a), par des mesures appropriées, par exemple par des campagnes de promotion, des aides directes ou indirectes ou la mise en place de formations à plein temps (art. 28 al. 1 let. b).

Let. e : Il s'agit de veiller à supprimer d'éventuelles inégalités de chances, notamment par l'octroi de mesures de compensation des désavantages aux personnes concernées par un handicap ou un trouble fonctionnel (art. 26) et la facilitation de l'accès à la formation professionnelle initiale. On peut notamment citer ici les prestations de la plateforme Jeunes, les classes d'intégration, les offres d'enseignement de culture générale du soir (art. 24) ou la procédure de qualification par validation des acquis (art. 49).

Let f : Le bilinguisme (allemand-français) comme avantage concurrentiel du canton de Fribourg ainsi que le multilinguisme favorisant la mobilité et la flexibilité professionnelle sont des compétences à développer. Les articles 18 (bilinguisme), 19 (mobilité) et 57 al. 2 let. c (formation continue à des fins professionnelles) précisent les instruments pour y parvenir.

Let g : Le Service et les écoles professionnelles collaborent avec Movetia (Echanges et mobilité | Movetia) qui soutient les échanges par le biais d'aides financières fédérales. L'objectif est ici de développer ces échanges en mettant en œuvre des mesures appropriées au niveau cantonal. Relevons notamment les échanges européens gérés par le Service qui permettent à une personne diplômée de faire ses premières expériences professionnelles et parfaire une langue européenne. Les écoles professionnelles peuvent avoir leur propre programme, à l'exemple de l'apprentissage de commerce qui permet durant une année de travailler en Irlande et en Allemagne respectivement en France (Commerce plus | État de Fribourg).

Let h : Le développement durable est prévu dans les ordonnances fédérales de formation relatives aux différents métiers déjà depuis plusieurs années. Il convient désormais d'intégrer les principes y relatifs dans l'enseignement professionnel et les pratiques des écoles professionnelles, conformément à la politique et la stratégie cantonale en la matière. La sensibilisation des personnes en formation pour cette thématique trouve son écho dans l'article 37 (prévention). L'article 38 permet de soutenir des projets en lien avec l'enseignement y relatif.

Let i : La flexibilisation de la formation professionnelle initiale est une ligne d'action de la vision *Formation professionnelle 2030*. Il s'agit d'imaginer et de développer, avec les partenaires de la formation professionnelle, des nouvelles formes et modalités de formation, en fonction des besoins de l'économie et de l'évolution technologique et sociétale. Sur la base de l'article 38, des projets pédagogiques en la matière peuvent être soutenus et mis en œuvre.

Let j : La formation professionnelle tout au long de la vie est une ligne d'action principale de la vision *Formation professionnelle 2030*. Elle trouve concrétisation dans la présente loi notamment par le développement de la formation continue et professionnelle supérieure (ch. 4 et 5).

Le principe de la prise en compte des connaissances et de l'expérience est ancré dans l'article 9 LFPr et s'inscrit dans l'objectif de l'apprentissage tout au long de la vie. Il trouve concrétisation à l'article 49 de la présente loi ainsi que par la gratuité de l'enseignement professionnel, des cours interentreprises et de la procédure de qualification offerte aux personnes sans contrat de formation (art. 50 al. 1 et 77al. 2). La validation de l'expérience pratique doit permettre de prendre en compte les connaissances et les expériences acquises en dehors des filières habituelles, en application du principe de la perméabilité.

2 Organisation

Art. 3 : Direction

Cet article instaure une présomption de compétence en faveur de la Direction en charge de la formation professionnelle, actuellement la DEEF, conformément à l'ordonnance fixant les attributions des Directions du Conseil et de la Chancellerie d'Etat (OADir, RSF 122.0.12). La DEEF est ainsi l'autorité cantonale compétente

lorsque le droit fédéral délègue au canton une compétence dans le domaine de la formation professionnelle et que le droit cantonal n'en désigne pas expressément une autre.

Art. 4 : Compétences particulières

Alinéa 1 : Des organismes privés peuvent être des prestataires de la formation professionnelle (art. 11 LFPr). Il est donc nécessaire de préciser qu'à défaut de délégation de compétence explicite, c'est la DEEF (ci-après : Direction) qui est compétente pour confier des mandats de prestations. Elle doit toutefois obtenir l'accord préalable du Conseil d'Etat. A noter que pour des domaines très limités, le Service peut confier des mandats de prestations directement à des tiers. Lors de la promotion de mesures visant à assurer l'équilibre du marché des places d'apprentissage, la Direction tient compte de l'avis des OrTra.

Art. 5 : Service – Attributions

Alinéa 1 et 2 : Cette disposition fixe les compétences générales du Service. Elles lui permet notamment d'émettre des directives et des recommandations portant sur l'application des dispositions légales ou sur l'organisation interne des unités administratives et entités compétentes en matière de formation professionnelle, élaborer à l'intention de la Direction les mandats à confier aux prestataires de la formation professionnelle ou encore prendre toutes les mesures d'encadrement et d'accompagnement permettant aux personnes en formation d'achever leur formation, notamment en établissant des conventions de suivi ou d'encadrement. Le Service est également compétent s'agissant de l'octroi et du retrait des autorisations de former ainsi que de l'approbation des contrats d'apprentissage.

Art. 6 : Service – Tâches particulières

Alinéa 1 et 2 : Ces deux alinéas précisent les tâches particulières du Service qui consistent notamment à encourager la création de places d'apprentissage, à coordonner l'interaction des partenaires de la formation professionnelle et d'informer et encadrer les personnes en formation. Dans le cadre de l'exécution de ces tâches, le Service a notamment la possibilité d'inciter les partenaires de la formation professionnelle à créer des places de formation.

Alinéa 3 : Cet alinéa introduit une nouvelle tâche de monitoring confiée au Service. Il lui appartient notamment de garder une vue stratégique sur l'ensemble de la formation professionnelle du canton afin de pouvoir adapter sa stratégie, à moyen et long terme, à l'évolution de l'économie et de la technologie.

Cette tâche a pour but de recueillir toutes les informations et des données nécessaires pour conduire des analyses, détecter les opportunités et les risques et recommander proactivement des mesures pour répondre aux défis de demain (émergence de nouveaux métiers ou disparition de professions, nouvelles compétences professionnelles, etc.). Il s'agit également de suivre les stratégies et grands projets sur le plan intercantonal, national voire international, de mieux évaluer les besoins de l'économie et de se préparer à y répondre.

Alinéa 4 : Cette disposition garantit un encadrement individualisé de la personne en formation. Si le Service estime que la formation en entreprise ne correspond pas à ses compétences et à ses aptitudes, il peut lui conseiller, le cas échéant, à ses représentants légaux, d'entreprendre une formation mieux adaptée. Le prestataire de la formation à la pratique professionnelle est consulté. Conformément aux buts formulés dans la loi du 13 décembre 2002 sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (LHand ; RS 151.3), une attention particulière doit être portée aux personnes en situation de handicap.

Alinéa 5 : Cette disposition a pour but d'assurer une coopération entre le Service et les différentes autorités compétentes dans les domaines de l'enseignement, de l'orientation professionnelle, de l'emploi, de la migration et du social, afin de coordonner leurs actions. Elle vise ainsi à mettre en place une prise en charge concertée des jeunes qui rencontrent des difficultés d'accès à la formation professionnelle, en favorisant une approche globale et adaptée à leurs besoins.

Art. 7 : Commission de la formation professionnelle – Composition

Pour garantir une représentativité équitable des milieux concernés, le Conseil d'Etat pourra nommer neuf à treize membres dans cette commission. Dans la mesure du possible, les OrTra sont représentées paritairement dans la Commission de la formation professionnelle (ci-après : la Commission cantonale).

Art. 8 : Commission de la formation professionnelle – Fonctionnement

Alinéa 1 : La Commission cantonale mentionnée à l'alinéa 1 est une commission administrative au sens de l'article 53 de la loi sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA ; RSF 122.0.1). Elle est rattachée à la Direction, le Conseiller d'Etat-Directeur ou la Conseillère d'Etat-Directrice de la Direction en question en assumant la présidence et le Service son secrétariat.

Alinéa 4 : Même si cela est déjà le cas dans les faits, le but du nouvel alinéa 4 est d'ancrer dans la loi la collaboration entre la commission de la formation professionnelle et la commission cantonale de la formation des adultes (commission de la DFAC). Cette dernière relève de la loi sur la formation des adultes (RSF 45.1), qui a comme but d'encourager la formation continue d'intérêt public des adultes afin de renforcer l'autonomie individuelle, le maintien de l'employabilité et le développement de la cohésion sociale.

Art. 9 : Commission de la formation professionnelle – Rôle et attributions

Cette disposition est une reprise de la loi actuelle sous réserve des modifications suivantes.

Actuellement, la Commission est un organe consultatif qui a toutefois un pouvoir décisionnel dans deux domaines : la nomination des membres des commissions d'apprentissage et la détermination des professions reconnues par une attestation cantonale. Ces dernières sont toutefois supprimées depuis plusieurs années (ancienne Formation élémentaire), de sorte que cette compétence n'a plus lieu d'être.

L'art. 53 al. 2 LOCEA dispose que l'octroi de compétences décisionnelles à une commission, en l'espèce la nomination des membres des commissions d'apprentissage, doit être prévu expressément par la législation. Le Conseil d'Etat peut confier d'autres attributions à la commission, dans le règlement sur la formation professionnelle (RFP RSF 420.11) notamment.

La notion d'autorisation provisoire est supprimée avec la révision de la LFP. Par conséquent, la notion d'autorisation « définitive » est également supprimée pour ne garder que le terme « d'autorisation ». Une nouvelle entreprise formatrice ne devra pas attendre que son premier apprenti ou sa première apprentie termine sa formation pour en engager éventuellement un-e autre. Cela permettra de créer des places d'apprentissages supplémentaires.

Art. 10 : Conférence des directeurs et directrices – Composition et fonctionnement

Le but principal de la Conférence des directeurs et directrices des écoles professionnelles est d'avoir un organe permettant de coordonner et d'uniformiser les procédures administratives de ces écoles professionnelles et d'assurer ainsi une structure de formation homogène dans tout le canton. Cette Conférence a désormais fait ses preuves. La Conférence peut, dans son règlement, prévoir la possibilité d'inviter d'autres représentant-e-s d'instituts de formation du canton, notamment de Grangeneuve. Elle est un organe consultatif hiérarchiquement subordonné au Service. En fonction des objets traités, le chef ou la cheffe du Service prend part aux séances de ladite Conférence.

Art. 11 : Conférence des directeurs et directrices – Tâches

Les tâches de la Conférence sont notamment celle de s'assurer du suivi des dates de la saisie des notes et du fonctionnement uniformisé des activités scolaires (let. a) ; de proposer des modifications dans le fonctionnement des écoles professionnelles, par exemple liées aux révisions d'ordonnances de formation dans les métiers, le déplacement d'un métier d'une école professionnelle à une autre (let. b) ; d'uniformiser les tâches communes des écoles comme les heures d'ouverture des guichets ou le prix du matériel scolaire (let. c) ; coordonner le financement équitable entre les écoles professionnelles (let. d).

Aux tâches énumérées dans cette disposition pourront s'en ajouter d'autres, proposées par le Service.

Art. 12 : Association du Centre professionnel cantonal – But

L'Association du Centre professionnel cantonal pouvant être considérée comme une association de droit public depuis sa mention dans la loi sur la formation professionnelle, le renvoi aux articles 60 ss du Code civil suisse (CC ; RS 210) a été supprimé.

En outre, la disposition précise le rôle de l'Association, qui est d'aider au développement de la formation professionnelle dans le canton de Fribourg par la construction, l'entretien et l'exploitation des locaux et installations destinés à la formation scolaire professionnelle initiale en entreprise.

Art. 13 : Association du Centre professionnel cantonal – Membres et statuts

L'Association est indépendante et réunit en son sein, en tant que membres, l'Etat, toutes les communes du canton de Fribourg et les OrTra. Le projet précise que toutes les communes du canton sont membres de l'Association avec les droits et les obligations qui en découlent. A défaut de précision, il pourrait en être déduit que seule l'Association des communes a la qualité de membre. Eu égard aux tâches d'intérêts publics confiées à l'Association, les statuts de celle-ci, y compris leur modification, sont soumis à l'approbation – constitutive – du Conseil d'Etat et publiés dans le recueil systématique de la législation fribourgeoise (RSF 420.81).

3 Formation initiale

3.1 Dispositions communes

Art. 14 : Année scolaire

L'année scolaire administrative concerne exclusivement l'engagement des enseignants et enseignantes, leur démission ou la résiliation de leurs rapports de service. Les éventuels changements de taux d'activité ont lieu au début de la nouvelle année scolaire administrative, soit au 1^{er} août.

Art. 15 : Calendrier

Le Service établit un seul calendrier pour l'ensemble des écoles professionnelles. L'importance du calendrier est telle, pour les entreprises formatrices et les personnes en formation, qu'il est nécessaire d'imposer une concertation entre toutes les écoles professionnelles en vue d'une proposition uniforme. S'agissant des dates des vacances scolaires, elles s'orientent sur les calendriers établis par la DFAC pour l'enseignement secondaire supérieur et obligatoire.

Art. 16 : Lieu de formation

Alinéa 1 : Le Service organise la répartition des personnes en formation entre les écoles professionnelles. Il tient compte de la répartition des métiers entre les écoles professionnelles et, dans la mesure du possible, du domicile des personnes en formation lorsque le métier est enseigné dans plusieurs écoles professionnelles du canton.

Alinéas 2 et 3 : Lorsqu'il n'y a pas de possibilités de suivre la formation professionnelle scolaire en duale ou à plein-temps dans le canton, le Service est l'autorité compétente pour autoriser le suivi de la formation hors canton.

Actuellement, le service délivre déjà ce type d'autorisation sur la base de l'AEPr, mais il n'existe pas de disposition cantonale qui traite spécifiquement de la question d'une formation hors canton. Le but de ce nouvel alinéa 3 est de fixer dans la loi la compétence permettant au Service de traiter les demandes d'autorisation de suivre une formation hors canton. Les conditions permettant de bénéficier d'une telle autorisation sont déjà réglées dans une directive édictée par le Service.

Plusieurs situations peuvent donner le droit de suivre une formation hors canton financé par le canton de Fribourg. Il peut s'agir du cas où la formation que souhaite suivre la personne n'est simplement pas enseignée dans une école professionnelle du canton de Fribourg, surtout pour des raisons d'effectif insuffisant. Dans cette éventualité, le canton de domicile prend en charge les frais y afférents, en application de l'AEPr. Une autre raison fréquemment soulevée dans le cadre de demande d'autorisation de suivre une formation hors canton est le gain de temps en trajets. Conformément à la directive précitée, si le trajet de la personne en formation est inférieur de 30 minutes vers l'école professionnelle située en dehors du canton par rapport à l'école professionnelle située dans le canton, l'autorisation est en principe accordée.

Art. 17 : Langue de la formation

Cette disposition vise en premier lieu les formations dispensées dans les écoles professionnelles à plein-temps (par exemple : Ecole des métiers, Ecole professionnelle en arts appliqués – eikon, Ecole de couture). Le but est que chaque voie de formation soit, en principe et lorsque des effectifs de classe suffisants le permettent, offerte dans le

canton dans l'une et dans l'autre langue officielle du canton. Alternativement, une offre bilingue répond également à cette obligation.

A noter que l'article 7 al. 2 RFP prévoit pour l'ouverture d'une classe, un effectif minimal de dix personnes pour les formations professionnelles initiales de trois ou quatre ans ainsi que pour la maturité professionnelle fédérale après l'apprentissage et de huit personnes pour celles de deux ans et pour la préparation à la formation professionnelle initiale. Dans le but de garantir l'offre de formation dans les deux langues, le règlement pourra prévoir des dérogations aux effectifs minimaux pour mettre cette disposition en œuvre.

Art. 18 : Bilinguisme

Alinéa 1 : Le bilinguisme fait partie intégrante de l'identité culturelle. Il est un outil de communication et d'intégration sociale ainsi qu'un avantage compétitif pour notre canton. De plus, une bonne connaissance linguistique est un pilier de la cohésion cantonale et nationale. Pour ces raisons, des possibilités de formation dans les deux langues officielles doivent être offertes et encouragées. Un article est désormais consacré au bilinguisme pour permettre son évolution future notamment en fonction des développements que connaît la formation professionnelle.

Concrétisant l'article 2 al. 1 let. f, cette disposition vise à renforcer la compréhension entre les communautés linguistiques en favorisant les échanges et l'apprentissage des langues. Dans cet objectif, les écoles professionnelles pourront proposer des formes spéciales d'enseignement, instaurer des classes bilingues ou encore participer à des échanges. Par formes spéciales d'enseignement, on entend par exemple des offres d'immersion ou des branches de sensibilisation linguistiques.

Alinéa 2 : En outre, l'alinéa 2 prévoit désormais une attestation cantonale de formation bilingue, ceci en raison du fait que le CFC, régit par la législation fédérale, ne peut pour l'instant pas encore être délivré avec une mention « bilingue ». Légalement, il n'est actuellement pas possible de délivrer une attestation ou un certificat fédéral avec une mention bilingue, à l'exception de la maturité professionnelle.

Art. 19 : Mobilité

Alinéa 1 : L'objectif de cette disposition est d'inscrire dans la loi le principe d'une politique d'encouragement en faveur de la mobilité. Il s'agit d'une concrétisation du but mentionné à l'article 2 al. 1 let. g. Actuellement, ce sont majoritairement les jeunes diplômés qui effectuent des stages professionnels à l'étranger après avoir obtenu leur CFC, avec l'aide de l'agence nationale pour la promotion des échanges et de la mobilité Movetia. Au même titre, des personnes en formation à plein-temps bénéficient du soutien de Movetia pour faire des stages hors du territoire suisse. Le Service est en outre au bénéfice d'une structure (0,35 EPT) ayant pour but l'encouragement de la mobilité, son suivi et sa coordination entre les différents partenaires de la formation professionnelle.

3.2 Personnes en formation

Art. 20 : Droits et obligations de la personne en formation

Alinéa 1 : Les personnes en formation sont tenues de fréquenter régulièrement les cours prescrits pour leur cursus ainsi que les activités déclarées obligatoires. Les excursions, camps, journées sportives et culturelles peuvent notamment compter parmi ces manifestations. Sont réservées les dispenses individuelles et ponctuelles qui peuvent être octroyées pour des motifs justifiés.

Alinéa 2 : Le Conseil d'Etat peut édicter des dispositions en matière des droits et obligations des personnes en formation. Le respect réciproque et la courtoisie devant régner entre les personnes en formation et le personnel de l'école professionnelle est un principe essentiel pour un bon climat à l'intérieur d'un établissement de formation. En outre, le règlement peut par exemple fixer un taux minimal de fréquentation pour qu'une année de formation soit validée.

En vertu de l'article 10 LFPr, la personne en formation a le droit de s'exprimer au sujet des décisions importantes prises dans le cadre de sa formation. Pour le surplus et au besoin, il est renvoyé au code des obligations (CO, RS 220) et aux règlements internes des écoles professionnelles (cf. art. 35).

Alinéa 3 : Cette disposition est un renvoi au programme « sports-arts-formation » (SAF) et à la directive édictée en la matière par le Service à ce sujet.

Art. 21 : Contrat d'apprentissage

Alinéa 1 : Le contrat d'apprentissage est soumis aux articles 344ss CO. L'article 14 LFPr dispose en outre qu'il doit être approuvé par les autorités cantonales, tâche attribuée au Service, sur préavis de la commission d'apprentissage concernée.

Alinéa 2 : Il arrive que le contrat d'apprentissage soit résilié, pour diverses raisons (par exemple : faillite de l'entreprise formatrice ou résiliation unilatérale du contrat). Dans un tel cas, la personne en formation doit pouvoir continuer à suivre les cours auprès de l'école professionnelle ou les CIE, en attendant de conclure un nouveau contrat d'apprentissage auprès d'une nouvelle entreprise formatrice. Cet alinéa est toutefois rédigé sous forme potestative afin de laisser une certaine souplesse aux écoles professionnelles et aux CIE. De cette manière, on laisse la possibilité aux écoles professionnelles et aux CIE de ne pas accepter une personne en formation qui se serait vu résilier son contrat en raison par exemple d'un comportement inacceptable sur son lieu de travail ou une personne en formation qui aurait un très fort absentéisme aux cours.

Alinéa 3 : De manière générale, la personne en formation dont le contrat a été résilié est autorisée à suivre les cours durant deux mois. Le Service peut tenir compte de situations exceptionnelles pour prolonger raisonnablement cette durée.

Art. 22 : Contrat de formation

Alinéa 1 : Cet article introduit un nouveau type de contrat à savoir le contrat de formation. Celui-ci – non rémunéré – concerne exclusivement les contrats des personnes en formation au sein d'écoles professionnelles à plein-temps et qui ne sont pas régis par la législation sur la formation professionnelle. C'est notamment le cas de l'année préparatoire à eikon en arts appliqués et visuels ou encore de la formation de costumière à l'EPAI.

L'Ecole professionnelle santé-social, qui comprend des classes en école-stage, n'est pas concernée puisque le contrat d'apprentissage correspond à ses besoins. Les personnes en formation en école-stage sont en stage « hors école » dès le premier semestre et rémunérées en 2^e et 3^e années.

Pour les formations initiales en écoles professionnelles à plein-temps qui sont régis par la législation sur la formation professionnelle, un contrat d'apprentissage en sens de l'art. 21 de la présente continuera à être conclu.

Alinéa 2 : Conformément à l'art. 14 al. 3 LFPr, le contrat d'apprentissage doit être approuvé par les autorités cantonales, en l'occurrence le Service. Cette approbation par le Service vaut également pour le contrat de formation.

Art. 23 : Admission

Alinéa 1 : Cette disposition permet une limitation des admissions auprès des écoles professionnelles à plein-temps exclusivement. Les raisons d'une capacité d'accueil insuffisante peuvent être liées aux infrastructures ou équipements, aux manques de personnel encadrant ou au nombre de places de stages disponibles.

Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, la limitation d'accès aux formations post obligatoires exige une base légale formelle (arrêt 2P.304/2005 du 14 mars 2006, cons. 4.7). Cet article permettra de restreindre l'accès à certaines voies de formation, en raison de manque d'infrastructures ou d'équipement ou de places de stage.

Alinéa 2 : A titre d'exemple de procédure d'admission, on peut citer le test d'aptitude pour l'entrée à l'Ecole des métiers ou l'établissement d'un portfolio de travaux artistiques à l'École professionnelle en arts appliqués (eikon).

Art. 24 : Mesures de préparation à la formation professionnelle

Des mesures de préparation à la formation professionnelles sont notamment proposées par la Plateforme Jeune qui s'adresse aux jeunes qui n'ont pas trouvé de solution de formation après l'école obligatoire. Elle a pour but de diriger les jeunes en fonction de leurs besoins et de leur situation, dans les différentes structures à disposition.

Ces mesures s'adressent aux jeunes, âgés de 15 à 25 ans, qui ont terminé l'école obligatoire et qui n'ont pas trouvé de place d'apprentissage. Il s'agit principalement des classes préparatoires liés aux semestres de motivation et préformations (SeMo et Préfos), des cours d'intégration (cours de langue et autres), du préapprentissage et du préapprentissage d'intégration.

L'alinéa 1 let. b précise que, pour bénéficier de ces mesures, la personne doit avoir démontré une certaine persévérance dans la recherche d'une place d'apprentissage. Ces mesures n'ont pas pour but d'encadrer des jeunes n'ayant démontré aucun intérêt à se projeter dans une formation mais bien d'aiguiller un maximum de jeunes ayant de la peine à trouver une formation, malgré des efforts avérés.

Art. 25 : Mesures d'encouragement et de soutien

Alinéa 1 : Ces mesures sont mises en place directement par les écoles professionnelles afin de soutenir les personnes en formation ayant des aptitudes ou des besoins particuliers. On peut citer parmi celles-ci la médiation, des cours d'appui mis en place par l'école professionnelle, l'accompagnement du Groupe de perfectionnement et d'accompagnement spécialisé (GPAS) qui offre un soutien pour l'organisation et le développement de stratégie de l'apprentissage ainsi que le Case Management qui est un service d'accompagnement à disposition des personnes en formation en cas de difficultés personnelles, financières, sociales ou en lien avec les choix professionnels.

Alinéa 2 : Certaines problématiques (harcèlement, difficultés du milieu familial, maltraitance, négligence, violences, dépendances, etc.) dépassent largement les possibilités d'intervention de l'école professionnelle et rendent nécessaire la signalisation de ces situations aux autorités de protection de l'enfant et de l'adulte, à savoir la Justice de paix. Cet alinéa souligne ainsi l'importance d'une collaboration entre les différentes entités concernées. Conformément aux articles 314d et 443 CC, il n'est pas nécessaire de libérer le secret de fonction pour pouvoir faire cette communication.

En effet, les services de consultation psychologique et de médiation proposés par les écoles professionnelles peuvent fonctionner comme premier point de contact en cas de difficultés personnelles et permettent de diriger les personnes en formation vers d'autres services d'aide et de soutien.

Alinéa 3 : Le Conseil d'Etat est chargé d'édicter des dispositions sur les mesures de soutien (formes, bénéficiaires, etc.).

Art. 26 : Mesures de compensation des désavantages

Alinéa 1 : Cette disposition ancre dans la loi la notion des mesures compensatoires des désavantages en faveur des personnes touchées par un handicap ou un trouble fonctionnel. Actuellement, les mesures compensatoires ne sont pas inscrites dans la loi cantonale, mais sont déjà appliquées dans les faits. Ces mesures découlent en effet de l'article 5 al. 2 LHand, de l'article 21 al. 2 let. c LFPr et des recommandations de la CSFP.

Les mesures compensatoires concernent les personnes en formation en situation de handicap attestée et/ou qui présentent un trouble fonctionnel diagnostiqué et attesté par un spécialiste (médecin ou thérapeute), et ont pour but de compenser les désavantages liés au handicap. Elles sont adaptées à la situation individuelle de la personne en formation et prennent en compte ses besoins spécifiques. Ces mesures ne constituent toutefois pas un traitement de faveur et ne doivent pas réduire les exigences de la formation. Elles suivent en principe celles déjà mises en place durant l'école obligatoire. Ces mesures doivent toutefois être adaptées à la profession choisie par la personne en formation.

L'objectif de la compensation des désavantages est d'éviter la discrimination et d'accorder des ajustements au cas par cas. Il s'agit de corriger la situation inégale dont peuvent être victimes des personnes qui ont pourtant les capacités d'effectuer une formation professionnelle initiale.

A titre d'exemple, on peut citer les mesures suivantes :

- > La prolongation du temps accordé pour les travaux écrits et les évaluations ;
- > Les adaptations des tâches et des modalités d'évaluations ;
- > L'autorisation de moyens techniques auxiliaires ;

> L'aménagement de l'espace.

Alinéa 2 : Le Conseil d'Etat peut édicter des dispositions sur les mesures de compensation, la compétence et la procédure d'octroi. Les dispositions pourront déterminer par exemple les compétences pour octroyer les mesures.

Art. 27 : Sanctions disciplinaires

Alinéa 1 : La nécessité de disposer d'un éventail de sanctions disciplinaires dans le cadre de l'enseignement scolaire lié à la formation professionnelle découle de l'expérience. Selon le principe de la légalité, la sanction la plus grave doit en outre figurer dans une loi au sens formelle. Seule une minorité des personnes en formation est concernée par des manquements graves. Les sanctions les plus souvent prononcées sont des amendes, principalement en raison d'absences injustifiées aux cours et de retards, ou des avertissements pour un comportement contraire au règlement interne.

Alinéas 2 et 3 : Cette disposition laisse le soin au Conseil d'Etat de définir les compétences des écoles professionnelles, la procédure et les sanctions elles-mêmes, mais fixe la fourchette du montant des amendes, ainsi que le montant maximal de l'amende globale en cas de cumul d'amendes, cumul admissible puisqu'il s'agit de sanctions administratives.

Alinéa 4 : Cette disposition prévoit que la direction de l'école professionnelle informe le Service, l'entreprise formatrice et le prestataire des CIE de la sanction disciplinaire prononcée contre la personne en formation, afin de garantir l'échange entre les partenaires de formation.

3.3 Ecoles professionnelles

Art. 28 : Types d'écoles et subordination

Alinéa 1 : Cette disposition liste les différents types d'écoles professionnelles du canton. Les écoles de formation duale sont celles qui dispensent la formation scolaire aux apprenti-e-s qui suivent la formation à la pratique professionnelle dans une entreprise formatrice, les écoles professionnelles plein-temps, dans lesquelles les personnes en formation suivent toute leur formation initiale, y compris la formation à la pratique professionnelle, et les écoles stages, dans lesquelles la formation à la pratique professionnelle n'est que partiellement dispensée. Grangeneuve est matériellement une école professionnelle mais est régie formellement par d'autres dispositions légales (cf. législation sur Grangeneuve, RSF 911.10).

Alinéa 2 : Cette disposition prévoit que les écoles professionnelles sont subordonnées au Service, tout en étant précisé que Grangeneuve ne l'est pas. Il s'agit d'un établissement de droit public doté de la personnalité juridique, rattaché administrativement à la DIAF.

Art. 29 : Tâches

Les tâches des écoles professionnelles sont comparables à tout établissement de formation. Elles consistent notamment à dispenser l'enseignement professionnel en application des ordonnances sur la formation et les plans de formation propres à chaque métier (let. a), à admettre les personnes en formation qui ne sont pas au bénéfice d'un contrat d'apprentissage (art. 32 OFPr) ou dont le contrat a été résilié (let. b), à informer les personnes en formation et les entreprises formatrices sur les exigences de la formation et les modalités ainsi que sur les mesures de soutien possibles [éventuellement à compléter] (let. c), à délivrer les attestations qui ne sont pas réglées par la LFPr, par exemple les attestations des formations cantonales (par exemple : année préparatoire en arts appliqués, formation de costumière) ainsi que les bulletins de notes (let. d), à coordonner, avec les OrTra, la planification de l'enseignement professionnel et des CIE (let. e).

Art. 30 : Offre de cours

Alinéa 1 : Le Service assure une offre de cours cohérente et conforme aux ordonnances sur la formation professionnelle, qui fixent les exigences pour l'obtention d'une AFP ou d'un CFC. Sont réservés les accords intercantonaux, principalement l'Accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale du 22 juin 2006 (AEPr, RSF 427.1). Cet accord régit les situations dans lesquelles la personne

en formation peut être autorisée à suivre sa formation hors du canton de Fribourg, notamment lorsque la formation désirée n'est enseignée dans le canton.

Quant aux autres conventions de prestations, il s'agit de situations dans lesquelles l'Etat renoncerait à organiser l'enseignement et en mandaterait un tiers privé.

Le Conseil d'Etat édicte notamment des dispositions relatives au minimum de personnes en formation permettant l'ouverture d'une classe.

Alinéa 2 : Les dispositions édictées par le Conseil d'Etat et l'offre de cours définis par le Service tiennent compte de la promotion du bilinguisme, conformément à l'objectif formulé à l'article 2 al. 1 let. f.

Alinéa 3 : Il s'agit-là d'un renvoi à l'article 32 OFPr et aux cours de préparation à la formation initiale comme l'année préparatoire en arts appliqués à l'École professionnelle en arts appliqués (eikon).

Art. 31 : Conseil de direction

Le conseil de direction, en tant que collège, n'est pas un organe décisionnel, du moment que la loi ne confère qu'aux directeurs et directrices, qu'aux doyens et doyennes, et, dans une moindre mesure, qu'aux enseignants et enseignantes des compétences décisionnelles. Elle sert davantage à la coordination, à la gestion et à la planification des tâches respectives attribuées aux différents membres du conseil de direction.

Art. 32 : Directeurs et directrices

Sur le plan administratif et pédagogique, chaque école professionnelle est dirigée par un directeur ou une directrice qui en est responsable envers le Service.

Les directeurs et directrices des écoles sont considérés comme personnel administratif et assument en outre toutes les tâches de gestion du personnel dévolues aux supérieur-e-s hiérarchiques par la législation sur le personnel de l'Etat.

Le directeur ou la directrice d'une école professionnelle est responsable de l'organisation, du fonctionnement et de la gestion administrative, financière et pédagogique de l'établissement, de la conduite du personnel, de la qualité de l'enseignement et de l'éducation ainsi que de la collaboration avec les partenaires de l'école professionnelle auprès desquels il ou elle représente l'établissement. Les activités principales sont les suivantes :

- > Conduire l'entité et le personnel subordonné ;
- > S'assurer de la qualité des activités pédagogiques, didactiques et éducatives de l'école professionnelle ;
- > Gérer les activités administratives, organisationnelles et financières de l'école professionnelle ;
- > Représenter l'école professionnelle vis-à-vis de l'extérieur et assurer la communication avec les acteurs internes et externes de l'établissement ;
- > Assurer le bon fonctionnement des infrastructures et des équipements nécessaires à l'enseignement et à l'administration ;
- > Collaborer avec les partenaires de l'école professionnelle ;
- > Participer à des commissions ou groupes de travail.

Art. 33 : Personnel

Cette disposition liste les différentes fonctions existantes auprès des écoles professionnelles. Il est précisé que le personnel est soumis à la législation sur le personnel de l'Etat, sous réserve des dispositions contenues dans la présente loi. Le personnel enseignant est en outre soumis au Règlement relatif au personnel enseignant dépendant de la Direction de l'économie, de l'emploi et de la formation professionnelle (RPens DEEF).

Art. 34 : Interdiction d'enseigner

Alinéa 1 : Le licenciement d'un enseignant ou d'une enseignante, mesure exceptionnelle, met un terme à ses rapports de service dans une école déterminée. L'enseignant ou l'enseignante a cependant toujours la possibilité de postuler auprès d'un autre employeur, au sein du même canton ou dans un autre, ou encore dans une école privée. Il existe parfois des motifs de licenciement si graves que la DEEF doit pouvoir retirer, provisoirement ou définitivement, l'autorisation d'enseigner sur tout le territoire cantonal. Ces motifs concernent par exemple des infractions pénales

impliquant des enfants ou des jeunes et des infractions ou des comportements totalement incompatibles avec la fonction et les qualités attendues d'un enseignant ou d'une enseignante ou susceptibles de porter gravement atteinte à la sécurité ou à la considération de l'école professionnelle. Il peut également s'agir de problèmes avérés de dépendances ou de troubles de la santé rendant impossible la continuation de la profession en dépit des mesures d'aide pouvant être proposées à la personne concernée. Cette mesure de retrait répond à un intérêt public majeur résidant dans la protection des personnes en formation et de l'école professionnelle en tant qu'institution.

Alinéa 2 : L'autorisation d'enseigner ne peut être retirée qu'au terme d'une procédure administrative conforme à la législation sur le personnel de l'Etat, impliquant notamment le droit d'être entendu. Le retrait peut également avoir lieu lorsque l'enseignant ou l'enseignante démissionne en raison de l'un des motifs mentionnés à l'alinéa 1.

Alinéa 3 et 4 : Afin de permettre aux autres cantons et aux écoles privées de s'en informer, le retrait de l'autorisation d'enseigner peut être communiqué à la Conférence des directrices et directeurs cantonaux d'instruction publique (CDIP) en vue d'une inscription sur la liste intercantonale des enseignants et des enseignantes auxquels a été retiré le droit d'enseigner. Pour des raisons liées à la sécurité juridique et à la protection de la personnalité des enseignants et enseignantes concernés, la mesure n'est communiquée que lorsqu'elle est devenue exécutoire, à savoir lorsqu'elle ne peut plus être contestée par un recours. Cette inscription s'effectue en outre dans le respect des principes de la loi sur la protection des données.

La procédure d'inscription et de radiation, la voie de droit et l'accès à la liste sont réglés par l'Accord intercantonal sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études (AIRD ; RSF 410.4, en particulier art. 12^{bis} AIRD).

Art. 35 : Règlement interne

Alinéa 1 : Comme dans la situation actuelle, les écoles professionnelles ont la possibilité d'élaborer leur propre règlement interne. Celui-ci prévoit notamment des règles quant à la vie scolaire, la discipline, l'utilisation des locaux et des infrastructures, la gestion des absences, etc.

Alinéa 2 : Le règlement interne est approuvé par le Service et non plus par la Direction, le Service étant doté d'un ou d'une juriste pouvant vérifier la conformité des règles internes au droit supérieur.

Art. 36 : Médiation

Alinéa 1 : Chaque école professionnelle offre un service de médiation et est dotée de médiateurs ou médiatrices spécialement formés, ce qui a fait ses preuves. Ce service répond à un besoin croissant émis par de nombreuses personnes en formation qui rencontrent diverses difficultés : problèmes d'ordre relationnel, personnel, financier, familial, baisse de motivation, dépendances, conflit, sexualité, solitude, etc.

Ce service, confidentiel et gratuit, peut également être sollicité par les représentants légaux, les maîtres d'apprentissage et les formateurs et formatrice en entreprise.

Selon les cas, la personne qui consulte ce service sera aiguillée vers d'autres professionnels du domaine concerné (Service psychologique, médecin, etc.).

Alinéa 2 : Les dispositions particulières peuvent être édictées par le Conseil d'Etat.

Art. 37 : Prévention

Cet article confère au Conseil d'Etat la compétence d'édicter des dispositions afin que les écoles professionnelles sensibilisent les personnes en formation en lien avec des questions de prévention. Il s'agit notamment de questions liées à la prévention routière, à celle des accidents domestiques, à la prévention en matière de santé, à la durabilité ainsi qu'aux obligations publiques et administratives et à la problématique de l'endettement. La sensibilisation à la thématique de l'endettement vise plus spécifiquement à répondre aux objectifs formulés dans la motion populaire *Pour freiner l'endettement des jeunes* (2014-GC-3). De manière générale, les questions de la santé physique et psychique des jeunes sont au cœur des préoccupations actuelles. L'éducation est avant tout du ressort des parents, mais c'est aussi l'affaire de toute la société. Les écoles professionnelles en assument une part.

Le Conseil d'Etat tiendra compte des particularités des écoles professionnelles et exigera, par exemple, que la prévention en matière de sécurité au travail soit approfondie dans les écoles professionnelles à plein-temps. A ce titre, le Service est au bénéfice d'un ou d'une référente de la santé et sécurité au travail qui intervient dans les écoles professionnelles.

Art. 38 : Projets de développement

Cette disposition crée une base légale permettant au Service de mettre en œuvre ou de soutenir des projets pédagogiques dans le but d'améliorer la qualité de la formation ou de l'école en général et ainsi de répondre à l'évolution de la société. Ils peuvent notamment porter sur des moyens d'enseignement (par exemple en lien avec le développement durable), des méthodes d'enseignement ou la création de structures ou de modalités de formation alternatives (par exemple : année de base). Toutefois, ces projets ne peuvent perdurer et ils doivent être suivis et évalués. S'ils devaient déroger à des dispositions réglementaires, l'autorisation du Conseil d'Etat est requise.

3.4 Formation pratique en entreprise

Art. 39 : Autorisation de former – Octroi

Pour pouvoir former des apprenti-e-s, les prestataires de la formation à la pratique professionnelle doivent être au bénéfice d'une autorisation cantonale (art. 20 LFPr), dont les conditions d'obtention sont définies par l'ordonnance sur la formation se rapportant à la formation professionnelle en question. La surveillance s'exerce avec l'appui de la commission d'apprentissage concernée par le champ professionnel auquel se rapporte l'autorisation demandée. Pour assurer la qualité de la formation et protéger la personne qui a entrepris une formation auprès d'un prestataire au bénéfice de sa première autorisation, la durée de validité de celle-ci correspond au minimum à un cycle de formation.

Art. 40 : Autorisation de former – Retrait

Lorsque le titulaire d'une autorisation de former ne respecte pas la législation relative à la formation professionnelle ou en cas de graves problèmes (par exemple des violences sur une personne en formation), le Service est compétent pour retirer les autorisations. Le préavis de la Commission cantonale est requis.

A titre d'exemples supplémentaires, un retrait d'une autorisation de former peut intervenir en cas d'insuffisance du nombre de formateurs ou formatrices nécessaire selon les ordonnances sur la formation, de non-respect des obligations financières, de violations des règles de sécurité ou de la Loi sur le travail ou encore de violations du CO.

Le Conseil d'Etat précise la procédure et les mesures applicables dans ce type de situation.

Art. 41 : Caducité

Alinéa 1 : Compte tenu de l'évolution rapide des connaissances techniques et des contenus de formation, les employeurs et les employeuses au bénéfice de l'autorisation de former ne doivent pas restés éloignés trop longtemps du domaine de la formation professionnelle. Le système de la caducité de l'autorisation après une période de cinq ans durant laquelle l'employeur ou l'employeuse n'a formé aucune personne permet de mettre en place un système de contrôle simple et adéquat. Il y a lieu de préciser que la perte visée par cette disposition concerne l'autorisation de former qu'obtient une entreprise formatrice et non l'attestation cantonale pour formateur ou formatrice en entreprise. Ainsi, une entreprise qui aurait perdu son autorisation mais qui compterait parmi son personnel un formateur ou une formatrice en entreprise attesté-e pourra déposer une nouvelle demande en vue d'obtenir à nouveau une autorisation de former.

Alinéa 2 : Sur demande et pour de justes motifs, le Service peut accorder une prolongation au délai susmentionné de cinq ans.

Art. 42 : Formation des formateurs et formatrices en entreprise

La législation fédérale définit de manière exhaustive les exigences requises pour obtenir l'attestation de formateur ou de formatrice à la pratique professionnelle. Actuellement, ces cours sont dispensés par le Centre de perfectionnement interprofessionnel (CPI), une entité de formation continue dépendant du Service. Cette attestation doit être distinguée de l'autorisation de former. Pour qu'une entreprise obtienne ladite autorisation, il est indispensable qu'elle compte dans son personnel un titulaire d'une attestation de formateur ou de formatrice à la pratique professionnelle.

3.5 Cours interentreprises

Art. 43 : Organisation

Les cours interentreprises (CIE), complètent la pratique professionnelle et la formation scolaire lorsque la future activité professionnelle l'exige (art. 23 al. 1 LFPr). Ce sont en principe les OrTra, plus précisément les associations professionnelles, qui instituent les commissions CIE chargées de mettre sur pied ces cours et d'en obtenir le financement auprès des employeurs et employeuses, conformément à l'article 23 al. 2 LFPr. Le Service assiste les commissions CIE pour la mise en place des cours. En outre, il pallie, soit directement, soit en confiant un mandat à un tiers, une éventuelle carence dans l'offre des CIE.

Pour certains métiers, les CIE sont centralisées par les OrTra dans un lieu hors canton. Par exemple, L'OrTra suisselec a centralisé les CIE du métier « Projeteur en technique du bâtiment sanitaire CFC » dans le canton de Vaud.

Alinéa 4 : Le nouvel alinéa 4 précise que le cursus dispensé par les écoles à plein-temps inclut les CIE qui sont organisés en fonction des ordonnances de formation. Il s'agit d'une concrétisation de la pratique actuelle.

Art. 44 : Fréquentation

Alinéa 1 : Conformément à l'article 23 al. 3 LFPr, la fréquentation des CIE est obligatoire.

Alinéas 2 et 3 : Les éventuelles dérogations, notamment si une personne en formation suit un enseignement équivalent dans le centre de formation d'une entreprise ou dans une école à plein-temps, sont accordées par le Service.

3.6 Procédures de qualification, certificats et titres

Art. 45 : Principes

Alinéa 1 : Cet alinéa précise que la personne en formation doit avoir suivi toute la formation et de manière complète selon l'Ordonnance sur la formation applicable.

Il peut arriver qu'une personne en formation manque plusieurs mois de formation en raison de maladie, d'accident ou d'absences injustifiées. Cette absence engendre parfois des lacunes significatives en matière de pratique professionnelle et/ou de l'enseignement obligatoire. De ce fait, ces personnes ne peuvent pas être considérées comme ayant accompli la formation complète de sorte qu'elles peuvent, selon le cas concret, ne pas être admises aux procédures de qualification, en raison d'un déficit de formation trop important. Sont bien entendu réservés les cas sports-art-formation qui bénéficient d'allègement de l'horaire ou de congés spéciaux. Ne sont pas concernées non plus les formations raccourcies au motif que la personne est déjà au bénéfice d'un premier CFC ou d'une maturité gymnasiale.

Alinéa 2 et 3 : Les procédures de qualification sont réglées par la législation fédérale, notamment par les ordonnances sur la formation qui contiennent les exigences requises pour chaque métier. Le Service est chargé d'organiser et de coordonner ces procédures, avec l'assistance des commissions de qualification qu'il aura instituées ou de tiers auxquels il aura confié des mandats, et de rendre les décisions sur le résultat final de la procédure de qualification des candidat-e-s. Les diplômes fédéraux seront délivrés par la Direction et les attestations cantonales par le Service.

Alinéa 4 : Par attestation cantonale, on entend notamment les formations qui ne sont pas formalisées par la législation fédérale, par exemple la formation de costumier-ère de théâtre (EPAI), l'année préparatoire en art visuel (Ecole professionnelle en arts appliqués – eikon) ou les attestations de formation bilingue.

Art. 46 : Commission de qualification – Institution et composition

La commission de qualification peut être instituée sous forme d'un jury d'école professionnelle, comme c'est le cas actuellement. S'agissant des compétences des membres de la commission, le Service veille à ce qu'elles soient acquises conformément aux articles 47 LFPr et 50 OFPr. Il se peut que la composition d'une commission de qualification soit identique à celle d'une commission d'apprentissage. Le Conseil d'Etat a la tâche de déterminer les principes régissant la composition des commissions. Les dispositions édictées peuvent notamment définir les modalités de représentation des OrTra et du corps enseignant au sein des commissions.

Art. 47 : Commission de qualification – Attributions

Les attributions mentionnées dans le texte légal ne sont pas exhaustives. Le Service pourra, le cas échéant, confier à une commission de qualification le soin de mener une procédure en cas de fraude pendant la procédure de qualification.

Art. 48 : Suppléance de la commission de qualification

Cette disposition a pour but de permettre au Service de confier aux écoles professionnelles ou à des tiers les tâches relevant des commissions de qualification si aucune commission de qualification n'a pu être instituée. Par exemple, le personnel qualifié des écoles professionnelles peut, dans tous les cas, être appelé, dans le cadre de son activité ordinaire, à officier en tant qu'expert aux procédures de qualification.

Art. 49 : Prise en compte des acquis de l'expérience

Le principe de la reconnaissance des acquis est ancré à l'article 9 LFPr. Ce principe encourage la perméabilité entre les différentes voies et filières de formation. Les expériences, professionnelles ou non, la formation acquise en dehors des filières habituelles et la culture générale doivent être prises en compte. On peut mentionner ici les formations raccourcies pour les personnes ayant déjà accompli une formation professionnelle ou générale. Les éléments pour la prise en compte des acquis, comme dans le cadre des procédures ordinaires de qualification, sont déterminés par les ordonnances sur la formation.

Art. 50 : Emolument – Principes

Alinéa 1 : Cette disposition introduit le principe selon lequel la procédure de qualification est gratuite pour tous, également pour les personnes qui se présentent sans être au bénéfice d'un contrat d'apprentissage.

Alinéa 2 : Bien que la législation fédérale (art. 41 LFPr) permettrait d'exiger un emolument à la personne en formation qui répète la procédure de qualification après un échec, cette disposition accorde la gratuité aux candidats et candidates répétant également. La possibilité d'exiger un emolument de personnes qui ne se présentent pas ou se retirent sans motifs valables reste toutefois applicable.

Art. 51 : Frais annexes

Alinéa 1 : Cette disposition précise que les frais de matériel d'examen et de location des locaux d'examens sont à la charge des prestataires de la formation à la pratique, conformément à l'article 39 alinéa 1 OFPr.

Alinéa 2 : En outre, cette disposition prévoit désormais que les frais liés au matériel d'examen et à la location des locaux d'examens des personnes candidates qui passent l'examen sans être au bénéfice d'un contrat d'apprentissage (les « art. 32 ») sont pris en charge par l'Etat. Actuellement, ces frais sont facturés directement à la personne sans contrat d'apprentissage, ce qui peut constituer un frein à la formation professionnelle.

Alinéa 3 : S'agissant des frais de déplacement, de repas et de logement, ils sont pris en charge par le prestataire de la formation à la pratique lorsque la procédure de qualification ne se déroule pas dans le canton du lieu de la formation initiale en entreprise ou de la formation scolaire.

Art. 52 : Publication

Il s'agit de s'adapter d'une part à la pratique de la DFAC quant à la proclamation des résultats en ajoutant aux noms des lauréats et lauréates leur commune de domicile. D'autre part, la mention du nom des entreprises formatrices permet de mettre en avant leur engagement au profit de la jeunesse fribourgeoise.

Le principe selon lequel la personne en formation ou l'entreprise peut s'opposer à la publication répond à l'exigence en matière de protection des données.

3.7 Surveillance de la formation initiale

Art. 53 : Exercice de la surveillance

Alinéas 1 et 2 : Le Service exerce la surveillance de l'apprentissage, soit la surveillance de la formation initiale au sens de l'article 24 LFPr. Il est en contact permanent avec les partenaires de la formation professionnelle afin d'être en mesure de trouver des solutions en cas de litige.

Font notamment partie de la surveillance exercée par le service : la qualité de la formation à la pratique professionnelle, y compris celle de la formation dispensée dans les CIE et d'autres lieux de formation comparables ; la qualité de la formation scolaire ; les procédures de qualification ; le respect des dispositions légales du contrat d'apprentissage ; le respect du contrat d'apprentissage par les parties.

Alinéa 3 : Le Service peut faire appel aux commissions d'apprentissage pour l'exercice de la surveillance.

Art. 54 : Commission d'apprentissage – Nomination, fonctionnement et composition

Alinéa 1 : Le Conseil d'Etat édicte les dispositions relatives au fonctionnement et à la composition des commissions d'apprentissage, en veillant à une représentation appropriée des OrTra et du corps enseignant.

Alinéa 2 : Les commissions d'apprentissage ne sont pas des commissions administratives au sens de l'article 53 LOCEA. Elles sont instituées pour un champ professionnel défini (un ou plusieurs métiers). Pour le cas où une commission d'apprentissage n'aurait pas été instituée, le rôle de celle-ci est assumé par le Service.

Art. 55 : Commission d'apprentissage – Attributions

Alinéa 1 : Les modifications de l'alinéa 1 let. b et c concrétisent la pratique actuelle. Pour l'instant, le nombre de visites est déterminé par les ressources financières à disposition. Le principe d'une visite annuelle ne peut plus être la norme. L'objectif est de redéfinir cet élément et d'effectuer des visites aussi sur demande d'un des partenaires, en cas de nécessité.

Malgré la diminution du nombre de visites, la qualité de la surveillance de la formation professionnelle continue d'être pleinement garantie. Une approche visant à renforcer le suivi là où il est nécessaire, tout en libérant des ressources au niveau des visites systématiques, a ainsi été mise en place lors de la modification des Directives des commissions d'apprentissage. Cette adaptation du système de visites a eu pour conséquence une diminution significative de la charge de travail pour les commissions d'apprentissage (CA), permettant ainsi de couvrir leurs interventions durant l'intégralité de la formation. De plus, les directions et les services de médiation des écoles professionnelles ainsi que les chef-fe-s de secteurs du Service se tiennent à l'entière disposition des personnes en formation et/ou des entreprises formatrices pour conseiller et orienter en cas de difficultés.

Par ailleurs, le développement d'un outil informatique afin d'annoncer des situations préoccupantes est également en cours d'élaboration dans le cadre du projet HAE et sera mis en exploitation prochainement (Outil IS-Academia). Il s'agit d'un outil mis à disposition des commissions d'apprentissage CA, permettant au Service et/ou à la CA de traiter les visites ordinaires et celles selon les besoins.

Concernant l'alinéa 1 let. b, selon pratique actuelle, il suffit d'un rapport pour le Service et il n'est pas nécessaire à chaque fois d'en informer la Commission cantonale, ce qui engendre une lourdeur administrative superflue. Selon la nécessité, le Service peut informer la Commission cantonale des cas particuliers.

Le terme de « provisoire » à la let. c est également supprimé au vu de la suppression des autorisations provisoires.

Alinéa 2 : Le Service peut également attribuer d'autres tâches aux commissions d'apprentissage que celle mentionnées à la présente disposition, en lien par exemple avec des difficultés que rencontrerait une personne en formation avec son formateur ou sa formatrice.

4 Formation continue à des fins professionnelles

Art. 56 : Objet

La formation continue au sens de la présente loi doit être distinguée de la formation continue des adultes, qui fait l'objet de la loi du 21 novembre 1997 sur la formation des adultes (LFAd ; RSF 45.1), actuellement en révision. Celle-ci vise principalement l'amélioration des compétences de bases (lecture, écriture, mathématiques et informatique), contribue à l'insertion professionnelle et facilite l'accès à la formation formelle, en particulier la formation professionnelle certifiante. Quant à elle, la formation continue à des fins professionnelles vise en premier lieu les personnes ayant déjà accompli une formation professionnelle initiales.

S'agissant de l'individu, la formation continue à des fins professionnelles lui permet de renouveler, d'approfondir et de développer ses compétences et qualifications ou d'en acquérir de nouvelles. Cela permet aux personnes actives de conserver leur flexibilité professionnelle et de participer activement à l'évolution sociale, économique et technique.

La formation continue à des fins professionnelles relève en premier lieu de la responsabilité de l'employé-e et des entreprises. L'action publique est subsidiaire, lorsqu'aucune offre privée n'existe ou qu'un intérêt public le justifie.

Art. 57 : Rôle de l'Etat et offre

Alinéa 1 : Cette disposition précise que le canton soutient uniquement les formations continues à des fins professionnelles et les mesures y relatives qui présentent un intérêt public particulier et qui ne pourraient pas sinon être proposées ou alors seulement de façon insuffisante. Ceci ne signifie pas que le canton doit proposer et financer lui-même toutes les offres de formation continue mais uniquement qu'il est appelé à combler les lacunes dans la palette d'offres de formation continue, lorsque le marché ne propose pas d'offres d'un intérêt public particulier. L'Etat doit ainsi se montrer actif dans les cas où, sans ces mesures, l'offre deviendrait insuffisante.

Alinéa 2 : Cette disposition précise quelles formations présentent un intérêt public particulier. Les mesures d'encouragement se concentrent sur les domaines de formation qui contribuent au maintien et à la mobilité de la personne dans le monde du travail. À contrario, les offres de cours relatifs à l'épanouissement personnel et aux loisirs n'entrent pas dans la notion d'intérêt public. Sont notamment encouragées les formations :

- > destinées aux groupes de population défavorisés du fait de leur situation socio-économique ;
- > visant à soutenir des personnes qui sont concernées par de profondes mutations économiques ou technologiques ;
- > favorisant le perfectionnement des compétences métier et par ce biais la flexibilité et la mobilité professionnelles ;
- > promouvant l'innovation ainsi que le développement de la qualité ;
- > renforçant les compétences linguistiques et par ce biais également la flexibilité et la mobilité professionnelles ;
- > visant à atténuer les disparités régionales dans l'offre de formations continues.

Quant aux compétences de base (lire, écrire, calculer, informatique), elles relèvent de la LFAd comme indiqué plus haut.

Alinéa 3 : L'Etat dispose de son propre centre de formation continue, à savoir le CPI, qui propose une large offre de formations continues d'intérêt public. Son fonctionnement est régi par le règlement du Centre de perfectionnement interprofessionnel (RCPI ; RSF 426.11).

Art. 58 : Prestataires

Alinéa 1 : Concernant les prestataires, il peut s'agir de centres de formation publics (comme le CPI) ou privés (école club Migros, etc.) ainsi que des OrTra ou d'associations faîtières qui organisent, pour leur branche, des cours de formation continue.

Alinéas 2 et 3 : La Direction est compétente pour confier des mandats pour organiser des cours de formation continue d'intérêt public à des tiers lorsqu'une offre étatique fait défaut. Dans ce cas, il conclut des conventions de prestations dont le contenu minimal est fixé par le Conseil d'Etat. S'agissant du contenu minimal des conventions, il fixera notamment les aspects quantitatifs et qualitatifs des formations.

Art. 59 : Surveillance

Cet article donne la compétence au Service de veiller à la bonne qualité de formation d'intérêt public organisé par ou sur mandat de l'Etat, et d'intervenir si nécessaire.

5 Formation professionnelle supérieure

Art. 60 : Objet

Cet article explique le rôle de la formation professionnelle supérieure qui a pour but de permettre aux professionnel-le-s titulaires d'un CFC ou d'un diplôme équivalent au degré secondaire II de se spécialiser et d'approfondir leurs connaissances. Elle repose sur l'expérience professionnelle acquise antérieurement. Ces formations du niveau

tertiaire se distinguent de celles dispensées par les hautes écoles spécialisées et les universités par leur approche et orientation pratiques.

Art. 61 : Rôle de l'Etat et offre

Le cadre légal des filières de formation professionnelles supérieures est défini par la LFPr et par l'ordonnance du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études post-diplômes des écoles supérieures (OCM ES ; RS 412.101.61).

La let. a de cette disposition concerne les cours facultatifs préparant aux examens fédéraux, en règle générale en cours d'emploi. La réussite de l'examen permet d'obtenir un brevet ou un diplôme fédéral reconnu par la Confédération. Chaque examen est régi par un règlement d'examens approuvé par le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI). Conformément à l'article 56a LFPr, les personnes qui suivent des cours préparant à un examen professionnel ou à un examen professionnel supérieur bénéficient depuis 2018 d'une contribution directe de la Confédération. Elles se voient rembourser jusqu'à 50% des frais de cours préparatoires si elles se présentent à l'examen (brevet fédéral ou diplôme fédéral).

La let. b concerne les filières de formation à plein temps ou en cours d'emploi organisées par des écoles publiques ou privées et régies par un plan d'études cadre approuvés par le SEFRI.

La let. c concerne les filières d'études post-diplômes organisées par les écoles supérieures. Il s'agit d'une formation continue pour les diplômé-es du degré tertiaire. Au moment de la rédaction du présent message, conformément à la LFPr en vigueur, la reconnaissance de ces cours par la Confédération est nécessaire. Selon le projet de révision de la LFPr du 14 juin 2024, cette reconnaissance pourrait être abandonnée.

Art. 62 : Prestataires

Alinéa 1 : Cet article détermine quels prestataires dispensent les cours et les filières de formation mentionnées à l'article 61. En cas de besoin avéré et si aucune offre des OrTra n'existe, l'Etat peut lui-même mettre en place des cours préparatoires aux examens fédéraux, par exemple par le biais du CPI.

Alinéa 2 : Suivant les métiers, des offres publiques et privées en formation professionnelle supérieure existent. On peut citer l'exemple de la formation d'éducateur/éducatrice en enfance ES, filière proposée par l'Ecole professionnelle santé-social (ESSG).

Art. 63 : Compétence et procédure

Alinéa 1 : Sous la loi actuelle, la compétence d'ouverture d'une filière de formation professionnelle n'est pas formellement attribuée, mais de fait déjà exercée par le Conseil d'Etat. Celle-ci est désormais formalisée par cette disposition.

Alinéa 2 : Le règlement fixera ou concrétisera la procédure d'autorisation et le contenu du dossier de demande. Il pourra notamment s'agir d'une étude de marché, d'un plan de formation et de financement, d'une déclaration d'intention de l'OrTra ou des titres de formation du corps enseignant.

Art. 64 : Critères d'ouverture et de fermeture

Alinéa 1 : Cette disposition fixe les critères selon lesquels le Conseil d'Etat peut autoriser le Service à ouvrir une filière de formation professionnelle supérieure. Ces filières devront répondre aux besoins du monde du travail, être insuffisamment couvertes par l'offre existante sur le plan régional ou national et s'avérer d'intérêt public. Les critères d'encouragement pour la formation supérieure exigent également une analyse régulière de l'offre pour répondre aux besoins en perpétuelle mutation. La collaboration avec les OrTra sera indispensable pour juger de ces critères.

Let. a : Une analyse approfondie devrait démontrer le besoin d'une branche de l'économie et obtenir le soutien incontesté de l'OrTra concernée.

Let. b : S'agissant de la notion d'intérêt public, il est renvoyé au commentaire de l'article 57 al. 2.

Let. c : Après analyse des éventuelles offres existantes hors canton, il conviendra également à démontrer l'intérêt prépondérant à organiser la formation dans le canton. Celui peut être de nature financière (charges des écolages hors canton) ou économique (besoin en personnel qualifié ou promotion d'un secteur spécifique).

Alinéa 2 : La fermeture d'une filière ne doit naturellement pas avoir lieu avant la fin d'un cursus, afin que tous les étudiant-es puissent régulièrement terminer leur formation.

Art. 65 : Règlement

Alinéa 1 : À l'instar de l'art. 35, cette disposition permet aux filières de formation d'édicter un règlement interne qui fixe son fonctionnement de même que les conditions d'admission, de formation et de promotion ainsi que les procédures de qualification.

Alinéa 2 : Le plan d'études cadre de chaque filière de formation supérieure approuvé par le SEFRI fixent les conditions d'admission et règlent la procédure de qualification. L'école ne peut dès lors prévoir des dispositions complémentaires dans son règlement que si celles-ci sont conformes au droit supérieur.

Alinéa 3 : Le principe de la légalité exige que la loi mentionne au moins la sanction la plus grave – en l'espèce l'exclusion – et l'autorité compétente pour la prononcer, raison pour laquelle elle figure dans la loi.

Alinéa 4 : Les critères de sélection doivent figurer dans le règlement de l'école supérieure.

Art. 66 : Qualité et surveillance

Alinéa 1 : Conformément à l'article 8 LFPr, les prestataires de la formation professionnelle assurent le maintien et le développement de la qualité.

Alinéa 2 : Selon l'article 29 al. 5 LFPr, les cantons exercent la surveillance des écoles supérieures lorsqu'elles offrent des filières de formation reconnues par la Confédération. La Conférence suisse des offices de la formation professionnelle (CSFP) a présenté dans une recommandation concernant la surveillance les standards minimaux que les cantons devraient prendre en compte dans leur tâche de surveillance. La recommandation est entrée en vigueur le 1^{er} août 2022 et est dès lors applicable.

6 Financement

6.1 Principes

Art. 67 : Forfaits versés par la Confédération

Alinéa 1 : Le principe des forfaits versés par la Confédération reste inchangé. Ces forfaits ne peuvent être utilisés que pour le financement des tâches prévues par l'article 53 LFPr. La Confédération verse en outre des subventions pour les objets visés par les articles 54 à 56 LFPr en plus des subventions versées aux personnes ayant suivi des cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels fédéraux supérieurs.

Alinéa 2 : L'affectation des forfaits en fonction des différentes tâches est du ressort du canton, en l'occurrence du Conseil d'Etat. Ainsi, l'article 4 al. 1 let. a permet à la Direction de mandater des prestataires de la formation professionnelle, par exemple des OrTra, pour certaines tâches.

Si le canton délègue certaines tâches mentionnées à l'article 53 LFPr à des tiers, il devra leur céder une part appropriée des forfaits fédéraux.

Art. 68 : Financement par l'Etat

Alinéa 1 : L'Etat assure le financement de la formation professionnelle dans le canton, sous réserve des contributions de la Confédération et de celles de l'Association.

Alinéa 2 : Cette disposition vise le soutien financier de projets de coopération intercantonaux relatifs à la formation professionnelle.

6.2 Infrastructures

Art. 69 : Financement et gestion des infrastructures

Alinéa 1 : Depuis 1961, l'Association finance les infrastructures de la formation initiale en entreprise et de la formation continue, soit l'acquisition, la construction, la location, la gestion, l'entretien et l'exploitation des immeubles nécessaires à ces formations. Ainsi, l'Association est notamment propriétaire des bâtiments du site Derrière-les-Remparts, à Fribourg, de l'Ecole professionnelle artisanale et commerciale de Bulle, des ateliers de CIE sis à la Route de la Prairie, à Fribourg, des centres des CIE de Courtaman et Villaz-St-Pierre. Enfin, elle est locataire du bâtiment du CPI sis à Granges-Paccot. Le CPI inclut les frais de loyer dans le calcul de son coût de revient et est en mesure de rembourser l'ACPC.

L'alinéa 1 est modifié en ce sens que le financement et la gestion des infrastructures de la formation continue n'est plus à la charge de l'Association. Par conséquent, la contribution des communes ainsi que la contribution patronale ne seront plus allouées au financement de la formation continue. En revanche, pour l'offre de formation continue d'intérêt public organisée par l'Etat, celui-ci prend en charge la part des infrastructures qui n'est pas assumée par les écoles des participants.

Alinéa 2 et 3 : Ces alinéas précisent que les dépenses de fonctionnement et d'investissement de ces infrastructures sont déterminées par l'Association et sont soumises au contrôle financier de l'Etat, conformément à la loi sur les finances de l'Etat (LFE ; RSF 610.1).

Alinéa 4 : Cette disposition précise que l'Association finance et gère uniquement les infrastructures de la formation initiale en entreprise (formation duale), conformément à ses statuts. Les infrastructures des écoles professionnelles à plein-temps sont en effet financées et gérées par l'Etat.

Alinéa 5 : Au besoin, le Conseil d'Etat peut édicter des dispositions d'exécution.

Art. 70 : Part des forfaits allouée à l'Association

Alinéa 1 : Cette disposition est une application de l'article 53 LFPr qui définit le principe et l'affectation des forfaits alloués par la Confédération. Contrairement à la loi en vigueur qui fixe la part à 18%, cette dernière est désormais fixée par le Conseil d'Etat, sur la base du plan d'investissement et de financement de l'Association.

Art. 71 : Dépenses – de fonctionnement

La clé de répartition à la charge des communes reste inchangée.

A l'heure actuelle, l'ensemble des communes fribourgeoises contribue aux charges de fonctionnement de l'Association à hauteur de 3,8 millions de francs par an. La règle utilisée pour répartir ce montant entre les communes engendre un travail administratif relativement lourd tant pour les administrations communales que pour l'administration cantonale. Le montant dû par l'ensemble des communes est réparti entre elles pour moitié en fonction du domicile des personnes en formation. L'autre moitié est répartie en fonction du lieu de formation des apprentis.

Afin de réduire quelque peu cette charge bureaucratique, le projet de loi introduit cependant à l'article 71 al. 1 let. c une date déterminante. Le domicile des personnes ne sera donc déterminé plus qu'une fois durant l'année scolaire. La date déterminante sera définie par le Service. Elle pourrait par exemple être fixée au 15 novembre. Cette échéance correspond à la fin de la période d'essai de trois mois des contrats d'apprentissage (art. 344a al. 3 CO). De surcroît, l'Accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale (Accord sur les écoles professionnelles AEPr ; RSF 427.1) prévoit également le délai du 15 novembre pour la communication du nombre de personnes en formation entre les cantons.

Art. 72 : Dépenses – d'investissement

Alinéa 1 : Quant aux dépenses d'investissement, l'Etat contribue à raison de 30 % au maximum du coût global relatif à l'acquisition et à la construction de nouvelles infrastructures décidées par l'Association.

Alinéa 2 : Le solde (à savoir les 70 % restants) est financé en règle générale par des crédits hypothécaires conclus par l'Association. Les frais y relatifs ainsi que ceux de l'amortissement sont assumés selon la clé de répartition des dépenses de fonctionnement (art. 81) entre les trois partenaires, à savoir l'Etat, les communes et les employeurs.

Art. 73 : Contribution patronale

Alinéas 1 et 3 : L'actuelle contribution patronale fixée par le Conseil d'Etat s'élève à 0,04% des salaires soumis à contribution pour les allocations familiales. La révision n'a pas d'incidence sur ce taux et ce principe.

Alinéa 2 : Les salaires du personnel agricole, des forestiers-bûcherons et des forestières-bûcheronnes ne sont pas soumis à la contribution patronale, Grangeneuve ne bénéficiant pas du financement de l'Association.

Art. 74 : Excédent

Cette disposition n'est pas modifiée. L'art. 60 LFPr prévoit que les OrTra actives dans le domaine de la formation, de la formation continue à des fins professionnelles et de la tenue d'examens peuvent créer et alimenter leurs propres fonds pour encourager la formation professionnelle. La fondation de droit privé constituée en vue de promouvoir la formation professionnelle, de compléter et de perfectionner l'équipement technique des centres de formation professionnelle et des ateliers de CIE, ainsi que de promouvoir la formation continue sous toutes ses formes (ci-après: la Fondation) est une application concrète de cette disposition au niveau cantonal. Cette fondation, bénéficiaire de l'excédent de la contribution patronale, finance depuis 1965 de nombreux projets liés au développement de la formation professionnelle dans le canton de Fribourg. Elle est composée de sept membres, soit : trois représentant-e-s de la Chambre de commerce et d'industrie du canton de Fribourg, trois représentant-e-s de l'Union Patronale du Canton de Fribourg et un ou une représentant-e de l'Etat de Fribourg.

Art. 75 : Encaissement

Le Service procède annuellement à l'encaissement des contributions communales et patronales. Dans la loi en vigueur, il est mentionné que l'encaissement peut faire l'objet d'une réclamation. La nouvelle disposition ne le précise plus dans la mesure où toutes les décisions du Service peuvent faire l'objet d'une réclamation selon l'article 97.

6.3 Subventions

Art. 76 : Objet et taux de subvention

Alinéa 1 : En plus des contributions accordées à l'Association, l'Etat peut octroyer des subventions à des tiers qui accomplissent des tâches mentionnées aux articles 53 ss LFPr, notamment aux organisateurs de CIE ou de cours de formation continue à des fins professionnelles. Il s'agit soit d'aides financières, soit d'indemnités, au sens respectivement des articles 3 et 4 de la loi sur les subventions (LSub ; RSF 616.1). Les prestataires recevront un forfait comprenant les parts fédérale et cantonale, la part fédérale étant intégrée dans le forfait global versé au canton. Cette disposition permet de subventionner des projets ou des tâches allant au-delà du champ d'application de l'article 45, limité aux projets pédagogiques au sein des écoles.

Alinéa 2 : À la suite de l'entrée en vigueur de l'article 56a LFPr (1^{er} janvier 2018), qui prévoit que la Confédération subventionne directement à concurrence de 50% la personne qui s'inscrit aux cours préparant aux examens professionnels et aux examens professionnels supérieurs (anciennement Brevet et Maîtrise), la phrase introductive exclut désormais l'octroi de subventions pour cette finalité.

6.4 Formation initiale

Art. 77 : Gratuité de l'enseignement professionnel

Alinéa 1 : Cette disposition prévoit la gratuité de l'enseignement obligatoire en école professionnelle pour tous, à moins que la législation fédérale ou des accords intercantonaux n'en dispose le contraire, conformément à la législation fédérale (Art. 22 al. 1 LFPr). A noter que cette gratuité concerne uniquement l'enseignement obligatoire en école professionnelle durant la formation initiale.

Alinéa 2 : Cette disposition précise que la gratuité en école professionnelle mentionnée à l'alinéa précédent vaut aussi pour les personnes qui ne sont pas au bénéfice d'un contrat d'apprentissage.

Art. 78 : Prise en charge des coûts par les personnes en formation

Alinéa 1 : Cet article précise les coûts supportés par les personnes en formation. Il s'agit notamment des moyens d'enseignement (manuels, œuvres littéraires, livres de références...) et des fournitures scolaires (cahiers, dossiers, classeurs, agenda, calculatrice, ordinateur, etc.) qui ne sont, contrairement à la scolarité obligatoire, pas fournis gratuitement par l'école professionnelle, ou encore des effets personnels (par exemple: serviette, plumier ou tenue et chaussures de sport) ainsi que des frais liés aux manifestations ou excursions spéciales (cours d'école, voyages d'études, journées culturelles ou sportives...).

Alinéa 2 : Cet alinéa prévoit que des taxes d'inscription et une participation aux fournitures scolaires mises à disposition par l'école professionnelle (par exemple : cahier, dossiers, agenda, photocopies, etc.) peuvent être perçues. L'objet et le montant de celles-ci sont fixés par le Conseil d'Etat.

Alinéa 3 : Les frais de déplacement pour se rendre à l'école professionnelle, comme les repas pris à la cafétéria, ainsi que lors de manifestations obligatoires ou facultatives à l'extérieur de l'école professionnelle, sont également à charge des personnes en formation.

6.5 Formation continue

Art. 79 : Financement

Alinéa 1 : Cette disposition prévoit un financement conjoint de la formation continue d'intérêt public par l'Etat et les participant-e-s. En fonction du type de cours et de son intérêt public, la part de l'Etat peut-être plus ou moins élevée. Cette participation de l'Etat peut également inclure les coûts d'infrastructures et de fonctionnement du prestataire de la formation continue.

Alinéa 2 : Cette disposition rappelle le principe selon lequel les cours qui servent à l'épanouissement personnel ou aux loisirs doivent être proposés au prix coûtant, sans participation financière de l'Etat.

Art. 80 : Ecolages

Cette disposition renvoyant à l'article 11 LFPr rappelle que les prestataires privés de la formation professionnelle ne doivent pas subir de distorsion de concurrence injustifiée du fait de mesures prises en application de la présente loi. Ainsi, les prestataires du secteur public qui, dans le domaine de la formation continue à des fins professionnelles, entrent en concurrence avec les prestataires non subventionnés du secteur privé adaptent les prix de leurs formations à ceux du marché.

Cet alinéa prévoit également que des dispositions spéciales sont réservées. Il s'agit notamment de cours actuellement dispensés par le CPI sur mandat de la Direction, par l'exemple le cours de formateurs ou formatrices en entreprises (art. 6 OTIPF ; RSF 420.16).

Les émoluments mentionnés à cet article peuvent consister en une taxe d'inscription à la formation et/ou aux examens.

Art. 81 : Prise en charge des coûts par la personne en formation

A ce sujet, il est renvoyé au commentaire de l'article 80.

6.6 Formation professionnelle supérieure

Art. 82 : Financement

La part de financement de l'Etat dépend de l'écolage demandé aux participant-e-s et du type de formation. Par exemple, une formation dans les soins peut coûter plus cher qu'une formation ne nécessitant aucun ou peu de matériel et d'équipements coûteux.

Ces formations peuvent aussi être fréquentées par des étudiants et étudiantes d'autres cantons qui contribuent ainsi à leur financement sur la base des accords intercantonaux.

Art. 83 : Ecolages

Le Conseil d'Etat fixe l'écolage et les émoluments de ces filières du moment que sa part de financement peut s'avérer importante.

Les émoluments mentionnés à cet article peuvent consister en une taxe d'inscription à la formation et/ou aux examens.

Art. 84 : Prise en charge des coûts par la personne en formation

A ce sujet, il est renvoyé au commentaire de l'article 80.

6.7 Formation complémentaire

Art. 85 : Ecolage et émoluments

Par formations complémentaires, on entend les formations non formalisées par la LFPr, telles que les cours préparatoires à la formation professionnelle, des offres passerelles (année préparatoire) ou des formations avec attestation cantonale (par exemple la formation de costumière). Ce type de formation est dispensée à l'Ecole de couture ou à l'Ecole professionnelle en arts appliqués (eikon).

7 Protection des données

Art. 86 : Traitements des données

Alinéa 1 : Cette disposition constitue la base légale formelle qui permet aux autorités et aux personnes chargées de l'exécution de la présente loi de traiter les données personnelles et données personnelles sensibles nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches légales.

Alinéa 2 : Cette disposition prévoit que le Conseil d'Etat fixe par voie réglementaire les modalités relatives notamment à la tenue de fichiers, aux types de données traitées, à l'utilisation du numéro AVS ainsi qu'à l'accès, la communication et la conservation des données, dans le respect de la législation en matière de protection des données et du principe de la proportionnalité.

Alinéa 3 : La législation en matière de protection des données reste réservée.

8 Voies de droit

Art. 87 : Forme des décisions

La forme écrite est justifiée en raison de l'importance de la décision en cause puisqu'il s'agit de décisions qui affectent ou peuvent affecter le statut d'une personne en formation. Cette notion doit être interprétée restrictivement. Affecte le statut d'un ou d'une personne en formation toute décision qui exerce, avec une intensité particulière ou une certaine gravité, une influence sur les droits et devoirs de la personne en formation, sur son cursus de formation et, plus généralement, sur son avenir au sein de l'école professionnelle.

Art. 88 : Décisions des enseignants et enseignantes ou des doyens et des doyennes relatives au statut des personnes en formation

Alinéa 1 : Lorsqu'une décision touche une personne en formation sans affecter son statut, la réclamation est exclue. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, une note individuelle ne peut pas faire l'objet d'une réclamation à moins qu'elle ait pour conséquence la non-promotion, l'échec, la non-admission à une formation subséquente ou le refus d'une mention dont l'octroi est déterminé par la réglementation d'études (ATF 136 I 229, consid. 2.6).

Alinéa 2 : Les réclamations doivent être rapidement traitées de façon que la personne en formation sache sans retard à quoi s'en tenir.

Art. 89 : Décisions d'un directeur ou d'une directrice d'école professionnelle relatives au statut des personnes en formation

Alinéa 1 : Il s'agit de décisions prises par les directeurs ou directrices d'école professionnelle à la suite de la réclamation mentionnée à l'article précédent.

Alinéa 2 : Un éventuel recours au Service n'aura, en règle générale et contrairement à l'article 84 al. 1 du code de procédure et de juridiction administrative (CPJA ; RSF 150.1), pas d'effet suspensif. Cela signifie que la décision contestée s'applique nonobstant le dépôt d'un recours, sous réserve que le Service restitue l'effet suspensif.

Art. 90 : Décisions du Service

Les décisions du Service doivent faire l'objet d'une réclamation préalable au Service. Il s'agit là de la procédure de réclamation prévue à l'article 103 CPJA. Les décisions prises par le Service sur réclamation sont sujettes ensuite à recours auprès de la Direction.

Art. 91 : Décisions d'institutions liées par mandat

En application de l'article 61 LFPr, une décision prise par une institution à laquelle la Direction aurait confié un mandat, peut faire l'objet d'un recours au Service, puis au Tribunal cantonal. Cette disposition est modifiée en ce sens que l'autorité de recours est désormais le Service et non plus la Direction.

Art. 92 : Litiges civils

Le contrat d'apprentissage étant un contrat de droit privé, la juridiction des prud'hommes est compétente pour connaître des litiges découlant de celui-ci, quelle que soit la valeur litigieuse. Le Service peut toutefois tenter de concilier les parties tant que le litige n'est pas porté devant cette juridiction. A noter que les décisions relatives aux personnes liées par un contrat de formation (art. 22) sont sujettes à réclamations respectivement recours selon les articles 88 et 89.

Art. 93 : Disposition pénale

Alinéa 1 : Selon la loi actuelle, l'Etat et l'Association, en tant que propriétaire des bâtiments scolaires, peuvent déposer une plainte pénale pour violation de domicile (art. 186 CPS ; RS 311.0). Avec cette nouvelle disposition, qui vise également d'autres comportements perturbant l'enseignement ou le fonctionnement de l'école, les directeurs et directrices pourront intervenir auprès du préfet ou de la préfète du district concerné.

Alinéa 2 : Une fois exécutoire, la décision préfectorale est communiquée à la Direction, à charge pour elle d'en informer le directeur ou la directrice concerné/e.

9 Dispositions transitoires et clauses finales

Ces dispositions prévoient que les procédures pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi restent soumises à la compétence des autorités saisies sous l'ancienne loi. En outre, elles prévoient que l'ancien droit reste applicable aux procédures disciplinaires pendantes lors de l'entrée en vigueur de la présente loi, à moins que les nouvelles dispositions ne soient plus favorables aux personnes directement concernées.

Conformément à l'article 149 de la loi sur le Grand Conseil (LGC, RSF 121.1), le projet de loi est soumis au référendum législatif. Il n'est pas soumis au référendum financier. Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

6 Incidences financières et en personnel

6.1 Incidences financières

Un certain nombre de dispositions du projet de loi a des incidences financières, sous la forme de dépenses supplémentaires ou de diminution de recettes. Ces effets sont notamment induits par la concrétisation des nouveaux objectifs formulés à l'article 2. Selon une approche thématique, le tableau ci-dessous réunit l'ensemble des articles du projet de loi qui induisent des incidences financières :

Domaine	Articles	Commentaire	Incidence financière
Bilinguisme	2 al. 1 let. f 17 18	Il n'est pas possible d'anticiper le nombre de classes supplémentaires nécessaires pour concrétiser les nouvelles dispositions relatives au bilinguisme. Le coût annuel d'une classe en formation duale s'élève à environ 80 000 francs et celui d'une classe à plein temps à environ 270 000 francs. L'ouverture de nouvelles classes diminuera le nombre de personnes en formation hors canton et, par conséquent, le montant payé à titre de contributions intercantionales. Pour une journée de cours, l'ouverture d'une classe sans coût additionnel est possible à partir de 6 à 7 élèves.	
Projets de développement	38	L'incidence financière dépendra du nombre de projets développés conformément aux critères évoqués dans la disposition.	
Formation professionnelle initiale	50 51 77	L'application du principe de la gratuité de l'enseignement en école professionnelle au public adulte sans contrat d'apprentissage induit une diminution de recettes à hauteur d'environ 300 000 francs par an.	300 000 francs / an
Formation continue à des fins professionnelles	56-58	L'incidence financière dépendra de la concrétisation de la politique en matière de formation continue à des fins professionnelles. Il n'est pas possible, à ce stade, d'estimer le nombre de formations susceptibles de remplir le critère de l'intérêt public et de répondre à une demande effective.	
Formation professionnelle supérieure	61-64 80 81	L'incidence financière dépendra du développement de l'offre de formation professionnelle supérieure dans le canton, ainsi que de la hauteur des écolages et émoluments perçus.	

6.2 Incidences en personnel

Le projet de loi n'a pas d'incidence directe sur le personnel. Si la concrétisation des objectifs fixés en matière de bilinguisme et d'offre de formation dans les deux langues est susceptible de créer à moyen terme un besoin supplémentaire d'enseignant-e-s dans les écoles professionnelles, cet effet n'est pas automatique. Les besoins dépendront essentiellement des effectifs minimaux fixés au niveau réglementaire pour créer une nouvelle classe dans l'autre langue ou une classe bilingue.

Le projet de loi formalise la mission du Service d'effectuer une veille stratégique dans le domaine de la formation professionnelle et de recueillir des données statistiques. En partie, cette tâche est déjà accomplie à l'heure actuelle par le Service. Sa mention dans la loi ne devrait donc pas engendrer des besoins de ressources supplémentaires.

7 Effets sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes

Le projet de loi n'a pas d'effet sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il ne crée pas non plus de nouvelle tâche pour les communes. Au niveau du financement des infrastructures de la formation professionnelle, l'introduction d'une date déterminante concernant la commune de domicile des personnes en formation professionnelle initiale réduit les charges administratives des services communaux.

8 Effets sur le développement durable

Conformément à l'article 197 de la Loi sur le Grand Conseil (LGC ; RSF 121.1), le présent chapitre rend compte des effets du projet sur le développement durable. L'évaluation, d'ordre qualitatif et subjectif, a été menée à l'aide de l'outil Boussole 21 par un groupe d'expertes et experts issus de l'Etat, sans recours à des données externes. Elle a porté sur l'avant-projet de loi dans sa version soumise à consultation.

L'évaluation montre une orientation marquée en faveur du pilier social du développement durable, avec des effets globalement favorables. La nouvelle loi devrait favoriser l'accessibilité, la flexibilité et la qualité des parcours de formation, notamment par le biais de la gratuité de l'enseignement en école professionnelle pour le public adulte sans contrat d'apprentissage, d'un meilleur accompagnement des publics à besoins particuliers et du renforcement de la formation continue à des fins professionnelles.

Des retombées positives sont attendues sur l'égalité des chances et la cohésion sociale, grâce notamment à la formalisation des mesures de compensation des désavantages et à la collaboration renforcée avec les services sociaux. Bien que cela ne soit pas le but premier de la loi, un effet favorable sur la santé et la prévention est également possible, l'Etat ayant la possibilité de prendre des mesures pour pallier d'éventuels manques de main-d'œuvre, par exemple dans le domaine social et de la santé publique. Des effets indirects positifs peuvent se déployer sur la culture, le sport et les loisirs, grâce à l'adaptation des dispositifs de formation aux besoins des personnes qui sont sportifs-sportives d'élite ou artistes.

Du côté environnemental, l'évaluation conclut à des effets globalement favorables avec réserves. A travers le rapatriement de certaines formations à Fribourg, la loi contribue potentiellement à une diminution des distances parcourues et peut donc avoir des effets positifs, quoique restreints, sur la mobilité et la qualité de l'air. D'autres effets restent incertains ou indirects, comme ceux liés aux changements climatiques car la promotion de la mobilité de formation pourrait engendrer une augmentation des déplacements. L'avant-projet de loi n'introduit en revanche aucune disposition ayant un impact direct ou indirect sur le sol, la biodiversité, l'eau, l'énergie et la consommation des ressources, les activités de l'ACPC étant régies par ses statuts.

Sur le plan économique, les résultats sont favorables avec réserves en raison d'impacts attendus mais difficiles à quantifier. La création de richesse, les conditions cadres, la résilience économique et l'innovation sont évaluées positivement, notamment grâce à des mécanismes de soutien ciblés, au renforcement de la formation continue et supérieure, et au rôle du bilinguisme et de la mobilité qui peuvent contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises. De façon analogue, le développement de profils qualifiés et la possibilité de soutenir des formations d'intérêt public contribuent à renforcer le tissu économique.

En matière de gestion publique, l'avant-projet de loi introduit des améliorations notables en termes de pilotage, d'efficacité administrative et de gouvernance, notamment avec le renforcement du suivi des parcours, une meilleure coordination interinstitutionnelle et la mise en place d'une fonction de veille. Ces évolutions soutiennent une action publique plus cohérente et orientée vers l'anticipation.

Dans l'ensemble, l'analyse fait ressortir une loi fortement alignée avec les objectifs sociaux et économiques du développement durable, aux effets positifs bien identifiés. Les impacts environnementaux restent plus limités, souvent indirects, mais certains leviers – par exemple en matière de mobilité – pourraient contribuer à des effets favorables si les conditions de mise en œuvre sont réunies.

9 Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

—

Le projet de loi est compatible avec le droit de rang supérieur, soit le droit européen, le droit fédéral ainsi que la Constitution cantonale.

Gesetz über die Berufsbildung (BBiG)

vom ...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: **420.1**

Geändert: –

Aufgehoben: 420.1

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Bundesgesetz vom 13. Dezember 2002 über die Berufsbildung (BBG);

gestützt auf die Verordnung des Bundesrats vom 19. November 2003 über die Berufsbildung (BBV);

nach Einsicht in die Botschaft 2024-DEEF-24 des Staatsrats vom 21. April 2026;

auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

1 Gegenstand und Ziele

Art. 1 Gegenstand

¹ Dieses Gesetz bezweckt

- a) die Ausführung der Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung;
- b) die Einführung kantonaler Massnahmen im Bereich der beruflichen Grundbildung, der höheren Berufsbildung und der berufsorientierten Weiterbildung (die Weiterbildung).

² Die Spezialgesetzgebung bleibt vorbehalten, namentlich diejenige betreffend Grangeneuve.

Art. 2 Ziele

¹ Neben den Zielen, die in der Bundesgesetzgebung festgelegt sind, hat dieses Gesetz insbesondere folgende Ziele:

- a) die Zusammenarbeit der kantonalen Behörden mit den Organisationen der Arbeitswelt fördern;
- b) die Koordination und Zusammenarbeit mit den anderen Kantonen sicherstellen;
- c) die kantonale Berufsbildungspolitik umsetzen und alle Partner der Berufsbildung darin einbeziehen;
- d) die duale Grundbildung und die Lehrbetriebsverbünde fördern;
- e) den Zugang zur Berufsbildung nach dem Grundsatz der Gleichbehandlung gewährleisten, indem die Personen mit Schwierigkeiten oder einer Behinderung angemessen begleitet und die Ausbildung soweit möglich an die individuellen Bedürfnisse angepasst werden;
- f) die Zweisprachigkeit und die zweisprachigen Bildungsgänge fördern, insbesondere durch Sprachaufenthalte und den Gebrauch beider Amtssprachen;
- g) die nationale und internationale Mobilität der Lernenden fördern;
- h) die Grundsätze der Nachhaltigkeit beachten;
- i) die Flexibilisierung der beruflichen Grundbildung insbesondere durch die Einführung alternativer Lernformen fördern, wobei die spezifischen Bedürfnisse der verschiedenen Wirtschaftszweige berücksichtigt werden;
- j) die lebenslange Berufsbildung und die Validierung von praktischer Erfahrung fördern.

2 Organisation

Art. 3 Direktion – Allgemeine Befugnisse

¹ Die für die Berufsbildung zuständige Direktion ¹⁾ (die Direktion) sorgt im Einvernehmen mit den anderen betroffenen Direktionen für die Anwendung des Bundesrechts, der interkantonalen Vereinbarungen und der kantonalen Gesetzgebung.

² Sie fördert und begünstigt die Weiterentwicklung der Berufsbildung im Kanton.

¹⁾ heute: Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion.

³ Sie hat die Befugnisse, die das Bundesrecht der kantonalen Behörde überträgt, sofern das vorliegende Gesetz oder sein Reglement keine anderslautenden Bestimmungen enthalten.

Art. 4 Direktion – Besondere Befugnisse

¹ Die Direktion ist ausserdem dafür zuständig:

- a) mit der vorgängigen Einwilligung des Staatsrats Anbieter der Berufsbildung in Auftrag zu nehmen;
- b) geeignete Massnahmen zu fördern, um unter Berücksichtigung der Bedürfnisse des Arbeitsmarkts eine ausgeglichene Lehrstellenzahl anzustreben.

Art. 5 Amt – Befugnisse

¹ Das für die Berufsbildung zuständige Amt ²⁾ (das Amt) ist das Ausführungsorgan der Direktion.

² Es hat die Befugnisse, die ihm durch dieses Gesetz und sein Reglement übertragen werden.

Art. 6 Amt – Besondere Aufgaben

¹ Das Amt sorgt dafür, dass die Massnahmen zur Entwicklung der Berufsbildung umgesetzt werden.

² Es informiert, berät und betreut alle Partner der Berufsbildung und die Lernenden.

³ Es sammelt und bearbeitet die Informationen und Statistiken über die Berufsbildung im Kanton und ist für die strategische Früherkennung zuständig.

⁴ Das Amt sorgt dafür, dass die Anbieter und die Ausbildungsverantwortlichen über die Anforderungen informiert werden, die auf den verschiedenen Stufen der Ausbildung gestellt werden, damit diese mit den Fähigkeiten der Lernenden übereinstimmt.

⁵ Das Amt arbeitet namentlich mit den für den Unterricht, die Berufsberatung, den Arbeitsmarkt, Migrationsfragen und soziale Fragen zuständigen Dienststellen zusammen, um die Betreuung von Jugendlichen mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung zu erleichtern.

Art. 7 Berufsbildungskommission – Zusammensetzung

¹ Die Berufsbildungskommission (die Kommission) setzt sich aus neun bis dreizehn Mitgliedern zusammen, die vom Staatsrat ernannt werden.

²⁾ heute: Amt für Berufsbildung.

² Die Organisationen der Arbeitswelt, das für die Berufsberatung und Erwachsenenbildung zuständige Amt ³⁾, die obligatorischen Schulen, die Berufsfachschulen, die Hochschulen und die Wissenschaft sind gleich stark vertreten.

Art. 8 Berufsbildungskommission – Arbeitsweise

¹ Die Vorsteherin oder der Vorsteher der für die Berufsbildung zuständigen Direktion präsidiert die Berufsbildungskommission. Die Amtsvorsteherin oder der Amtsvorsteher übt das Vizepräsidium aus.

² Das Amt führt das Sekretariat.

³ Im Übrigen richtet sich die Arbeitsweise der Kommission nach dem Reglement über die Organisation und die Arbeitsweise der Kommissionen des Staates ⁴⁾.

⁴ Die Kommission arbeitet aktiv mit der kantonalen Kommission für die Erwachsenenbildung zusammen.

Art. 9 Berufsbildungskommission – Rolle und Aufgaben

¹ Die Kommission wird vor wichtigen strategischen Entscheidungen der Direktion und des Amtes angehört.

² Sie hat namentlich folgende Befugnisse:

- a) Sie nimmt Stellung zur Berufsbildungspolitik und zur Reglementierung der Berufsbildung.
- b) Sie ernennt die Mitglieder der Lehraufsichtskommissionen.
- c) Sie nimmt Stellung zum Entzug der Bildungsbewilligung.
- d) Sie erlässt periodisch Empfehlungen für die Entlohnung der Lernenden mit einem Lehrvertrag.

Art. 10 Konferenz der Direktorinnen und Direktoren – Zusammensetzung und Arbeitsweise

¹ Die Konferenz der Direktorinnen und Direktoren (die Konferenz) setzt sich aus den Direktorinnen und Direktoren der Berufsfachschulen zusammen.

² Die Konferenz ist ein beratendes Organ, das dem Amt unterstellt ist.

³ Sie erlässt ihr eigenes Reglement, das sie dem Amt zur Genehmigung unterbreitet.

⁴ Das Amt stellt das Sekretariat der Konferenz sicher.

³⁾ heute: Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung.

⁴⁾ SGF [122.0.61](#)

Art. 11 Konferenz der Direktorinnen und Direktoren – Aufgaben

¹ Die Konferenz hat hauptsächlich folgende Aufgaben:

- a) Sie stellt die Koordination zwischen den Berufsfachschulen und dem Amt sicher.
- b) Sie legt dem Amt alle Projekte oder strategischen Dossiers der Berufsfachschulen vor.
- c) Sie harmonisiert die gemeinsamen Aufgaben der Berufsfachschulen.
- d) Sie koordiniert die Tätigkeit der Berufsfachschulen.

Art. 12 Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums – Ziel

¹ Die Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums (die Vereinigung) ist ein Verein, der die Berufsbildung im Kanton Freiburg durch den Bau, den Unterhalt und den Betrieb der Räumlichkeiten und Einrichtungen fördert, die für die Berufsbildung bestimmt sind.

Art. 13 Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums – Mitglieder und Statuten

¹ Die Mitglieder der Vereinigung sind der Staat, alle Gemeinden des Kantons und die Organisationen der Arbeitswelt, deren Vertreter gemäss den Statuten paritätisch bezeichnet werden.

² Die Statuten des Vereins müssen dem Staatsrat zur Genehmigung unterbreitet werden.

3 Grundbildung

3.1 Gemeinsame Bestimmungen

Art. 14 Schuljahr

¹ Das administrative Schuljahr beginnt am 1. August und endet am 31. Juli.

² Das Schuljahr besteht aus zwei Semestern, die zusammen mindestens 38 Wochen dauern.

Art. 15 Schulkalender

¹ Das Amt legt den Schulkalender und die Daten der Qualifikationsverfahren fest.

Art. 16 Ausbildungsort

¹ Das Amt entscheidet über den Ort der schulischen Bildung der Lernenden im Kanton, ohne dass ihnen daraus ein Anspruch auf Entschädigung erwächst.

² Falls es im Kanton keine Möglichkeit gibt, eine Vollzeit- oder betrieblich organisierte Ausbildung zu absolvieren, ist das Amt dafür zuständig, die Bewilligung für den Besuch der Ausbildung ausserhalb des Kantons zu erteilen. Es legt die Bedingungen dieser Bewilligung fest.

³ In diesem Fall kann die im Kanton wohnhafte lernende Person, die diesen Unterricht ausserhalb des Kantons besuchen muss, gemäss den vom Staatsrat erlassenen Bestimmungen für die Reisekosten entschädigt werden.

Art. 17 Sprache der Ausbildung

¹ Grundsätzlich und sofern es die Klassenbestände erlauben, wird ein gleichwertiges Bildungsangebot auf Französisch und Deutsch oder zweisprachig gewährleistet.

Art. 18 Zweisprachigkeit

¹ Die Berufsfachschulen bieten namentlich spezielle Unterrichtsformen an, stellen zweisprachige Klassen auf und nehmen an Austauschprogrammen teil.

² Der Staatsrat stellt die Bestimmungen zum Unterrichtsangebot, zu den Zulassungsbedingungen und zu den Kriterien für die kantonale Bestätigung der zweisprachigen Ausbildung auf.

Art. 19 Mobilität

¹ Das Amt setzt Massnahmen um, welche die nationale und internationale Mobilität der Lernenden fördern.

3.2 Lernende

Art. 20 Rechte und Pflichten der Lernenden

¹ Die Lernenden sind unter Vorbehalt einer allfälligen Dispens verpflichtet, die Kurse ihres Ausbildungsgangs zu besuchen und an den begleitenden Angeboten teilzunehmen, die von der Direktion der Berufsfachschule für obligatorisch erklärt wurden.

² Der Staatsrat kann Bestimmungen über die Rechte und Pflichten der Lernenden erlassen, insbesondere über das Verhalten an den Ausbildungsstätten.

³ Das Amt kann besondere Massnahmen für Lernende vorsehen, die zum Programm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA) zugelassen sind.

Art. 21 Lehrvertrag

¹ Das Amt genehmigt den Lehrvertrag auf Antrag der zuständigen Lehraufsichtskommission.

² Falls der Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis seine Tätigkeit einstellt oder in Schwierigkeiten gerät, sorgt das Amt zusammen mit der betroffenen Lehraufsichtskommission dafür, dass die begonnene berufliche Grundbildung innerhalb der Frist zu Ende geführt werden kann, die in der Bundesverordnung über die entsprechende berufliche Grundbildung (Bildungsverordnung) vorgesehen ist.

³ Eine lernende Person, deren Lehrvertrag gekündigt wurde, kann von der Schuldirektorin oder vom Schuldirektor die Erlaubnis erhalten, den Berufsfachschulunterricht grundsätzlich während zwei Monaten weiter zu besuchen. Die betreffende Organisation der Arbeitswelt entscheidet über die vorübergehende Teilnahme an den überbetrieblichen Kursen.

Art. 22 Bildungsvertrag

¹ Die Berufsfachschulen schliessen mit der lernenden Person einen Bildungsvertrag ab, der die Ausbildungsbedingungen für jene Bildungsgänge regelt, die nicht durch die Gesetzgebung über die Berufsbildung geregelt werden.

² Das Amt genehmigt den Bildungsvertrag.

Art. 23 Zulassung

¹ Die Zulassung von Lernenden an Vollzeitberufsfachschulen und Berufsfachschulen mit Praktikum kann bei ungenügender Aufnahmekapazität vom Amt beschränkt werden.

² Wer sich für eine Ausbildung an einer Vollzeitberufsfachschule bewirbt, muss ein Aufnahmeverfahren absolvieren, dessen Modalitäten im Ausbildungsreglement der Vollzeitberufsfachschule festgelegt sind.

³ Sind die Ausbildungsplätze gemäss Absatz 1 begrenzt, findet die Auswahl gestützt auf die von der Vollzeitberufsfachschule festgelegten Kriterien statt.

Art. 24 Massnahmen zur Vorbereitung auf die Berufsbildung

¹ Der Staatsrat ergreift die nötigen Massnahmen, die es den Jugendlichen ermöglichen, sich auf die berufliche Grundbildung vorzubereiten. Die Massnahmen richten sich namentlich an Personen, die:

- a) am Ende der obligatorischen Schulzeit Bildungsdefizite aufweisen, namentlich in der Kenntnis einer Amtssprache, oder
- b) keine Lehrstelle gefunden haben, obwohl sie sich nachweislich darum bemüht haben.

² Diese Massnahmen werden namentlich angeboten in Form von:

- a) Integrationskursen;
- b) Vorlehren;
- c) Vorbereitungskursen.

Art. 25 Förder- und Unterstützungsmassnahmen

¹ Die Berufsfachschulen unterstützen Lernende mit besonderen Fähigkeiten oder Bedürfnissen mit geeigneten individuellen und kollektiven pädagogischen Massnahmen oder mit Anpassungen in der Organisation des Unterrichts, der Lernkontrollen und der Lehrabschlussprüfungen.

² Sie arbeiten mit den Erwachsenen- und Kinderschutzhörden und weiteren Dienststellen zusammen, die Hilfe und Unterstützung bieten, wenn die Entwicklung einer oder eines Jugendlichen gefährdet scheint.

Art. 26 Massnahmen für den Nachteilsausgleich

¹ Personen mit einer ärztlich bescheinigten Behinderung oder Funktionsstörung können Massnahmen für den Nachteilsausgleich in Anspruch nehmen.

² Der Staatsrat kann Vorschriften über die Massnahmen für den Nachteilsausgleich sowie über die Zuständigkeit und das Verfahren für deren Gewährung erlassen.

Art. 27 Disziplinar-massnahmen

¹ Lernende, die absichtlich oder fahrlässig gesetzliche oder reglementarische Bestimmungen übertreten, indem sie insbesondere dem obligatorischen Unterricht und/oder den obligatorischen Aktivitäten nicht beiwohnen, den Vorschriften des Lehrkörpers oder der Berufsfachschulbehörden nicht Folge leisten oder den Unterricht stören, können mit Disziplinar-massnahmen bestraft werden.

² Die Disziplinar-massnahmen reichen von einer Busse bis zum Schulausschluss mit Auflösung des Lehr- oder Bildungsvertrags. Der Schulausschluss wird vom Amt ausgesprochen.

³ Die Busse beträgt mindestens 20 Franken und höchstens 200 Franken pro Verstoß. Die Bussen können kumuliert und zu einer Gesamtbusse zusammengefasst werden, die aber höchstens 2000 Franken pro Schuljahr betragen darf.

⁴ Die Berufsfachschuldirektorin oder der Berufsfachschuldirektor informiert die Berufsbildnerin oder den Berufsbildner und das Amt über die Disziplinar-massnahmen, die gegen die lernende Person ergriffen wurden.

⁵ Der Staatsrat legt die Bestimmungen über die Zuständigkeit, das Disziplinar-verfahren und die Disziplinar-massnahmen fest.

3.3 Berufsfachschulen

Art. 28 Arten von Berufsfachschulen und Unterstellung

¹ Es gibt die folgenden Arten von Berufsfachschulen:

- a) Berufsfachschulen für die betrieblich organisierte Grundbildung;

- b) Vollzeitberufsfachschulen;
- c) Schulen mit Praktikum.

² Die Berufsfachschulen sind dem Amt unterstellt.

Art. 29 Aufgaben

¹ Die Berufsfachschulen haben namentlich folgende Aufgaben:

- a) Sie erteilen den beruflichen Unterricht.
- b) Sie nehmen Personen in die Berufsbildung auf, die nicht oder nicht mehr über einen Lehrvertrag verfügen.
- c) Sie informieren, beraten und betreuen die Lernenden, ihre gesetzlichen Vertreterinnen und Vertreter sowie die Bildungsbetriebe.
- d) Sie stellen Kursbestätigungen und Zeugnisse aus.
- e) Sie koordinieren die organisatorische Planung des beruflichen Unterrichts und der überbetrieblichen Kurse mit den Anbietern der überbetrieblichen Kurse.

Art. 30 Bildungsangebot

¹ Das Amt ist für das Bildungsangebot im Rahmen der vom Staatsrat aufgestellten Bestimmungen zuständig. Es berücksichtigt die Förderung der Zweisprachigkeit.

² Die Berufsfachschulen stellen unter Vorbehalt von interkantonalen Vereinbarungen und anderen Leistungsvereinbarungen den obligatorischen Unterricht sicher, der von den Bildungsverordnungen definiert wird.

³ Sie können namentlich im Rahmen des Verfahrens zur Anerkennung von Bildungsleistungen sowie im Rahmen der Vorbereitung auf die berufliche Grundbildung auch ergänzende Bildungsangebote aufstellen.

Art. 31 Direktionsrat

¹ Der Direktionsrat der Berufsfachschule ist ein Koordinations- und Kooperationsorgan, dem die Schuldirektorin oder der Schuldirektor, die Abteilungsvorsteherinnen und Abteilungsvorsteher und die Verwalterin oder der Verwalter angehören.

Art. 32 Direktorinnen und Direktoren

¹ Jede Berufsfachschule wird auf administrativer und pädagogischer Ebene von einer Direktorin oder einem Direktor geleitet, die oder der gegenüber dem Amt rechenschaftspflichtig ist.

Art. 33 Personal

¹ Jede Berufsfachschule verfügt namentlich über Abteilungsvorsteherinnen und/oder Abteilungsvorsteher, eine Verwalterin oder einen Verwalter, administratives und technisches Personal sowie über Lehrpersonal.

² Das administrative und technische Personal sowie das Lehrpersonal der Berufsfachschulen unterstehen der Gesetzgebung über das Staatspersonal; die Bestimmungen dieses Gesetzes bleiben vorbehalten. Das Lehrpersonal untersteht ausserdem dem Reglement für das Lehrpersonal der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (LPR VWBD) ⁵⁾.

³ Der Staatsrat setzt die allgemeinen Befugnisse der in Absatz 1 erwähnten Funktionen fest.

Art. 34 Unterrichtsverbot

¹ Die Direktion kann die Unterrichtsberechtigung einer Lehrperson vorübergehend oder endgültig entziehen, wenn sie schwerwiegende Handlungen begangen hat, die mit ihrer Funktion nicht vereinbar sind oder welche die Sicherheit oder den Ruf der Berufsfachschule erheblich gefährden können, oder wenn die Lehrperson namentlich infolge von Sucht- oder gesundheitlichen Problemen nicht mehr in der Lage ist, ihre Funktion auszuüben.

² Die Unterrichtsberechtigung kann nur im Anschluss an einen Entscheid über die Auflösung des Dienstverhältnisses, eine Auflösung des Dienstverhältnisses in gegenseitigem Einvernehmen oder einen Rücktritt endgültig entzogen werden.

³ Das Unterrichtsverbot wird der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektorinnen und -direktoren (EDK) zur Aufnahme in die interkantonale Liste von Lehrpersonen, denen die Unterrichtsberechtigung entzogen wurde, gemeldet. Das Eintragen und Löschen, die Rechtsmittel und der Zugang zur Liste werden in der Interkantonalen Vereinbarung vom 18. Februar 1993 über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen geregelt ⁶⁾.

Art. 35 Internes Reglement

¹ Die Berufsfachschulen stellen ihr eigenes Reglement über den Schulbetrieb und die interne Ordnung auf.

² Das Amt genehmigt die Reglemente der Berufsfachschulen.

Art. 36 Mediation

¹ Die Berufsfachschulen bieten einen Mediationsdienst an.

² Der Staatsrat erlässt die besonderen Bestimmungen.

⁵⁾ SGF [420.24](#)

⁶⁾ SGF [410.4](#)

Art. 37 Prävention

¹ Der Staatsrat sieht Bestimmungen vor, damit die Berufsfachschulen Präventionsarbeit bei den Lernenden leisten und sie für das Thema Sicherheit sensibilisieren.

Art. 38 Entwicklungsprojekte

¹ Um die Qualität der Berufsbildung zu gewährleisten und weiterzuentwickeln und um mit der gesellschaftlichen und wirtschaftlichen Entwicklung Schritt zu halten, kann das Amt pädagogische Projekte bewilligen oder durchführen, die unter anderem dazu dienen, neue Lehrmittel, Unterrichtsmethoden oder Bildungsstrukturen zu erproben.

3.4 Bildung in beruflicher Praxis

Art. 39 Bildungsbewilligung – Gewährung

¹ Den Anbietern von Bildung in beruflicher Praxis stellt das Amt auf Antrag der zuständigen Lehraufsichtskommission eine Bildungsbewilligung aus, sofern sie ein entsprechendes Gesuch eingereicht haben und die Bedingungen für die Gewährung einer Bewilligung nach den Regeln der Berufsbildung erfüllen.

Art. 40 Bewilligungsentzug

¹ Das Amt kann die Bildungsbewilligung insbesondere dann entziehen, wenn die Bewilligungsvoraussetzungen nicht mehr erfüllt sind.

² Der Staatsrat erlässt die notwendigen Ausführungsbestimmungen.

Art. 41 Ablauf der Bewilligung

¹ Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis, die während fünf aufeinander folgenden Jahren keine Lernenden mit einem Lehrvertrag angestellt haben, verlieren von Gesetzes wegen die Bildungsbewilligung.

² Das Amt kann auf Antrag aus wichtigen Gründen eine Verlängerung bewilligen.

Art. 42 Ausbildung der Berufsbildnerinnen und Berufsbildner

¹ Das Amt sorgt für die Ausbildung der Berufsbildnerinnen und Berufsbildner und stellt den Personen, welche die Anforderungen der Berufsbildungsverordnung des Bundes ⁷⁾ erfüllen, einen Ausweis aus.

² Es kann die Organisation der Kurse und den Unterricht Dritten übertragen.

³ Es kann Weiterbildungskurse organisieren.

⁷⁾ SR [412.101](#)

3.5 Überbetriebliche Kurse

Art. 43 Organisation

¹ Die betreffenden Organisationen der Arbeitswelt errichten für einen oder mehrere Berufe eine Kommission für überbetriebliche Kurse, die den Auftrag hat, überbetriebliche Kurse zu organisieren und zu finanzieren.

² Das Amt unterstützt die Kommissionen für überbetriebliche Kurse bei der Bereitstellung der Kurse.

³ Falls ein Kurs nicht angeboten werden kann, sorgt das Amt für die Durchführung eines geeigneten überbetrieblichen Kurses. Es kann einem Dritten die Organisation des gesamten Kurses oder eines Teils davon anvertrauen.

⁴ Die von den Vollzeitberufsfachschulen angebotene Bildung schliesst die überbetrieblichen Kurse ein, die gemäss den Bildungsverordnungen organisiert werden.

Art. 44 Kursbesuch

¹ Der Besuch der überbetrieblichen Kurse ist für die Lernenden obligatorisch.

² Die Lernenden, die im Kanton die schulische Bildung absolvieren, sind verpflichtet, die überbetrieblichen Kurse ebenfalls im Kanton zu besuchen, es sei denn, diese werden hier nicht angeboten.

³ Das Amt kann Ausnahmen bewilligen, insbesondere wenn Lernende einen gleichwertigen Unterricht in einem betrieblichen Bildungszentrum oder an einer Vollzeitberufsfachschule besuchen.

3.6 Qualifikationsverfahren, Ausweise und Titel

Art. 45 Grundsätze

¹ Wer die gesamte in der entsprechenden Bildungsverordnung vorgesehene Ausbildung absolviert hat, kann zu den Qualifikationsverfahren antreten. Artikel 20 Abs. 3 bleibt vorbehalten.

² Das Amt führt alle Qualifikationsverfahren zur Erlangung von Fähigkeitszeugnissen, Berufsattesten und Titeln durch und fasst die entsprechenden Entscheide. Dazu gehört namentlich auch die Anerkennung von informell erbrachten Bildungsleistungen. Vorbehalten bleiben nationale oder interkantonale Vereinbarungen oder Verträge über die Qualifikationsverfahren.

³ Es wird bei dieser Aufgabe durch die Qualifikationskommissionen oder durch Dritte unterstützt, die es unter den Personen mit geeigneten beruflichen Qualifikationen auswählt.

⁴ Die Direktion stellt die Titel, das eidgenössische Berufsattest, das eidgenössische Fähigkeitszeugnis, das eidgenössische Berufsmaturitätszeugnis sowie alle anderen eidgenössisch und interkantonal anerkannten Ausweise aus. Das Amt stellt die kantonalen Ausweise aus.

Art. 46 Qualifikationskommission – Einsetzung und Zusammensetzung

¹ Für die betrieblich organisierte Ausbildung setzt das Amt die Qualifikationskommissionen ein, die ihm unterstellt sind, und ernennt ihre Mitglieder.

² Der Staatsrat legt die Grundsätze fest, nach denen die Kommissionen zusammengesetzt werden.

³ Bei Bedarf können die Vollzeitberufsfachschulen ihre eigenen Qualifikationsorgane einsetzen, deren Zusammensetzung vom Amt genehmigt wird.

Art. 47 Qualifikationskommissionen – Aufgaben

¹ Die Qualifikationskommissionen haben namentlich folgende Aufgaben:

- a) Sie organisieren die ordentlichen und die anderen Qualifikationsverfahren.
- b) Sie üben die Aufsicht über die Qualifikationsverfahren aus.
- c) Sie bewerten die Leistungen der Lernenden, die an der Qualifikation teilnehmen, und begründen Bewertungen, die einer Erläuterung bedürfen.
- d) Sie führen Protokoll über alle im Rahmen der Qualifikationsverfahren begründeten Bewertungen und bewahren sie auf.
- e) Sie führen im Falle eines Betrugs während dem Qualifikationsverfahren ein entsprechendes Verfahren durch.

Art. 48 Vertretung der Qualifikationskommission

¹ Falls keine Qualifikationskommission eingesetzt werden konnte, kann das Amt den Berufsfachschulen oder Dritten die Aufgaben der Qualifikationskommissionen übertragen.

² Das qualifizierte Personal der Berufsfachschulen kann in jedem Fall im Rahmen seiner üblichen Tätigkeit für Expertenaufgaben bei den Qualifikationsverfahren herangezogen werden.

Art. 49 Anerkennung von Bildungsleistungen und Praxiserfahrung

¹ Für die Verfahren zur Anerkennung von Bildungsleistungen und Praxiserfahrung gelten die Bestimmungen über die Qualifikationsverfahren.

² Der Staatsrat erlässt die weiteren Bestimmungen.

Art. 50 Gebühr – Grundsätze

¹ Die Qualifikationsverfahren sind für alle Kandidatinnen und Kandidaten unentgeltlich.

² Eine Gebühr ist zulässig, wenn eine Person den Qualifikationsverfahren unbegründet fernbleibt oder sich davon zurückzieht.

Art. 51 Nebenkosten

¹ Die Kosten für das Prüfungsmaterial und die Miete der Prüfungsräumlichkeiten werden von den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis getragen.

² Die Kosten für das Prüfungsmaterial und die Miete der Prüfungsräumlichkeiten für Kandidatinnen und Kandidaten, welche die Prüfungen ohne Lehr- oder Ausbildungsvertrag absolvieren, gehen zulasten des Staates.

³ Wird das Qualifikationsverfahren nicht im Kanton der betrieblich organisierten oder schulischen Grundbildung durchgeführt, tragen die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis die Reise-, Verpflegungs- und Unterkunftskosten der Lernenden.

Art. 52 Veröffentlichung

¹ Sofern die lernende Person oder der Bildungsbetrieb sich nicht vorgängig schriftlich beim Amt dagegen aussprechen, kann dieses folgende Informationen veröffentlichen:

- a) den Namen und Vornamen sowie den Wohnort und den Titel und/oder den erlangten Abschluss der Person;
- b) den Namen und den Sitz des Bildungsbetriebs.

3.7 Aufsicht über die Grundbildung

Art. 53 Aufsicht

¹ Das Amt übt die Aufsicht über die berufliche Grundbildung aus.

² Es ist das Entscheidungsorgan bei Streitfällen im Sinne der Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung zwischen den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis und den Lernenden.

³ Das Amt kann die gesamte Aufsichtstätigkeit oder einen Teil davon an Lehr- aufsichtskommissionen übertragen.

Art. 54 Lehraufsichtskommission – Ernennung, Arbeitsweise und Zusammensetzung

¹ Der Staatsrat erlässt die Bestimmungen über die Ernennung, die Arbeitsweise und die Zusammensetzung der Lehraufsichtskommissionen. Eine geeignete Vertretung der Organisationen der Arbeitswelt und des Lehrpersonals wird gewährleistet.

Art. 55 Lehraufsichtskommission – Aufgaben

¹ Im Rahmen des Berufs oder der Berufe, für die sie eingesetzt wurden, haben die Lehraufsichtskommissionen folgende Aufgaben:

- a) Sie geben dem Amt ein Gutachten ab über die Erteilung der Bildungsbewilligung.
- b) Sie besuchen – wenn möglich – jede lernende Person im Verlauf der ersten beiden Lehrjahre an ihrem Arbeitsplatz oder an den überbetrieblichen Kursen und erstatten dem Amt Bericht.
- c) Sie besuchen mindestens einmal im Jahr während ihrem ersten Bildungszyklus die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis, die über eine neue Bildungsbewilligung verfügen.
- d) Sie informieren das Amt über Probleme bei der Qualität der Ausbildung.
- e) Sie arbeiten mit dem Amt zusammen, um Probleme von Lernenden oder Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis zu lösen oder um Streitfälle zu schlichten, die sich aus dem Vollzug des Lehrvertrags ergeben.

² Das Amt kann den Kommissionen weitere Aufgaben im Zusammenhang mit der Aufsicht über die Grundbildung übertragen.

4 Berufsorientierte Weiterbildung

Art. 56 Gegenstand

¹ Die berufsorientierte Weiterbildung (die Weiterbildung) richtet sich an Personen mit einer Berufsbildung und dient dazu, bestehende berufliche Qualifikationen zu erneuern, zu vertiefen und zu erweitern oder neue berufliche Qualifikationen zu erwerben, um die berufliche Integration, Flexibilität und Mobilität zu verbessern.

Art. 57 Aufgaben des Staates und Bildungsangebot

¹ Der Staat sorgt dafür, dass das Angebot an berufsorientierter Weiterbildung, das von öffentlichem Interesse ist, den Bedürfnissen der Wirtschaft und der erwerbstätigen Bevölkerung entspricht.

² Von öffentlichem Interesse sind namentlich Weiterbildungsangebote, die darauf ausgerichtet sind:

- a) den Verbleib im Erwerbsleben zu erleichtern;
- b) die Kenntnisse zu erweitern oder die berufliche Flexibilität oder Mobilität zu steigern;
- c) die Innovation und die Sprachkompetenzen zu fördern.

³ Der Staat kann selbst ein im öffentlichen Interesse liegendes Weiterbildungsangebot schaffen oder externe Anbieter mit dieser Aufgabe betrauen.

Art. 58 Anbieter

¹ Die Weiterbildung kann vom Staat oder von externen Anbietern, namentlich von Bildungszentren, Organisationen der Arbeitswelt oder Dachverbänden erteilt werden.

² Beauftragt die Direktion externe Anbieter mit Weiterbildungsangeboten, schliesst sie mit ihnen Leistungsvereinbarungen ab.

³ Der Staatsrat legt fest, was in der Leistungsvereinbarung enthalten sein muss.

Art. 59 Aufsicht

¹ Das Amt übt die Aufsicht über die vom Staat oder im Auftrag des Staats organisierte Weiterbildung von öffentlichem Interesse aus.

5 Höhere Berufsbildung

Art. 60 Gegenstand

¹ Die höhere Berufsbildung dient auf der Tertiärstufe der Vermittlung und dem Erwerb der Qualifikationen, die für die Ausübung einer anspruchsvollen oder verantwortungsvolleren Berufstätigkeit erforderlich sind.

² Sie ist praxisorientiert und fördert insbesondere die Fähigkeit zu methodischem und vernetztem Denken, zur Analyse von berufsbezogenen Aufgabenstellungen und zur praktischen Umsetzung der erworbenen Kenntnisse.

Art. 61 Aufgaben des Staates und Bildungsangebot

¹ Der Staat sorgt für ein bedarfsgerechtes Angebot in den folgenden Bildungsgängen der höheren Berufsbildung:

- a) vorbereitende Kurse zu einer eidgenössischen Berufsprüfung oder eidgenössischen höheren Fachprüfung;
- b) eidgenössisch anerkannte Bildungsgänge an einer Berufsmittelschule;
- c) Nachdiplomstudiengänge an einer Berufsmittelschule.

Art. 62 Anbieter

¹ Die in Artikel 61 Abs. 1 Bst. a erwähnten Bildungsgänge werden von den Organisationen der Arbeitswelt oder den Weiterbildungszentren erteilt.

² Die in Artikel 61 Abs. 1 Bst. b und c erwähnten Bildungsgänge werden von den öffentlichen Berufsfachschulen oder privaten Anbietern organisiert.

Art. 63 Zuständigkeit und Verfahren

¹ Der Staatsrat ist für die Eröffnung und Schliessung eines Bildungsgangs der höheren Berufsbildung an einer staatlichen Berufsfachschule zuständig.

² Er legt das Bewilligungsverfahren sowie den Inhalt des Gesuchdossiers fest.

Art. 64 Eröffnungs- und Schliessungskriterien

¹ Der Staatsrat kann das Amt ermächtigen, einen Bildungsgang der höheren Berufsbildung in einer staatlichen Berufsfachschule zu eröffnen, wenn:

- a) der Bildungsgang einem nachweislichen Bedürfnis eines Wirtschaftszweigs entspricht, der durch eine Organisation der Arbeitswelt vertreten ist;
- b) er einem öffentlichen Interesse entspricht und
- c) das Interesse, den Bildungsgang im Kanton durchzuführen, dasjenige überwiegt, ein gleichwertiges ausserkantonales Angebot zu nutzen.

² Der Staatsrat kann einen Bildungsgang der höheren Berufsbildung am Ende eines Ausbildungszyklus schliessen, wenn nicht mehr alle genannten Bedingungen erfüllt sind.

Art. 65 Reglement

¹ Die Berufsfachschule arbeitet ein Reglement für die Bildungsgänge der höheren Berufsbildung aus. Das Reglement wird vom Amt genehmigt.

² Das Reglement legt im Rahmen des Bundes- und des kantonalen Rechts die Zulassungsbedingungen, die Ausbildungsmodalitäten, die Promotionsvoraussetzungen, die Qualifikationsverfahren und die Disziplinar massnahmen fest.

³ Die schwerwiegendste Massnahme ist der Ausschluss. Er wird von der Direktorin oder vom Direktor der Berufsfachschule ausgesprochen.

⁴ Das Reglement kann eine Beschränkung der Ausbildungsplätze vorsehen, falls die Aufnahmekapazitäten oder Praktikumsplätze nicht ausreichen. In diesem Fall werden die Ausbildungsanwärterinnen und -anwärter aufgrund ihrer Eignung ausgewählt.

Art. 66 Qualität und Aufsicht

¹ Die Anbieter der höheren Berufsbildung führen ein Qualitätssicherungssystem ein, das den Anforderungen des Bundesrechts entspricht.

² Das Amt übt die Aufsicht über die höhere Berufsbildung aus.

6 Finanzierung

6.1 Grundsätze

Art. 67 Pauschalbeiträge des Bundes

¹ Die vom Bund geleisteten Beiträge an die Kosten der Berufsbildung dienen einzig zur Finanzierung der durch die Bundesgesetzgebung definierten Aufgaben.

² Der Staatsrat verteilt diese Bundesbeiträge gestützt auf die Gesetzgebung des Bundes und des Kantons auf die anerkannten Anbieter und Auftragnehmer.

Art. 68 Finanzierung durch den Staat

¹ Der Staat gewährleistet die Finanzierung des Unterrichts für die berufliche Grundbildung im Kanton; anders lautende Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes bleiben vorbehalten.

² Der Staat kann sich ebenfalls an der Finanzierung von Projekten und anderen Massnahmen beteiligen, die auf Vereinbarungen oder Verträgen über die interkantonale Zusammenarbeit im Bereich der Berufsbildung beruhen.

6.2 Infrastrukturen

Art. 69 Finanzierung und Verwaltung der Infrastrukturen

¹ Die Vereinigung finanziert und verwaltet den Bau, den Unterhalt und den Betrieb der Räumlichkeiten und Einrichtungen für die betrieblich organisierte Grundbildung.

² Die laufenden Ausgaben und die Investitionen für diese Infrastrukturen werden von der Vereinigung unter Berücksichtigung der verfügbaren finanziellen Mittel der öffentlichen Hand und der Arbeitgeber festgelegt.

³ Die durch die Vereinigung getätigten Ausgaben unterstehen gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates ⁸⁾ der Finanzkontrolle des Staates.

⁴ Die Infrastrukturen der Vollzeitberufsfachschulen und der Schulen mit Praktikum werden vom Staat finanziert und verwaltet.

Art. 70 Anteil der Pauschalbeiträge zugunsten der Vereinigung

¹ Jedes Jahr teilt der Staatsrat der Vereinigung einen Teil der vom Bund zugunsten des Kantons ausgezahlten Pauschalbeiträge zu.

⁸⁾ SGF [610.1](#)

Art. 71 Laufende Ausgaben

¹ Die Ausgaben für die Verwaltung, den Unterhalt und den Betrieb der Infrastrukturen für den Unterricht im Rahmen der betrieblich organisierten Grundbildung werden von der Vereinigung übernommen und nach Abzug des Pauschalbeitrags des Bundes folgendermassen aufgeteilt:

- a) 25 % zulasten des Staates;
- b) 25 % zulasten der Lehrortsgemeinden im Verhältnis zur Zahl der Lernenden in einer betrieblich organisierten Grundbildung oder in Vorbereitung einer betrieblich organisierten Grundbildung und im Besitz eines Lehrvertrags;
- c) 25 % zulasten der Gemeinden im Verhältnis zur Zahl der Lernenden, die am Stichtag ihren Wohnsitz in der Gemeinde haben und in einer betrieblich organisierten Grundbildung oder in Vorbereitung einer betrieblich organisierten Grundbildung und im Besitz eines Lehrvertrags sind. Der Stichtag wird vom Amt festgelegt;
- d) 25 % zulasten der Arbeitgeber in Form von Arbeitgeberbeiträgen gemäss Artikel 73.

² Dasselbe gilt für die Ausgaben für die Verwaltung, den Unterhalt und den Betrieb der Infrastrukturen für die staatlich organisierte Weiterbildung.

Art. 72 Investitionsausgaben

¹ Der Staat beteiligt sich höchstens zu 30 % an den Gesamtkosten für den Erwerb und den Bau neuer Infrastrukturen, die von der Vereinigung beschlossen werden.

² Der Restbetrag wird von der Vereinigung getragen, welche die laufenden Finanzierungs- und Amortisationskosten auf den Staat, die Gemeinden und die Arbeitgeber entsprechend dem Verteilschlüssel nach Artikel 71 Abs. 1 abwälzt.

Art. 73 Arbeitgeberbeitrag – Erhebung

¹ Der Arbeitgeberbeitrag wird von allen Arbeitgebern und allen Selbstständigerwerbenden im Sinne der Gesetzgebung über die Familienzulagen entrichtet.

² Auf die Löhne des landwirtschaftlichen Personals und der Forstwartinnen und Forstware wird kein Arbeitgeberbeitrag erhoben.

³ Dieser Beitrag wird in Promille der für die Familienzulagen verbindlichen Lohnsummen berechnet. Der Beitragssatz wird vom Staatsrat festgesetzt.

Art. 74 Arbeitgeberbeitrag – Überschuss

¹ Übersteigen die Arbeitgeberbeiträge den Anteil zulasten der Arbeitgeber, so wird der Überschuss an eine Stiftung übertragen, die zur Förderung der Berufsbildung, zur Vervollständigung und Verbesserung der technischen Einrichtungen der Berufsfachschulen und Werkstätten der überbetrieblichen Kurse, zur Unterstützung von Informations- und Förderungskampagnen der Berufsbildung sowie zur Förderung der beruflichen Weiterbildung und der höheren Berufsbildung in all ihren Formen geschaffen wird.

² Der Staat ist im Stiftungsrat vertreten.

³ Die begünstigte Stiftung unterbreitet dem Staatsrat einen jährlichen Tätigkeitsbericht.

Art. 75 Arbeitgeberbeitrag – Inkasso

¹ Der Staatsrat legt die Modalitäten des Inkassos der Arbeitgeberbeiträge fest.

6.3 Subventionen

Art. 76 Gegenstand und Höhe der Subventionen

¹ Neben den Beiträgen für die Vereinigung (Art. 71 Abs. 1 Bst. a und Art. 72 Abs. 1) kann der Staat für alle anderen in Artikel 53 ff. BBG ⁹⁾ vorgesehenen Fälle Subventionen entrichten.

² Der Staatsrat kann die Höhe der Subventionen als Prozentsatz der vom Bund für diese Fälle gewährten Pauschalbeiträge vorsehen. Davon ausgenommen sind die vorbereitenden Kurse zu einer eidgenössischen Berufsprüfung oder einer eidgenössischen höheren Fachprüfung.

6.4 Grundbildung

Art. 77 Unentgeltlichkeit des Berufsschulunterrichts

¹ Der obligatorische Berufsfachschulunterricht ist für die Personen in der beruflichen Grundbildung unter Vorbehalt abweichender Bestimmungen des Bundesrechts, der interkantonalen Vereinbarungen oder dieses Gesetzes unentgeltlich.

² Der in Absatz 1 formulierte Grundsatz ist auch auf Lernende ohne Lehrvertrag anwendbar, die den Unterricht an einer Berufsfachschule besuchen.

Art. 78 Kosten zulasten der Lernenden

¹ Die Lernenden tragen die Kosten für Lehrmittel, Schulmaterial und persönliche Effekten sowie für die Teilnahme an Veranstaltungen und Schulausflügen.

⁹⁾ SR [412.10](#)

² Eine Anmeldegebühr und ein Beitrag an den Schulbedarf können erhoben werden. Ihr Gegenstand und ihre Höhe werden vom Staatsrat festgelegt.

³ Unter Vorbehalt von Artikel 16 Abs. 3 gehen allfällige Reisekosten für den Besuch der Berufsfachschule sowie die auswärtige Verpflegung ebenfalls zulasten der Lernenden.

6.5 Weiterbildung

Art. 79 Finanzierung

¹ Der Staat übernimmt den Anteil der Kosten von staatlich organisierten Weiterbildungskursen von öffentlichem Interesse, der nicht von den Teilnehmenden getragen wird.

² Das Weiterbildungsangebot, das nicht von öffentlichem Interesse im Sinne von Artikel 57 Abs. 2 ist, muss kostendeckend sein.

Art. 80 Schulgeld

¹ Das Schulgeld und die Gebühren der Weiterbildung werden von den Weiterbildungsanbietern gemäss Artikel 11 BBG ¹⁰⁾ unter Vorbehalt der Spezialgesetzgebung festgelegt.

Art. 81 Kosten zulasten der Teilnehmenden

¹ Die Teilnehmenden tragen die Kosten für ihre Lehrmittel, ihr Schulmaterial und ihre persönlichen Effekten sowie für Veranstaltungen und Ausflüge, die im Rahmen der Bildung angeboten werden.

² Sie kommen auch für die Reisekosten für den Besuch der Weiterbildung und die auswärtige Verpflegung auf.

6.6 Höhere Berufsbildung

Art. 82 Finanzierung

¹ Die Bildungsgänge der höheren Berufsbildung an öffentlichen Berufsfachschulen werden vom Staat finanziert, dies unter Abzug der von den Teilnehmenden bezahlten Schulgeldern sowie der erhaltenen Beiträge für Teilnehmende mit Wohnsitz in einem anderen Kanton nach Massgabe der interkantonalen Vereinbarungen.

Art. 83 Schulgeld

¹ Das Schulgeld und die Gebühren für die Studiengänge der höheren Berufsbildung an öffentlichen Berufsfachschulen werden vom Staatsrat festgelegt.

¹⁰⁾ SR [412.10](#)

Art. 84 Kosten zulasten der Teilnehmenden

¹ Die Teilnehmenden tragen die Kosten für ihre Lehrmittel, ihr Schulmaterial und ihre persönlichen Effekten sowie für Veranstaltungen und Ausflüge, die im Rahmen der Bildung angeboten werden.

² Sie kommen auch für die Anmeldekosten, die Reisekosten für den Besuch der Berufsfachschule und die Kosten für die auswärtige Verpflegung auf.

6.7 Zusatzausbildungen

Art. 85 Schulgeld und Gebühren

¹ Für die beruflichen Zusatzausbildungen können Schulgeld und Schulgebühren verlangt werden.

² Der Staatsrat legt die Höhe der Schulgelder und Gebühren fest.

7 Datenschutz

Art. 86 Datenbearbeitung

¹ Die Behörden und Personen, die mit der Ausführung dieses Gesetzes beauftragt sind, dürfen Personendaten und besonders schützenswerte Personendaten bearbeiten, soweit sie diese für die Ausführung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigen.

² Der Staatsrat legt die erforderlichen Modalitäten und Regeln fest, insbesondere in Bezug auf:

- a) die Führung von Listen;
- b) die bearbeiteten Daten;
- c) die Verwendung der AHV-Nummer;
- d) den Zugang zu den Daten;
- e) die Bekanntgabe der Daten;
- f) die Aufbewahrung der Daten.

³ Die Datenschutzgesetzgebung bleibt vorbehalten

8 Rechtsmittel

Art. 87 Entscheidform

¹ Jeder Entscheid, der in Anwendung dieses Gesetzes getroffen wird oder der die Stellung einer lernenden Person beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, muss schriftlich erfolgen und eine Rechtsmittelbelehrung enthalten.

Art. 88 Entscheid der Lehrpersonen oder der Abteilungsvorsteherinnen oder Abteilungsvorsteher über die Stellung einer lernenden Person

¹ Gegen jeden Entscheid einer Lehrperson, einer Abteilungsvorsteherin oder eines Abteilungsvorstehers, der die Stellung einer lernenden Person beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, können die gesetzlichen Vertreterinnen und Vertreter oder die volljährigen Lernenden innert zehn Tagen ab seiner Eröffnung schriftlich bei der Direktorin oder beim Direktor der Berufsfachschule Einsprache erheben.

² Die Direktorin oder der Direktor der Berufsfachschule entscheidet möglichst rasch.

Art. 89 Entscheid der Direktorin oder des Direktors der Berufsfachschule über die Stellung einer lernenden Person

¹ Gegen jeden Entscheid einer Direktorin oder eines Direktors einer Berufsfachschule, der die Stellung einer lernenden Person beeinträchtigt oder zu beeinträchtigen vermag, können die gesetzlichen Vertreterinnen und Vertreter oder die volljährigen Lernenden bei der Direktion innert zehn Tagen ab seiner Eröffnung Beschwerde einreichen.

² Die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung, sofern das Amt nichts anderes bestimmt.

Art. 90 Entscheid des Amts

¹ Die Entscheide des Amts sind innerhalb von zehn Tagen ab ihrer Eröffnung mit Einsprache beim Amt anfechtbar, ausser das Amt entscheidet über eine Beschwerde gegen einen Entscheid einer Direktorin oder eines Direktors einer Berufsfachschule.

² Die Einsprache- und Beschwerdeentscheide sind innerhalb von dreissig Tagen ab ihrer Eröffnung bei der Direktion mit Beschwerde anfechtbar. Die Beschwerde hat keine aufschiebende Wirkung, sofern die Beschwerdebehörde nichts anderes bestimmt.

³ Im Übrigen gilt das Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege ¹¹⁾.

Art. 91 Entscheide von beauftragten Institutionen

¹ Die Entscheide der Institutionen, die mit dem Staat eine Leistungsvereinbarung abgeschlossen haben, sind innerhalb von dreissig Tagen ab ihrer Eröffnung beim Amt mit Beschwerde anfechtbar.

¹¹⁾ SGF [150.1](#)

Art. 92 Zivilrechtliche Streitfälle

¹ Bei einem zivilrechtlichen Streitfall zwischen einem Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis und einer lernenden Person kann das Amt versuchen, eine Einigung zwischen den Parteien herbeizuführen, bevor das zuständige Zivilgericht mit dem Streitfall befasst wird.

Art. 93 Strafbestimmungen

¹ Wer den Unterricht oder den Betrieb der Berufsfachschule stört, namentlich durch das unberechtigte Eindringen auf das Schulgelände, wird auf Anzeige hin vom Oberamt mit einer Busse von 100 bis 5000 Franken bestraft.

² Sobald der Entscheid des Oberamts definitiv und rechtskräftig ist, wird er der Direktion mitgeteilt.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Der Erlass SGF [420.1](#) (Gesetz über die Berufsbildung (BBiG), vom 13.12.2007) wird aufgehoben.

IV.

Übergangsbestimmungen

Für die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes hängigen Verfahren bleiben die Behörden zuständig, die nach bisherigem Recht damit befasst wurden.

Das bisherige Recht bleibt für Disziplinarverfahren gültig, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes hängig sind, ausser die neuen Bestimmungen fallen für die direkt betroffenen Personen günstiger aus.

Schlussbestimmungen

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.



Botschaft 2024-DEEF-24

21. April 2026

Entwurf des Gesetzes über die Berufsbildung (BBiG)

Wir unterbreiten Ihnen die Botschaft zur Totalrevision des Gesetzes über die Berufsbildung (BBiG).

Die Botschaft ist wie folgt aufgebaut:

Inhaltsverzeichnis

1	Einleitung	4
1.1	Notwendigkeit eines neuen Berufsbildungsgesetzes	4
1.2	Organisation und Verlauf der Arbeiten an der Gesetzesrevision.....	4
1.3	Vernehmlassung	4
2	Stand der Berufsbildung	5
2.1	Gesetzesrahmen auf Bundes- und Kantonebene	5
2.2	Berufsbildungssystem	6
2.3	Organisation	7
2.4	Lernende	8
2.4.1	Berufliche Grundbildung	8
2.4.2	Lernende in anderen Kantonen	9
2.4.3	Berufsorientierte Weiterbildung	10
2.4.4	Höhere Berufsbildung	10
2.5	Finanzierung	10
3	Hintergrund der Gesetzesrevision	11
3.1	Berufsbildung 2030	11
3.2	Wichtigste Themenbereiche	12
3.2.1	Förderung der Berufsbildung	12
3.2.2	Digitalisierung und Flexibilisierung.....	12
3.2.3	Governance	13
3.2.4	Zweisprachigkeit und Mobilität.....	13
3.2.5	Lebenslanges Lernen	13
3.2.6	Formale Aktualisierung	13

3.3	Parlamentarische Vorstösse	14
3.3.1	Postulat Bulliard-Siggen (2097.11): Nationaler und internationaler Berufslernenden-Austausch in einer anderen Sprachregion.....	14
3.3.2	Postulat Besson-Michellod (2021-GC-65) Finanzielle Unterstützung für die berufliche Umschulung Erwachsener	14
3.3.3	Postulat Dorthe-Michellod (2021-GC-94): Die berufliche Umschulung als Schlüssel zur Energiewende	14
3.3.4	Postulat Emonet-Aebischer (2021-GC-170): Verbesserung der beruflichen Weiterbildung für gering- oder unqualifizierte Erwachsene	14
3.3.5	Postulat Collaud-Bourguet (2017-GC-38) und Postulat Savoy-Dietrich (2017-GC-51): Konzept «Sport–Kunst–Ausbildung»	14
3.3.6	Anfrage Collaud-Kolly (2019-CE-232): Berufsbildung und Besuche der Beauftragten (oder Kommissionen) für die Lehraufsicht.....	14
3.3.7	Anfrage Dupré (2022-CE-98): 26 % der Lehrverträge werden aufgelöst, was wird der Staat dagegen unternehmen?	15
3.3.8	Anfrage Wicht (2018-CE-221): Unterstützung für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der sozialen und beruflichen Eingliederung.....	15
4	Beschreibung des Entwurfs	15
4.1	Aufbau	15
4.2	Governance.....	16
4.2.1	Früherkennung	16
4.2.2	Zusammenarbeit der Dienststellen bei der Eingliederung junger Menschen in die Berufsbildung	16
4.2.3	Zusammenarbeit mit der kantonalen Kommission für die Erwachsenenbildung.....	16
4.3	Berufliche Grundbildung	16
4.3.1	Förderung der Zweisprachigkeit.....	16
4.3.2	Mobilität.....	17
4.3.3	Datenschutz	18
4.3.4	Projekte des Amts und der Schulen	18
4.4	Berufsorientierte Weiterbildung.....	18
4.4.1	Grundsätze und Rolle des Staats	18
4.5	Höhere Berufsbildung.....	18
4.5.1	Grundsätze und Rolle des Staats	19
4.5.2	Verfahren zur Eröffnung eines Bildungsgangs der höheren Berufsbildung	19
4.6	Finanzierung	19
4.6.1	Finanzierung durch den Staat	19
4.6.2	Finanzierung und Verwaltung der Infrastrukturen	19
4.6.3	Unentgeltlichkeit des obligatorischen Berufsfachschulunterrichts	20
4.6.4	Berufsorientierte Weiterbildung	20
4.6.5	Höhere Berufsbildung	21
5	Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln	21

6	Finanzielle und personelle Auswirkungen	44
6.1	Finanzielle Auswirkungen	44
6.2	Auswirkungen auf den Personalbestand.....	45
7	Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden	45
8	Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung	45
9	Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit	46

1 Einleitung

1.1 Notwendigkeit eines neuen Berufsbildungsgesetzes

Das Berufsbildungssystem hat sich längst bewährt. Der Bereich unterliegt jedoch einem stetigen Wandel. Die Berufsbildung wird von den Entwicklungen auf dem Arbeitsmarkt und in der Gesellschaft geprägt. Die Megatrends gemäss der Initiative *Berufsbildung 2030*¹ wie Digitalisierung, steigende berufliche Mobilität oder demografischer Wandel stellen neue Anforderungen an Fachkräfte und Unternehmen. Vor diesem Hintergrund ist es nötig, das Berufsbildungsgesetz (BBiG; SGF 420.1), das 2008 in Kraft getreten ist, zu revidieren. Einerseits gilt es, einige Bestimmungen unter Berücksichtigung der praktischen Aspekte des gesetzlichen und reglementarischen Rahmens zu aktualisieren. Andererseits zielt die Revision darauf ab, optimale Bedingungen zu schaffen, um die Berufsbildung für die Herausforderungen der Zukunft zu wappnen.

1.2 Organisation und Verlauf der Arbeiten an der Gesetzesrevision

Die Arbeiten im Zusammenhang mit der vorliegenden Gesetzesrevision erfolgten in zwei Schritten. In der ersten Phase arbeiteten das Amt für Berufsbildung (BBA) und die Konferenz der Schuldirektorinnen und Schuldirektoren (DK-BBZ) an technischen und praktischen Änderungen. Die Einführung der nationalen Strategie «Berufsbildung 2030» veranlasste die Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (VWBD) dazu, sich in der zweiten Phase Gedanken über den nötigen gesetzlichen Rahmen zu machen, um proaktiv auf die Änderungen in der Berufsbildung in den kommenden Jahren Einfluss zu nehmen. Eine Arbeitsgruppe wurde in der VWBD aufgestellt, um ein Konzept auszuarbeiten und eine ehrgeizige Überarbeitung des Berufsbildungsgesetzes vorzuschlagen, die diese Herausforderungen berücksichtigt. Es hat sich gezeigt, dass eine Teilrevision des BBiG nicht ausreicht, um die Punkte im Zusammenhang mit der Berufsbildung 2030 in das Gesetz zu integrieren. Somit wurde beschlossen, eine Totalrevision durchzuführen und dabei das Gesetz nach dem Vorbild der Bundesgesetzgebung und der Gesetzgebung anderer Kantone zu strukturieren. Die kantonale Kommission für Berufsbildung, die sich aus Vertreterinnen und Vertretern der Arbeitgeberschaft, der Arbeitnehmerorganisationen, der obligatorischen Schule, der Hochschulen und des Staats zusammensetzt, wurde bei den Arbeiten beigezogen. Sie konnte so ihre eigenen Überlegungen und Änderungsvorschläge einbringen. Im Februar 2024 wurde die Revision im Rahmen eines Runden Tisches in grossen Zügen den Akteuren der Berufsbildung im Kanton vorgestellt. Dieser Austausch hat es erlaubt, das Projekt darzulegen und auf einige Fragen der betroffenen Kreise zu antworten.

1.3 Vernehmlassung

Intern wurde der unfertige Gesetzesvorentwurf den wichtigsten von der Berufsbildung betroffenen Direktionen vorgestellt, nämlich der Direktion für Bildung und kulturelle Angelegenheiten (BKAD), der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft (ILFD) und der Finanzdirektion (FIND). Diese Präsentationen erlaubten es, verschiedene Bestimmungen zu präzisieren und die nötigen Klärungen zu liefern.

Die öffentliche Vernehmlassung zum Vorentwurf fand vom 13. Juni bis 30. September 2025 statt. Zusätzlich zu den gewöhnlich angehörten Institutionen, Organen und Parteien wurde der Gesetzesvorentwurf auch den Organisationen und Einrichtungen unterbreitet, die an der Berufsbildung direkt beteiligt sind.

Bis zum Ende der Vernehmlassung hat die VWBD 45 Stellungnahmen zum Gesetzesvorentwurf erhalten. Aus diesen Antworten geht hervor, dass die Institutionen, Organe und Verbände, die an der Vernehmlassung teilgenommen haben, die mit dieser Revision verfolgten Ziele, nämlich die Stärkung der Berufsbildung, insgesamt unterstützen. Die Revision wurde als sinnvoll erachtet, um den Entwicklungen auf dem Arbeitsmarkt gerecht zu werden, insbesondere im Zusammenhang mit dem digitalen Wandel, der beruflichen Mobilität und dem Bedarf an qualifizierten Arbeitskräften. In diesem Sinne wurden die Vorschläge zur Zweisprachigkeit, zur Mobilität, zum lebenslangen Lernen und zum Abbau administrativer Hürden allgemein begrüsst. Darüber hinaus wurden die geplanten

¹ <https://berufsbildung2030.ch/de/>

Anpassungen im Zusammenhang mit der berufsorientierten Weiterbildung und der höheren Berufsbildung positiv aufgenommen, ebenso wie die neue Systematik des Gesetzes.

In einigen Vernehmlassungsantworten wurden Vorbehalte gegenüber bestimmten Führungs- und Finanzierungsmechanismen geäussert. Der Freiburger Gemeindeverband (FGV) sowie nahezu alle Gemeinden haben die neue Berechnungsmethode abgelehnt, die vorgeschlagen wurde, um die Festlegung des finanziellen Beitrags der Gemeinden an die Berufsbildungsinfrastruktur zu vereinfachen. Namentlich wurde die Berechnungsgrundlage, die einzig demografische Daten berücksichtigte, kritisiert, weil sie das unterschiedliche Wirtschaftspotenzial der Gemeinden nicht berücksichtigt. Darüber hinaus wurde ein Bedarf an Präzisierung des Gesetzentwurfs in Bezug auf Fragen des Datenschutzes festgestellt. Zudem konnten im Rahmen der Vernehmlassung zahlreiche Bemerkungen und Vorschläge zum Inhalt und zur Form gesammelt werden.

Alle eingegangenen Antworten wurden von der Arbeitsgruppe einer detaillierten Analyse unterzogen. Im Anschluss an die Vernehmlassung wurden zahlreiche Bestimmungen des Vorentwurfs angepasst. Insbesondere wurde darauf verzichtet, eine neue Berechnungsmethode für die Bestimmung des finanziellen Beitrags der Gemeinden zur Berufsbildungsinfrastruktur einzuführen. Die einzige Änderung in diesem Punkt besteht in der Festlegung eines Stichtags für die Bestimmung der Wohnortsgemeinde der Lernenden.

Darüber hinaus wurde eine allgemeine Bestimmung zum Datenschutz aufgenommen.

2 Stand der Berufsbildung

2.1 Gesetzesrahmen auf Bundes- und Kantonsebene

Die Berufsbildung wird hauptsächlich auf Bundesebene geregelt. Den Kantonen und den Berufsverbänden wird dennoch ein grosser Handlungsspielraum bei der Umsetzung eingeräumt. Auf Bundesebene bildet heute das Bundesgesetz über die Berufsbildung (BBG; SR 412.10), das 2004 in Kraft getreten ist, den gesetzlichen Rahmen. Das BBG regelt für sämtliche Berufsbereiche ausserhalb der Hochschulen:

- > die Vorbereitung auf die berufliche Grundbildung;
- > die berufliche Grundbildung;
- > die höhere Berufsbildung;
- > die berufsorientierte Weiterbildung;
- > die Qualifikationsverfahren und die ausgestellten Ausweise;
- > die Bildung der Berufsbildungsverantwortlichen;
- > die Zuständigkeit und die Grundsätze der Berufsberatung;
- > die Beteiligung des Bundes an den Kosten der Berufsbildung.

Das Leitprinzip dieser Gesetzgebung ist die Zusammenarbeit zwischen dem Bund, den Kantonen und den Organisationen der Arbeitswelt (OdA). Die Kantone sind vollwertige Partner dieses Systems. Sie verfügen über grossen Handlungsspielraum bei der Umsetzung der Bundesgesetzgebung und können in den vom Bund nicht geregelten Bereichen selbst Gesetze erlassen. Somit wird die Berufsbildungspolitik auf kantonaler Ebene auf verschiedene Arten umgesetzt. Die OdA setzen sich namentlich aus den Sozialpartnern und den Berufsverbänden zusammen.

Das BBiG ist grösstenteils ein Ausführungsgesetz der Bundesbestimmungen, stellt aber auch die Gesetzesgrundlage für die kantonale Sachpolitik im Bereich der Berufsbildung dar. Die konkrete Funktionsweise wird im Berufsbildungsreglement (BBiR; SGF 420.11) festlegt. Zu erwähnen ist, dass das Reglement über die Vollzeit-Handelsmittelschule (VHR; SGF 412.3.11) die Ausbildung an dieser Schule regelt, die mit dem eidgenössischen Fähigkeitszeugnis (EFZ) als kaufmännische Angestellte bzw. kaufmännischer Angestellter und dem eidgenössischen Berufsmaturitätszeugnis abgeschlossen wird. Für diese Ausbildung ist die BKAD zuständig.

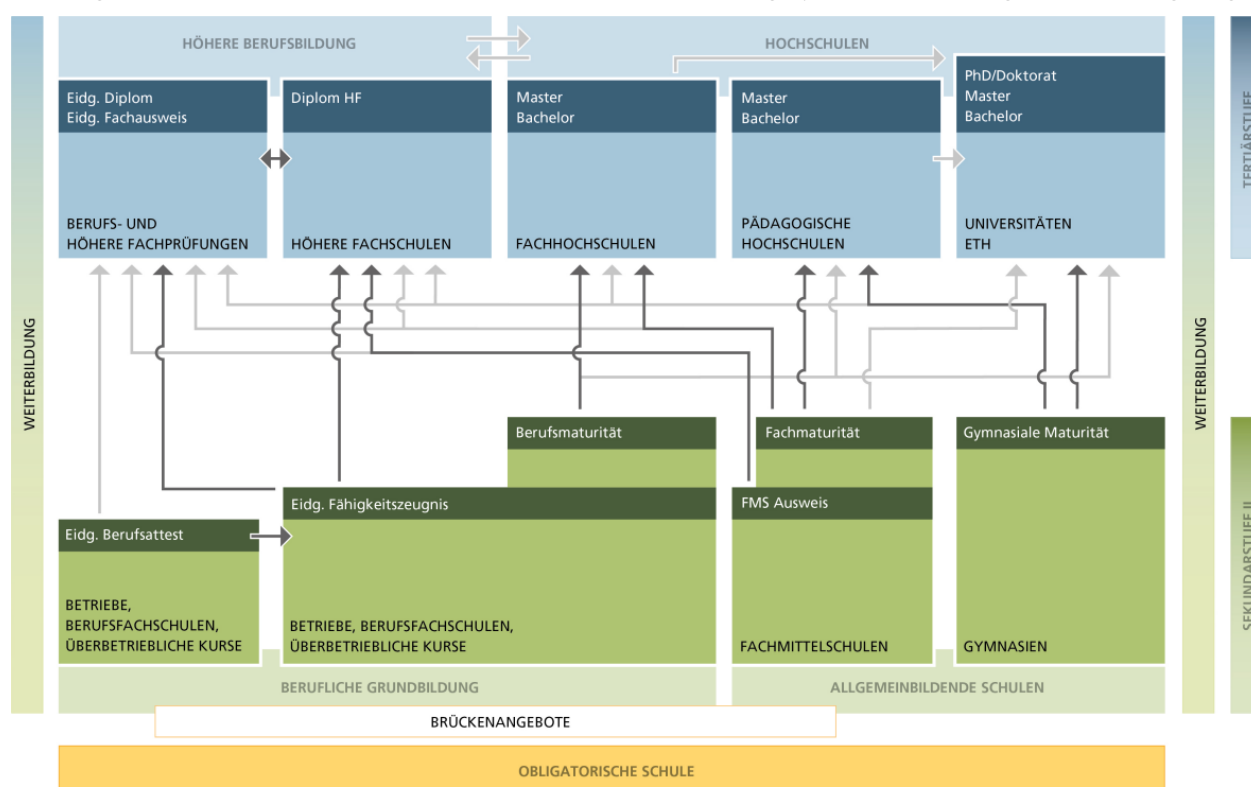
2.2 Berufsbildungssystem

Die Berufsbildung ist auf der Sekundarstufe II und der Tertiärstufe ohne die universitären Hochschulen (UHS) und die Fachhochschulen (FH) angesiedelt. Die Bildungsgänge und die Qualifikationsverfahren sind auf Bundesebene geregelt. Nach dem Grundsatz der Durchlässigkeit ist es möglich, nach der beruflichen Grundbildung weiterführende Bildungsangebote zu besuchen.

Auf der Sekundarstufe II kann mit einer beruflichen Grundbildung ein anerkannter Berufsabschluss erlangt werden, und zwar das eidgenössische Berufsattest (EBA) oder das eidgenössische Fähigkeitszeugnis (EFZ). Das duale Berufsbildungssystem, das heisst die gleichzeitige Ausbildung im Unternehmen und in der Berufsfachschule, ermöglicht den Lernenden den direkten Einstieg in die Arbeitswelt. Gewisse berufliche Grundbildungen werden in unserem Kanton aber auch im Vollzeitsystem angeboten (zum Beispiel: Berufsfachschule Freiburg, eikon - Berufsfachschule für Gestaltung, Couture-Lehratelier).

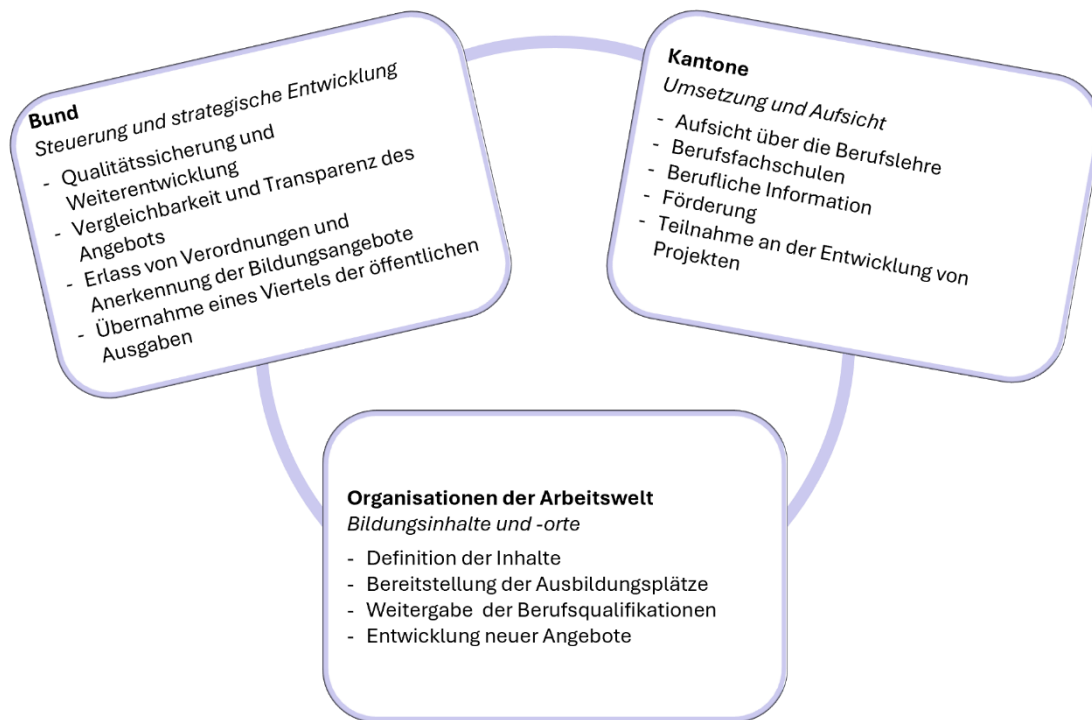
Die Berufsmaturität ergänzt die berufliche Grundbildung mit EFZ durch eine vertiefte Allgemeinbildung. Sie ist auch eine Voraussetzung für den Zugang zu den FH. Zwei Weiterbildungswege sind besonders erwähnenswert, nämlich die eidgenössischen Berufsprüfungen und höheren Fachprüfungen einerseits und die Bildungsgänge an den höheren Fachschulen (HF) andererseits. Zudem gibt es ein breit gefächertes Angebot im Bereich der berufsorientierten Weiterbildung.

Das folgende Schema bietet einen Überblick über das Berufsbildungssystem und die möglichen Bildungswege:



2.3 Organisation

Die drei Partner der Berufsbildung, der Bund, die Kantone und die OdA, üben je eine klar definierte Rolle aus.



Die VWBD ist für den Vollzug der Bundesgesetzgebung und die Entwicklung der Berufsbildung zuständig. Die konkrete Umsetzung der Massnahmen ist Aufgabe des BBA, das ausserdem die Akteure der Berufsbildung und die Auszubildenden berät und betreut. Die Berufsbildungskommission, zu der namentlich die Vertreterinnen und Vertreter der OdA gehören, begleiten die Umsetzung der Berufsbildungspolitik im Kanton durch ihre beratende Funktion.

Was die Berufsfachschulen betrifft, so sind vier Berufsfachschulen im dualen System und zwei im Vollzeit-System dem Staat angeschlossen und dem BBA direkt unterstellt. Es handelt sich um kantonale Anstalten ohne Rechtspersönlichkeit. Was die kaufmännische Ausbildung betrifft, sind die Handelsmittelschulen des Kollegiums Gambach und des Kollegiums des Südens der BKAD angegliedert, die für den Mittelschulunterricht zuständig ist. Grangeneuve ist für die berufliche Grundbildung und höhere Berufsbildung im Bereich der Land- und Forstwirtschaft zuständig. Die anderen Berufe, die in Grangeneuve unterrichtet werden, stehen unter der Verantwortung des BBA (Hotellerie-Hauswirtschaft, Milchwirtschaft und Gartenbau). Das Kompetenzzentrum ist der ILFD angegliedert.

Die im BBiG verankerte Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums (VKBZ) ist gemäss ihren Statuten vom 5. Juli 2010 für die Berufsbildungsinfrastruktur zuständig (vgl. Statuten der Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums; SGF 420.81). Konkret fördert sie die Berufsbildung im Kanton durch den Bau, den Unterhalt und den Betrieb der Räumlichkeiten und Einrichtungen, die für die Berufsbildung im dualen System und die Weiterbildung bestimmt sind. Ihre Mitglieder sind der Staat, die Gemeinden des Kantons und die Arbeitgebervereinigungen. In den vergangenen Jahren hat die VKBZ namentlich das Gebäude Boucle (Altquartier in Freiburg, 2010) und die Gebäude für die überbetrieblichen Kurse in Courtaman (2022) und Villaz-St-Pierre (2024) gebaut.

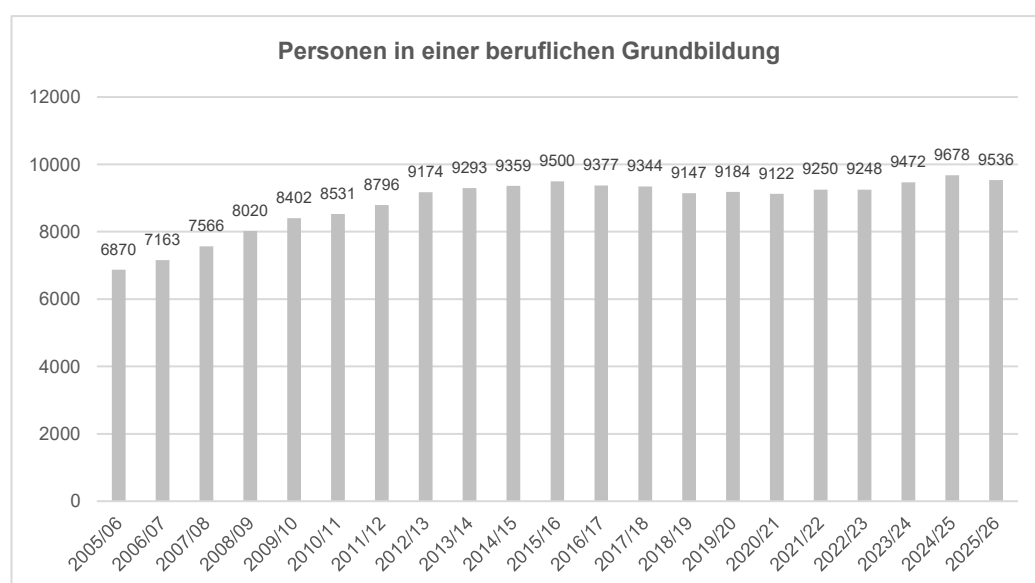
Das Interprofessionelle Weiterbildungszentrum (IWZ) in Granges-Paccot, für das das Reglement vom 6. Juli 2004 (SGF 426.11) gilt, ist ebenfalls dem BBA angegliedert. Es bietet berufsorientierte Weiterbildungen und höhere Bildungen mit Abschlüssen in verschiedenen Bereichen. Weitere, vollständig private Akteure sind ebenfalls im Bereich der berufsorientierten Weiterbildung tätig. Mehrere Einrichtungen bieten zudem Vorbereitungskurse für die eidgenössischen Berufsprüfungen und höheren Fachprüfungen.

2.4 Lernende

2.4.1 Berufliche Grundbildung

Die Berufsbildung ist eine tragende Säule des Freiburger Bildungssystems. Etwa zwei Drittel der jungen Freiburgerinnen und Freiburger entscheiden sich nach Abschluss der obligatorischen Schulzeit für eine Berufsbildung mit EFZ oder EBA. Jedes Jahr treten also etwa 2800 Personen eine berufliche Grundbildung an. Die Gesamtzahl der Personen, die eine berufliche Grundbildung besuchen oder beim BBA angemeldet sind, beläuft sich auf über 9000. Diese Zahl umfasst auch die Personen, die Kurse zur Vorbereitung auf eine berufliche Grundbildung besuchen, wie etwa Integrationskurse.

Wie aus der untenstehenden Grafik hervorgeht, ist die Zahl der Personen, die eine berufliche Grundbildung absolvieren, zwischen 2005 und 2015 stark angestiegen. In den letzten 10 Jahren ist hingegen eine Stagnation bzw. gar ein vorübergehender Rückgang ihrer Zahl festzustellen. Erst zum Schulanfang 2024/25 hat die Zahl der Lernenden das Niveau von 2015 übertroffen:

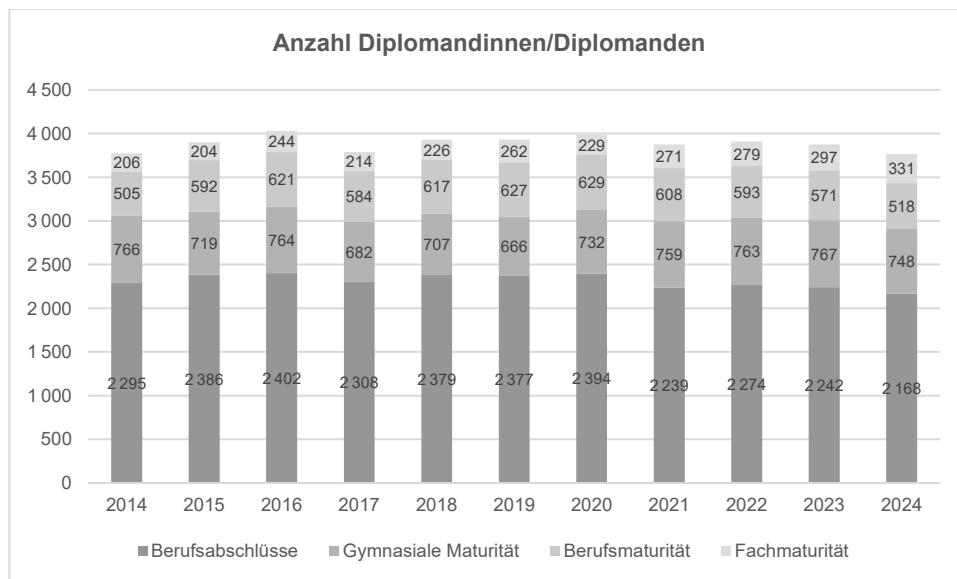


Die statistischen Daten zeigen, dass das Bevölkerungswachstum der letzten zehn Jahre keinen grossen Einfluss auf die Zahl der Personen in der beruflichen Grundbildung hatte. Dieser Unterschied zwischen dem Bevölkerungswachstum und der Zahl der Lernenden lässt sich namentlich dadurch erklären, dass der Anteil der Personen, die eine allgemeinbildende Mittelschule mit Fachmaturität besuchen, zugenommen hat. In Bezug auf die Art der Berufsbildung kann festgestellt werden, dass knapp 90 % der Lernenden im Kanton Freiburg eine berufliche Grundbildung im dualen System besuchen und 10 % im Vollzeitsystem.

In Bezug auf die Sprachen zeigen die statistischen Daten, dass die Zahl der Personen, die eine berufliche Grundbildung auf Deutsch absolvieren, sinkt. Während die im Jahr 2012/13 im Kanton auf Deutsch absolvierten Lehren 21,3 % aller Lehren ausmachten, belief sich dieser Anteil im Schuljahr 2025/26 noch auf 15,7 %. Diese Entwicklung ist darauf zurückzuführen, dass der deutschsprachige Kantonsteil aufgrund der starken Zunahme der französischsprachigen Bevölkerung einen geringeren Anteil an der Gesamtbevölkerung ausmacht. Ebenfalls eine Rolle spielt die Tatsache, dass es mindestens 10 Personen braucht, damit eine Klasse eröffnet werden kann. Wird der minimale Klassenbestand nicht erreicht, koordiniert sich der Kanton Freiburg gestützt auf interkantonale Vereinbarungen mit den Nachbarkantonen, damit «seine» Lernenden den Berufsfachschulunterricht in diesen absolvieren können.

Was die Berufsabschlüsse betrifft, so beläuft sich die Zahl der Personen, die eine berufliche Grundbildung abschliessen, auf etwa 2300 pro Jahr. Diese Zahl hat in den letzten 10 Jahren nicht signifikant zugenommen. Zum Vergleich: Pro Jahr werden im Kanton etwa 750 gymnasiale Maturitätsausweise ausgestellt. Wie aus der unten

stehenden Grafik hervorgeht, haben sich diese Anteile im Beobachtungszeitraum abgesehen von ein paar Ausreissern insgesamt kaum verändert:



2.4.2 Lernende in anderen Kantonen

Eine Person, die einen Lehrvertrag mit einem Freiburger Bildungsbetrieb abgeschlossen hat, kann unter bestimmten Bedingungen den Berufsfachschulunterricht in einem anderen Kanton absolvieren. Der Entscheid kann namentlich dadurch begründet sein, dass ein spezifischer Ausbildungsgang im Kanton wegen zu geringer Nachfrage nicht angeboten oder nur in einer Sprache erteilt wird. Das BBA entscheidet über die Bewilligung zum Besuch der Berufsfachschule in einem anderen Kanton.

Die Zahl der Freiburger Lernenden, die eine Berufsfachschule ausserhalb des Kantons besuchen, ist recht hoch. Im Schuljahr 2023/24 waren es 1390 Personen. In dieser Zahl sind alle Lernenden vom ersten bis zum letzten Lehrjahr enthalten. Die Anzahl der Jugendlichen, die einen Lehrvertrag mit einem Freiburger Betrieb abgeschlossen haben und eine ausserkantonale Schule besuchen, insbesondere in den Nachbarkantonen Waadt und Bern, liegt zwischen 350 und 450 Personen pro Jahr.

Die Mehrheit der jungen Freiburgerinnen und Freiburger, die ihre berufliche Grundbildung ausserhalb des Kantons absolvieren, tun dies, weil es im Kanton Freiburg kein entsprechendes Ausbildungsangebot gibt. Im Schuljahr 2023/24 absolvierten aus diesem Grund 1167 Lernende eine berufliche Grundbildung ausserhalb des Kantons. Das sind über 80 % aller Lernenden, die in einem anderen Kanton in Ausbildung sind. Die anderen Lernenden absolvieren den Berufsfachschulunterricht ausserhalb des Kantons nicht aufgrund des Ausbildungsangebots, sondern weil sie dafür eine Bewilligung aus Zeitgründen oder aus anderen ausserordentlichen Gründen erhalten haben.

Gestützt auf die interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten in der beruflichen Grundbildung (BFSV; SGF 427.1) muss der Kanton dafür einen Betrag zahlen, der jedes Jahr neu festgelegt wird (durchschnittlich CHF 7500 Franken pro Jahr für eine duale Ausbildung und CHF 15 000 Franken für eine Ausbildung in einer Vollzeitberufsfachschule). Die Ausbildung von Freiburger Lernenden ausserhalb des Kantons verursacht dem Staat Kosten in Höhe von etwa 12 Millionen Franken pro Jahr in Form von interkantonalen Beiträgen. Zu diesem Betrag kommen noch die Beiträge an die Reisekosten der Lernenden hinzu, die dem Staat im Durchschnitt Kosten in Höhe von 750 000 Franken pro Jahr verursachen.

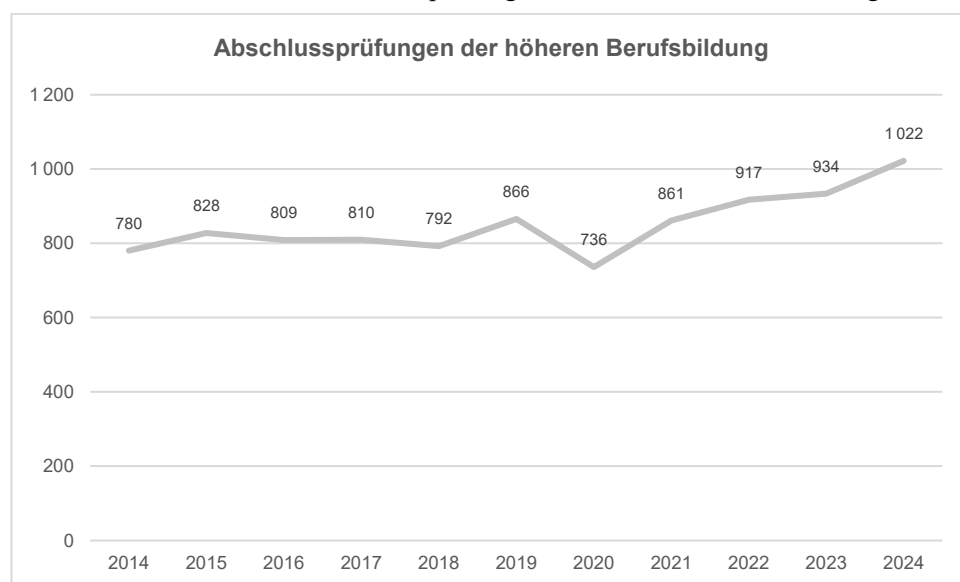
Aufgrund der hohen Kosten für die ausserkantonale Berufsbildung ist es angezeigt, das Ausbildungsangebot im Kanton Freiburg zu erweitern und dabei besonders dem sprachlichen Aspekt Rechnung zu tragen, wie im Entwurf vorgeschlagen wird. Aus finanzieller Sicht verursacht die Eröffnung einer Klasse in einigen Fällen weniger Kosten als der Besuch einer ausserkantonalen Ausbildung. Berechnungen zeigen, dass für einen Unterrichtstag in der dualen Ausbildung ab einem Klassenbestand von 6 bis 7 Schülerinnen und Schülern die Eröffnung einer Klasse im Kanton ohne zusätzliche Kosten möglich ist.

2.4.3 Berufsorientierte Weiterbildung

Die berufsorientierte Weiterbildung dient im Allgemeinen der Auffrischung, Vertiefung und Ergänzung der Kenntnisse und Fähigkeiten von Personen, die auf dem Arbeitsmarkt aktiv sind. Der Staat verfügt derzeit über keine statistischen Daten zur Anzahl der Personen, die im Kanton Freiburg eine solche Ausbildung absolvieren. Gemäss Bundesamt für Statistik (BFS) nimmt auf Landesebene fast die Hälfte der Erwerbstätigen zwischen 25 und 64 Jahren an berufsorientierten Weiterbildungen teil. Die Teilnahmequote variiert zwischen den Regionen, insbesondere zwischen der Deutschschweiz und der Romandie.² Die Weiterbildung im Bereich der Grundkompetenzen (Lesen, Schreiben, Rechnen, Computernutzung) fällt in die Zuständigkeit der BKAD und gehört also nicht zum Bereich der Berufsbildung.

2.4.4 Höhere Berufsbildung

In der Schweiz erwirbt etwa ein Viertel der Personen mit einem Abschluss der beruflichen Grundbildung einen Abschluss der höheren Berufsbildung. Im Kanton Freiburg fallen die Proportionen ähnlich aus. In den letzten zehn Jahren hat sich die Anzahl Abschlussprüfungen in der höheren Berufsbildung wie folgt entwickelt:



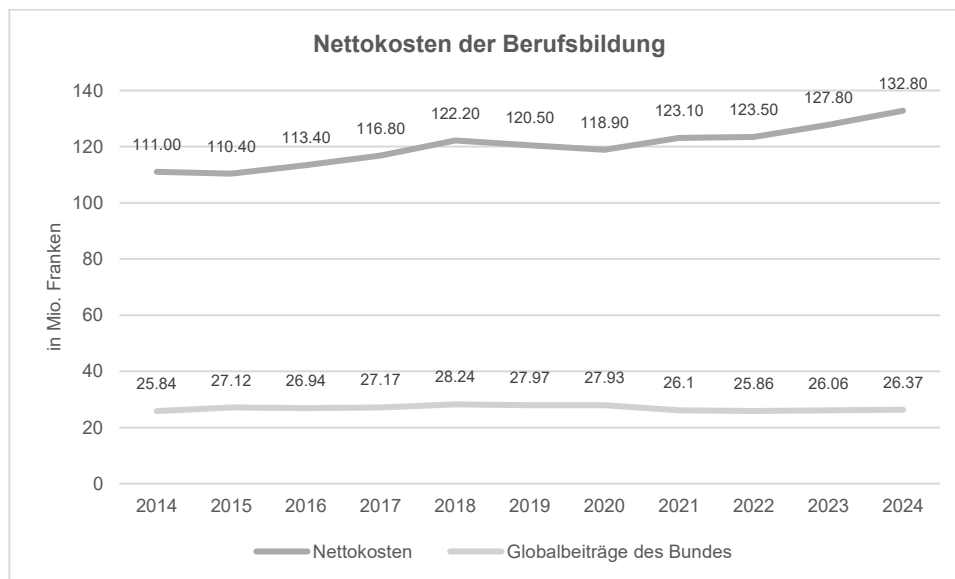
Trotz einer insgesamt zufriedenstellenden Entwicklung ist die Stärkung der höheren Berufsbildung ein wichtiges Anliegen für den Kanton Freiburg, insbesondere da in bestimmten Wirtschaftszweigen Arbeitskräftemangel herrscht. Deshalb ist Abschnitt 5 des Gesetzesentwurfs diesem Gebiet gewidmet.

2.5 Finanzierung

Die Finanzierung der Berufsbildung wird vom Bund, den Kantonen und den Oda gemeinsam getragen. In der Schweiz belaufen sich die von der öffentlichen Hand getragenen Kosten der Berufsbildung auf knapp 3,5 Milliarden Franken. Etwa 75 % dieser Kosten werden von den Kantonen getragen, die für die Umsetzung der Berufsbildungspolitik verantwortlich sind. Der Bund beteiligt sich über leistungsorientierte Pauschalbeiträge an den Kosten der Kantone. Die pauschalen Bundesbeiträge werden gestützt auf die Anzahl Lehrverträge berechnet.

² Mikrozensus Aus- und Weiterbildung 2021. Arbeitgeberunterstützte Weiterbildung. Bundesamt für Statistik, Januar 2024.

Im Kanton Freiburg haben sich die Kosten der Berufsbildung³ in den letzten 10 Jahren wie folgt entwickelt:



Etwa 80 % der Kosten entfallen auf die Berufsfachschulen.

Die berufsorientierte Weiterbildung wird von den Auszubildenden und den Unternehmen finanziert. Bundes- oder Kantonsbeiträge sind in der Regel nicht vorgesehen. Auch die höhere Berufsbildung wird in erster Linie durch die Auszubildenden und die Arbeitgeber finanziert. Zusätzlich übernimmt der Bund 50 % der Ausbildungskosten von Personen, die einen Vorbereitungskurs für die eidgenössische Berufsprüfung oder die eidgenössische höhere Fachprüfung besuchen. Der Kanton seinerseits beteiligt sich an der Finanzierung der Bildungsgänge der höheren Berufsbildung, indem er seine Höheren Fachschulen finanziert oder die Schulkosten der Freiburgerinnen und Freiburger, die eine entsprechende Ausbildung ausserhalb des Kantons absolvieren, gestützt auf die Interkantonale Vereinbarung über Beiträge an die Bildungsgänge der höheren Fachschulen (HFSV; SGF 427.2) übernimmt.

3 Hintergrund der Gesetzesrevision

3.1 Berufsbildung 2030

Die vorliegende Revision erfolgt in Verbindung mit dem Leitbild Berufsbildung 2030, das gemeinsam vom Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI), den Kantonen und den OaA ausgearbeitet wurde. Es handelt sich um einen gemeinsamen Orientierungsrahmen für die Weiterentwicklung der Berufsbildung mit den folgenden Kernelementen:

- > lebenslanges Lernen
- > Flexibilisierung des Bildungsangebots
- > Informations- und Beratungstätigkeit
- > Koordinierung der Berufsbildungspartner

Die Berufsbildungspartner sind für die Umsetzung der Inhalte der Vision und der Leitlinien der Strategie Berufsbildung 2030 zuständig. Um die Governance und die strategische Steuerung des Berufsbildungssystems zu stärken, hat sich das Steuergremium Berufsbildung 2030 in einer Tripartiten Berufsbildungskonferenz (TBBK) organisiert.

³ Die Kosten der Berufsbildung umfassen die Vorbereitung auf die Berufsbildung, die Grundbildung, die höhere Berufsbildung, die Berufsmaturitäten, die pädagogische Ausbildung der Lehrpersonen, die überbetrieblichen Kurse sowie diverse Projekte.

Die bisherigen Arbeiten im Rahmen des Leitbilds Berufsbildung 2030 zeigen, dass das Berufsbildungssystem insgesamt die Voraussetzungen erfüllt, um die Herausforderungen der Digitalisierung des Arbeitsmarkts zu bewältigen. Dennoch muss der kantonale gesetzliche und reglementarische Rahmen überarbeitet werden, damit die Berufsbildung optimal für die Herausforderungen der Zukunft gerüstet ist.

3.2 Wichtigste Themenbereiche

Mit Blick auf die Kernelemente des Leitbilds Berufsbildung 2030 wird das Berufsbildungsgesetz hauptsächlich in den folgenden Themenbereichen revidiert:



Für jeden dieser Themenbereiche werden Anpassungen des bestehenden gesetzlichen Rahmens vorgeschlagen. Die in Artikel 2 des Gesetzesentwurfs formulierten Ziele spiegeln ebenfalls diese allgemeinen Prioritäten wider. Die mit den einzelnen Themen verbundenen Herausforderungen werden im Folgenden zusammengefasst.

3.2.1 Förderung der Berufsbildung

Vor dem Hintergrund des Arbeitskräftemangels in bestimmten Branchen ist die Förderung der Berufsbildung aus wirtschaftlicher Sicht ein zentrales Anliegen. Die Partner unterschiedlicher Verantwortungsstufen sind hier gefordert. Der Bund und die Kantone setzen im Rahmen ihrer jeweiligen gesetzlichen Kompetenzen die Förderung der Berufsbildung als Ganzes um. Die Berufsverbände ihrerseits sind für die Förderung ihrer Berufe verantwortlich. Auch die Bildungsbetriebe können zur Attraktivität der Lehre beitragen.

Derzeit zielen die Fördermassnahmen vor allem darauf ab, das Berufsbildungsangebot und die damit verbundenen Karriereaussichten besser bekannt zu machen. In Fortsetzung dieser Bemühungen sollten die Instrumente auf Kantonsebene weiterentwickelt werden, insbesondere für Branchen, in denen der Bedarf der Wirtschaft besonders gross ist (vgl. Art. 4 Abs. 1 Bst. b).

3.2.2 Digitalisierung und Flexibilisierung

Die Digitalisierung hat vielfältige Auswirkungen auf die Berufsbildung. So betrifft sie die Ausbildungsverordnungen und -pläne, die angestrebten Kompetenzen aber auch die pädagogischen Ansätze. Um die Lernenden angemessen auf die Anforderungen des Arbeitsmarkts vorzubereiten, müssen Kenntnisse und Kompetenzen zwischen den Bereichen besser geteilt werden. Die Flexibilisierung der Strukturen und Inhalte wird auch dazu beitragen, den Bedürfnissen eines zunehmend heterogenen Publikums gerecht zu werden. Die Anpassung der Verordnungen und Ausbildungspläne an die technologische Entwicklung und der Einsatz von Technologien zur Unterstützung des Lernens verlangen von den Berufsbildnerinnen und Berufsbildnern zudem neue Fähigkeiten. Auf organisatorischer Ebene ermöglichen die neuen Technologien eine Annäherung der beiden Bereiche der dualen Berufsbildung und der damit verbundenen physischen Orte. Die Digitalisierung hat zudem Auswirkungen auf die Steuerung der Berufsbildung, da sie es ermöglicht, die Prozesse zu vereinfachen und den Verwaltungsaufwand zu reduzieren.

Was den Staat Freiburg betrifft, wurden übergreifende Projekte gestartet, um der Digitalisierung der Bildung Impulse zu verleihen. So gilt die Harmonisierung der Informationssysteme der Schulen des Kantons Freiburg (HAE) auch für die Berufsbildung. Die HAE zielt darauf ab, gemeinsame IT-Systeme und Referenzsysteme zu schaffen. Auf Bundesebene laufen ebenfalls zahlreiche Projekte zur Harmonisierung des Datenaustauschs zwischen den Partnern.

3.2.3 Governance

Auf Bundesebene gehört die Optimierung der Governance zu den Prioritäten für die Stärkung der Berufsbildung. Das bedeutet namentlich, die Partnerschaft, die das Berufsbildungssystem unterstützt, zu verstärken, die Prozesse zu vereinfachen und den Verwaltungsaufwand zu reduzieren. Diese Ziele lassen sich auch auf den Kanton Freiburg übertragen. Darüber hinaus muss der geltende gesetzliche Rahmen in einigen Punkten im Zusammenhang mit den Datenschutzanforderungen präzisiert werden.

3.2.4 Zweisprachigkeit und Mobilität

Seit Inkrafttreten des BBiG ist das zweisprachige Bildungs- und Kursangebot stetig gewachsen. Die Berufsfachschulen bieten schon heute eine Reihe von Ausbildungen und Berufsmaturitätskursen zweisprachig an, ebenso wie den Berufsschulunterricht einiger EFZ-Berufe. In Übereinstimmung mit den auf politischer Ebene formulierten Zielen bietet die Revision des BBiG die Gelegenheit, ein gleichwertiges Angebot in beiden Sprachen (Art. 17) und die Zweisprachigkeit (Art. 18) auf eine solidere Grundlage zu stellen und die Zweisprachigkeit als wesentlichen Bestandteil der Freiburger Berufsbildung zu definieren.

Auch die interkantonale und internationale Mobilität bringt für die Lernenden und die Unternehmen erhebliche Vorteile mit sich. Darüber hinaus trägt sie allgemein zur Attraktivität der Berufsbildung bei. Im Gegensatz zum Studierendenaustausch, der auf Hochschulebene stattfindet, gibt es auf Ebene der Berufsbildung nicht systematisch ein entsprechendes Angebot, da der Austausch im dualen Ausbildungssystem mit organisatorischen Hürden verbunden ist. Der Staat will den Lernendenaustausch ankurbeln, indem er spezifische Massnahmen zur Förderung und Organisation trifft.

3.2.5 Lebenslanges Lernen

Um mit den Bedürfnissen der Wirtschaft Schritt zu halten, müssen Erwerbstätige im Laufe ihres Berufslebens zusätzliche Qualifikationen erwerben oder sich sogar beruflich umorientieren. Somit muss sich auch die Berufsbildung weiterentwickeln. Dabei ist insbesondere zu berücksichtigen, dass die herkömmlich linear ausgestalteten Bildungswege in den letzten Jahren stark diversifiziert wurden. Aus bildungspolitischer Sicht muss also das Angebot flexibilisiert und an ein viel heterogeneres Publikum mit sehr unterschiedlichen Bedürfnissen angepasst werden. In finanzieller Hinsicht stellt sich die Frage, ob es angezeigt ist, die Kosten für die berufliche Grundbildung für Erwachsene zu übernehmen.

Beim Staat Freiburg sind zwei Stellen formell mit dem lebenslangen Lernen befasst. Es handelt sich um das BBA und das Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung (BEA), das der BKAD unterstellt ist. Die Aufgabe des BEA ist es, Jugendlichen und Erwachsenen bei der Berufswahl zu helfen und die Erwachsenenbildung im Bereich der Grundkompetenzen (Lesen, Schreiben, Rechnen, Computernutzung) zu fördern. Im Gesetzesentwurf betrifft das lebenslange Lernen hauptsächlich die berufsorientierte Weiterbildung (Abschnitt 4) und die höhere Berufsbildung (Abschnitt 5).

3.2.6 Formale Aktualisierung

Die in den 15 Jahren seit Inkrafttreten des BBiG gesammelten Erfahrungen bei der ordentlichen Anwendung des Gesetzes verlangen nach einigen formalen und terminologischen Änderungen. Darüber hinaus erlaubte es die Revision, den Gesetzestext zu verschlanken, insbesondere indem bestimmte Elemente auf Reglements Ebene übertragen wurden.

3.3 Parlamentarische Vorstösse

Seit dem Inkrafttreten des BBiG wurde eine grosse Zahl von parlamentarischen Vorstössen zu diversen Themen im Zusammenhang mit der Berufsbildung eingereicht. Keiner der Vorstösse wird im Rahmen dieser Revision direkt behandelt. Doch einige Themen, die in diesen parlamentarischen Vorstössen angesprochen wurden, liegen den Überlegungen zugrunde, die im Rahmen der Arbeiten am Gesetzesentwurf angestellt wurden.

3.3.1 Postulat Bulliard-Siggen (2097.11): Nationaler und internationaler Berufslernenden-Austausch in einer anderen Sprachregion

Artikel 2 Abs. 1 Bst. f und g sowie Artikel 18 und 19 des Gesetzesentwurfs verankern die Förderung des Lernendenaustauschs und der Zweisprachigkeit im Gesetz. Was den Lernendenaustausch betrifft, stehen das BBA und die Berufsfachschulen in Kontakt mit Movetia. Der Austausch mit Europa wird vom BBA verwaltet und ermöglicht es jungen Lehrabgängerinnen und -Lehrabgängern, erste Berufserfahrung zu sammeln und ihre Kenntnisse in einer europäischen Sprache zu vertiefen. Die Berufsfachschulen haben ihre eigenen Projekte, insbesondere im kaufmännischen Bereich, wo die jungen Erwachsenen je sechs Monate in Irland und in Frankreich bzw. Deutschland arbeiten können, um ihre sozialen, kulturellen und sprachlichen Kompetenzen zu verbessern (Programm «Commerce+»).

3.3.2 Postulat Besson-Michellod (2021-GC-65) Finanzielle Unterstützung für die berufliche Umschulung Erwachsener

Im Gesetzesentwurf wird diese Thematik mit der Einführung der neuen Artikel 56 bis 59 über die berufsorientierte Weiterbildung sowie durch Artikel 77 Abs. 2 berücksichtigt, der vorsieht, dass der Berufsfachschulunterricht auch für Auszubildende ohne Lehrvertrag unentgeltlich ist.

3.3.3 Postulat Dorthe-Michellod (2021-GC-94): Die berufliche Umschulung als Schlüssel zur Energiewende

Artikel 57 des Entwurfs ermöglicht es dem Kanton, Ausbildungen und Massnahmen zu fördern, die von besonderem öffentlichem Interesse sind und die ohne seine Unterstützung nicht oder nicht in ausreichendem Masse angeboten werden könnten. Dies richtet sich insbesondere an Personen in Berufen, die von wirtschaftlichen oder technologischen Veränderungen betroffen sind.

3.3.4 Postulat Emonet-Aebischer (2021-GC-170): Verbesserung der beruflichen Weiterbildung für gering- oder unqualifizierte Erwachsene

Wie bei den beiden oben stehenden Postulaten wurde diese Thematik im neuen Artikel 57 des Entwurfs sowie in Artikel 77 Abs. 2 berücksichtigt.

3.3.5 Postulat Collaud-Bourguet (2017-GC-38) und Postulat Savoy-Dietrich (2017-GC-51): Konzept «Sport–Kunst–Ausbildung»

Beide Postulate wurden mit der Schaffung des neuen Artikels 20 Abs. 3 sowie durch den Erlass der Richtlinie des Amts zum Programm «Sport–Kunst–Ausbildung» vom 1. November 2022 (<https://www.fr.ch/de/sport-und-freizeit/leistungssport/leistungssport/sport-kunst-ausbildung-ska/ska-sport>) berücksichtigt.

3.3.6 Anfrage Collaud-Kolly (2019-CE-232): Berufsbildung und Besuche der Beauftragten (oder Kommissionen) für die Lehraufsicht

Mit diesem parlamentarischen Vorstoss wurde die Frage gestellt, warum die Lehraufsichtskommissionen heute weniger Lehrbetriebe besuchen und ob dies mit dem BBiG vereinbar ist. Die Änderung von Artikel 47 Abs. 1 Bst. b und c BBiG (Art. 55 Abs. 1 Bst. b und c des Entwurfs) passt die gesetzlich vorgeschriebene Anzahl der Besuche an und präzisiert die Modalitäten dieser Besuche. Die Begründung für diese Änderung wird in den Erläuterungen zu Artikel 55 des Gesetzesentwurfs weiter unten gegeben.⁴

⁴ Vgl. Abschnitt 5, S. 22.

3.3.7 Anfrage Dupré (2022-CE-98): 26 % der Lehrverträge werden aufgelöst, was wird der Staat dagegen unternehmen?

Artikel 28 des Gesetzesentwurfs gibt die Möglichkeit, einen Nachteilsausgleich zu beantragen. Der Nachteilsausgleich wird zwar bereits in der Praxis angewandt, er wird nun aber auch gesetzlich verankert. Diese Neuerung betrifft nicht direkt den Lehrvertrag, der privatrechtlich geregelt ist, hat aber zum Zweck, behinderungsbedingte Erschwernisse auszugleichen, um die Chancengleichheit zu gewährleisten. Ebenso ermöglicht die Einführung von Artikel 42 Abs. 3 dem BBA, Weiterbildungskurse für Berufsbildnerinnen und Berufsbildner zu organisieren, um eine hohe Ausbildungsqualität zu gewährleisten und so die Anzahl der Vertragsauflösungen zu verringern. Dieser neue Artikel geht daher auch auf die parlamentarische Anfrage ein. Ansonsten reichen die derzeitigen Massnahmen unter der Verantwortung des BBA aus, um die Auflösung von Lehrverträgen einzudämmen:

- > Erteilung der Bildungsbewilligung an die Unternehmen, die die gesetzlichen Anforderungen erfüllen (Art. 39 des Entwurfs);
- > Besuche der Lehraufsichtskommissionen (Art. 55 des Entwurfs);
- > Case Management/Mediation (Art. 36 des Entwurfs);
- > Mediation durch das BBA bei Konflikten zwischen Lernenden und den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis (Art. 98 Abs. 1 des Entwurfs).

3.3.8 Anfrage Wicht (2018-CE-221): Unterstützung für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der sozialen und beruflichen Eingliederung

Wie bei der oben erwähnten Anfrage Dupré (2022-EG-98) gibt Artikel 26 des Gesetzesentwurfs die Möglichkeit, einen Nachteilsausgleich aufgrund einer Behinderung oder einer Funktionsstörung zu beantragen. Zudem gibt Artikel 21 Abs. 3 des Entwurfs der lernenden Person, deren Lehrvertrag gekündigt wurde, die Möglichkeit, zwei Monate lang weiter den Berufsfachschulunterricht und die überbetrieblichen Kurse zu besuchen. Diese beiden Neuerungen gehen teilweise auf diesen Vorstoss ein. Ausserdem werden in Artikel 6 Abs. 5 des Gesetzesentwurfs die Aufgaben des BBA hinsichtlich der Betreuung von Jugendlichen mit sozialen und beruflichen Eingliederungsschwierigkeiten ergänzt, indem im Gesetz der Grundsatz der Zusammenarbeit der Dienststellen für die Betreuung dieser Jugendlichen verankert wird.

Ansonsten werden die Ziele des derzeitigen Artikels 23 BBiG (Art. 25 des Entwurfs) durch das bestehende kantonale System, das bereits stark ausgebaut ist, angemessen erreicht: fachkundige individuelle Betreuung für EBA-Lernende; Gesamtkonzept für Integrationsmassnahmen der Berufsfachschulen (namentlich mit der Mediation); Case Management für Lernende; Motivationssemester (SEMO) und Berufsvorbereitungsmassnahmen (PreFo) für Jugendliche, die keine Lehrstelle gefunden haben; Integrationskurse und Vorlehren für Personen mit Migrationshintergrund, deren schulische Kompetenzen nicht für den Antritt einer Lehre ausreichen; Vorlehre.

4 Beschreibung des Entwurfs

4.1 Aufbau

Im Rahmen dieser Totalrevision wird eine vollständige Neugliederung des BBiG vorgeschlagen. Den verschiedenen Bereichen der Berufsbildung wird künftig je ein eigener Abschnitt gewidmet sein:

- > Berufliche Grundbildung (Abschnitt 3)
- > Berufsorientierte Weiterbildung (Abschnitt 4)
- > Höhere Berufsbildung (Abschnitt 5)

Diese Neuordnung der Abschnitte des Gesetzes dient der Kohärenz und Lesbarkeit. Gleichzeitig zeigt sie die Bedeutung, die neben der beruflichen Grundbildung auch der berufsorientierten Weiterbildung und der höheren Berufsbildung zugemessen wird. Im aktuellen BBiG gibt es keinen eigenen Abschnitt für diese beiden Bildungsarten.

Zudem wurden alle Bestimmungen über die Finanzierung der Berufsbildung in einem eigenen Abschnitt zusammengeführt (Abschnitt 6). Dasselbe gilt für die Bestimmung über den Datenschutz (Abschnitt 7).

4.2 Governance

In Bezug auf die Governance des Berufsbildungssystems führt der Gesetzesentwurf mehrere Neuerungen ein. Diese werden hauptsächlich in Abschnitt 2 verankert.

4.2.1 Früherkennung

Im Bereich der Überwachung des Berufsbildungssystems überträgt Artikel 6 Abs. 3 des Gesetzesentwurfs dem BBA die Aufgabe, statistische Informationen über die Situation der Berufsbildung im Kanton zu sammeln und zu bearbeiten. In Übereinstimmung mit den Zielen des Leitbilds Berufsbildung 2030 besteht das Ziel dieser Bestimmung darin, die Steuerung des Berufsbildungssystems zu stärken, indem dafür gesorgt wird, dass der Staat über ausreichend geeignete Daten verfügt.

4.2.2 Zusammenarbeit der Dienststellen bei der Eingliederung junger Menschen in die Berufsbildung

Artikel 6 Abs. 5 des Gesetzesentwurfs zielt darauf ab, die Unterstützung der Jugendlichen mit Schwierigkeiten bei der Eingliederung in die Berufsbildung zu verstärken. Er präzisiert, dass das BBA mit den für Unterricht, Berufsberatung, Arbeitsmarkt, Migrationsfragen und sozialen Fragen zuständigen Dienststellen zusammenarbeitet, und verankert auf diese Weise den Grundsatz der Zusammenarbeit der Dienststellen im Gesetz. Die konkrete Zusammenarbeit erfolgt im Rahmen der Kommission für Jugendliche mit Schwierigkeiten bei der beruflichen Eingliederung (KJS), die verschiedene Dienststellen und staatliche Akteure, die von der Thematik betroffen sind, unter sich versammelt und die Koordination der Dienststellen gewährleistet. Durch die Einführung einer Bestimmung über diese Koordination wird die Rechtsgrundlage der KJS verstärkt. Die Bestimmung unterstreicht auch die Bedeutung der Bildung für die berufliche Eingliederung von Jugendlichen. Ein ähnliches Prinzip existiert bereits heute in der Arbeitsmarktgesetzgebung. Es wird diesbezüglich namentlich auf Artikel 87 Abs. 1 des Gesetzes über die Beschäftigung und den Arbeitsmarkt (BAMG; SGF 866.1.1) verwiesen.

4.2.3 Zusammenarbeit mit der kantonalen Kommission für die Erwachsenenbildung

Die kantonale Berufsbildungskommission und die kantonale Kommission für die Erwachsenenbildung arbeiten im Rahmen ihrer jeweiligen Kompetenzen an der Umsetzung der Weiterbildungspolitik des Kantons. Zur Steigerung der allgemeinen Kohärenz der unternommenen Schritte verankert Artikel 8 Abs. 4 des Gesetzesentwurfs das Prinzip einer aktiven Zusammenarbeit zwischen der Berufsbildungskommission und der kantonalen Kommission für Erwachsenenbildung im Gesetz.

4.3 Berufliche Grundbildung

Die Bestimmungen des BBiG über die berufliche Grundbildung wurden überarbeitet und an die strategischen Ziele der Revision angepasst. Die Änderungen setzen die in Artikel 2 des Gesetzesentwurfs formulierten Ziele um und verbessern die Funktionsweise der beruflichen Grundbildung.

4.3.1 Förderung der Zweisprachigkeit

Um die in Artikel 2 formulierten allgemeinen Ziele in Bezug auf die Zweisprachigkeit umzusetzen, führt der Gesetzesentwurf mehrere Neuerungen im Vergleich zum geltenden Gesetz ein. Er legt insbesondere den Grundsatz fest, dass ein gleichwertiges oder zweisprachiges Bildungsangebot auf Französisch und Deutsch aufgestellt wird, sofern die Schülerzahlen dies zulassen (Art. 17). Diese Bestimmung soll die Voraussetzungen schaffen, damit insbesondere an den Berufsfachschulen das Bildungsangebot in beiden Sprachen ausgebaut und die Berufsbildung im Kanton allgemein gestärkt werden kann.

Um eine Klasse bilden zu können, ist ein minimaler Klassenbestand erforderlich, der von der Art der Ausbildung abhängt. So sind 10 Personen für die berufliche Grundbildung mit EFZ und 8 Personen für die berufliche Grundbildung mit EBA erforderlich, wie Artikel 7 Abs. 2 des Reglements vom 23. März 2010 über die Berufsbildung (BBiR; SGF 420.11) vorschreibt. Artikel 7 Abs. 4 BBiR erlaubt es, von diesen Schülerzahlen abzuweichen, insbesondere zur Förderung der Amtssprachen des Kantons. Bei ungenügender Schülerzahl koordiniert sich der

Kanton Freiburg gestützt auf interkantonale Vereinbarungen mit den Nachbarkantonen, damit seine Lernenden den Berufsfachschulunterricht in diesen absolvieren können. Diese Bestimmungen gelten für den deutschsprachigen wie für den französischsprachigen Unterricht. Um die Berufsbildung im Kanton Freiburg in beiden Sprachen zu stärken, wäre es denkbar, Artikel 7 Abs. 4 BBiR, der eine Abweichung von der Mindestschülerzahl ermöglicht, durch die Verpflichtung zu ersetzen, eine Klasse in einer Sprache zu eröffnen, sobald eine bestimmte Mindestschülerzahl erreicht ist. Der Staatsrat wird die genauen Modalitäten im Ausführungsreglement festlegen.

Aufgrund der von Jahr zu Jahr stark schwankenden Schülerzahlen in den verschiedenen Bildungsgängen ist es nicht möglich, die Anzahl der zusätzlichen Klassen vorauszusehen, die erforderlich sind, um das in Artikel 17 des Gesetzesentwurfs formulierte Ziel zu erreichen. Es gilt auch zu beachten, dass die Nachfrage zu einem gewissen Grad vom Angebot abhängt.

Was die finanziellen Auswirkungen betrifft, so belaufen sich die jährlichen Kosten für eine Klasse der betrieblich organisierten Grundbildung auf etwa 80 000 Franken und die Kosten für eine Vollzeitklasse auf etwa 270 000 Franken. Dafür müssten weniger interkantonale Beiträge an die Ausbildung von Lernenden ausserhalb des Kantons bezahlt werden, da mehr Lernende ihre Ausbildung in Freiburg absolvieren würden. Konkret bedeutet dies, dass bei einem Unterrichtstag pro Woche im dualen System die Kosten für den ausserkantonalen Schulbesuch jenen einer 6- bis 7-köpfigen Klasse entsprechen. Die Kosten für fünf Tage Unterricht entsprechen denen einer 18-köpfigen Klasse im Kanton.

Der Gesetzesentwurf überträgt den Berufsfachschulen zudem die Aufgabe, spezielle Unterrichtsformen anzubieten, zweisprachige Klassen aufzustellen und an Austauschprogrammen teilzunehmen, um die Zweisprachigkeit in der beruflichen Grundbildung zu fördern (Art. 18). Zum gleichen Zweck gibt der Gesetzesentwurf dem Staat die Möglichkeit, Projekte der Berufsfachschulen im Zusammenhang mit der Zweisprachigkeit zu fördern (Art. 38).

4.3.2 Mobilität

Wie bereits in Kapitel 3.2.4 erwähnt, ist der Sprachaustausch ein grosser Gewinn, und zwar nicht nur für die Teilnehmenden, die zusätzliche Kompetenzen und Qualifikationen erlangen, sondern auch für die Wirtschaft als Ganzes. Darüber hinaus trägt das Austauschangebot allgemein zur Attraktivität der Berufsbildung bei.

Im Kanton Freiburg nutzen derzeit etwa 120 Lernende pro Jahr das von Movetia unterstützte Austauschprogramm. Die durchschnittliche Aufenthaltsdauer beträgt sechs Monate. Das BBA verfügt über 0,35 VZÄ für die Förderung, Überwachung und Koordinierung des Sprachaustauschs zwischen den verschiedenen Partnern der Berufsbildung. Die Hauptaufgabe dieser Person besteht in der Begleitung und Unterstützung von Lernenden, die an einem Austauschprogramm teilnehmen möchten, sowie in der Planung und Förderung von Mobilitätsprojekten und deren Verwaltung.

Die niedrige Teilnahmequote von Personen in der beruflichen Grundbildung hat hauptsächlich folgende Gründe:

- > Das BBA verfügt über zu wenig Mittel für die Werbung, die Betreuung und die Suche nach europäischen Partnern (Kontaktpersonen in den Gastländern, die sich um die Suche nach Unterkunft und Praktikumsunternehmen kümmern). Beispielsweise hat der Kanton Tessin, der hinsichtlich Mobilität aktiver ist, ein Büro, das sich speziell damit befasst.⁵
- > Für einige junge Menschen ist es schwierig, den Austausch zu finanzieren, da der Beitrag von Movetia nur einen Teil der Kosten deckt.

Die Beiträge von Movetia für Mobilitätsprogramme im Rahmen der Berufsbildung werden auf der Grundlage von vordefinierten Pauschalen berechnet und hängen von der Dauer des Praktikums und dem Ort des Austauschs ab. Derzeit liegt die Spanne zwischen 3400 und 18 600 CHF für die gesamte Dauer des Praktikums. Da jedoch die Anträge die verfügbaren Mittel übersteigen, ist Movetia nicht in der Lage, alle Mobilitätsprojekte zu berücksichtigen. Um die Unterstützung von Movetia zu erhalten, wird weder die finanzielle Situation der jungen Menschen noch die ihrer Eltern

⁵ Vgl. dazu Farman D., « L'Erasmus pour les apprentis est déjà une réalité », Avenir Suisse, 10.09.2019.

geprüft. Dem ist anzufügen, dass die Beiträge von Movetia nicht die gesamten mit einem Mobilitätsprojekt verbundenen Kosten abdecken.

Damit mehr junge Menschen die Möglichkeit für einen Austausch erhalten, überträgt der Gesetzesentwurf dem Staat die Aufgabe, die interkantonale und internationale Mobilität von Lernenden und von Frischdiplomierten zu fördern und zu unterstützen. Dieses Ziel wird in einer neuen Bestimmung über die Förderung der Mobilität (Art. 19) umgesetzt.

4.3.3 Datenschutz

Die Ausführung des BBiG und die Verwaltung des Bildungssystems erfordern die Bearbeitung einer Reihe von Personendaten. Gemäss den Anforderungen der Datenschutzgesetzgebung enthält der Gesetzesentwurf eine allgemeine Bestimmung zum Datenschutz (Art. 86).

4.3.4 Projekte des Amts und der Schulen

Um die Qualität der Berufsbildung zu verbessern und Projekte zu fördern, die im Zusammenhang mit den allgemeinen Zielen des Gesetzesentwurfs stehen (vgl. Art. 2 Abs. 1), bietet eine neue Bestimmung dem Amt und den Schulen die Möglichkeit, neue Lehrmittel, Unterrichtsmethoden oder Bildungsstrukturen zu erproben (Art. 38). Durch diese Änderung werden günstige Rahmenbedingungen für die Innovation im Berufsbildungssystem geschaffen.

4.4 Berufsorientierte Weiterbildung

Das geltende BBiG beschränkt sich auf die Festlegung von Grundsätzen für die berufsorientierte Weiterbildung und betrifft namentlich die Anbieter (Art. 49 und 50 BBiG). Gemäss den in Artikel 2 formulierten allgemeinen Zielen präzisiert und ergänzt der Gesetzesentwurf diese Bestimmungen. In einem eigenen Abschnitt werden die Rolle des Staats und die Funktionsweise klarer definiert. Die Änderungen dienen in erster Linie der Klärung.

4.4.1 Grundsätze und Rolle des Staats

Für die Definition der berufsorientierten Weiterbildung übernimmt der Gesetzesentwurf in Artikel 56 die wichtigsten Elemente aus dem Bundesgesetz über die Berufsbildung (BBG). Die Rolle des Staates besteht darin, dafür zu sorgen, dass das Weiterbildungsangebot den Bedürfnissen der Wirtschaft und der Erwerbsbevölkerung entspricht. Allerdings liegt die berufsorientierte Weiterbildung in erster Linie in der persönlichen Verantwortung der Erwerbstätigen und der Unternehmen. Unter Berücksichtigung dieses Subsidiaritätsprinzips führt der Gesetzesentwurf den Begriff des öffentlichen Interesses ein, um die Aufgabe des Staats klar abzugrenzen (Art. 57). So sieht er vor, dass der Staat selbst ein im öffentlichen Interesse liegendes Weiterbildungsangebot schaffen oder externe Anbieter mit dieser Aufgabe betrauen kann. Gestützt auf diesen Grundsatz kann der Staat das Interprofessionelle Weiterbildungszentrum (IWZ) für sein Bildungsangebot von öffentlichem Interesse weiterhin mitfinanzieren. Falls es dieses Kriterium nicht oder nicht mehr erfüllt, kann die Mitfinanzierung aber auch eingestellt werden.

Der Begriff des öffentlichen Interesses ist auch in der Bundesgesetzgebung über die Weiterbildung und insbesondere im Weiterbildungsgesetz (WeBiG; SR 419.1) verankert. Um den Begriff des öffentlichen Interesses zu definieren, nennt der Gesetzesentwurf die folgenden Kriterien:

- > Den Einstieg und den Verbleib im Erwerbsleben erleichtern.
- > Die Kenntnisse erweitern oder die berufliche Flexibilität oder Mobilität steigern.
- > Die Innovation und die Sprachkompetenzen fördern.

4.5 Höhere Berufsbildung

Im Bereich der höheren Berufsbildung legt das geltende Gesetz nur oberflächlich die Modalitäten fest, die für die Organisation der Vorbereitungskurse für die eidgenössischen Berufsprüfungen und die eidgenössischen höheren Fachprüfungen gelten. Es enthält auch eine allgemeine Bestimmung über die Eröffnung eines Lehrgangs der höheren Berufsbildung (Art. 48 BBiG). Der Gesetzesentwurf präzisiert diese verschiedenen Punkte in einem eigenen Abschnitt (Abschnitt 5).

4.5.1 Grundsätze und Rolle des Staats

Der Entwurf berücksichtigt die Besonderheiten der höheren Berufsbildung, wie sie im Bundesgesetz aufgeführt sind. Es überträgt dem Staat auch die Aufgabe, für ein bedarfsgerechtes Angebot an verschiedenen Arten von höherer Berufsbildung zu sorgen, d.h.:

- > Vorbereitungskurse zur eidgenössischen Berufsprüfung oder zur eidgenössischen höheren Fachprüfung;
- > vom Bund anerkannte Bildungsgänge der höheren Berufsbildung;
- > vom Bund anerkannte Nachdiplomstudiengänge⁶.

Darüber hinaus werden die Anbieter der verschiedenen Arten der höheren Berufsbildung definiert.

4.5.2 Verfahren zur Eröffnung eines Bildungsgangs der höheren Berufsbildung

Das geltende Gesetz regelt das Verfahren zur Eröffnung eines Bildungsgangs der höheren Berufsbildung im Kanton nicht genau. Der Gesetzesentwurf füllt diese Lücke und sieht in Artikel 63 vor, dass der Staatsrat über die Eröffnung und Schliessung dieser Bildungsgänge entscheidet. Die anwendbaren Bedingungen werden ebenfalls präzisiert (Art. 64). Ein neuer Bildungsgang der höheren Berufsbildung muss einem nachgewiesenen Bedarf eines Wirtschaftszweigs entsprechen, der durch eine OdA vertreten wird, und von öffentlichem Interesse sein. Wie für die berufliche Grundbildung muss die Berufsfachschule auch für die Bildungsgänge der höheren Berufsbildung ein Reglement ausarbeiten (Art. 65). Zum Schluss werden noch Qualitätsanforderungen festgelegt (Art. 66).

4.6 Finanzierung

Die Bestimmungen über die Finanzierung der Berufsbildung wurden teilweise angepasst. Um die Kohärenz und Lesbarkeit zu verbessern, wurden alle Artikel über die Finanzierung in einem eigenen Abschnitt des Gesetzesentwurfs zusammengefasst (Abschnitt 6).

4.6.1 Finanzierung durch den Staat

Der Entwurf ändert nichts an den Finanzierungsgrundlagen der Berufsbildung, die in der Bundesgesetzgebung verankert sind (Art. 52 ff. BBG). Unter Vorbehalt anders lautender Gesetzesbestimmungen gewährleistet der Staat die Finanzierung der beruflichen Grundbildung im Kanton (Art. 68). Der Entwurf legt ferner die Finanzierungsmodalitäten der berufsorientierten Weiterbildung und der höheren Berufsbildung fest.

4.6.2 Finanzierung und Verwaltung der Infrastrukturen

Wie das geltende Gesetz sieht der Entwurf vor, dass die VKBZ für die Finanzierung und Verwaltung der Infrastruktur der beruflichen Grundbildung im dualen System sowie der überbetrieblichen Kurse zuständig ist (Art. 69). Die Ausgaben der VKBZ werden vom Staat, von den Gemeinden und den Arbeitgebern nach einem im Gesetz festgelegten Verteilschlüssel finanziert (Art. 71).

Mit der Revision wird der Verteilschlüssel der Infrastrukturausgaben nicht angetastet. Um den administrativen Aufwand der Dienststellen des Staats und der Gemeinden zu reduzieren, wird Artikel 71 Abs. 1 Bst. b, der vorsieht, dass die Wohngemeinden von Lernenden in einer betrieblich organisierten Grundbildung 25 % der Kosten übernehmen, dennoch angepasst. Gemäss dem geltenden Gesetz wird bei der Kostenaufteilung der Wohnortswechsel im Verlauf des Schuljahres berücksichtigt. Konkret bedeutet dies: Zieht eine lernende Person um, so wird der für diese Person geschuldete Betrag proportional zur tatsächlichen Aufenthaltsdauer während des Schuljahres zwischen der ursprünglichen und der neuen Wohnsitzgemeinde aufgeteilt. Dieses Abrechnungssystem verursacht einen erheblichen Verwaltungsaufwand, da häufig mehrere Kontakte zwischen den Finanzdiensten und den von einem Wohnortswechsel betroffenen Gemeinden nötig sind.

Um diesen bürokratischen Aufwand zu verringern, führt der Gesetzesentwurf in Artikel 71 Abs. 1 Bst. c einen Stichtag ein. Der Wohnsitz der Lernenden wird somit nur noch einmal jährlich ermittelt.

⁶ In den Entwürfen zur Änderung des BBG und der BBV, die der Bundesrat im Juni 2024 in die Vernehmlassung gegeben hat, ist jedoch vorgesehen, dass die Nachdiplomstudien an höheren Fachschulen künftig kein eidgenössisches Anerkennungsverfahren mehr durchlaufen müssen.

Die verfügbaren Buchhaltungsdaten lassen keine Schlüsse über die möglichen finanziellen Auswirkungen dieser Änderung auf die Wohnsitzgemeinden der Lernenden zu. Im Vergleich zum aktuellen Berechnungssystem dürften die Auswirkungen jedoch minimal sein. Zudem dürften sich die potenziellen Lastenverschiebungen im Zusammenhang mit Wohnortswechseln, die vor oder nach dem Stichtag stattfinden, langfristig zwischen den Gemeinden ausgleichen. Darüber hinaus ist zu berücksichtigen, dass mit dem Abbau des Verwaltungsaufwands durch die Vereinfachung des Rechnungsstellungssystems weniger Kosten entstehen.

4.6.3 Unentgeltlichkeit des obligatorischen Berufsfachschulunterrichts

Für Lernende mit einem Lehrvertrag ist die Unentgeltlichkeit des Berufsfachschulunterrichts gesetzlich festgeschrieben. Für die Erwachsenen hingegen, die ein EFZ über die Validierung von Lernleistungen erlangen möchten (Art. 31 und 32 BBV), ist dies nicht der Fall. Um die Berufsbildung von Erwachsenen zu fördern, wie in den allgemeinen Zielen nach Artikel 2 festgehalten wird, sieht der Entwurf vor, dass der Grundsatz der Unentgeltlichkeit des Berufsfachschulunterrichts auch für Personen ohne Lehrvertrag gilt (Art. 77 Abs. 2). Heute werden die Kosten des Berufsfachschulunterrichts den betroffenen Personen direkt in Rechnung gestellt. Diese sind allerdings nicht verpflichtet, den Berufsfachschulunterricht zu besuchen und viele von ihnen verzichten aus Kostengründen darauf. Was die überbetrieblichen Kurse (üK) betrifft, sind die OdA bereit, die Frage einer allfälligen Übernahme der Ausbildungskosten von Personen ohne Lehrvertrag zu prüfen.

Dem ist anzufügen, dass der Kanton Freiburg der einzige Kanton der lateinischen Schweiz ist, der die Erwachsenen in einer Ausbildung nach Artikel 31 und 32 BBG für den Besuch des Berufsfachschulunterrichts zur Kasse bittet. Dies steht im Übrigen auch im Widerspruch zu den Empfehlungen der Schweizerischen Berufsbildungsämter-Konferenz (SBBK). Studien zeigen, dass die Arbeitslosenquoten von Personen mit Berufsabschluss wesentlich niedriger sind als die von Personen ohne postobligatorische Ausbildung.⁷

In finanzieller Hinsicht wird die Übernahme der Ausbildungskosten von Personen ohne Lehrvertrag für das BBA zu Mindereinnahmen in Höhe von etwa 300 000 Franken pro Jahr führen, da die Gebühren für den Unterricht in der Berufsfachschule wegfallen.

Bei der Ausarbeitung des Gesetzesentwurfs wurden weitere Optionen zur Unterstützung von Personen ohne Lehrvertrag analysiert, die am Berufsfachschulunterricht teilnehmen möchten. Die Arbeitsgruppe prüfte insbesondere die Möglichkeit, auf die Instrumente zurückzugreifen, die in der Gesetzgebung über Stipendien und Studiendarlehen vorgesehen sind. Sie kam aber zum Schluss, dass sich diese Instrumente nicht dazu eignen, den Finanzierungsbedarf zu decken. Gemäss Artikel 9 Abs. 5 des Gesetzes über die Stipendien und Studiendarlehen (StiG; SGF 44.1) sind die Beiträge ausschliesslich für Personen unter 40 bestimmt. Da jedoch mit der Unentgeltlichkeit hauptsächlich die Berufsbildung von Erwachsenen gefördert werden soll, würde diese Alterseinschränkung dem Ziel zuwiderlaufen. Studiendarlehen (das zweite Instrument des StiG) sind hauptsächlich für Umschulungen oder höhere Ausbildungen vorgesehen. Gemäss Artikel 32 Abs. 1 des Reglements über die Stipendien und Studiendarlehen (StiR; SGF 44.11) beträgt der Mindestbetrag eines Darlehens 1500 Franken, während die Gebühren für den Unterricht in der Berufsfachschule etwa 800 Franken pro Jahr betragen.

4.6.4 Berufsorientierte Weiterbildung

Die berufsorientierte Weiterbildung wurde bereits in der Vergangenheit zu gewissen Zeiten staatlich gefördert. Die staatlichen Beiträge wurden namentlich dem Freiburgischen Baumeisterverband (FBV) und anderen Berufsverbänden gewährt. Ende 2020 hat der Staat diese Beiträge jedoch in Erwartung der Revision des BBiG und der Einführung neuer Fördermodalitäten gestrichen. Das BBA erteilt dem IWZ Leistungsaufträge für die gemäss Bundesgesetzgebung obligatorischen Kurse für künftige Bildnerinnen und Bildner in beruflicher Praxis.

Der Gesetzesentwurf will die Fragen im Zusammenhang mit der Finanzierung der berufsorientierten Weiterbildung klären. Aufgrund der subsidiären Rolle des Staats schreibt er vor, dass das Weiterbildungsangebot grundsätzlich kostendeckend sein muss (Art. 79 Abs. 2). Der Staat kann allerdings einen Beitrag an staatlich organisierte

⁷ *Direkte und indirekte Kosten in der beruflichen Grundbildung für Erwachsene, Schweizweite Bestandesaufnahme zu Finanzierungsmöglichkeiten und -Lücken.* Projekt im Rahmen der Berufsbildungsinitiative 2030, Bericht im Auftrag der SBBK, März 2023.

Weiterbildungskurse von öffentlichem Interesse leisten. Der finanzielle Beitrag beschränkt sich auf den Anteil der Kosten, der nicht von den Teilnehmenden getragen wird (Abs. 1). Die finanzielle Auswirkung dieser Regel hängt davon ab, wie das Ziel der Förderung der berufsorientierten Weiterbildung umgesetzt wird.

4.6.5 Höhere Berufsbildung

Im Bereich der höheren Berufsbildung beschränkt sich das geltende Gesetz auf die Festlegung einiger Grundsätze zum staatlichen Handeln und zu den Anbietern. In finanzieller Hinsicht legt der Gesetzesentwurf die Finanzierungsmodalitäten für die höhere Berufsbildung an öffentlichen Berufsfachschulen fest. Er überträgt ferner dem Staatsrat die Befugnis, das Schulgeld und die Gebühren für die Studiengänge der höheren Berufsbildung an öffentlichen Berufsfachschulen festzulegen (Art. 83). Auf diese Weise kann das Schulgeld an die Lage auf dem Arbeitsmarkt und die Nachfrage nach Arbeitskräften angepasst werden. Das heisst, dass es beispielsweise möglich ist, das Schulgeld eines Bildungsgangs vorübergehend zu senken, um mehr Kandidatinnen und Kandidaten für die Ausbildung zu gewinnen.

5 Erläuterungen zu den einzelnen Artikeln

1 Gegenstand und Ziele

Art. 1: Gegenstand

Abs. 1: Das Gesetz dient einerseits dem Vollzug der Bundesgesetzgebung über die Berufsbildung (BBG) und andererseits legt es die kantonalen Massnahmen fest, die im Zuständigkeitsbereich des Kantons liegen und subsidiär zu den Massnahmen sind, die im BBG verankert sind.

Abs. 2: Diese Bestimmung legt fest, dass für bestimmte Bereiche der Berufsbildung eine Spezialgesetzgebung gilt, die Vorrang hat. Es handelt sich dabei insbesondere um die Gesetzgebung, die auf die land- und forstwirtschaftliche Ausbildung anwendbar ist, die von Grangeneuve angeboten wird (Gesetz über Grangeneuve (SGF 911.10.1) und Reglement über Grangeneuve (SGF 911.10.11)).

Art. 2: Ziele

Abs. 1: Dieser Absatz nennt die Kerngebiete, die zu entwickeln sind:

Bst. a: Die Berufsbildung ist eine Aufgabe von Bund, Kantonen und Organisationen der Arbeitswelt. Diese drei Partner arbeiten gemeinsam daran, die Berufsbildung auf einem hohen Niveau zu halten. Sie sorgen zudem für ein ausreichendes Angebot an Lehrstellen und Bildungsgängen in der Schweiz. Das Gesetz legt in erster Linie die Grundsätze und Organe fest, die die Zusammenarbeit zwischen dem Amt, den Berufsfachschulen und den OdA begünstigen. Dazu gehören namentlich die Berufsbildungskommission (Art. 7), die Kommissionen für überbetriebliche Kurse (Art. 43), die Qualifikationskommissionen (Art. 47) und die Lehraufsichtskommissionen (Art. 54).

Bst. b: Die interkantonale Koordination und Zusammenarbeit gewährleisten einen kontinuierlichen Austausch von bewährten Praktiken und eine Harmonisierung der Inhalte und Modalitäten der Berufsbildung. Sie findet auf strategischer Ebene hauptsächlich im Rahmen der Schweizerischen Berufsbildungsämter-Konferenz (SBBK) und auf operativer Ebene im Rahmen der Schweizerischen Direktorinnen- und Direktorenkonferenz der Berufsfachschulen (SDK) oder des Runden Tisches Berufsfachschulen statt. Artikel 68 Abs. 2 ermöglicht die Finanzierung von Projekten im Zusammenhang mit dieser interkantonalen Zusammenarbeit.

Bst. c: Die kantonale Berufsbildungspolitik wird durch die Bestimmungen dieses Gesetzes umgesetzt, insbesondere durch die Festlegung der Befugnisse und Aufgaben der Direktion (Art. 3), des Amts (Art. 5 ff.) und der Berufsfachschulen (Art. 31), der Organe für die Koordination und Zusammenarbeit (Art. 49, 52, 61), der VKBZ, der verschiedenen Arten von Berufsfachschulen (Art. 30) und der Stiftung zur Förderung der Berufsbildung (Art. 82).

Die kantonale Berufsbildungspolitik wird zudem in den Abschnitten über die berufsorientierte Weiterbildung und die höhere Berufsbildung sowie durch Regeln für die Finanzierung (Abschnitt 6) umgesetzt.

Bst. d: Die Förderung der dualen beruflichen Grundbildung ist eine gemeinsame Aufgabe des Staates und der OdA. Das Amt ist für die Steuerung und Überwachung des Systems zuständig (Art. 6), während die Förderung von Lehrstellen in den Zuständigkeitsbereich der Berufsverbände fällt. In Wirtschaftszweigen mit einem geringen Lehrstellenangebot können sie die Unternehmen insbesondere zur Bildung von Lehrbetriebsverbänden anregen. Der Staat kann in diesem Bereich selbst einschreiten, wenn sich ein Ungleichgewicht auf dem Markt abzeichnet (Art. 4 Abs. 1 Bst. a), indem er geeignete Massnahmen trifft, wie etwa Werbekampagnen durchführt, direkte oder indirekte Unterstützung leistet oder Vollzeitausbildungen anbietet (Art. 28 Abs. 1 Bst. b).

Bst. e: Es muss dafür gesorgt werden, dass mögliche Chancenungleichheiten beseitigt werden, insbesondere indem Personen mit einer Behinderung oder einer Funktionsstörung ein Nachteilsausgleich gewährt wird (Art. 26) und indem der Zugang zur beruflichen Grundbildung erleichtert wird. Zu nennen sind hier insbesondere die Leistungen der Plattform Jugendliche, die Integrationsklassen, das Angebot von Abendkursen in Allgemeinbildung (Art. 24) oder das Qualifikationsverfahren zur Anerkennung von Bildungsleistungen (Art. 49).

Bst. f: Die Zweisprachigkeit (Deutsch-Französisch) als Wettbewerbsvorteil des Kantons Freiburg sowie die Mehrsprachigkeit, die die berufliche Mobilität und Flexibilität fördert, sind Kompetenzen, die entwickelt werden müssen. Artikel 18 (Zweisprachigkeit), Artikel 19 (Mobilität) und Artikel 57 Abs. 2 Bst. c (berufsorientierte Weiterbildung) legen die Instrumente fest, um dies zu erreichen.

Bst. g: Das Amt und die Berufsfachschulen arbeiten mit Movetia (Austausch und Mobilität | Movetia) zusammen. Die Agentur fördert den Austausch mit der finanziellen Unterstützung des Bundes. Ziel ist es, den Austausch durch die Umsetzung geeigneter Massnahmen auf kantonaler Ebene auszubauen. Für den Austausch mit Europa ist das BBA zuständig. Dieser ermöglicht es jungen Lehrabgängerinnen und -Lehrabgängern, erste Berufserfahrung zu sammeln und ihre Kenntnisse in einer europäischen Sprache zu vertiefen. Die Berufsfachschulen können eigene Programme entwickeln. So gibt es im Rahmen der kaufmännischen Lehre die Möglichkeit, während eines Jahres in Irland und Frankreich bzw. Deutschland zu arbeiten (Commerce + (Deutschsprachig) | Staat Freiburg).

Bst. h: Die nachhaltige Entwicklung wird bereits seit mehreren Jahren in den Bildungsverordnungen des Bundes für die verschiedenen Berufe berücksichtigt. Die entsprechenden Grundsätze müssen nun in den Unterricht und die Praxis der Berufsfachschulen integriert werden, dies unter Beachtung der kantonalen Politik und Strategie im Bereich der Nachhaltigkeit. Die Sensibilisierung der Lernenden für diese Thematik wird durch Artikel 37 (Prävention) ermöglicht. Artikel 38 ermöglicht die Unterstützung von Projekten, die mit dem entsprechenden Unterricht in Zusammenhang stehen.

Bst. i: Die Flexibilisierung der beruflichen Grundbildung ist eine Stossrichtung der *Initiative Berufsbildung 2030*. Es gilt, gemeinsam mit den Partnern der Berufsbildung neue Formen und Modalitäten der Ausbildung zu entwerfen und zu entwickeln, die den Bedürfnissen der Wirtschaft und der technologischen und gesellschaftlichen Entwicklung entsprechen. Gestützt auf Artikel 38 können pädagogische Projekte in diesem Bereich unterstützt und umgesetzt werden.

Bst. j: Die lebenslange Berufsbildung ist eine Hauptstossrichtung der Initiative «Berufsbildung 2030». Sie wird in diesem Gesetz insbesondere durch die Entwicklung der Weiterbildung und der höheren Berufsbildung umgesetzt (Abschnitt 4 und 5).

Das Prinzip der Anerkennung von Kenntnissen und Erfahrung ist in Artikel 9 BBG verankert und entspricht dem Ziel des lebenslangen Lernens. Es wird in Artikel 49 dieses Gesetzes sowie durch die Unentgeltlichkeit des Berufsfachschulunterrichts, der überbetrieblichen Kurse und des Qualifikationsverfahrens für Personen ohne Lehrvertrag (Art. 50 Abs. 1 und 77 Abs. 2) umgesetzt. Die Anerkennung von Bildungsleistungen soll es ermöglichen, die ausserhalb üblicher Bildungsgänge erworbenen Kenntnisse und Erfahrungen anzurechnen, was dem Grundsatz der Durchlässigkeit entspricht.

2 Organisation

Art. 3: Direktion

Dieser Artikel geht von einer Kompetenzvermutung zugunsten der für die Berufsbildung zuständigen Direktion aus. Dies ist gemäss der Verordnung vom 12. März 2002 über die Zuständigkeitsbereiche der Direktionen des Staatsrats und der Staatskanzlei (ZDirV; SGF 122.0.12) zurzeit die VWBD. Die VWBD ist somit die zuständige Behörde in allen Fällen, in denen das Bundesrecht dem Kanton die Befugnis im Bereich der Berufsbildung überträgt und das kantonale Recht nicht ausdrücklich eine andere Stelle für zuständig erklärt.

Art. 4: Direktion – Besondere Befugnisse

Abs. 1: Private Organisationen können als Anbieter der Berufsbildung auftreten (Art. 11 BBG). Deshalb muss präzisiert werden, dass die VWBD (die Direktion) für die Vergabe von Leistungsaufträgen zuständig ist, sofern keine ausdrückliche Kompetenzdelegation vorliegt. Sie muss jedoch zuvor die Einwilligung des Staatsrats einholen. Der Gesetzesentwurf sieht nämlich vor, dass in bestimmten Bereichen das Amt selbst Leistungsaufträge an Dritte vergeben kann. Bei der Förderung von Massnahmen zur Gewährleistung eines ausgeglichenen Lehrstellenmarkts berücksichtigt die Direktion die Stellungnahme der Oda.

Art. 5: Amt – Befugnisse

Abs. 1 und 2: Diese Bestimmung legt die allgemeinen Befugnisse des Amts fest. Das Amt kann insbesondere Richtlinien und Empfehlungen über die Anwendung der Gesetzesbestimmungen oder über die interne Organisation der Verwaltungseinheiten und Stellen, die für die Berufsbildung zuständig sind, aufstellen. Es kann ferner zuhanden der Direktion Aufträge für Anbieter der Berufsbildung ausarbeiten und Massnahmen zur Betreuung und Begleitung von Lernenden treffen, um ihnen den Abschluss ihrer Ausbildung zu ermöglichen, insbesondere indem es mit ihnen Betreuungs- oder Begleitungsvereinbarungen abschliesst. Das Amt ist auch für die Erteilung und den Entzug der Bildungsbewilligungen sowie für die Genehmigung der Lehrverträge zuständig.

Art. 6: Amt – Besondere Aufgaben

Abs. 1 und 2: Diese beiden Absätze präzisieren die besonderen Aufgaben des Amts, die insbesondere darin bestehen, die Schaffung von Lehrstellen zu fördern, das Zusammenwirken der Partner der Berufsbildung zu koordinieren und die Lernenden zu informieren und zu betreuen. Im Rahmen dieser Aufgaben hat das Amt unter anderem die Möglichkeit, die Partner der Berufsbildung zur Schaffung von Lehrstellen zu ermutigen.

Abs. 3: Dieser Absatz führt eine neue Monitoring-Aufgabe ein, die dem Amt übertragen wird. Es muss insbesondere einen strategischen Überblick über die gesamte Berufsbildung des Kantons behalten, um seine Strategie mittel- und langfristig an die wirtschaftliche und technologische Entwicklung anpassen zu können.

Diese Aufgabe zielt darauf ab, alle Informationen und Daten zu sammeln, die notwendig sind, um Analysen durchzuführen, Chancen und Risiken zu erkennen und proaktiv Massnahmen für die Herausforderungen von morgen zu empfehlen (Entstehung neuer Berufe oder Verschwinden von Berufen, neue berufliche Fähigkeiten usw.). Zudem gilt es, die Strategien und Grossprojekte auf interkantonalen, nationaler und internationaler Ebene zu verfolgen und die Bedürfnisse der Wirtschaft besser einzuschätzen, um sie anschliessend erfüllen zu können.

Abs. 4: Dieser Artikel gewährleistet die individuelle Betreuung der Lernenden. Wenn das Amt der Meinung ist, dass eine angetretene Lehre nicht den Kompetenzen und Fähigkeiten der lernenden Person entspricht, kann es ihr oder gegebenenfalls ihrer gesetzlichen Vertreterin oder ihrem gesetzlichen Vertreter eine besser geeignete Ausbildung empfehlen. Der Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis wird angehört. Im Sinne der Ziele des Bundesgesetzes vom 13. Dezember 2002 über die Beseitigung von Benachteiligungen von Menschen mit Behinderungen (BehiG; SR 151.3) muss Menschen mit Behinderungen besondere Aufmerksamkeit geschenkt werden.

Abs. 5: Diese Bestimmung soll die Zusammenarbeit zwischen dem Amt und den verschiedenen zuständigen Behörden in den Bereichen Bildung, Berufsberatung, Beschäftigung, Migration und Soziales gewährleisten, um ihre Aktionen zu koordinieren. Dies soll eine koordinierte Betreuung der Jugendlichen ermöglichen, die Schwierigkeiten haben, eine Lehrstelle zu finden, indem ein ganzheitlicher und auf ihre Bedürfnisse zugeschnittener Ansatz gefördert wird.

Art. 7: Berufsbildungskommission – Zusammensetzung

Um eine ausgeglichene Vertretung der betroffenen Kreise in der Kommission zu gewährleisten, kann der Staatsrat neun bis dreizehn Mitglieder ernennen. Soweit möglich sind die OdA paritätisch in der Berufsbildungskommission (im Folgenden: kantonale Kommission) vertreten.

Art. 8: Berufsbildungskommission – Arbeitsweise

Abs. 1: Die kantonale Berufsbildungskommission ist eine Verwaltungskommission im Sinne von Artikel 53 des Gesetzes über die Organisation des Staatsrates und der Verwaltung (SVOG; SGF 122.0.1). Sie ist der Direktion administrativ zugewiesen, die Direktionsvorsteherin oder der Direktionsvorsteher präsidiert die Kommission und das Amt führt das Sekretariat.

Abs. 4: Obwohl dies in der Praxis bereits der Fall ist, wird mit dieser Bestimmung die Zusammenarbeit zwischen der Berufsbildungskommission und der Kommission für Erwachsenenbildung (der BKAD zugewiesene Kommission) gesetzlich verankert. Letztere fällt unter das Gesetz über die Erwachsenenbildung (SGF 45.1), das die Förderung der Weiterbildung von öffentlichem Interesse zum Ziel hat, um die individuelle Autonomie, die Beschäftigungsfähigkeit und den sozialen Zusammenhalt zu stärken.

Art. 9: Berufsbildungskommission – Rolle und Aufgaben

Diese Bestimmung ist eine Übernahme des geltenden Gesetzes mit den folgenden Änderungen:

Die Berufsbildungskommission ist derzeit ein beratendes Organ, sie kann aber in zwei Bereichen Entscheidungen fällen: Sie ernennt die Mitglieder der Lehraufsichtskommissionen und entscheidet, welche Berufe durch ein kantonales Berufsattest anerkannt werden. Diese wurden jedoch vor einigen Jahren abgeschafft (ehemalige Anlehre), so dass diese Befugnis nicht mehr benötigt wird.

Artikel 53 Abs. 2 SVOG besagt, dass die Übertragung von Entscheidungsbefugnissen an eine Kommission, in diesem Fall die Ernennung der Mitglieder der Lehraufsichtskommissionen, in der Gesetzgebung ausdrücklich vorgesehen sein muss. Der Staatsrat kann der Berufsbildungskommission insbesondere im Berufsbildungsreglement (BBiR; SGF 420.11) weitere Aufgaben übertragen.

Das Konzept der provisorischen Bewilligung wird mit der Überarbeitung des BBiG abgeschafft. Folglich wird auch der Begriff der «definitiven» Bewilligung gestrichen und nur der Begriff «Bewilligung» beibehalten. Ein neuer Bildungsbetrieb muss künftig nicht mehr warten, bis die erste lernende Person ihre Ausbildung beendet hat, um gegebenenfalls eine weitere lernende Person einzustellen. Dies wird die Schaffung zusätzlicher Lehrstellen ermöglichen.

Art. 10: Konferenz der Direktorinnen und Direktoren – Zusammensetzung und Arbeitsweise

Der Hauptzweck der Konferenz der Direktorinnen und Direktoren der Berufsfachschulen ist es, die Verwaltungsverfahren dieser Schulen zu vereinheitlichen und so eine homogene Bildungsstruktur im ganzen Kanton zu gewährleisten. Diese Konferenz hat sich inzwischen bewährt. Die Konferenz kann in ihrem Reglement die Möglichkeit vorsehen, Vertreterinnen und Vertreter anderer Ausbildungsstätten im Kanton, insbesondere von Grangeneuve, einzuladen. Sie ist ein beratendes Organ, das dem Amt unterstellt ist. Falls die behandelten Gegenstände es erfordern, nimmt die Amtsvorsteherin oder der Amtsvorsteher an den Sitzungen dieser Konferenz teil.

Art. 11: Konferenz der Direktorinnen und Direktoren – Aufgaben

Zu den Aufgaben der Konferenz gehört es, die Einhaltung der Termine für die Notenerfassung und den einheitlichen Ablauf der schulischen Aktivitäten sicherzustellen (Bst. a); Änderungen in der Arbeitsweise der Berufsfachschulen vorzuschlagen, z.B. im Zusammenhang mit der Überarbeitung der Bildungsverordnungen von Berufen oder der Verlegung eines Berufs von einer Berufsfachschule in eine andere (Bst. b); die gemeinsamen Aufgaben der Schulen wie Schalteröffnungszeiten oder die Preise für Schulmaterial zu vereinheitlichen (Bst. c); sich um eine gerechte Aufteilung der finanziellen Mittel auf die Berufsfachschulen zu kümmern (Bst. d).

Zusätzlich zu den Aufgaben, die in diesem Artikel aufgezählt werden, kann das Amt auch weitere Aufgaben vorschlagen.

Art. 12: Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums – Ziel

Die Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums kann seit ihrer Erwähnung im Berufsbildungsgesetz als ein öffentlich-rechtlicher Verein betrachtet werden. Deshalb wurde der Verweis auf Artikel 60 ff. des Schweizerischen Zivilgesetzbuchs (ZGB; SR 210) entfernt.

Ausserdem präzisiert diese Bestimmung die Aufgabe der Vereinigung, die die Berufsbildung im Kanton Freiburg durch den Bau, den Unterhalt und den Betrieb der Räumlichkeiten und Einrichtungen fördert, die für die Berufsbildung bestimmt sind.

Art. 13: Vereinigung des Kantonalen Berufsbildungszentrums – Mitglieder und Statuten

Die Vereinigung ist unabhängig, ihre Mitglieder sind der Staat, die Gemeinden des Kantons Freiburg und die OdA. Der Gesetzesentwurf erwähnt, dass alle Gemeinden des Kantons Mitglied der Vereinigung mit allen damit verbundenen Rechten und Pflichten sind. Ohne diese Präzisierung könnte angenommen werden, nur der Gemeindeverband sei Mitglied. Da die Vereinigung mit öffentlichen Aufgaben betraut ist, müssen ihre Statuten (SGF 420.81) und deren Änderung vom Staatsrat genehmigt und in der Systematischen Gesetzessammlung des Kantons Freiburg veröffentlicht werden, um Gültigkeit zu erlangen.

3 Grundbildung

3.1 Gemeinsame Bestimmungen

Art. 14: Schuljahr

Das administrative Schuljahr bezieht sich ausschliesslich auf die Anstellung, die Kündigung und die Auflösung des Dienstverhältnisses von Lehrpersonen. Eine allfällige Änderung des Beschäftigungsgrads erfolgt zu Beginn des neuen administrativen Schuljahres, d.h. am 1. August.

Art. 15: Schulkalender

Das Amt erstellt einen einzigen Kalender für alle Berufsfachschulen. Dieser Kalender ist für die Lehrbetriebe und die Lernenden von grösster Bedeutung, so dass sich die Berufsfachschulen auf einen gemeinsamen Vorschlag einigen müssen. Die Daten der Schulferien orientieren sich an den von der BKAD erstellten Kalendern für die Sekundarstufe II und die obligatorische Schule.

Art. 16: Ausbildungsort

Abs. 1: Das Amt verteilt die Lernenden auf die Berufsfachschulen. Es berücksichtigt dabei die Verteilung der Berufe auf die Berufsfachschulen und soweit möglich den Wohnort der Lernenden, wenn der Beruf in mehreren Berufsfachschulen des Kantons unterrichtet wird.

Abs. 2 und 3: Falls es keine Möglichkeit gibt, den Berufsfachschulunterricht im Kanton zu absolvieren, sei es im Vollzeit- oder im dualen System, erteilt das Amt die Bewilligung für den Besuch der Ausbildung ausserhalb des Kantons.

Derzeit erteilt das Amt diese Bewilligungen bereits auf der Grundlage der BFSV, aber es gibt keine kantonale Bestimmung, die speziell die Frage der ausserkantonalen Ausbildung behandelt. Mit dem neuen Absatz 2 wird dem Amt die Befugnis erteilt, die Anträge auf Bewilligung des Besuchs einer Ausbildung ausserhalb des Kantons zu bearbeiten. Die Bedingungen für die Erteilung dieser Bewilligungen sind bereits in einer Richtlinie des Amts geregelt.

Es gibt mehrere Situationen, die das Recht auf eine vom Kanton Freiburg finanzierte ausserkantonale Ausbildung begründen können. Dies kann der Fall sein, wenn die Ausbildung, die die Person absolvieren möchte, nicht in einer Berufsfachschule im Kanton Freiburg unterrichtet wird, weil die Schülerzahl zu klein ist. In diesem Fall trägt der Wohnsitzkanton die damit verbundenen Kosten in Anwendung der BFSV. Ein weiterer Grund, der häufig bei Anträgen auf Bewilligung einer ausserkantonalen Ausbildung angeführt wird, ist die Zeitersparnis bei der Anreise.

Gemäss der oben genannten Richtlinie wird die Bewilligung grundsätzlich erteilt, wenn der Weg der lernenden Person zur Berufsschule ausserhalb des Kantons um 30 Minuten kürzer ist als zur Berufsfachschule im Kanton.

Art. 17: Sprache der Ausbildung

Diese Bestimmung gilt in erster Linie für die Bildungsgänge der Vollzeitschulen (z.B. Berufsfachschule Freiburg, Berufsfachschule für Gestaltung). Ziel ist es, dass jeder Bildungsgang im Kanton grundsätzlich und bei ausreichenden Schülerbeständen in beiden Amtssprachen des Kantons angeboten wird. Alternativ kann ein zweisprachiges Angebot diese Anforderung ebenfalls erfüllen.

Artikel 7 Abs. 2 BBiR sieht vor, dass für die 3- und 4-jährige berufliche Grundbildung sowie für die eidgenössische Berufsmaturität nach Lehrabschluss ein minimaler Klassenbestand von 10 Personen und für die zweijährige berufliche Grundbildung und die Vorbereitung auf eine berufliche Grundbildung ein Klassenbestand von 8 Personen erforderlich ist, um eine Klasse bilden zu können. Um ein Bildungsangebot in beiden Sprachen anbieten zu können, ist es möglich, im Reglement Ausnahmen von der Mindestschülerzahl vorzusehen.

Art. 18: Zweisprachigkeit

Abs. 1: Die Zweisprachigkeit gehört zur kulturellen Identität. Sie dient der Kommunikation und der sozialen Integration und ist ein Wettbewerbsvorteil für unseren Kanton. Darüber hinaus sind gute Sprachkenntnisse ein Grundpfeiler des kantonalen und nationalen Zusammenhalts. Aus diesem Grund müssen Ausbildungsmöglichkeiten in beiden Amtssprachen angeboten und gefördert werden. Neu ist deshalb ein Artikel der Zweisprachigkeit gewidmet, um sie künftig insbesondere in Verbindung mit der Entwicklung der Berufsbildung zu stärken.

Diese Bestimmung setzt Artikel 2 Abs. 1 Bst. f um und zielt darauf ab, das Verständnis zwischen den Sprachgemeinschaften zu stärken, indem der Austausch und das Sprachenlernen gefördert werden. Zu diesem Zweck können die Berufsfachschulen besondere Unterrichtsformen anbieten, zweisprachige Klassen einrichten oder an Austauschprogrammen teilnehmen. Unter besonderen Unterrichtsformen versteht man z.B. Immersionsangebote oder Fächer zur Sprachsensibilisierung.

Abs. 2: Darüber hinaus sieht Absatz 2 eine kantonale Bestätigung der zweisprachigen Ausbildung vor, da das EFZ, das der Bundesgesetzgebung unterliegt, derzeit noch nicht mit dem Vermerk «zweisprachig» ausgestellt werden kann. Ein derartiger Vermerk ist mit Ausnahme der Berufsmaturität bisher rechtlich nicht zulässig.

Art. 19: Mobilität

Abs. 1: Ziel dieser Bestimmung ist es, die Förderung der Mobilität im Gesetz zu verankern. Damit wird das in Artikel 2 Abs. 1 Bst. g erwähnte Ziel umgesetzt. Derzeit sind es vor allem frisch Diplomierte, die nach Erhalt ihres EFZ mit Hilfe der nationalen Agentur zur Förderung von Austausch und Mobilität Movetia Berufspraktika im Ausland absolvieren. Aber auch Lernende, die ihre Ausbildung an einer Vollzeitschule absolvieren, können mit der Unterstützung von Movetia an Praktika ausserhalb der Schweiz teilnehmen. Das Amt verfügt über 0,35 VZÄ für die Förderung, Betreuung und Koordinierung des Sprachaustauschs zwischen den verschiedenen Partnern der Berufsbildung.

3.2 Lernende

Art. 20: Rechte und Pflichten der Lernenden

Abs. 1: Die Lernenden sind verpflichtet, die Kurse ihres Ausbildungsgangs zu besuchen und an den obligatorischen Aktivitäten teilzunehmen. Dazu gehören etwa Ausflüge, Lager, Sport- und Kulturtage. Bei gerechtfertigten Gründen kann allerdings punktuell eine individuelle Dispens gewährt werden.

Abs. 2: Der Staatsrat kann Bestimmungen über die Rechte und Pflichten der Lernenden erlassen. Gegenseitiger Respekt und Höflichkeit zwischen den Lernenden und dem Personal der Berufsschule sind die Basis für ein gutes Klima innerhalb einer Bildungseinrichtung. Darüber hinaus kann das Reglement beispielsweise eine Mindestteilnahmequote festlegen, damit ein Ausbildungsjahr als gültig anerkannt wird.

Gemäss Artikel 10 BBG haben die Lernenden ein Mitspracherecht bei wichtigen Entscheidungen, die im Rahmen ihrer Ausbildung getroffen werden. Im Übrigen und soweit erforderlich, wird auf das Obligationenrecht (OR, RS 220) und die internen Reglemente der Berufsfachschulen verwiesen (vgl. Art. 35).

Abs. 3: Diese Bestimmung ist ein Verweis auf das Programm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SAF) und die diesbezügliche Richtlinie des Amts zu diesem Thema.

Art. 21: Lehrvertrag

Abs. 1: Der Lehrvertrag richtet sich nach Artikel 344 ff. OR. Gemäss Artikel 14 BBG muss er von der kantonalen Behörde genehmigt werden. Diese Aufgabe fällt dem Amt zu, das die Lehrverträge auf Antrag der zuständigen Lehraufsichtskommission genehmigt.

Abs. 2: Es kommt vor, dass der Lehrvertrag gekündigt wird, dies aus unterschiedlichen Gründen (z.B. Konkurs des Bildungsbetriebs oder einseitige Kündigung des Vertrags). In diesem Fall muss die lernende Person die Möglichkeit haben, weiterhin am Unterricht in der Berufsfachschule und an den üK teilzunehmen, bis sie über einen neuen Lehrvertrag mit einem neuen Bildungsbetrieb verfügt. Dieser Absatz ist jedoch in der «Kann»-Form formuliert, um den Berufsfachschulen und den üK eine gewisse Flexibilität zu ermöglichen. Auf diese Weise wird den Berufsfachschulen und den üK die Möglichkeit eingeräumt, eine lernende Person nicht aufzunehmen, deren Vertrag gekündigt wurde, etwa weil sie sich am Arbeitsplatz unangemessen verhalten hat oder sehr häufig dem Unterricht fernbleibt.

Abs. 3: In der Regel darf eine lernende Person, deren Vertrag gekündigt wurde, zwei Monate lang weiter am Unterricht teilnehmen. Das Amt kann in Ausnahmefällen diese Dauer angemessen verlängern.

Art. 22: Bildungsvertrag

Abs. 1: Dieser Artikel führt eine neue Art von Vertrag ein, nämlich den Bildungsvertrag. Dieser Vertrag, der keine Entlohnung vorsieht, bezieht sich ausschliesslich auf Verträge mit Lernenden an Vollzeitberufsfachschulen, die nicht durch die Berufsbildungsgesetzgebung geregelt sind. Dies ist namentlich der Fall für das Vorbereitungsjahr für die Berufsfachschule für Gestaltung eikon und die Ausbildung zur Kostümschneiderin oder zum Kostümschneider an der GIBS.

Die Berufsfachschule Soziales-Gesundheit, die als Schule mit Praktikum ausgestaltet ist, bleibt davon ausgenommen, da der Lehrvertrag ihren Bedürfnissen entspricht. Die Personen an der Schule mit Praktikum absolvieren ab dem ersten Semester ein ausserschulisches Praktikum und erhalten im zweiten und dritten Jahr einen Lohn.

Für die berufliche Grundbildung an einer Vollzeitberufsfachschule, die unter die Berufsbildungsgesetzgebung fällt, wird ein Lehrvertrag im Sinne von Artikel 21 dieses Gesetzes abgeschlossen.

Abs. 2: Gemäss Art. 14 Abs. 3 BBG muss der Lehrvertrag von der kantonalen Behörde, in diesem Fall vom Amt, genehmigt werden. Die Genehmigung durch die Abteilung gilt auch für den Bildungsvertrag.

Art. 23: Zulassung

Abs. 1: Diese Bestimmung ermöglicht eine Zulassungsbeschränkung bei Vollzeitschulen. Die Gründe für eine ungenügende Aufnahmekapazität können in der Infrastruktur, der Ausstattung, dem Mangel an Betreuungspersonal oder in der Anzahl der verfügbaren Praktikumsplätze liegen.

Gemäss der Rechtsprechung des Bundesgerichts braucht es für eine Zulassungsbeschränkung zu nachobligatorischen Ausbildungen eine formelle gesetzliche Grundlage (Urteil 2P.304/2005 vom 14. März 2006, Erw. 4.7). Mit diesem Artikel wird diese Anforderung erfüllt, denn er beschränkt die Zulassung zu bestimmten Bildungsgängen, wenn mehr Ausbildungsplätze nachgefragt werden als die Infrastruktur, die Ausstattung oder die Praktikumsplätze bieten können.

Abs. 2: Ein Beispiel für ein Aufnahmeverfahren ist der Eignungstest für die Aufnahme in die Berufsfachschule Freiburg oder die Erstellung eines Portfolios mit künstlerischen Arbeiten für die Aufnahme in die Berufsfachschule für Gestaltung (eikon).

Art. 24: Massnahmen zur Vorbereitung auf die Berufsbildung

Massnahmen zur Vorbereitung auf die Berufsbildung werden insbesondere von der Plattform Jugendliche angeboten. Diese richtet sich an Jugendliche und junge Erwachsene, die nach der obligatorischen Schulzeit keine Ausbildungsmöglichkeit gefunden haben. Das Ziel ist es, sie unter Berücksichtigung ihrer Bedürfnisse und ihrer Situation einer der verschiedenen Einrichtungen zuzuführen, die ihnen zur Verfügung stehen.

Diese Massnahmen richten sich an Jugendliche und junge Erwachsene im Alter von 15 bis 25 Jahren, die die obligatorische Schule abgeschlossen haben und keinen Ausbildungsplatz gefunden haben. Es handelt sich hauptsächlich um Berufsvorbereitungskurse in Verbindung mit Motivationssemestern und Vorbereitungssemestern (SEMO und PreFo), Integrationskurse (Sprachkurse und andere), Vorlehren und Integrationsvorlehren.

Absatz 1 Bst. b schreibt vor, dass die Person eine gewisse Beharrlichkeit bei der Suche nach einer Lehrstelle gezeigt haben muss, um diese Massnahmen in Anspruch nehmen zu können. Ziel dieser Massnahmen ist es nicht, Jugendliche zu betreuen, die kein Interesse an einer Ausbildung gezeigt haben, sondern vielmehr so viele Jugendliche wie möglich zu vermitteln, die trotz nachweislicher Bemühungen Schwierigkeiten haben, eine Ausbildung zu finden.

Art. 25: Förder- und Unterstützungsmassnahmen

Abs. 1: Diese Massnahmen werden direkt von den Berufsfachschulen durchgeführt, um Lernende mit besonderen Fähigkeiten oder Bedürfnissen zu unterstützen. Dazu gehören etwa Mediation, Stützkurse, die von der Berufsfachschule angeboten werden, die Begleitung durch die Gruppe Stützen und Fördern (GSF), die Unterstützung bei der Organisation und Entwicklung von Lernstrategien bietet, sowie das Case Management, das den Lernenden bei persönlichen, finanziellen, sozialen oder berufsbezogenen Schwierigkeiten eine Begleitung anbietet.

Abs. 2: Bestimmte Probleme (Mobbing, Schwierigkeiten im familiären Umfeld, Misshandlung, Vernachlässigung, Gewalt, Sucht usw.) übersteigen die Möglichkeiten der Berufsfachschule bei Weitem, so dass die Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde, d.h. das Friedensgericht, eingeschaltet werden muss. Dieser Absatz unterstreicht die Bedeutung der Zusammenarbeit zwischen den verschiedenen betroffenen Stellen. Gemäss Artikel 314d und 443 ZGB ist eine Befreiung vom Amtsgeheimnis nicht erforderlich, um diese Mitteilung machen zu können.

Die von den Berufsfachschulen angebotenen psychologischen Beratungs- und Mediationsdienste können als erste Anlaufstelle bei persönlichen Schwierigkeiten dienen und die Auszubildenden an andere Stellen verweisen, die Hilfe und Unterstützung bieten.

Abs. 3: Der Staatsrat wird beauftragt, Bestimmungen über die Unterstützungsmassnahmen (Arten, Begünstigte usw.) zu erlassen.

Art. 26: Massnahmen für den Nachteilsausgleich

Abs. 1: Mit dieser Bestimmung wird der Begriff des Nachteilsausgleichs für Personen mit einer Behinderung oder Funktionsstörung im Gesetz verankert. Gegenwärtig sind diese Massnahmen zwar nicht im kantonalen Gesetz verankert, werden aber bereits angewandt. Diese Massnahmen ergeben sich aus Artikel 5 Abs. 2 BehiG, Art. 21 Abs. 2 Bst. c BBG und aus den Empfehlungen der SBBK.

Die Massnahmen sind für Lernende mit einer nachgewiesenen Behinderung und/oder einer von einer Fachperson (Arzt/Ärztin oder Therapeut/in) diagnostizierten und attestierten Funktionsstörung bestimmt und sollen die damit verbundenen Nachteile ausgleichen. Sie sind auf die individuelle Situation der lernenden Person abgestimmt und berücksichtigen ihre spezifischen Bedürfnisse. Diese Massnahmen stellen jedoch keine Vorzugsbehandlung dar und dürfen die Anforderungen der Ausbildung nicht herabsetzen. Sie folgen grundsätzlich den Massnahmen, die bereits während der obligatorischen Schulzeit eingeführt wurden. Diese Massnahmen müssen jedoch auf den von der lernenden Person gewählten Beruf abgestimmt sein.

Das Ziel des Nachteilsausgleichs ist es, Diskriminierung zu vermeiden und Anpassungen im Einzelfall zu gewähren. Dabei gilt es, eine ungleiche Situation zu korrigieren, die Personen benachteiligen kann, die durchaus fähig sind, eine berufliche Grundbildung zu absolvieren.

Als Beispiel können die folgenden Massnahmen angeführt werden:

- > mehr Zeit für schriftliche Arbeiten und Prüfungen;
- > Anpassung der Aufgaben und der Bewertungsmodalitäten;
- > die Bewilligung von technischen Hilfsmitteln;
- > die Einrichtung.

Abs. 2: Der Staatsrat kann Vorschriften über die Massnahmen für den Nachteilsausgleich sowie über die Zuständigkeit und das Verfahren für deren Gewährung erlassen. Die Bestimmungen können beispielsweise die Zuständigkeiten für die Gewährung von Massnahmen festlegen.

Art. 27: Disziplinarmassnahmen

Abs. 1: Erfahrungsgemäss ist es nötig, über verschiedene Disziplinarmassnahmen im schulischen Teil der Berufsbildung zu verfügen. Nach dem Grundsatz der Gesetzmässigkeit muss die schwerste Sanktion ausserdem in einem Gesetz im formellen Sinne festgehalten werden. Nur eine kleine Minderheit der Lernenden lässt sich jedoch schwere Verstösse zu Schulden kommen. Die häufigsten Sanktionen sind Bussen wegen unentschuldigter Unterrichtsabsenzen oder Verspätungen. Ebenfalls häufig sind Verwarnungen wegen Missachtung des internen Reglements.

Abs. 2 und 3: Es wird dem Staatsrat überlassen, die Kompetenzen der Berufsfachschulen, das Disziplinarverfahren und die Strafmassnahmen zu definieren. In diesen Bestimmungen werden einzig die Spanne, in der sich eine Busse bewegen kann, und der Maximalbetrag der Gesamtbusse im Falle der Bussenkumulierung festgelegt, die übrigens zulässig ist, da es sich um Verwaltungssanktionen handelt.

Abs. 4: Diese Bestimmung sieht vor, dass die Leitung der Berufsfachschule das Amt, den Bildungsbetrieb und den Anbieter der üK über die gegen die lernende Person verhängte Disziplinarmassnahme informiert, um den Austausch zwischen den Bildungspartnern zu gewährleisten.

3.3 Berufsfachschulen

Art. 28: Arten von Berufsfachschulen und Unterstellung

Abs. 1: Diese Bestimmung listet die verschiedenen Arten von Berufsfachschulen im Kanton auf. Dazu gehören die Schulen im dualen System, die die schulische Ausbildung der Lernenden übernehmen, die die praktische Ausbildung im Bildungsbetrieb absolvieren, die Vollzeitschulen, die die gesamte berufliche Grundbildung erteilen, also auch die Bildung in beruflicher Praxis, und die Schulen mit Praktikum, die nur einen Teil der Bildung in beruflicher Praxis erteilen. Grangeneuve ist materiell eine Berufsfachschule, wird aber formell durch andere gesetzliche Bestimmungen geregelt (vgl. Gesetzgebung über Grangeneuve, SGF 911.10).

Abs. 2: Diese Bestimmung sieht vor, dass die Berufsfachschulen dem Amt unterstellt sind, wobei präzisiert wird, dass Grangeneuve nicht dem Amt unterstellt ist. Es handelt sich um eine öffentlich-rechtliche Einrichtung mit eigener Rechtspersönlichkeit, die der ILFD administrativ zugewiesen ist.

Art. 29: Aufgaben

Die Aufgaben der Berufsfachschulen sind mit denen jeder anderen Bildungseinrichtung vergleichbar. Sie bestehen insbesondere darin, den beruflichen Unterricht in Anwendung der Bildungsverordnungen und der Bildungspläne für die verschiedenen Berufe zu erteilen (Bst. a), Lernende ohne Lehrvertrag (Art. 32 BBG) oder mit aufgelöstem Lehrvertrag aufzunehmen (Bst. b), die Lernenden und die Bildungsbetriebe über die Anforderungen der Ausbildung und die Modalitäten sowie über mögliche Unterstützungsmassnahmen zu informieren (Bst. c), Bescheinigungen auszustellen, die nicht durch das BBG geregelt sind, wie Bestätigungen für kantonale Ausbildungen (z.B. Vorbereitungsjahr in Gestaltung, Ausbildung zur Kostümschneiderin / zum Kostümschneider) und Notenzeugnisse (Bst. d), und mit den OdA die Planung des beruflichen Unterrichts und der üK zu koordinieren (Bst. e).

Art. 30: Bildungsangebot

Abs. 1: Das Amt stellt ein kohärentes Kursangebot sicher, das den Bildungsverordnungen entspricht, die die Anforderungen für die Erlangung eines EBA oder eines EFZ festlegen. Vorbehalten bleiben die interkantonalen Vereinbarungen und insbesondere die interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten in der beruflichen Grundbildung (BFSV; SGF 427.1). Diese Vereinbarung regelt die Umstände, unter denen es den Lernenden gestattet werden kann, ihre Ausbildung ausserhalb des Kantons Freiburg zu absolvieren, insbesondere wenn die gewünschte Ausbildung nicht im Kanton unterrichtet wird.

Bei den anderen Leistungsvereinbarungen handelt es sich um Situationen, in denen der Staat darauf verzichtet, den Unterricht selbst zu organisieren, und stattdessen einen privaten Drittanbieter damit beauftragt.

Der Staatsrat erlässt insbesondere die Bestimmungen über die Mindestschülerzahl, damit eine Klasse eröffnet werden kann.

Abs. 2: Die vom Staatsrat erlassenen Bestimmungen und das vom Amt festgelegte Kursangebot berücksichtigen dabei die Förderung der Zweisprachigkeit gemäss dem in Artikel 2 Abs. 1 Bst. f formulierten Ziel.

Abs. 3: Dies ist ein Verweis auf Artikel 32 BBV und die Vorbereitung auf die berufliche Grundbildung, wie das Vorbereitungsjahr an der Berufsfachschule für Gestaltung (eikon).

Art. 31: Direktionsrat

Die Direktion als Kollegium ist kein Entscheidungsorgan, da das Gesetz nur den Direktorinnen und Direktoren, den Abteilungsvorsteherinnen und Abteilungsvorstehern, den Rektorinnen und Rektoren und in geringerem Masse auch den Lehrpersonen Entscheidungsbefugnisse zuweist. Sie dient vielmehr der Koordination, Verwaltung und Planung der jeweiligen Aufgaben seiner Mitglieder.

Art. 32: Direktorinnen und Direktoren

Jede Berufsfachschule wird auf administrativer und pädagogischer Ebene von einer Direktorin oder einem Direktor geleitet, die oder der gegenüber dem Amt rechenschaftspflichtig ist.

Die Schuldirektorinnen und Schuldirektoren gelten als Verwaltungspersonal und führen alle Personalverwaltungsaufgaben aus, welche die Gesetzgebung über das Staatspersonal den direkten Vorgesetzten überträgt.

Die Direktorinnen und Direktoren von Berufsfachschulen sind verantwortlich für die Organisation, den Betrieb, die administrative, finanzielle und pädagogische Leitung der Schule, die Personalführung, die Qualität des Unterrichts und der Ausbildung sowie für die Zusammenarbeit mit den Partnern der Berufsfachschule, gegenüber denen sie ihre Schule vertreten. Die wichtigsten Aufgaben sind:

- > die Berufsfachschule und das unterstellte Personal führen;
- > die Qualität der pädagogischen, didaktischen und erzieherischen Aktivitäten der Berufsfachschule gewährleisten;
- > die Berufsfachschule in administrativer, organisatorischer und finanzieller Hinsicht leiten;
- > die Berufsfachschule nach aussen vertreten und die interne und externe Kommunikation der Bildungseinrichtung gewährleisten;
- > den ordnungsgemässen Betrieb der Infrastruktur und die Funktionstüchtigkeit der Ausrüstung für den Unterricht und die Verwaltung sicherstellen;
- > mit den Partnern der Berufsfachschule zusammenarbeiten;
- > an Kommissionen oder Arbeitsgruppen teilnehmen.

Art. 33: Personal

In dieser Bestimmung sind die verschiedenen Funktionen aufgeführt, die es an den Berufsfachschulen gibt. Sie präzisiert, dass das Personal vorbehaltlich der Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes der Gesetzgebung über das Staatspersonal untersteht. Das Lehrpersonal untersteht ausserdem dem Reglement für das Lehrpersonal der Volkswirtschafts- und Berufsbildungsdirektion (LPR VWBD).

Art. 34: Unterrichtsverbot

Abs. 1: Die Entlassung einer Lehrperson ist eine ausserordentliche Massnahme und beendet das Dienstverhältnis an einer bestimmten Berufsfachschule. Die Lehrperson hat jedoch immer noch die Möglichkeit, sich bei einem anderen Arbeitgeber inner- oder ausserhalb des Kantons oder bei einer Privatschule zu bewerben. In manchen Fällen sind die Gründe für eine Entlassung so schwerwiegend, dass die VWBD in der Lage sein muss, die Unterrichtsberechtigung für das gesamte Kantonsgebiet vorübergehend oder endgültig zu entziehen. Diese Gründe betreffen beispielsweise Straftaten im Zusammenhang mit Kindern oder Jugendlichen sowie Straftaten oder Handlungen, die mit der Funktion und den Eigenschaften, die von einer Lehrperson erwartet werden, völlig unvereinbar sind oder die die Sicherheit oder den Ruf der Berufsfachschule erheblich gefährden könnten. Es kann sich auch um nachgewiesene Suchtprobleme oder Gesundheitsstörungen handeln, die es trotz der Unterstützungsmassnahmen, die der betroffenen Person angeboten werden können, unmöglich machen, den Beruf weiter auszuüben. Die Möglichkeit, die Unterrichtsberechtigung zu entziehen, entspricht einem wichtigen öffentlichen Interesse zum Schutz der Lernenden und der Berufsfachschule als Institution.

Abs. 2: Die Unterrichtsberechtigung kann nur nach einem Verwaltungsverfahren gemäss der Gesetzgebung über das Staatspersonal entzogen werden, die insbesondere das Recht auf Anhörung beinhaltet. Die Unterrichtsberechtigung kann auch entzogen werden, wenn die Lehrperson aus einem der in Absatz 1 genannten Gründe zurücktritt.

Abs. 3 und 4: Um anderen Kantonen und Privatschulen die Möglichkeit zu geben, sich zu informieren, kann der Entzug der Unterrichtsberechtigung der Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren (EDK) mitgeteilt werden, die eine interkantonale Liste der Lehrpersonen führt, denen die Unterrichtsberechtigung entzogen wurde. Aus Gründen der Rechtssicherheit und des Schutzes der Persönlichkeit der betroffenen Lehrpersonen wird die Massnahme erst dann mitgeteilt, wenn sie vollstreckbar geworden ist, d.h. wenn sie nicht mehr durch eine Beschwerde angefochten werden kann. Die Eintragung in die Liste erfolgt in Übereinstimmung mit den Grundsätzen des Datenschutzgesetzes.

Das Eintragen und Löschen, die Rechtsmittel und der Zugang zur Liste werden in der Interkantonalen Vereinbarung über die Anerkennung von Ausbildungsabschlüssen (AIRD; SGF 410.4, insbesondere Art. 12bis AIRD) geregelt.

Art. 35: Internes Reglement

Abs. 1: Wie bisher haben die Berufsfachschulen die Möglichkeit, ihr eigenes internes Reglement aufzustellen. Es enthält unter anderem Regeln für das Schulleben, die Disziplin, die Nutzung der Räumlichkeiten und der Infrastruktur, die Verwaltung von Abwesenheiten usw.

Abs. 2: Das interne Reglement wird vom Amt und nicht mehr von der Direktion genehmigt, da das Amt über eine Juristin oder einen Juristen verfügt, die oder der die Übereinstimmung der internen Vorschriften mit dem übergeordneten Recht überprüfen kann.

Art. 36: Mediation

Abs. 1: Jede Berufsfachschule bietet einen Mediationsdienst mit speziell ausgebildeten Mediatorinnen und Mediatoren an, was sich bewährt hat. Dieser Dienst entspricht einem wachsenden Bedürfnis vieler Lernender, die mit verschiedenen Schwierigkeiten zu kämpfen haben: Beziehungsprobleme, persönliche, finanzielle oder familiäre Probleme, Motivationsprobleme, Sucht, Konflikte, Sexualität, Einsamkeit usw.

Dieser vertrauliche und kostenlose Dienst kann auch von den gesetzlichen Vertreterinnen und Vertretern sowie den Berufsbildnerinnen und Berufsbildnern in Anspruch genommen werden.

Je nach Fall wird die Person, die diesen Dienst aufsucht, an andere Fachleute auf dem betreffenden Gebiet weitergeleitet (psychologischer Dienst, Arzt/Ärztin usw.).

Abs. 2: Der Staatsrat kann besondere Bestimmungen erlassen.

Art. 37: Prävention

Dieser Artikel gibt dem Staatsrat die Befugnis, Bestimmungen zu erlassen, damit die Berufsfachschulen Aufklärungsarbeit bei den Lernenden leisten. Dazu gehören namentlich die Prävention von Verkehrsunfällen und Haushaltsunfällen, die Gesundheitsvorsorge, die Sensibilisierung für die Nachhaltigkeit, die öffentlichen und administrativen Verpflichtungen und die Verschuldungsproblematik. Die Sensibilisierung für die Verschuldungsproblematik entspricht insbesondere den Zielen der Volksmotion 2014-GC-3 «Zur Eindämmung der Verschuldung junger Menschen». Im Allgemeinen stehen derzeit Fragen der physischen und psychischen Gesundheit von Jugendlichen im Zentrum. Die Erziehung ist in erster Linie Aufgabe der Eltern, wobei aber auch die ganze Gesellschaft gefordert ist. Die Berufsfachschulen tragen ihren Teil dazu bei.

Der Staatsrat wird die Besonderheiten der Berufsfachschulen berücksichtigen und beispielsweise von den Vollzeitschulen verlangen, dass sie den Gesundheitsschutz am Arbeitsplatz mit besonderem Nachdruck behandeln. In diesem Zusammenhang verfügt das Amt über eine Kontaktperson für Gesundheit und Sicherheit am Arbeitsplatz, die die Berufsfachschulen berät.

Art. 38: Entwicklungsprojekte

Diese Bestimmung schafft eine gesetzliche Grundlage, die es dem Amt ermöglicht, pädagogische Projekte umzusetzen oder zu unterstützen, um die Qualität der Ausbildung oder der Schule im Allgemeinen zu verbessern und so auf die gesellschaftlichen Entwicklungen einzugehen. Sie können sich insbesondere auf Lehrmittel (z.B. im Zusammenhang mit der nachhaltigen Entwicklung), Lehrmethoden oder die Schaffung alternativer Strukturen oder Ausbildungsmodalitäten (z.B. Basislehrjahr) beziehen. Diese Projekte können jedoch nicht von Dauer sein und müssen überwacht und bewertet werden. Wenn sie von gesetzlichen Bestimmungen abweichen, muss die Genehmigung des Staatsrats eingeholt werden.

3.4 Bildung in beruflicher Praxis

Art. 39: Bildungsbewilligung – Gewährung

Um Lernende ausbilden zu dürfen, müssen die Anbieter der Bildung in beruflicher Praxis über eine kantonale Bildungsbewilligung verfügen (Art. 20 BBG). Die Bedingungen für die Erlangung dieser Bewilligung sind in der Bildungsverordnung der entsprechenden Ausbildung aufgeführt. Die Aufsicht wird mit Unterstützung der Lehraufsichtskommission ausgeführt, die für das Berufsfeld zuständig ist, in dem die Bewilligung beantragt wurde. Um die Bildungsqualität sicherzustellen und die Person zu schützen, die eine Ausbildung bei einem Anbieter absolviert, der zum ersten Mal über eine Bildungsbewilligung verfügt, entspricht die Gültigkeitsdauer der Bewilligung mindestens einem Bildungszyklus.

Art. 40: Bildungsbewilligung – Entzug

Wenn der Inhaber einer Bildungsbewilligung die Gesetzgebung über die Berufsbildung nicht einhält oder schwerwiegende Probleme auftreten (z.B. Gewalt gegen eine lernende Person), ist das Amt befugt, die Bewilligung zu entziehen. Dazu ist die Stellungnahme der kantonalen Kommission erforderlich.

Die Bildungsbewilligung kann beispielsweise auch entzogen werden, wenn der Betrieb nicht über ausreichend Berufsbildnerinnen und Berufsbilder gemäss den Ausbildungsverordnungen verfügt, wenn die finanziellen Verpflichtungen nicht erfüllt werden oder wenn Verstösse gegen die Sicherheitsvorschriften, das Arbeitsgesetz oder das OR festgestellt werden.

Der Staatsrat legt das Verfahren und die Massnahmen fest, die in solchen Situationen anzuwenden sind.

Art. 41: Ablauf der Bewilligung

Abs. 1: Aufgrund der raschen Entwicklung der technischen Kenntnisse und der Bildungsinhalte dürfen die Betriebe im Besitz einer Bildungsbewilligung nicht zu lange von der Berufsbildung fernbleiben. Mit der Regel, dass ein Betrieb, der während fünf Jahren keine Person ausbildet, die Bildungsbewilligung verliert, wird ein einfaches und geeignetes Kontrollsystem eingeführt. Es ist darauf hinzuweisen, dass nur die Bildungsbewilligung des Lehrbetriebs ablaufen kann und nicht der kantonale Ausweis als Berufsbildnerin oder Berufsbildner. Dadurch hat ein Betrieb,

dessen Bildungsbewilligung abgelaufen ist, der aber über anerkannte Berufsbildnerinnen und Berufsbildner verfügt, die Möglichkeit, ein neues Gesuch um eine Bildungsbewilligung zu stellen.

Abs. 2: Das Amt kann auf Antrag aus wichtigen Gründen eine Verlängerung um fünf Jahre bewilligen.

Art. 42: Ausbildung der Berufsbildnerinnen und Berufsbildner

Die Bundesgesetzgebung definiert abschliessend die Anforderungen für die Erlangung eines Ausweises als Berufsbildnerin oder Berufsbildner. Derzeit werden diese Kurse vom Interprofessionellen Weiterbildungszentrum (IWZ) angeboten, einer Weiterbildungseinrichtung, die dem Amt angegliedert ist. Dieser Ausweis ist von der Bildungsbewilligung zu unterscheiden. Damit ein Betrieb eine Bildungsbewilligung erhält, muss er über Personal verfügen, das im Besitz eines Ausweises als Berufsbildnerin oder Berufsbildner ist.

3.5 Überbetriebliche Kurse

Art. 43: Organisation

Die überbetrieblichen Kurse (üK) ergänzen die Bildung in beruflicher Praxis und die schulische Bildung, wo die zu erlernende Berufstätigkeit dies erfordert (Art. 23 Abs. 1 BBG). In der Regel errichten die OdA, d.h. die Berufsverbände, üK-Kommissionen. Diese haben den Auftrag, die überbetrieblichen Kurse aufzustellen und für die Finanzierung durch die Arbeitgebenden gemäss Artikel 23 Abs. 2 BBG zu sorgen. Das Amt unterstützt die üK-Kommissionen bei der Bereitstellung der Kurse. Ausserdem beugt es entweder direkt oder durch die Beauftragung Dritter einem allfälligen Mangel an üK vor.

Für einige Berufe werden die üK von den OdA an einem Ort ausserhalb des Kantons zusammengezogen. Zum Beispiel hat die OdA suissetec die üK für den Beruf «Gebäudetechnikplaner/in Sanitär EFZ» zentral im Kanton Waadt angesiedelt.

Abs. 4: Der neue Absatz 4 legt fest, dass der Lehrplan der Vollzeitschulen auch die üK umfasst, die gestützt auf die Bildungsverordnungen organisiert werden. Dies entspricht der aktuellen Praxis.

Art. 44: Kursbesuch

Abs. 1: Der Besuch der üK ist gemäss Artikel 23 Abs. 3 BBG obligatorisch.

Abs. 2 und 3: Das Amt kann allfällige Ausnahmen bewilligen, insbesondere wenn Lernende einen gleichwertigen Unterricht in einem betrieblichen Bildungszentrum oder an einer Vollzeitberufsfachschule besuchen.

3.6 Qualifikationsverfahren, Ausweise und Titel

Art. 45: Grundsätze

Abs. 1: Dieser Absatz legt fest, dass die lernende Person die gesamte Ausbildung gemäss der geltenden Bildungsverordnung absolvieren muss.

Es kann vorkommen, dass eine lernende Person aufgrund von Krankheit, Unfall oder unentschuldigter Absenz mehrere Monate der Ausbildung versäumt. Dies kann zu erheblichen Lücken in der beruflichen Praxis und/oder der schulischen Bildung führen. Die betroffenen Personen haben also nicht die vollständige Ausbildung absolviert, so dass sie im konkreten Fall aufgrund eines zu grossen Ausbildungsdefizits nicht zu den Qualifikationsverfahren zugelassen werden können. Dies gilt natürlich nicht für Personen im Programm «Sport-Kunst-Ausbildung», die von Arbeitszeitverkürzungen oder Sonderurlaub profitieren. Davon ausgenommen sind auch verkürzte Ausbildungen, weil die Person bereits über ein erstes EFZ oder einen gymnasialen Maturitätsausweis verfügt.

Abs. 2 und 3: Die Qualifikationsverfahren richten sich nach der Bundesgesetzgebung, und zwar insbesondere nach den Bildungsverordnungen, die die Anforderungen für jeden Beruf aufzählen. Das Amt ist beauftragt, diese Verfahren zu organisieren und zu koordinieren, und wird dabei von den Prüfungskommissionen oder von beauftragten Dritten unterstützt. Es ist auch für den Entscheid über die Ergebnisse der Qualifikationsverfahren der Kandidatinnen und Kandidaten zuständig. Die eidgenössischen Ausweise werden von der Direktion und die kantonalen Ausweise vom Amt ausgestellt.

Abs. 4: Kantonale Ausweise werden insbesondere für Ausbildungen ausgestellt, die nicht durch die Bundesgesetzgebung geregelt sind, z.B. die Ausbildung als Kostümschneiderin oder Kostümschneider (GIBS), das Vorbereitungsjahr in Gestaltung (Berufsfachschule für Gestaltung – eikon) oder die Bestätigung über den Besuch einer zweisprachigen Ausbildung.

Art. 46: Qualifikationskommission – Einsetzung und Zusammensetzung

Bei Berufsfachschulen kann die Prüfungskommission wie bisher in Form einer Jury errichtet werden. Das Amt sorgt gemäss Artikel 47 BBG und 50 BBV dafür, dass sich die Kommissionsmitglieder die nötigen Qualifikationen aneignen können. Es ist möglich, dass eine Prüfungskommission die gleichen Mitglieder wie die Lehraufsichtskommission hat. Der Staatsrat legt die Grundsätze fest, nach denen die Kommissionsmitglieder gewählt werden. Die Bestimmungen können insbesondere die Modalitäten für die Vertretung der OdA und der Lehrpersonen in den Kommissionen festlegen.

Art. 47: Qualifikationskommission – Aufgaben

Die im Entwurf erwähnten Aufgaben sind nicht abschliessend. Das Amt kann im Falle eines Betrugs während dem Qualifikationsverfahren gegebenenfalls eine Qualifikationskommission mit dem Verfahren betrauen.

Art. 48: Vertretung der Qualifikationskommission

Falls keine Qualifikationskommission eingesetzt werden konnte, bietet diese Bestimmung dem Amt die Möglichkeit, den Berufsfachschulen oder Dritten die Aufgaben der Qualifikationskommissionen zu übertragen. Zum Beispiel kann das qualifizierte Personal der Berufsfachschulen in jedem Fall im Rahmen seiner üblichen Tätigkeit für Expertenaufgaben bei den Qualifikationsverfahren herangezogen werden.

Art. 49: Anerkennung von Bildungsleistungen und Praxiserfahrung

Der Grundsatz der Anerkennung von informellen Bildungsleistungen ist in Artikel 9 BBG verankert. Dieser Grundsatz fördert die Durchlässigkeit zwischen den verschiedenen Bildungswegen und Ausbildungsgängen. Dies bedeutet, dass auch ausserhalb üblicher Bildungswege erworbene berufliche oder ausserberufliche Praxiserfahrung und fachliche oder allgemeine Bildung anrechenbar sind. Hier sind die verkürzten Ausbildungen für Personen zu nennen, die bereits eine berufliche oder allgemeine Bildung abgeschlossen haben. Die Voraussetzungen für die Anerkennung dieser informellen Bildungsleistungen werden wie für die üblichen Qualifikationsverfahren in der entsprechenden Bildungsverordnung festgelegt.

Art. 50: Gebühr – Grundsätze

Abs. 1: Diese Bestimmung führt den Grundsatz ein, dass das Qualifikationsverfahren für alle unentgeltlich ist, auch für Personen ohne Lehrvertrag.

Abs. 2: Obwohl die Bundesgesetzgebung (Art. 41 BBG) es erlauben würde, eine Gebühr von den Lernenden zu verlangen, die das Qualifikationsverfahren nach einem Misserfolg wiederholen, befreit diese Bestimmung auch die Personen, die das Verfahren wiederholen, von den Kosten. Die Möglichkeit, eine Gebühr von Personen zu verlangen, die nicht erscheinen oder sich ohne triftige Gründe zurückziehen, bleibt jedoch bestehen.

Art. 51: Nebenkosten

Abs. 1: Die Kosten für das Prüfungsmaterial und die Miete der Prüfungsräumlichkeiten werden gemäss dieser Bestimmung von den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis getragen. Dies entspricht auch Artikel 39 Abs. 1 BBV.

Abs. 2: Für Kandidatinnen und Kandidaten, die gestützt auf Artikel 32 BBG die Prüfungen ohne Lehrvertrag absolvieren, werden die Materialkosten und Raummieten neu vom Staat übernommen. Bisher wurden diese Kosten direkt der Person ohne Lehrvertrag in Rechnung gestellt, was ein Hindernis für die Berufsbildung darstellen kann.

Abs. 3: Die Reise-, Verpflegungs- und Unterkunftskosten der Lernenden werden von den Anbietern der Bildung in beruflicher Praxis getragen, falls das Qualifikationsverfahren nicht im Kanton der betrieblich organisierten oder schulischen Grundbildung durchgeführt wird.

Art. 52: Veröffentlichung

Dies ist eine Anpassung an die Praxis der BKAD, die bei der Bekanntgabe der Ergebnisse zusätzlich zum Namen der Absolventinnen und Absolventen auch ihren Wohnort angibt. Zudem wird durch die Nennung der Bildungsbetriebe ihr Engagement für die Freiburger Jugend honoriert.

Die Lernenden und die Bildungsbetriebe haben die Möglichkeit, die Veröffentlichung ihrer Namen zu verbieten. Dadurch gelten die Datenschutzanforderungen als eingehalten.

3.7 Aufsicht über die Grundbildung

Art. 53: Aufsichtskompetenz

Abs. 1 und 2: Das Amt übt die Aufsicht über die Lehre aus, d.h. die Aufsicht über die Grundbildung im Sinne von Artikel 24 BBG. Es steht in ständigem Kontakt mit den Partnern der Berufsbildung und setzt sich im Streitfall dafür ein, Lösungen zu finden.

Das Amt beaufsichtigt namentlich die Qualität der Bildung in beruflicher Praxis, einschliesslich der überbetrieblichen Kurse und vergleichbarer dritter Lernorte, die Qualität der schulischen Bildung, die Qualifikationsverfahren, die Einhaltung der gesetzlichen Bestimmungen im Lehrvertrag und die Einhaltung des Lehrvertrags durch die Vertragsparteien.

Abs. 3: Das Amt kann die Aufsichtskompetenz auch an Lehraufsichtskommissionen übertragen.

Art. 54: Lehraufsichtskommission – Ernennung, Arbeitsweise und Zusammensetzung

Abs. 1: Der Staatsrat erlässt die Bestimmungen über die Arbeitsweise und die Zusammensetzung der Lehraufsichtskommissionen, wobei er auf eine angemessene Vertretung der OdA und der Lehrpersonen achtet.

Abs. 2: Die Lehraufsichtskommissionen sind keine Verwaltungskommissionen im Sinne von Artikel 53 SVOG. Sie werden für ein bestimmtes Berufsfeld (einen oder mehrere Berufe) errichtet. Für den Fall, dass keine Lehraufsichtskommission eingerichtet wurde, übernimmt das Amt die Rolle der Lehraufsichtskommission.

Art. 55: Lehraufsichtskommission – Aufgaben

Abs. 1: Die Änderungen in Absatz 1 Bst. b und c entsprechen der gegenwärtigen Praxis. Derzeit hängt die Anzahl der Besuche von den finanziellen Mitteln ab, die dafür zur Verfügung stehen. Der Grundsatz eines jährlichen Besuchs kann nicht länger die Norm sein. Ziel ist es, diesen Punkt anders anzugehen und Besuche auch auf Antrag eines der Partner durchzuführen, wenn dies erforderlich ist.

Trotz des Rückgangs der Anzahl der Besuche ist die Qualität der Aufsicht über die Berufsbildung weiterhin vollständig gewährleistet. So wurde mit der Änderung der Weisungen für die Lehraufsichtskommissionen die Betreuung dort verstärkt, wo sie nötig ist, während bei den systematischen Besuchen Ressourcen freigesetzt wurden. Diese Anpassung des Besuchssystems hat die Lehraufsichtskommissionen stark entlastet und erlaubt es, ihre Einsätze über die gesamte Dauer der Lehre zu decken. Bei Schwierigkeiten stehen ausserdem die Direktionen und Mediationsdienste der Berufsfachschulen wie auch die Sektorverantwortlichen des Amts den Lernenden und Bildungsbetrieben zur Verfügung und können sie beraten und an andere Stellen verweisen.

Darüber hinaus wird im Rahmen des HAE-Projekts ein IT-Tool entwickelt, das in Kürze in Betrieb genommen wird (IS-Academia), über das Situationen gemeldet werden können, die Sorgen bereiten. Dieses Instrument wird den Lehraufsichtskommissionen zur Verfügung gestellt, damit sie und das Amt die regulären und die angeforderten Besuche bearbeiten können.

In Bezug auf Absatz 1 Bst. b genügt nach der gegenwärtigen Praxis ein Bericht zuhanden des Amts. Es ist also nicht notwendig, jedes Mal die kantonale Kommission zu informieren, was den Verwaltungsaufwand unnötig erhöhen würde. Bei Bedarf kann das Amt die kantonale Kommission über besondere Fälle informieren.

Der Begriff «provisorisch» unter Buchstabe c wird angesichts der Abschaffung der provisorischen Bewilligung ebenfalls gestrichen.

Abs. 2: Das Amt kann den Lehraufsichtskommissionen auch andere Aufgaben als die in dieser Bestimmung genannten zuweisen, z.B. im Zusammenhang mit Schwierigkeiten zwischen einer lernenden Person und ihrer Berufsbildnerin oder ihrem Berufsbildner.

4 Berufsorientierte Weiterbildung

Art. 56: Gegenstand

Die Weiterbildung im Sinne dieses Gesetzes muss von der Weiterbildung von Erwachsenen unterschieden werden, die Gegenstand des Gesetzes vom 21. November 1997 über die Erwachsenenbildung (ErBG; SGF 45.1) ist, das derzeit überarbeitet wird. Dieses zielt vor allem auf die Verbesserung der Grundkompetenzen (Lesen, Schreiben, Rechnen, Computernutzung) ab, trägt zur beruflichen Eingliederung bei und erleichtert den Zugang zur formalen Bildung, insbesondere zur zertifizierenden Berufsbildung. Die berufsorientierte Weiterbildung ihrerseits richtet sich in erster Linie an Personen, die bereits eine berufliche Grundbildung absolviert haben.

Für den Einzelnen bietet die berufsorientierte Weiterbildung die Möglichkeit, seine Kompetenzen und Qualifikationen aufzufrischen, zu vertiefen und weiterzuentwickeln oder neue zu erwerben. Dies ermöglicht es den Erwerbstätigen, ihre berufliche Flexibilität zu bewahren und aktiv an der gesellschaftlichen, wirtschaftlichen und technischen Entwicklung teilzunehmen.

Die berufsorientierte Weiterbildung ist in erster Linie Sache der Arbeitnehmenden und der Unternehmen. Die öffentliche Hand greift subsidiär ein, wenn kein privates Angebot vorhanden ist oder ein öffentliches Interesse daran besteht.

Art. 57: Aufgaben des Staats und Bildungsangebot

Abs. 1: Diese Bestimmung legt fest, dass der Kanton nur berufsorientierte Weiterbildungen und damit verbundene Massnahmen unterstützt, die von besonderem öffentlichem Interesse sind und sonst nicht oder nur unzureichend angeboten werden könnten. Dies bedeutet nicht, dass der Kanton alle Weiterbildungsangebote selbst anbieten und finanzieren muss, sondern nur, dass er Lücken in der Palette der Weiterbildungsangebote füllen muss, wenn der Markt keine Angebote von besonderem öffentlichem Interesse bereithält. Der Staat muss also aktiv werden, wenn das Angebot ohne seinen Eingriff nicht mehr genügt.

Abs. 2: Diese Bestimmung legt fest, welche Ausbildungen von besonderem öffentlichem Interesse sind. Die Fördermassnahmen konzentrieren sich auf die Bildungsbereiche, die dazu beitragen, Personen in der Arbeitswelt zu halten und ihre Mobilität zu steigern. Im Gegensatz dazu fallen Kursangebote, die der persönlichen Entfaltung und der Freizeitgestaltung dienen, nicht unter den Begriff des öffentlichen Interesses. Insbesondere werden Ausbildungen gefördert, die

- > für Bevölkerungsgruppen bestimmt sind, die aufgrund ihrer sozioökonomischen Situation benachteiligt sind;
- > Personen unterstützen, die von tiefgreifenden wirtschaftlichen oder technologischen Veränderungen betroffen sind;
- > eine Verbesserung der Fachkompetenzen und damit die berufliche Flexibilität und Mobilität fördern;
- > die Innovation und die Qualitätsentwicklung fördern;
- > die Sprachkompetenzen verbessern und auf diese Weise ebenfalls die berufliche Flexibilität und Mobilität fördern;
- > die regionalen Unterschiede im Weiterbildungsangebot verringern.

Die Grundkompetenzen (Lesen, Schreiben, Rechnen, Computernutzung) hingegen fallen, wie bereits erwähnt, unter das ErBG.

Abs. 3: Der Staat verfügt über ein eigenes Weiterbildungszentrum, nämlich das IWZ, das ein breites Weiterbildungsangebot von öffentlichem Interesse anbietet. Der Betrieb des Zentrums wird durch das Reglement des Interprofessionellen Weiterbildungszentrums (IWZR; SGF 426.11) geregelt.

Art. 58: Anbieter

Abs. 1: Bei den Anbietern kann es sich um öffentliche (wie das IWZ) oder private Ausbildungszentren (Klubschule Migros usw.) handeln, sowie um OdA oder Dachverbände, die für ihre Branche Weiterbildungskurse organisieren.

Abs. 2 und 3: Die Direktion ist befugt, Dritte mit der Organisation von Weiterbildungskursen von öffentlichem Interesse zu beauftragen, wenn kein staatliches Angebot vorhanden ist. In diesem Fall schliesst sie Leistungsvereinbarungen ab, wobei der Staatsrat festlegt, was mindestens darin geregelt werden muss. Was den Mindestinhalt der Leistungsvereinbarungen betrifft, werden insbesondere die quantitativen und qualitativen Aspekte der Ausbildung festgelegt.

Art. 59: Zertifizierung

Dieser Artikel überträgt dem Amt die Aufgabe, für die gute Qualität von Bildungsangeboten von öffentlichem Interesse, die vom Staat oder im Auftrag des Staates organisiert werden, zu sorgen und bei Bedarf einzugreifen.

5 Höhere Berufsbildung

Art. 60: Gegenstand

Dieser Artikel erläutert die Rolle der höheren Berufsbildung, die zum Ziel hat, den Erwerbstätigen mit einem EFZ oder einem gleichwertigen Abschluss auf der Sekundarstufe II die Möglichkeit zu geben, sich zu spezialisieren und ihre Kenntnisse zu vertiefen. Sie baut auf der gesammelten Berufserfahrung auf. Diese Ausbildungen auf Tertiärstufe unterscheiden sich von denjenigen an Fachhochschulen und Universitäten durch ihre Ausrichtung auf die Praxis.

Art. 61: Aufgaben des Staats und Bildungsangebot

Das BBG und die Verordnung des Eidgenössischen Departements für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF) über Mindestvorschriften für die Anerkennung von Bildungsgängen und Nachdiplomstudien der höheren Fachschulen (MiVo HF; SR 412.101.61) legen den gesetzlichen Rahmen für die Bildungsgänge der höheren Berufsbildung fest.

Buchstabe a dieser Bestimmung bezieht sich auf freiwillige Kurse zur Vorbereitung auf die eidgenössischen Prüfungen, die in der Regel berufsbegleitend angeboten werden. Für den erfolgreichen Abschluss der Prüfung wird ein eidgenössischer Fachausweis oder ein eidgenössisches Diplom ausgestellt. Für jede Prüfung gilt ein Prüfungsreglement, das vom Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) genehmigt wird. Gemäss Artikel 56a BBG erhalten Personen, die an Kursen zur Vorbereitung auf eine Berufsprüfung oder eine höhere Fachprüfung teilnehmen, seit 2018 einen direkten Bundesbeitrag. Ihnen werden bis zu 50 % der Kosten für die Vorbereitungskurse zurückerstattet, wenn sie die Prüfung (eidgenössischer Fachausweis oder eidgenössisches Diplom) ablegen.

Buchstabe b bezieht sich auf Vollzeit- oder berufsbegleitende Bildungsgänge, die von öffentlichen oder privaten Schulen organisiert und durch einen vom SBFI genehmigten Rahmenlehrplan geregelt werden.

Buchstabe c bezieht sich auf Nachdiplomstudiengänge, die von höheren Fachschulen angeboten werden. Es handelt sich um eine Weiterbildung für die Inhaberinnen und Inhaber eines Titels auf Tertiärstufe. Zum Zeitpunkt der Ausarbeitung dieses Berichts müssen diese Kurse gemäss BBG vom Bund anerkannt werden. Der Änderungsentwurf des BBG vom 14. Juni 2024 sieht vor, dass diese Anerkennung künftig nicht mehr verlangt wird.

Art. 62: Anbieter

Abs. 1: Dieser Artikel legt fest, welche Anbieter die in Artikel 61 erwähnten Kurse und Bildungsgänge erteilen. Ist bei einem nachweislichen Bedarf kein Angebot der OdA vorhanden, kann der Staat selbst zum Beispiel über das IWZ Vorbereitungskurse für die eidgenössischen Prüfungen aufstellen.

Abs. 2: Je nach Beruf gibt es öffentliche und private Angebote für die höhere Berufsbildung. Ein Beispiel hierfür ist die Ausbildung zur Kleinkinderzieherin oder zum Kleinkinderzieher HF, die von der Berufsfachschule Soziales-Gesundheit (ESSG) angeboten wird.

Art. 63: Zuständigkeit und Verfahren

Abs. 1: Das aktuelle Gesetz macht keine Angaben zur Zuständigkeit für die Eröffnung eines Berufsbildungsgangs, in der Praxis wird sie aber bereits vom Staatsrat ausgeübt. Dieses Vorgehen wird nun durch diese Bestimmung gesetzlich verankert.

Abs. 2: Das Reglement wird das Bewilligungsverfahren und den Inhalt des Gesuchsdossiers festlegen. Dies kann namentlich eine Marktstudie, einen Ausbildungs- und Finanzierungsplan, eine Absichtserklärung der OdA oder Bildungsabschlüsse der Lehrpersonen beinhalten.

Art. 64: Eröffnungs- und Schliessungskriterien

Abs. 1: Diese Bestimmung legt die Kriterien fest, nach denen der Staatsrat das Amt ermächtigen kann, einen Bildungsgang der höheren Berufsbildung zu eröffnen. Diese Bildungsgänge müssen den Bedürfnissen der Arbeitswelt entsprechen, werden nicht ausreichend durch das bestehende Angebot auf regionaler oder nationaler Ebene abgedeckt und müssen von öffentlichem Interesse sein. Zur Förderung der höheren Bildung ist es auch nötig, das Angebot regelmässig zu überprüfen, damit es stets den sich ändernden Bedürfnissen der Wirtschaft entspricht. Die Zusammenarbeit mit den OdA wird bei der Beurteilung dieser Kriterien unerlässlich sein.

Bst. a: Eine gründliche Analyse sollte den Bedarf eines Wirtschaftszweiges aufzeigen und die uneingeschränkte Unterstützung der betreffenden OdA erhalten.

Bst. b: Bezüglich des Begriffs des öffentlichen Interesses wird auf die Erläuterungen zu Artikel 57 Abs. 2 verwiesen.

Bst. c: Nach der Analyse allfälliger Angebote ausserhalb des Kantons muss auch das überwiegende Interesse an der Durchführung der Ausbildung im Kanton nachgewiesen werden. Dieses kann finanzieller Art (Kosten für Schulgeld ausserhalb des Kantons) oder wirtschaftlicher Art sein (Bedarf an qualifiziertem Personal oder Förderung eines bestimmten Wirtschaftszweigs).

Abs. 2: Die Schliessung eines Bildungsgangs darf natürlich nicht vor dessen Ende erfolgen, damit alle Studierenden ihre Ausbildung normal abschliessen können.

Art. 65: Reglement

Abs. 1: Wie Artikel 35 erlaubt diese Bestimmung den Bildungsgängen, ein internes Reglement zu erlassen, das die Arbeitsweise, die Zulassungs-, Ausbildungs- und Promotionsbedingungen sowie die Qualifikationsverfahren festlegt.

Abs. 2: Der vom SBFI genehmigte Rahmenlehrplan für jeden Bildungsgang der höheren Berufsbildung legt die Zulassungsbedingungen fest und regelt das Qualifikationsverfahren. Die Schule kann daher nur zusätzliche Bestimmungen, die mit dem übergeordneten Recht vereinbar sind, in ihr Schulreglement aufnehmen.

Abs. 3: Wie es der Grundsatz der Gesetzmässigkeit verlangt, werden im Gesetz die schwerste Disziplinar massnahme – in diesem Fall der Ausschluss – und die Behörde erwähnt, die dafür zuständig ist, sie auszusprechen.

Abs. 4: Die Auswahlkriterien müssen im Reglement der höheren Fachschule erwähnt werden.

Art. 66: Qualität und Aufsicht

Abs. 1: Gemäss Artikel 8 BBG sorgen die Anbieter der Berufsbildung dafür, dass die Qualität erhalten und ausgebaut wird.

Abs. 2: Gemäss Artikel 29 Abs. 5 BBG üben die Kantone die Aufsicht über die höheren Fachschulen aus, soweit sie eidgenössisch anerkannte Bildungsgänge anbieten. Die Schweizerische Berufsbildungsämter-Konferenz SBBK hat in einer Empfehlung zur Aufsicht die Mindeststandards dargelegt, welche die Kantone bei ihrer Aufsichtsaufgabe berücksichtigen sollen. Die Empfehlung ist am 1. August 2022 in Kraft getreten und ist somit anwendbar.

6 Finanzierung

6.1 Grundsätze

Art. 67: Pauschalbeiträge des Bundes

Abs. 1: Der Grundsatz der Pauschalbeiträge des Bundes bleibt unverändert. Diese Pauschalbeiträge können einzig für die Finanzierung der in Artikel 53 BBG vorgesehenen Aufgaben eingesetzt werden. Der Bund leistet ausserdem Beiträge für die in den Artikeln 54 bis 56 BBG genannten Gegenstände sowie an Absolventinnen und Absolventen von Kursen, die auf eidgenössische Berufsprüfungen oder eidgenössische höhere Fachprüfungen vorbereiten.

Abs. 2: Für die Aufteilung der Pauschalbeiträge auf die verschiedenen Aufgaben ist der Kanton, im vorliegenden Fall der Staatsrat, zuständig. So erlaubt es Artikel 4 Abs. 1 Bst. a der Direktion, Anbieter der Berufsbildung, wie etwa OdA, mit bestimmten Aufgaben zu beauftragen.

Falls der Kanton bestimmte in Artikel 53 BBG erwähnte Aufgaben an Dritte überträgt, muss er ihnen auch den entsprechenden Anteil an den Pauschalbeiträgen des Bundes abtreten.

Art. 68: Finanzierung durch den Staat

Abs. 1: Der Staat gewährleistet die Finanzierung der Berufsbildung im Kanton in Ergänzung der Beiträge des Bundes und jener der Vereinigung.

Abs. 2: Diese Bestimmung zielt auf die finanzielle Unterstützung von Projekten ab, die eine interkantonale Zusammenarbeit im Bereich der Berufsbildung beinhalten.

6.2 Infrastrukturen

Art. 69: Finanzierung und Verwaltung der Infrastrukturen

Abs. 1: Seit 1961 finanziert die Vereinigung die Infrastrukturen für die betrieblich organisierte Grundbildung und die Weiterbildung. Darunter fallen der Erwerb, der Bau, die Miete, die Verwaltung, der Unterhalt und der Betrieb der für die Bildung erforderlichen Gebäude. So ist die Vereinigung unter anderem Eigentümerin der Gebäude am Standort Derrière-les-Remparts in Freiburg, der gewerblichen und kaufmännischen Berufsfachschule in Bulle, der üK-Räumlichkeiten an der Route de la Prairie in Freiburg und der üK-Zentren in Courtaman und Villaz-St-Pierre. Ausserdem mietet sie Räume im Gebäude des IWZ in Granges-Paccot. Das IWZ schliesst die Mietkosten in die Berechnung seiner Gesteungskosten ein und ist in der Lage, sie der VKBZ zurückzuzahlen.

Absatz 1 wurde dahingehend geändert, dass die Vereinigung nicht mehr für die Finanzierung und Verwaltung der Infrastruktur für die Weiterbildung zuständig ist. Daher werden die Beiträge der Gemeinden und der Arbeitgeber nicht mehr für die Finanzierung der beruflichen Weiterbildung verwendet. Bei Weiterbildungsangeboten im öffentlichen Interesse, die vom Staat organisiert werden, finanziert der Staat den Teil der Infrastruktur, der nicht durch die Gebühren der Teilnehmenden gedeckt wird.

Abs. 2 und 3: Diese Absätze schreiben vor, dass die laufenden Ausgaben und die Investitionen für diese Infrastrukturen von der Vereinigung festgelegt werden und der Finanzkontrolle des Staates gestützt auf das Gesetz über den Finanzhaushalt des Staates (FHG; SGF 610.1) unterstehen.

Abs. 4: Diese Bestimmung präzisiert, dass die Vereinigung nur die Infrastruktur der betrieblich organisierten Grundbildung (im dualen System) finanziert und verwaltet, wie dies auch in ihren Statuten steht. Die Infrastrukturen der Vollzeitberufsfachschulen werden in der Tat vom Staat finanziert und verwaltet.

Abs. 5: Bei Bedarf kann der Staatsrat Ausführungsbestimmungen erlassen.

Art. 70: Anteil der Pauschalbeiträge zugunsten der Vereinigung

Abs. 1: Diese Bestimmung ist eine Anwendung von Artikel 53 BBG, der den Grundsatz und die Verwendung der vom Bund gewährten Pauschalbeiträge festlegt. Entgegen dem geltenden Gesetz, das den Anteil auf 18 % festlegt, wird dieser nun vom Staatsrat auf der Grundlage des Investitions- und Finanzierungsplans der Vereinigung festgelegt.

Art. 71: Laufende Ausgaben

Der Verteilschlüssel zu Lasten der Gemeinden bleibt unverändert.

Derzeit beteiligen sich alle Freiburger Gemeinden an den laufenden Kosten der Vereinigung in Höhe von 3,8 Millionen Franken pro Jahr. Die Regel, die für die Verteilung dieses Betrags auf die Gemeinden verwendet wird, verursacht den Gemeinden und dem Kanton einen recht grossen Verwaltungsaufwand. Der von den Gemeinden geschuldete Betrag wird je hälftig von den Wohnortsgemeinden und den Lehrortsgemeinden der Lernenden getragen.

Um diesen bürokratischen Aufwand immerhin etwas zu verringern, führt der Gesetzesentwurf in Artikel 71 Abs. 1 Bst. c einen Stichtag ein. Der Wohnsitz der Lernenden wird somit nur noch einmal jährlich ermittelt. der Stichtag wird vom Amt festgelegt. Er könnte auf den 15. November festgelegt werden. Dieser Zeitpunkt entspricht dem Ende der dreimonatigen Probezeit bei Lehrverträgen (Art. 344a Abs. 3 OR). Zudem sieht die Interkantonale Vereinbarung über die Beiträge an die Ausbildungskosten in der beruflichen Grundbildung (Berufsfachschulvereinbarung BFSV; SGF 427.1) ebenfalls den 15. November als Stichtag vor für die Bekanntgabe der Zahl der Personen in Ausbildung pro Kanton.

Art. 72: Investitionsausgaben

Abs. 1: Was die Investitionsausgaben betrifft, beteiligt sich der Staat höchstens zu 30 % an den Gesamtkosten für den Erwerb und den Bau neuer Infrastrukturen, die von der Vereinigung beschlossen werden.

Abs. 2: Zur Finanzierung des Restbetrags (d.h. der verbleibenden 70 %) nimmt die Vereinigung in der Regel Hypothekarkredite auf. Die damit verbundenen Kosten sowie die Abschreibungen werden nach dem Verteilschlüssel für die laufenden Ausgaben (Art. 81) von den drei Partnern Staat, Gemeinden und Arbeitgeber getragen.

Art. 73: Arbeitgeberbeitrag

Abs. 1 und 3: Der derzeitige vom Staatsrat festgelegte Arbeitgeberbeitrag beträgt 0,04 % der für die Familienzulagen verbindlichen Lohnsummen. Die Gesetzesrevision hat keine Auswirkungen auf diesen Satz und dieses Prinzip.

Abs. 2: Die Löhne der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer in der Land- und Forstwirtschaft unterstehen nicht diesem Arbeitgeberbeitrag, da Grangeneuve nicht von den Leistungen der Vereinigung profitiert.

Art. 74: Überschuss

Diese Bestimmung wurde nicht geändert. Artikel 60 BBG sieht vor, dass die Organisationen der Arbeitswelt, die für die Bildung, die Weiterbildung und die Prüfungen zuständig sind, eigene Berufsbildungsfonds zur Förderung der Berufsbildung schaffen und äufnen können. Eine konkrete Ausführung dieser Bestimmung auf kantonaler Ebene ist die privatrechtliche Stiftung, die eingesetzt wird, um die Berufsbildung zu fördern, die technischen Einrichtungen der Berufsfachschulen und Werkstätten der üK zu vervollständigen und zu verbessern sowie die berufliche Weiterbildung in all ihren Formen zu fördern. Diese Stiftung, die den Überschuss des Arbeitgeberbeitrags erhält, finanziert seit 1965 zahlreiche Projekte im Zusammenhang mit der Entwicklung der Berufsbildung im Kanton Freiburg. Sie besteht aus sieben Mitgliedern, nämlich aus drei Vertretern der Handels- und Industriekammer des Kantons Freiburg, drei Vertretern des Arbeitgeberverbands des Kantons Freiburg und einem Vertreter des Staates Freiburg.

Art. 75: Inkasso

Das Amt zieht die Beiträge der Gemeinden und Arbeitgeber jährlich ein. Im geltenden Gesetz wird erwähnt, dass das Inkasso Gegenstand einer Einsprache sein kann. Die neue Bestimmung legt dies nicht mehr fest, da alle Entscheide des Amts gemäss Artikel 97 mit Einsprache anfechtbar sind.

6.3 Subventionen

Art. 76: Gegenstand und Höhe der Subventionen

Abs. 1: Zusätzlich zu den Beiträgen zugunsten der Vereinigung kann der Staat Subventionen an Dritte vergeben, die Aufgaben gemäss Artikel 53 ff. BBG ausführen. Dies sind insbesondere die Anbieter von üK oder von berufsorientierten Weiterbildungskursen. Dabei handelt es sich entweder um Finanzhilfen oder um Entschädigungen im Sinne von Artikel 3 beziehungsweise 4 des Subventionsgesetzes (SubG; SGF 616.1). Die Leistungsanbieter

erhalten einen Pauschalbeitrag, der sich aus Beiträgen des Kantons und des Bundes zusammensetzt, wobei der Beitrag des Bundes aus dem Pauschalbeitrag stammt, den der Bund dem Kanton auszahlt. Diese Bestimmung ermöglicht es, Beiträge an Projekte oder Aufgaben zu leisten, die über den Anwendungsbereich von Artikel 45 hinausgehen, der auf pädagogische Projekte innerhalb der Schulen beschränkt ist.

Abs. 2: Da der Bund seit Inkrafttreten von Artikel 56a BBG (1. Januar 2018) 50 % der Kosten von Personen übernimmt, die sich zu Kursen anmelden, die auf die eidgenössischen Berufsprüfungen oder auf die eidgenössischen höheren Fachprüfungen vorbereiten (ehemals Fachausweis und Meisterdiplom), schliesst dieser Absatz Kantonsbeiträge an diese Kosten aus.

6.4 Grundbildung

Art. 77: Unentgeltlichkeit des Berufsschulunterrichts

Abs. 1: Diese Bestimmung sieht im Sinne der Bundesgesetzgebung (Art. 22 Abs. 1 BBG) die Unentgeltlichkeit des obligatorischen Berufsfachschulunterrichts für alle vor, ausser die Bundesgesetzgebung oder interkantonale Vereinbarungen sehen Gegenteiliges vor. Es gilt zu beachten, dass nur der obligatorische Unterricht an den Berufsfachschulen für die Grundbildung unentgeltlich ist.

Abs. 2: Diese Bestimmung präzisiert, dass die im vorherigen Absatz erwähnte Unentgeltlichkeit des Berufsfachschulunterrichts auch für Personen gilt, die keinen Lehrvertrag haben.

Art. 78: Kosten zulasten der Lernenden

Abs. 1: Dieser Artikel zählt auf, welche Kosten von den Lernenden getragen werden. Dazu gehören namentlich Lehrmittel (Lehrbücher, literarische Werke, Nachschlagewerke usw.) und Schulmaterial (Hefte, Mappen, Ordner, Agenden, Taschenrechner, Computer usw.), die im Gegensatz zur obligatorischen Schule nicht unentgeltlich von der Berufsfachschule zur Verfügung gestellt werden. Dazu gehören auch persönliche Gegenstände (z.B. Schulsack, Etui oder Sportkleidung und -schuhe) sowie Kosten für besondere Veranstaltungen oder Ausflüge (Schulreisen, Studienreisen, Kultur- oder Sporttage usw.).

Abs. 2: Dieser Absatz sieht vor, dass Gebühren für die Anmeldung und eine Kostenbeteiligung für Schulmaterial, das von der Berufsfachschule zur Verfügung gestellt wird (z.B. Hefte, Mappen, Agenden, Fotokopien usw.) verlangt werden können. Der Gegenstand und die Höhe der Gebühr werden vom Staatsrat festgelegt.

Abs. 3: Die Reisekosten für den Besuch der Berufsfachschule sowie die Verpflegung in der Kantine wie auch für obligatorische oder fakultative Veranstaltungen ausserhalb der Berufsfachschule gehen ebenfalls zulasten der Lernenden.

6.5 Weiterbildung

Art. 79: Finanzierung

Abs. 1: Diese Bestimmung sieht vor, dass die Kosten der Weiterbildung von öffentlichem Interesse gemeinsam durch den Staat und die Teilnehmenden getragen werden. Der Anteil des Staats hängt von der Art der Weiterbildung und ihrem öffentlichen Interesse ab. Dieser Staatsbeitrag kann auch die Infrastruktur- und Betriebskosten des Anbieters der Weiterbildung einschliessen.

Abs. 2: Diese Bestimmung erinnert an den Grundsatz, dass Kurse, die der persönlichen Entfaltung oder der Freizeitgestaltung dienen, selbsttragend ohne finanzielle Beteiligung des Staats angeboten werden müssen.

Art. 80: Schulgeld

Gemäss dieser Bestimmung, die Bezug auf Artikel 11 BBG nimmt, dürfen durch Massnahmen dieses Gesetzes keine ungerechtfertigten Wettbewerbsverzerrungen gegenüber privaten Anbietern auf dem Bildungsmarkt entstehen. Deshalb müssen öffentliche Anbieter, die in Konkurrenz zu nicht subventionierten privaten Anbietern stehen, den Preis für ihre Angebote der berufsorientierten Weiterbildung an die Marktpreise angleichen.

Dieser Absatz sieht auch vor, dass die Spezialgesetzgebung vorbehalten bleibt. Dies betrifft insbesondere Kurse, die derzeit vom IWZ im Auftrag der Direktion durchgeführt werden, wie z.B. der Kurs für Berufsbildnerinnen und Berufsbildner in Lehrbetrieben (Art. 6 GEBV; SGF 420.16).

Die in diesem Artikel erwähnten Gebühren können aus einer Anmeldegebühr für die Ausbildung und/oder aus einer Prüfungsgebühr bestehen.

Art. 81: Kosten zulasten der Teilnehmenden

Diesbezüglich wird auf die Erläuterungen zu Artikel 80 verwiesen.

6.6 Höhere Berufsbildung

Art. 82: Finanzierung

Der vom Staat finanzierte Anteil hängt von den Gebühren ab, die von den Teilnehmenden verlangt werden, und von der Art der Ausbildung. Zum Beispiel kann eine Ausbildung im Pflegebereich teurer sein als eine Ausbildung, die keine oder nur wenige kostspielige Materialien und Ausrüstungen erfordert.

Diese Bildungsgänge können auch von Teilnehmenden aus anderen Kantonen besucht werden, die auf der Grundlage der interkantonalen Vereinbarungen einen Beitrag an ihre Finanzierung leisten.

Art. 83: Schulgeld

Der Staatsrat legt das Schulgeld und die Gebühren für diese Bildungsgänge fest, da sein Anteil an der Finanzierung erheblich sein kann.

Die in diesem Artikel erwähnten Gebühren können aus einer Anmeldegebühr für die Ausbildung und/oder aus einer Prüfungsgebühr bestehen.

Art. 84: Kosten zulasten der Teilnehmenden

Diesbezüglich wird auf die Erläuterungen zu Artikel 80 verwiesen.

6.7 Zusatzausbildungen

Art. 85: Schulgeld und Gebühren

Unter Zusatzausbildungen sind Ausbildungen zu verstehen, die nicht im BBG aufgeführt sind, wie z.B. Vorbereitungskurse auf die Berufsbildung, Brückenangebote (Vorbereitungsjahr) oder Ausbildungen mit kantonaler Bescheinigung (z.B. Kostümschneider/in). Diese Ausbildung wird im Couture-Lehratelier oder an der Berufsfachschule für Gestaltung (eikon) angeboten.

7 Datenschutz

Art. 86: Datenbearbeitung

Abs. 1: Diese Bestimmung stellt die Grundlage dar, die es den Behörden und Personen, die mit der Ausführung dieses Gesetzes beauftragt sind, erlaubt, Personendaten und besonders schützenswerte Personendaten zu bearbeiten, soweit sie diese für die Ausführung ihrer gesetzlichen Aufgaben benötigen.

Abs. 2: Diese Bestimmung sieht vor, dass der Staatsrat die Modalitäten, insbesondere zum Führen von Listen, zur Art der bearbeiteten Daten, zur Verwendung der AHV-Nummer sowie zum Zugang zu und zur Bekanntgabe und Aufbewahrung von Daten, unter Beachtung der Datenschutzgesetzgebung und nach dem Grundsatz der Verhältnismässigkeit festlegt.

Abs. 3: Die Datenschutzgesetzgebung bleibt vorbehalten.

8 Rechtsmittel

Art. 87: Entscheidform

Die schriftliche Form ist aufgrund der Bedeutung des Entscheids gerechtfertigt, da es sich um einen Entscheid handelt, der die Stellung einer auszubildenden Person beeinträchtigt oder beeinträchtigen kann. Dieser Begriff muss restriktiv ausgelegt werden. Die Stellung einer Person in Ausbildung wird durch jeden Entscheid beeinflusst, der mit

besonderer Intensität oder mit besonderem Ausmass die Rechte und Pflichten der Lernenden, ihren Bildungsweg und allgemein ihre Zukunft in der Berufsfachschule beeinflusst.

Art. 88: Entscheid der Lehrpersonen oder der Abteilungsvorsteherinnen oder Abteilungsvorsteher über die Stellung einer lernenden Person

Abs. 1: Wenn ein Entscheid eine in Ausbildung befindliche Person betrifft, ohne ihre Stellung zu beeinflussen, kann keine Einsprache erhoben werden. Nach der Rechtsprechung des Bundesgerichts ist eine einzelne Note nicht anfechtbar, es sei denn, sie sei dafür ausschlaggebend, dass die betroffene Person nicht promoviert wird, sie die Ausbildung nicht besteht, zu einer anschliessenden Ausbildung nicht zugelassen wird oder kein Prädikat erhält, dessen Vergabevoraussetzungen im Studienreglement festgelegt sind (BGE 136 I 229, Erw. 2.6).

Abs. 2: Einsprachen müssen schnell bearbeitet werden, so dass die betroffene Person ohne Verzögerung weiss, woran sie ist.

Art. 89: Entscheid der Direktorin oder des Direktors der Berufsfachschule über die Stellung einer lernenden Person

Abs. 1: Dies sind Entscheide, die von den Direktorinnen und Direktoren der Berufsfachschulen aufgrund der im vorherigen Artikel erwähnten Einsprachen getroffen werden.

Abs. 2: Eine allfällige Beschwerde an das Amt hat in der Regel entgegen Artikel 84 Abs. 1 des Gesetzes über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1) keine aufschiebende Wirkung. Dies bedeutet, dass der angefochtene Entscheid gilt, auch wenn eine Beschwerde dagegen erhoben wird, ausser das Amt hat die aufschiebende Wirkung wiederhergestellt.

Art. 90: Entscheid des Amts

Die Entscheide des Amts sind zuerst mit Einsprache beim Amt anfechtbar. Es handelt sich dabei um das Einspracheverfahren gemäss Artikel 103 VRG. Die aufgrund von Einsprachen getroffenen Entscheide des Amts können anschliessend bei der Direktion angefochten werden.

Art. 91: Entscheid von beauftragten Institutionen

In Anwendung von Artikel 61 BBG kann gegen Verfügungen von Institutionen, denen die Direktion einen Auftrag erteilt hat, zuerst beim Amt, dann beim Kantonsgericht Beschwerde erhoben werden. Diese Bestimmung wird dahingehend geändert, dass die Beschwerdebehörde neu das Amt und nicht mehr die Direktion ist.

Art. 92: Zivilrechtliche Streitfälle

Da es sich beim Lehrvertrag um einen privatrechtlichen Vertrag handelt, ist das Arbeitsgericht zuständig, um über daraus entstehende Streitfälle unabhängig vom Streitwert zu entscheiden. Solange der Streitfall aber noch nicht vor das Arbeitsgericht gebracht worden ist, kann das Amt versuchen, eine Einigung zwischen den Parteien herbeizuführen. Es ist anzumerken, dass Entscheide über Personen, die durch einen Bildungsvertrag gebunden sind (Art. 22), gestützt auf Artikel 88 und 89 angefochten werden können.

Art. 93: Strafbestimmungen

Abs. 1: Nach geltendem Gesetz können der Staat und die Vereinigung als Eigentümer der Schulgebäude eine Strafklage wegen Hausfriedensbruchs erheben (Art. 186 StGB; SR 311.0). Mit dieser neuen Bestimmung, die auch auf andere Verhaltensweisen abzielt, die den Unterricht oder den Schulbetrieb stören, können die Direktorinnen und Direktoren beim Oberamt des betreffenden Bezirks Anzeige erstatten.

Abs. 2: Sobald der oberamtliche Entscheid definitiv und rechtskräftig ist, wird er der Direktion mitgeteilt, die ihrerseits die betreffende Berufsfachschuldirektion darüber informiert.

9 Übergangs- und Schlussbestimmungen

Für die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes hängigen Verfahren sehen diese Bestimmungen vor, dass die Behörden zuständig bleiben, die nach bisherigem Recht damit befasst wurden. Sie sehen ausserdem vor, dass das bisherige Recht für Disziplinarverfahren, die bei Inkrafttreten dieses Gesetzes hängig sind, gültig bleibt, ausser die neuen Bestimmungen fallen für die direkt betroffenen Personen günstiger aus.

Gemäss Artikel 149 des Grossratsgesetzes (GRG; SGF 121.1) untersteht das Gesetz dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum. Der Staatsrat bestimmt das Inkrafttreten dieses Gesetzes.

6 Finanzielle und personelle Auswirkungen

6.1 Finanzielle Auswirkungen

Einige Bestimmungen des Gesetzesentwurfs haben finanzielle Auswirkungen in Form von zusätzlichen Ausgaben oder Einnahmeausfällen. Diese Auswirkungen sind insbesondere auf die Umsetzung der in Artikel 2 des Gesetzesentwurfs formulierten neuen Ziele zurückzuführen. Die nachstehende Tabelle fasst nach Themen geordnet alle Artikel des Gesetzesentwurfs zusammen, die finanzielle Auswirkungen haben:

Bereich	Artikel	Kommentar	Finanzielle Auswirkung
Zweisprachigkeit	2 Abs. 1 Bst. f 17 18	Es ist nicht möglich, die Anzahl der zusätzlichen Klassen vorherzusagen, die benötigt werden, um die neuen Bestimmungen zur Zweisprachigkeit umzusetzen. Die jährlichen Kosten für eine Klasse im dualen System belaufen sich auf etwa 80 000 Franken und die Kosten für eine Vollzeitklasse auf etwa 270 000 Franken. Die Eröffnung neuer Klassen senkt die Zahl der Personen, die eine Lehre ausserhalb des Kantons absolvieren, und damit den Betrag, der in Form von interkantonalen Beiträgen gezahlt werden muss. Für einen wöchentlichen Schultag ist die Eröffnung einer Klasse ohne zusätzliche Kosten ab 6 bis 7 Schülerinnen und Schülern möglich.	
Entwicklungsprojekte	38	Die finanzielle Auswirkung hängt von der Anzahl der Projekte ab, die gemäss den im Gesetz genannten Kriterien entwickelt werden.	
Berufliche Grundbildung	50 51 77	Die Anwendung des Grundsatzes der Unentgeltlichkeit des Berufsfachschulunterrichts für Erwachsene ohne Lehrvertrag führt zu Mindereinnahmen von etwa 300 000 Franken pro Jahr.	300 000 Fr. pro Jahr
Berufsorientierte Weiterbildung	56-58	Die finanzielle Auswirkung hängt davon ab, wie die Förderung der berufsorientierten Weiterbildung umgesetzt wird. Zum gegenwärtigen Zeitpunkt ist es nicht möglich, die Anzahl der Bildungsgänge zu schätzen, die das Kriterium des öffentlichen Interesses erfüllen und einer effektiven Nachfrage entsprechen könnten.	
Höhere Berufsbildung	61-64 80 81	Die finanziellen Auswirkungen hängen von der Entwicklung des Angebots an höherer Berufsbildung im Kanton und der Höhe der erhobenen Gebühren ab.	

6.2 Auswirkungen auf den Personalbestand

Der Gesetzesentwurf hat keine direkte Auswirkung auf das Personal. Die Umsetzung der Ziele hinsichtlich der Zweisprachigkeit und des Bildungsangebots in beiden Sprachen kann mittelfristig zu einem zusätzlichen Bedarf an Lehrpersonen in den Berufsfachschulen führen, was aber nicht automatisch der Fall sein muss. Der Bedarf wird insbesondere von den Mindestschülerzahlen abhängen, die im Reglement für die Schaffung einer neuen Klasse in der anderen Sprache oder einer zweisprachigen Klasse festgelegt werden.

Der Gesetzesentwurf beauftragt das Amt offiziell mit der strategischen Früherkennung im Bereich der Berufsbildung und der Erhebung von statistischen Daten. Teilweise wird diese Aufgabe bereits jetzt vom Amt erfüllt. Die Erwähnung im Gesetz sollte daher keinen Bedarf an zusätzlichen Ressourcen verursachen.

7 Auswirkungen auf die Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden

Der Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden. Es schafft auch keine neuen Aufgaben für die Gemeinden. Was die Finanzierung der Berufsbildungsinfrastruktur betrifft, so verringert die Einführung eines Stichtags für die Bestimmung des Wohnorts der Personen in der beruflichen Grundbildung den administrativen Aufwand der Gemeindeverwaltungen.

8 Auswirkungen auf die nachhaltige Entwicklung

In Erfüllung von Artikel 197 des Grossratsgesetzes (GRG; SGF 121.1) befasst sich das vorliegende Kapitel mit den Auswirkungen des Entwurfs auf die nachhaltige Entwicklung. Die qualitative und subjektive Bewertung wurde mithilfe des «Kompass 21» ohne externe Daten von einer Gruppe von Expertinnen und Experten des Staats durchgeführt. Bewertet wurde der Gesetzesvorentwurf, der in die Vernehmlassung geschickt wurde.

Die Bewertung zeigt eine deutliche Ausrichtung auf den gesellschaftlichen Aspekt der nachhaltigen Entwicklung, wobei die Auswirkungen insgesamt als positiv bewertet werden. Das neue Gesetz sollte die Zugänglichkeit, Flexibilität und Qualität der Bildungswege fördern. Insbesondere die Einführung der kostenlosen Berufsfachschulbildung für Erwachsene ohne Lehrvertrag, die bessere Betreuung der Lernenden mit besonderen Bedürfnissen und die Stärkung der beruflichen Weiterbildung sollten dazu beitragen.

Es werden positive Auswirkungen auf die Chancengleichheit und den sozialen Zusammenhalt erwartet, insbesondere dank der Festschreibung von Massnahmen zum Nachteilsausgleich und der verstärkten Zusammenarbeit mit den Sozialdiensten. Auch wenn dies nicht das vorrangige Ziel des Gesetzes ist, sind positive Auswirkungen auf die Gesundheit und die Prävention ebenfalls möglich, da der Staat Massnahmen ergreifen kann, um einen möglichen Arbeitskräftemangel auszugleichen, beispielsweise im Sozial- und Gesundheitswesen. Durch die Anpassung der Bildungsangebote an die Bedürfnisse von Spitzensportlerinnen und Spitzensportlern sowie Künstlerinnen und Künstlern können sich indirekt positive Auswirkungen auf Kultur, Sport und Freizeit ergeben.

Was die Umwelt betrifft, werden die Auswirkungen insgesamt positiv bewertet, wenn auch mit Vorbehalten. Durch die Rückverlegung bestimmter Ausbildungen nach Freiburg trägt das Gesetz potenziell dazu bei, dass kürzere Strecken zurückgelegt werden, und kann somit positive, wenn auch begrenzte Auswirkungen auf die Mobilität und die Luftqualität haben. Andere Auswirkungen sind ungewiss oder indirekt, wie beispielsweise jene im Zusammenhang mit dem Klimawandel, da die Förderung der Bildungsmobilität zu einem Anstieg des Verkehrsaufkommens führen könnte. Der Gesetzesentwurf enthält hingegen keine Bestimmungen, die sich direkt

oder indirekt auf den Boden, die Biodiversität, das Wasser, die Energie und den Ressourcenverbrauch auswirken, da die Tätigkeiten der VKBZ in ihren Statuten geregelt sind.

In wirtschaftlicher Hinsicht fällt die Bewertung positiv aus, wenn auch mit Vorbehalt, da die erwarteten Auswirkungen nur schwer zu beziffern sind. Die Wohlbildung, die Rahmenbedingungen, die wirtschaftliche Widerstandsfähigkeit und die Innovation werden positiv bewertet, insbesondere dank den gezielten Fördermechanismen, der Stärkung der Weiterbildung und der höheren Bildung sowie der Rolle der Zweisprachigkeit und der Mobilität, die dazu beitragen können, die Wettbewerbsfähigkeit der Unternehmen zu steigern. Ebenso tragen die Ausbildung qualifizierter Fachkräfte und die Möglichkeit, Ausbildungen von öffentlichem Interesse zu fördern, zur Stärkung des wirtschaftlichen Gefüges bei.

Im Bereich der öffentlichen Verwaltung bringt der Gesetzesentwurf erhebliche Verbesserungen für die Steuerung, die Verwaltungseffizienz und die Governance, und zwar insbesondere durch eine verstärkte Begleitung während der Ausbildung, eine bessere interinstitutionelle Koordination und die Einführung einer Früherkennung. Diese Entwicklungen tragen zu einem kohärenteren und vorausschauenden staatlichen Handeln bei.

Insgesamt zeigt die Bewertung, dass das Gesetz in hohem Masse auf die sozialen und wirtschaftlichen Ziele der nachhaltigen Entwicklung ausgerichtet ist und eine klar erkennbare positive Wirkung hat. Die Umweltwirkung bleibt eher begrenzt und fällt oft indirekt aus, doch könnten bestimmte Faktoren wie etwa im Bereich der Mobilität eine positive Wirkung zeigen, falls die Voraussetzungen für deren Umsetzung gegeben sind.

9 Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit

Der Gesetzesentwurf ist mit dem übergeordneten Recht vereinbar, das heisst mit dem Europarecht, dem Bundesrecht und der Kantonsverfassung.

Annexe

GRAND CONSEIL

2024-DEEF-24

Projet de loi:
Révision totale de la Loi sur la formation professionnelle (LFP)

Propositions de la commission ordinaire CAH-2026-011

Présidence : Vincent Pfister

Membres : Laurent Baeriswyl, Nicolas Berset, Daniel Bürdel, Jacques Dumas, Regula Hayoz Helfer, Armand Jaquier, Catherine Kolly, Savio Michellod, Marc Pauchard, Françoise Savoy

Entrée en matière

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'entrer en matière sur ce projet de loi.

Propositions acceptées (projet bis)

La commission propose au Grand Conseil de modifier ce projet de loi comme suit :

Art. 2 al. 1 let. a

[¹ Outre ceux qui sont énoncés par la législation fédérale, la présente loi a notamment les buts suivants :]

- a) ~~encourager~~ assurer la collaboration entre les autorités cantonales et les organisations du monde du travail ;

Art. 16 al. 4

⁴ Dans ses décisions relatives aux lieux de formation, le Service tient notamment compte de la durée des déplacements imposés aux personnes en formation, sous réserve des accords intercantonaux.

Anhang

GROSSER RAT

2024-DEEF-24

Gesetzesentwurf:
Entwurf des Gesetzes über die Berufsbildung (BBiG)

Antrag der ordentlichen Kommission AHK-2026-011

Präsidium : Vincent Pfister

Mitglieder : Laurent Baeriswyl, Nicolas Berset, Daniel Bürdel, Jacques Dumas, Regula Hayoz Helfer, Armand Jaquier, Catherine Kolly, Savio Michellod, Marc Pauchard, Françoise Savoy

Eintreten

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, auf diesen Gesetzesentwurf einzutreten.

Angenommene Anträge (projet bis)

Die Kommission beantragt dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf wie folgt zu ändern:

Art. 2 Abs. 1 Bst. a

[¹ Neben den Zielen, die in der Bundesgesetzgebung festgelegt sind, hat dieses Gesetz insbesondere folgende Ziele:]

- a) die Zusammenarbeit der kantonalen Behörden mit den Organisationen der Arbeitswelt ~~fördern~~ gewährleisten;

Art. 16 Abs. 4

⁴ Bei Entscheiden über den Ausbildungsort berücksichtigt das Amt insbesondere die Dauer der Reisen, die von den lernenden Personen verlangt werden, vorbehaltlich der interkantonalen Abkommen.

A1

A2

Art. 18 al. 2

² Le Conseil d'Etat élabore des dispositions relatives aux offres d'enseignement, à la promotion de la langue partenaire ainsi qu'aux conditions d'admission et d'octroi d'une attestation cantonale de formation bilingue.

Art. 20 al. 3

³ Le Service ~~peut prévoir~~ prévoit des mesures particulières pour les personnes en formation admises au programme «sports-arts-formation» (SAF). Il prend en considération leurs besoins scolaires et sportifs ou artistiques.

Art. 25 al. 1

¹ Les écoles professionnelles soutiennent et encouragent les personnes en formation présentant des aptitudes ou des besoins particuliers par des mesures pédagogiques appropriées, individuelles ou collectives ou par une organisation particulière de l'enseignement, des épreuves ou des examens.

Art. 26 al. 1, al. 2

¹ Les personnes en situation de trouble fonctionnel ou de handicap, l'un et l'autre devant être attesté médicalement par un ou une spécialiste agréé-e, peuvent bénéficier de mesures de compensation des désavantages.

² Le Conseil d'Etat ~~peut~~ édicter des dispositions sur les mesures de compensation, ainsi que sur la compétence et la procédure d'octroi.

Art. 36 al. 1

¹ Les écoles professionnelles offrent un service de médiation et peuvent avoir recours à des spécialistes.

Art. 56 al. 1

¹ La formation continue à des fins professionnelles (ci-après: la formation continue) a pour but de renouveler, d'approfondir et de compléter les qualifications professionnelles des personnes ~~au bénéfice d'une formation professionnelle~~ ainsi que d'en acquérir de nouvelles, avec l'objectif d'améliorer l'intégration, la flexibilité et la mobilité professionnelle.

Art. 18 Abs. 2

A3

² Der Staatsrat stellt die Bestimmungen zum Unterrichtsangebot, zur Förderung der Partnersprache sowie zu den Zulassungsbedingungen und ~~zu den~~ Kriterien für die kantonale Bestätigung der zweisprachigen Ausbildung auf.

Art. 20 Abs. 3

A4

³ Das Amt ~~kann besondere Massnahmen sieht~~ sieht für Lernende ~~vorsehen~~, die zum Programm «Sport-Kunst-Ausbildung» (SKA) zugelassen sind, besondere Massnahmen vor. Es berücksichtigt deren schulische und sportliche respektive künstlerische Bedürfnisse.

Art. 25 al. 1

A5

¹ Die Berufsfachschulen unterstützen und fördern Lernende mit besonderen Fähigkeiten oder Bedürfnissen mit geeigneten individuellen und kollektiven pädagogischen Massnahmen oder mit Anpassungen in der Organisation des Unterrichts, der Lernkontrollen und der Lehrabschlussprüfungen.

Art. 26 Abs. 1, Abs. 2

A6

¹ Personen mit einer ~~ärztlich bescheinigten~~ Behinderung oder Funktionsstörung, die von einer anerkannten Spezialistin oder von einem anerkannten Spezialisten bescheinigt wurde, können Massnahmen für den Nachteilsausgleich in Anspruch nehmen.

A7

² Der Staatsrat ~~kann~~ erlässt Vorschriften über die Massnahmen für den Nachteilsausgleich sowie über die Zuständigkeit und das Verfahren für deren Gewährung ~~erlassen.~~

Art. 36 al. 1

A8

¹ Die Berufsfachschulen bieten einen Mediationsdienst an und können auf Spezialistinnen und Spezialisten zurückgreifen.

Art. 56 Abs. 1

A9

¹ Die berufsorientierte Weiterbildung (die Weiterbildung) ~~richtet sich an Personen mit einer Berufsbildung und~~ dient dazu, bestehende berufliche Qualifikationen zu erneuern, zu vertiefen und zu erweitern oder neue berufliche Qualifikationen zu erwerben, um die berufliche Integration, Flexibilität und Mobilität zu verbessern.

Vote final

Par 11 voix contre 0 et 0 abstention, la commission propose au Grand Conseil d'accepter ce projet de loi tel qu'il sort de ses délibérations (projet bis).

Catégorisation du débat

La commission propose au Bureau que l'objet soit traité par le Grand Conseil selon la catégorie I (débat libre).

Propositions refusées

Les propositions suivantes ont été rejetées par la commission :

Amendements

Art. 2 al. 1 let. k

k) encourager et soutenir la formation continue à des fins professionnelles.

Art. 20 al. 3

³ Le Service ~~peut prévoir~~ prévoit des mesures particulières, en fonction des besoins, pour les personnes en formation admises au programme «sports-arts-formation» (SAF), en tenant compte de la réalité du terrain.

Art. 21 al. 2

² En cas de cessation de l'activité du prestataire de la formation à la pratique professionnelle ou de difficultés rencontrées par ce dernier, le Service ~~veille~~ garantit, en collaboration avec la commission d'apprentissage concernée, à ce que la formation initiale entamée puisse, autant que possible, être terminée dans la durée définie par l'ordonnance fédérale sur la formation professionnelle initiale topique (ci-après: les ordonnances sur la formation).

Art. 24 al. 1 let. d

d) ou toute autre mesure jugée utile.

Schlussabstimmung

Mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen beantragt die Kommission dem Grossen Rat, diesen Gesetzesentwurf in der Fassung, die aus ihren Beratungen hervorgegangen ist (Projekt bis), anzunehmen.

Kategorie der Behandlung

Die Kommission beantragt dem Büro, dass dieser Gegenstand vom Grossen Rat nach der Kategorie I (freie Debatte) behandelt wird.

Abgelehnte Anträge

Folgende Anträge wurden von der Kommission verworfen :

Änderungsanträge

Art. 2 al. 1 Bst. k

B1 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 20 Abs. 3

B2 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 21 Abs. 2

B3 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 24 Abs. 1 Bst. d

B4 *Antrag in französischer Sprache eingereicht.*

Art. 25 al. 1

Amendement déposé en langue allemande.

Art. 25 Abs. 1**B5**

¹ Die Berufsfachschulen unterstützen und fördern Lernende mit besonderen Fähigkeiten, Begabungen oder Bedürfnissen mit geeigneten individuellen und kollektiven pädagogischen Massnahmen oder mit Anpassungen in der Organisation des Unterrichts, der Lernkontrollen und der Lehrabschlussprüfungen.

Art. 25 al. 3

³ Concernant les risques psychosociaux et d'atteinte à l'intégrité personnelle, il est mis à disposition une prestation indépendante faisant office de personne de confiance.

B6**Art. 25 Abs. 3**

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 36 al. 1

¹ Les écoles professionnelles offrent un service de médiation et peuvent avoir recours aux travailleurs scolaires sociaux (TSS).

B7**Art. 36 Abs. 1**

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 37 al. 1

¹ Le Conseil d'Etat prévoit des dispositions afin que les écoles professionnelles sensibilisent les personnes en formation en lien avec des questions de prévention, d'altérité et de sécurité.

B8**Art. 37 Abs. 1**

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 55 al. 1 let. b

b) ~~procéder, dans la mesure du possible,~~ à une visite durant les deux premières années d'apprentissage de chaque personne en formation, dans son milieu de pratique professionnelle ou durant les cours interentreprises, et établir un rapport de visite à l'intention du Service;

B9**Art. 55 Abs. 1 Bst. b**

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Art. 81 al. 3

³ De manière subsidiaire, l'Etat soutient la personne en formation par des bourses afin d'encourager la formation continue au sens de la présente loi, de la rendre accessible aux personnes ayant un salaire inférieur au salaire médian fribourgeois. Le Conseil d'Etat établit un règlement dégressif qui tient compte du revenu, des pertes de ce denier généré par la formation et des charges en découlant.

B10**Art. 81 Abs. 3**

Antrag in französischer Sprache eingereicht.

Résultats des votes

Les propositions suivantes ont été mises aux voix :

Première lecture

La proposition A1, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B1, est acceptée par 8 voix contre 2 et 1 abstention.

La proposition B2, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B4, est acceptée par 6 voix contre 4 et 1 abstention (un membre absent).

La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B5, est acceptée par 8 voix contre 1 et 1 abstention (un membre absent).

La proposition A6, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La proposition A7, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 10 voix contre 0 et 1 abstention.

La proposition B7 et la version initiale du Conseil d'Etat obtiennent chacune 5 voix ; il y a 1 abstention. Le Président tranche en faveur de la proposition B7.

La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B8, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.

La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B9, est acceptée par 8 voix contre 3 et 0 abstention.

La proposition A9, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.

La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B10, est acceptée par 7 voix contre 3 et 1 abstention.

Deuxième lecture

La proposition A2, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 6 voix contre 3 et 2 abstentions.

Abstimmungsergebnisse

Die Kommission hat über folgende Anträge abgestimmt:

Erste Lesung

A1 Antrag A1 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B1 mit 8 zu 2 Stimmen bei 1 Enthaltung.

B2 Antrag B2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B4 mit 6 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung (ein Mitglied ist abwesend).

B4 Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B5 mit 8 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung (ein Mitglied ist abwesend).

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B5 mit 8 zu 1 Stimmen bei 1 Enthaltung (ein Mitglied ist abwesend).

B5 Antrag A6 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A6 Antrag A7 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 10 zu 0 Stimmen bei 1 Enthaltung.

A7 Der Antrag B7 und der ursprüngliche Antrag des Staatsrats erhalten jeweils 5 Stimmen; es gibt 1 Enthaltung. Der Präsident entscheidet zugunsten des Antrags B7.

B7 Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B8 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

CE Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B8 mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

B8 Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B9 mit 8 zu 3 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Zweite Lesung

CE Antrag A9 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

A9 Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B10 mit 7 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung.

La proposition A3, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A3 CE	Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A4, opposée à la proposition B2, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A4 B2	Antrag A4 obsiegt gegen Antrag B2 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A5, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A5 CE	Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B3, est acceptée par 9 voix contre 2 et 0 abstention.	CE B3	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B3 mit 9 zu 2 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La version initiale du Conseil d'Etat, opposée à la proposition B6, est acceptée par 6 voix contre 4 et 1 abstention.	CE B6	Der ursprüngliche Antrag des Staatsrats obsiegt gegen Antrag B6 mit 6 zu 4 Stimmen bei 1 Enthaltung.
La proposition A8, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.	A8 CE	Antrag A8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Troisième lecture

La proposition A2, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A2 CE	Antrag A2 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A3, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A3 CE	Antrag A3 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A4, opposée à la proposition B2, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A4 B2	Antrag A4 obsiegt gegen Antrag B2 mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A5, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 11 voix contre 0 et 0 abstention.	A5 CE	Antrag A5 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 11 zu 0 Stimmen bei 0 Enthaltungen.
La proposition A8, opposée à la version initiale du Conseil d'Etat, est acceptée par 7 voix contre 4 et 0 abstention.	A8 CE	Antrag A8 obsiegt gegen den ursprünglichen Antrag des Staatsrats mit 7 zu 4 Stimmen bei 0 Enthaltungen.

Le 4 septembre 2026

Dritte Lesung

Den 4. September 2026